CONSENTSUS - PUBLICATIONS - WP6 - WP7

Le boum des groupes d'achat alternatifs 2

Au bar, citoyens ! 4

Three strategies for sustainable consumption 6

En marche 16

Futures 29

Work package 6: The role of alternative producer-consumer practices for transition(s) towards a sustainable food system 42

Hoe ziet onze voeding eruit in 2050 ?..... 48

Enquêtes sur les systèmes alimentaires locaux Aperçu des résultats 59

Q SAMPLE 87

Work package 7: exploring the governance of transitions of sustainable consumption patterns..... 89

Interviews 155

Paru dans « La Libre Belgique »

PLANÈTE

Le boum des groupes d'achat alternatifs

Myriam Leroy

Mis en ligne le 05/10/2010

- - - - - - - - - - - -

Une étude souligne le développement soudain de cette nouvelle manière de concevoir la consommation alimentaire. Ainsi que ses freins et ses adjuvants.

- **Vers notre dossier Planète**

France2

Ils étaient quasi inexistants en Wallonie et à Bruxelles avant 2006. Ils sont désormais une septantaine. "Ils" ? Les groupes d'achat alternatifs (GAA). Soit les groupes d'achat solidaires (GAS), les groupes d'achat communs (GAC) et les groupements d'achat solidaires de l'agriculture paysanne (GASAP). Leur appellation varie en fonction de leur lieu d'implantation, tout comme leur stade de développement, de "professionnalisation". Mais tous constituent, au-delà d'un approvisionnement alternatif en nourriture, l'occasion de se questionner sur la construction d'une société différente, régie par d'autres modes de consommation.

"En cela, souligne Valentine Van Gameren, du Centre d'études du développement durable de l'ULB, *les GAA sont des laboratoires de consommation, des lieux où l'on assiste à la remise en question de certaines pratiques, où l'on met l'accent sur les alternatives, et qui peuvent influer sur d'autres domaines que la consommation alimentaire."* Voilà pourquoi ces groupes d'achat sont aujourd'hui scrutés avec attention. En particulier dans le cadre du projet de recherche CONSENTSUS (Construction of scenarios and exploration of transition pathways for sustainable consumption patterns) mené conjointement par l'Institut pour un développement durable (IDD), le Centre d'études du développement durable (CEDD) et le CDO Centrum voor duurzame ontwikkeling (CDO - UGent).

Financée par le volet "Science pour un développement durable" de la Politique scientifique fédérale, cette étude en trois angles arrive en phase terminale, après trois ans de recherches. *"On s'est demandé s'il existait des niches de consommation alimentaire avec un potentiel de développement tel qu'il se substitue au système dominant ou qu'il le change en l'influençant. Réponse : oui, ce sont les groupes d'achat alternatifs",* explique Paul-Marie Boulanger, de l'IDD. Lequel a publié une double enquête sur les facteurs internes de développement des GAA, c'est-à-dire sur les gens et leur motivation. On en retiendra le portrait suivant, brossé à l'aide d'un questionnaire distribué à tous les groupes recensés en Wallonie et à Bruxelles. Ils sont récents (ceux qui datent d'avant 2006 sont l'exception), nés de l'initiative de consommateurs (et non de producteurs), utilisent un local fixe qui est livré toutes les deux semaines, choisissent leurs producteurs en fonction surtout de leurs méthodes de production et de leur proximité géographique, et sélectionnent leurs produits par rapport à leur caractère local - l e critère biologique n'ayant que très peu d'importance.

L'autre volet de l'enquête porte sur l'attitude des membres (et ex-membres) des GAA. Nonante d'entre eux se sont pliés au jeu de la cotation de propositions. Une méthode qui a révélé la multitude de profils au sein de ces groupes. Ce qui constitue un défi quant à leur développement futur. *"Nous remarquons que très peu nombreux sont les membres qui ont une volonté de prosélytisme, de faire en sorte que le système se multiplie"* , s'étonne Paul-Marie Boulanger.

Si le développement des GAA ne vient pas de ceux qui les font de l'intérieur, sont-ils susceptibles d'être poussés par des éléments externes ? C'est le sujet de l'étude du CEDD, qui a examiné comment les groupes étaient insérés dans l'environnement institutionnel. *"Il s'agit de voir quels sont les obstacles et les opportunités*

d'un point de vue macro , détaille Valentine Van Gameren. *Et comme supposé, on est en présence des uns et des autres. On sait, par exemple, qu'il y a une remise en question globale de l'agriculture conventionnelle actuellement, qu'il y a une volonté de rénover le système, mais on remarque aussi des éléments défavorables au développement des GA, comme la réglementation sanitaire très stricte de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ou la difficulté d'accéder à une terre hors héritage."*

Car si les GAA sont en plein boum, le nombre d'agriculteurs n'est pas extensible et freine le développement de cette nouvelle manière de remplir son frigo et ses idées.

Au bar, citoyens !

Ambiance chaleureuse et grande tablée à Tout l'Or du Monde, «Epicerie et dégustation équitables » , 7 rue Plattesteen, à Bruxelles.

Altérez-Vous café citoyen

Voilà que des épiceries, des bars et autres cafés résolument commerciaux se font également « citoyens ». Rencontre avec quelques initiateurs de ces nouveaux lieux, en Belgique et en France.

C'est un endroit aux couleurs chaudes, décoration « faite maison » à partir de matériaux et d'objets recyclés. L'atmosphère se veut conviviale, elle sensibilise à la consommation en privilégiant les produits locaux, biologiques et/ou équitables. Les responsables du lieu se prêtent volontiers à une discussion sur la philosophie de leur projet ou l'origine des produits vendus. C'est vrai qu'ils étonnent et détonnent par rapport aux cafés ou aux épiceries « du coin de la rue ». Mais ici, pas de prise de tête, pas de moralisme. Vous ne passez pas seulement pour faire vos courses ou boire un verre mais parfois aussi pour l'ambiance conviviale et les activités culturelles. De quoi s'agit-il ? Où êtes-vous tombé ?

Sans moralisme et avec convivialité

Ces nouveaux projets citoyens sont portés par une nouvelle vague de jeunes entrepreneurs en recherche de cohérence, désireux de confronter leurs idéaux à la réalité. L'idée est *« d'associer une petite entreprise résolument commerciale, professionnelle, avec une approche militante, engagée en faveur d'une consommation équitable et respectueuse de l'environnement, au Sud comme au Nord »,* explique Antoine Suberville, fondateur du café-boutique Tout l'or du monde, installé depuis septembre 2007 dans le centre de Bruxelles. Cette philosophie se traduit non seulement dans la sélection de produits issus de l'agriculture biologique, le plus souvent locale, et du commerce équitable, mais également dans le choix du statut de société coopérative, parfois associé à une finalité sociale. Ces initiatives se positionnent ainsi comme une troisième voie entre l'approche bénévole, voire caritative qui a marqué les débuts d'un mouvement comme le commerce équitable et la généralisation actuelle de la vente, dans les supermarchés, de produits alimentaires labellisés bio et équitables.

Concrètement, pas question de faire des sermons ou du militantisme : *« Nous ne voulons pas faire violence, ni moraliser les personnes qui viennent dans le lieu »,* insiste Aurélien, l'un des initiateurs de La Vie enchantiée, bar-restaurant rennais imaginé par cinq amis en 2008. *« L'objectif est avant tout de créer un espace convivial et éventuellement de sensibiliser les personnes par un questionnement concernant les produits. »* En effet, si l'image citoyenne associée à un café ou à une épicerie attire certaines personnes, elle peut aussi être une forme de repoussoir pour un public plus large.

Au départ, il ne s'agit pas de réinventer la poudre, mais de changer les perspectives à partir d'activités journalières comme se nourrir ou boire un verre. Ainsi, la sensibilisation au respect de la planète et des droits humains est proposée dans des lieux où se produit un échange au quotidien (le café, l'épicerie), à travers la consommation de produits ordinaires mais issus de circuits alternatifs et donc parfois inconnus du grand public.

Pas de Coca, voilà pourquoi…

A Louvain-la-Neuve, les quatre porteurs du projet de café citoyen Altérez-vous, Patrick, Sorina, Jean-François et Marie-Astrid, s'inscrivent également dans cette mouvance. *« Notre objectif est de sensibiliser à travers la consommation. Si quelqu'un nous demande un Coca, par exemple, nous expliquons pourquoi il n'y en a pas à la carte et nous leur proposons un produit alternatif. Nous faisons attention à une foule de détails : l'eau est gratuite pour souligner que l'eau est un droit fondamental. C'est à travers tous ces petits détails que l'on peut arriver à des questions plus profondes. »*

Une telle démarche est véritablement pédagogique, car elle suscite un questionnement et un apprentissage continu, non seulement

des clients mais des initiateurs des projets eux-mêmes. *« Suite à la création du Champ commun, une épicerie et bar de proximité implantée dans le village d'Auban en Bretagne, nous avons été amenés à beaucoup nous interroger sur la signification de la production locale : y a-t-il une taille critique ? Où le local commence-t-il et où s'arrête-t-il ? »,* explique Mathieu, gérant en charge de l'épicerie depuis janvier 2010. Les initiateurs de ces démarches se conçoivent d'abord comme des animateurs et non comme des commerçants. La confrontation des idéaux de départ à la réalité s'avère néanmoins parfois difficile, quand il s'agit de se procurer régulièrement des produits frais et locaux suffisamment diversifiés pour la petite restauration, ou quand il faut composer entre les obligations familiales et les horaires d'ouverture du café-épicerie.
Autre spécificité de ces nouveaux entrepreneurs : leur volonté de s'adresser au public au sens large et pas uniquement à la niche des personnes déjà sensibilisées. C'est ici que l'aspect militant entre en jeu : les marges sur les produits vendus sont souvent réduites pour favoriser l'accès de tous à ces produits, tout en faisant face à la concurrence. *« En tous cas, l'objectif principal est toujours d'être cohérent avec l'ensemble du projet, même si ça demande beaucoup de sacrifices, plus de travail, moins de marges »,* estime Sorina du café citoyen Altérez-vous. La philosophie du projet prime donc sur le caractère commercial de l'activité.

Quand la culture joue les intermédiaires

L'originalité de ces nouveaux projets commerciaux ne s'arrête cependant pas là. Ces cafés-épiceries d'un nouveau genre se veulent aussi des espaces culturels. Apéros équitables, tables d'hôtes, rencontres-dégustations avec des producteurs, conférences-débats mais aussi concerts, soirées contes, espace d'exposition, centre de documentation ou encore, plus original, soirée tricots, conversations et chants en dialecte gallo (1), atelier de fabrication de produits de beauté et de produits d'entretien… Le type d'activités organisées dépend des spécificités du lieu et des sensibilités des fondateurs, bien sûr, mais parfois aussi d'une collaboration avec des associations locales ou des initiatives des clients eux-mêmes. Beaucoup de cafés citoyens sont des espaces de relais, des lieux privilégiés de réunion pour les associations locales, ce qui favorise leur mise en réseau. Loin d'être des concurrents à d'autres initiatives de consommation alternative, les cafés et épiceries citoyennes favorisent plutôt leur développement en se transformant en lieux de distribution pour des AMAP (2) ou en lieux de dépôt pour des paniers bio, par exemple. Le public a aussi la possibilité de s'approprier l'endroit en fonction de ses caractéristiques et de ses goûts. Le culturel joue l'intermédiaire et ouvre les portes de la sensibilisation.
La philosophie de cette démarche est également liée à la prise en compte des spécificités du lieu dans lequel s'inscrit l'activité commerciale. A l'opposé des chaînes de magasins standardisés, l'activité de ces cafés et autres épiceries citoyennes se déploie en cohérence et en synergie avec un espace géographique, un environnement naturel, une histoire, des traditions et une culture. Conséquence : des personnes non sensibilisées au départ s'approprient progressivement les lieux et en tirent même une certaine fierté. *« L'autre jour, une vieille dame du village est venue dans le magasin avec ses enfants qui lui rendaient visite pour leur montrer fièrement le lieu,* raconte Mathieu. *Elle a passé un certain temps à parcourir les étalages des produits de la région pour leur expliquer d'où ils venaient et comment ils étaient fabriqués. Elle était vraiment chez elle. C'est aussi dans ces moments-là que notre démarche prend tout son sens. »*

Quel bilan ?

Quelle est, en définitive, la viabilité de ces projets d'un nouveau type ? S'ils parviennent effectivement à vivre de leurs idéaux, voire à engager des employés en plus des « patrons », ces cafés-épiceries citoyens restent souvent économiquement précaires et demandent un investissement personnel important. *« Tout cela a un impact sur la vie privée : on ne peut pas se lancer dans un projet de ce type si on n'a pas des convictions fortes et beaucoup de motivation. Il n'y a aucun incitant particulier de la part des pouvoirs publics pour appuyer ce genre d'initiatives »,* soulignent Sorina et Patrick d'Altérez-vous. Ces situations, parfois difficiles d'un point de vue économique, ne paraissent cependant pas entamer la confiance et l'enthousiasme de ces nouveaux entrepreneurs sans doute un peu portés par l'énergie positive des lieux qu'ils habitent. Car si les cafés et épiceries citoyens se veulent des lieux de réflexion, ils sont aussi les vitrines des actions menées dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Comme le dit le slogan du Champ commun, *« Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ».* ■

Anne-Laurence Lefin & Coline Ruwet - Institut pour un développement durable

(1) Le gallo, ou langue gallèse, parlé par un peu moins de 30 000 personnes, est la langue d'oïl traditionnelle de la Haute-Bretagne. Ses locuteurs sont les gallos, ou gallésants.
(2) Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. Le principe est de créer un lien direct entre paysans et consommateurs, qui s'engagent à acheter les produits à un prix équitable et en payant à l'avance.

Quel potentiel pour les Groupes d'achats alternatifs ?

L'intérêt pour les cafés citoyens et autres initiatives du genre fait suite à une double enquête menée par l'Institut pour un développement durable sur les groupes d'achats alternatifs (communs, solidaires…) en Wallonie et à Bruxelles (1). Cette enquête visait à explorer les caractéristiques et les mécanismes de ces groupes, de même que les moteurs et les obstacles (internes ou externes) à leur développement. L'objectif était de répondre à cette double question : quel est leur potentiel d'extension et de pérennisation ? Comment pourraient-ils éventuellement participer à la transition vers un système alimentaire global plus durable ?
L'une des conclusions de l'étude est la suivante : dans une perspective de développement futur, de généralisation des groupes d'achats, l'un des défis majeurs serait de parvenir à conserver leurs spécificités et atouts en termes de durabilité, tout en rendant ces caractéristiques attractives pour d'autres consommateurs. Or, l'une de leurs originalités essentielles est leur capacité à remplir plusieurs fonctions en même temps : les membres de ces groupes sont tout à la fois des consommateurs (ils y achètent des produits), des citoyens (ils ont conscience qu'être membre d'un GAC est aussi une expression de type « politique » – même si elle n'est pas politisée –, un moyen de « changer le monde »), des êtres conscients de leur environnement et attachés à le protéger, et enfin des individus inscrits dans des relations de convivialité (entre eux et avec les producteurs).
Seule la première de ces fonctions est généralement remplie par les supermarchés ou les magasins traditionnels, pourtant choisis par la plupart des consommateurs, pour des raisons de commodité. Comment parvenir à intégrer d'autres fonctions dans un lieu avant tout destiné à la vente (ou à la consommation) de nourriture ? Et comment remettre en valeur la place de l'intermédiaire entre producteurs et consommateurs, place absente et dévalorisée dans les groupes d'achats alternatifs ? En vue de développer un scénario prospectif, d'imaginer un lieu d'un autre genre (une sorte de « maison de la nourriture »), nous nous sommes penchés, en guise d'inspiration, sur ces initiatives déjà existantes, qui avaient fait le pari d'offrir à un large public la combinaison de ces différentes dimensions : commerce, relations conviviales, sensibilisation et expression. ■

(1) www.iddweb.eu

En savoir +

- **www.alterezvous.be**
  Café citoyen, Louvain-la-Neuve
- **www.toutlordumonde.be**
  Épicerie et dégustation équitables, Bruxelles
- **www.lechampcommun.fr/**
  Estaminet et épicerie bio, dans le village d'Augan (France)
- **www.la-vie-enchantiee.coop**
  Bar-resto en coopérative, Rennes (France)
- **www.cafecitoyen.org**
  Café citoyen, Lille (France)

INSTITUT
Veolia Environnement

S·A·P·I·E·N·S
VOLUME 3 ISSUE 2 2010

Surveys

Three strategies for sustainable consumption

Paul-Marie Boulanger

Institut pour un Développement Durable
Correspondence to: pm.boulanger@skynet.be

Abstract

An environmental program of sustainable consumption is one that causes humans to flourish along with the ecosystems. It fosters humans' well-being and quality of life, along with environmental quality. We argue that there are three different, but complementary, ways to achieve these objectives: eco-efficiency, de-commoditization (or de-commodification), and sufficiency. The paper shows how these three strategies arise from a decomposition analysis of sustainable development as a program of maximizing a well-being-environmental load ratio. After describing the main characteristics of the three strategies, the paper concludes with the necessity to build mixed sector policies that have varying eco-efficiency, de-commoditization and sufficiency components, according to the consumption domain and social, economic and social circumstances and, in particular, the probability and importance of efficiency and sufficiency rebound effects.

Keywords: Sustainable consumption, eco-efficiency, de-commoditization, sufficiency, life style.

TABLE OF CONTENTS

1. Introduction
2. Sustainable development: a decomposition analysis
3. The eco-efficiency strategy
4. The sufficiency strategy
5. The de-commoditization (or de-commodification) strategy
6. Conclusions

Published: 9 september 2010.
Edited by: Gaëll Mainguy – This paper has been reviewed by Jørgen Nørgård and another anonymous referee
© Author(s) 2010. This article is distributed under the Creative Commons Attribution 3.0 License.

1. INTRODUCTION

Regardless of the differences among existing conceptions and theories of sustainable development, they all begin by acknowledging vital environmental issues (climate change, loss of biodiversity, water and soil pollution, coming shortages in non-renewable resources, deforestation, overharvesting of natural resources, etc.) caused, notably, by inappropriate production and consumption patterns. As stated in Agenda 21(4.3), "[T]he major cause of the continued deterioration of the global environment is the unsustainable pattern of consumption and production, particularly in industrialized countries". It is therefore imperative that consumers in industrialized countries adopt more sustainable consumption patterns, making 'use of goods and services that respond to basic needs and bring a better quality of life, while minimizing the use of natural resources, toxic materials and emissions of waste and pollutants over the life cycle, so as not to jeopardise the needs of future generations' (Ofstad 1994). Sustainable consumption policies should concentrate on the dematerialization and detoxification of current consumption practices and models. Dematerialization consists of reducing the amount of material required to satisfy social needs or, if otherwise stated, increasing the productivity of the materials used (Geiser 2001, p204) in bringing about human wellbeing. Less material used means less natural capital drawn, less resource (notably energy producing resources) depletion, and less material released as waste. Detoxification means reducing the toxic characteristics of materials used in products and processes. In practice this can be achieved by reducing the volume of toxic materials used in a process or a product, reducing the toxicity of materials used by changing their chemical characteristics and substituting more benign substances for toxic chemicals.

The path towards dematerialized and detoxified goods and services can be summarized by the four R's: Reduce, Repair, Reuse, and Recycle. There has been a tendency to consider these objectives as technical problems for which solutions are to be found in technological and scientific innovations that lead to improvements in the eco-efficiency of production and consumption patterns. However, scientific-technical innovations are only part of the solution if not, as some critics argue, more of the problem than solution. We assert that significant benefits in Reducing, Reusing, Recycling and Repairing will not result from changes at the production level only, but from inescapable changes in consumption practices and institutions. More generally, a decomposition analysis of sustainable development program shows that the policy that privileges technical innovations is only one of three possible strategies, the two others being de-commoditization and sufficiency. This paper proposes such a decomposition analysis and explores in greater detail each of the strategies that emerges from it. It concludes with the need to mix them in suitable proportions, according to the characteristics of each consumption issue.

2. SUSTAINABLE DEVELOPMENT: A DECOMPOSITION ANALYSIS

Sustainability can be described (and measured) in productivity of environmental resources (or of material efficiency) in fostering the well-being of humans.

This is the road taken by Common (2007) in measuring national economic performance without using prices and by the New Economic Foundation with its "Happy Planet Index", which consists of the following ratio:

$$S_{it} = WB_{it} / EF_{it}$$

where:

- S_{it}= the sustainability of country *i* at time *t*
- WB_{it} = the level of well-being in country *i* at time *t*;
- EF_{it} = the ecological footprint of country *i* at time *t*.

There are many different ways to express and measure wellbeing, but a discussion of this is outside the scope of this paper. Common and the NEF's option consists of multiplying an objective measure of wellbeing (life expectancy at birth) by an indicator of reported happiness (subjective satisfaction with life), obtaining as a result a kind of "happy life expectancy". We will leave WB unspecified hereafter and continue with the following expression (with country and time subscripts dropped):

$$S = WB/EF \qquad (1)$$

This formula can be used in parallel with Nørgård's (2006) decomposition of what he calls the "overall efficiency" of production and consumption patterns. He demonstrates that "overall efficiency" is the interplay of four "local" efficiencies: satisfaction efficiency, service efficiency, maintenance efficiency and throughput efficiency. The overall efficiency ratio of the final output (satisfaction) to the primary input ("eco-sacrifice") is thus disaggregated in a succession of interrelated intermediary ratios, as follows:

$$\text{Overall-efficiency} = \frac{\text{Satisfaction}}{\text{Eco-sacrifice}} = \frac{\text{Satisfaction}}{\text{Service}} \; \frac{\text{Service}}{\text{Stock}} \; \frac{\text{Stock}}{\text{Throughput}} \; \frac{\text{Throughput}}{\text{Eco-sacrifice}}$$

The formula is best understood by starting with the last ratio, the "Throughput/Eco-sacrifice" ratio or throughput efficiency. It expresses the productivity of the production process with respect to environmental resources. Then comes what Nørgård calls the "maintenance efficiency". It refers to the durability, reparability, etc., of the stock of goods and is expressed by the "Stock/Throughput" ratio. This ratio is the inverse of the goods replacement rate, i.e., the number of new goods entering the inventory (stock) in relation to the size of the existing inventory (stock). The service efficiency, or "Service/Stock" ratio, refers to the number of services provided by a given stock of goods. This

mainly concerns the way in which the goods are appropriated and used. For instance, the ratio is higher for a taxi than for an individual car, because the former is used throughout the whole day by many customers, while the latter is typically used only twice a day by one customer. Finally, the satisfaction efficiency refers to the satisfaction brought by the service. For instance, in the town's current traffic conditions, the mobility service provided by the individual car is becoming less and less satisfying. As Nørgård (2006, p18) observes, "The reason for adding satisfaction efficiency ... is that in the affluent part of the world, the *marginal* satisfaction of increasing services from the market seems to be very low and declining, maybe even below zero".

Nørgård's analysis of consumption efficiency shows how limited and partial are public and business policies that concentrate exclusively on the throughput efficiency ratio by aiming only at *decreasing the mass of materials in products*. This is only one part, and perhaps not the most important part, of the answer to the issue of sustainability of our production and consumption patterns. However, it is probably the easiest policy to put to work in a capitalist and technology-driven economy (and culture) because it doesn't challenge their fundamental growth and production orientation. Actually, the more you move from the right of the formula to the left, the more you move away from what is taken for granted in our industrial societies and bring into question their deepest and most unconscious cultural underpinnings. Indeed, going one step further than the eco-efficiency or "decoupling" policy, a more demanding ecological modernization approach would act also upon the "Stock/Throughput" ratio by encouraging more accumulation of durable goods and struggling against the "planned obsolescence" of many so-called "durable" goods. This means (Geiser 2001) extending the useful life of multi-use products[1] and designing products not only for upgrading and adaptation, but also for reconditioning and remanufacture, repair and reuse.

Service efficiency expresses the rate of service that is obtained from the consumer's stock of goods (durable and non-durable). One effective way to increase service efficiency is to substitute services for products, as in the above-mentioned example of the taxi vs. the individual car. Another strategy in this respect is to foster the sharing of products, as for instance car sharing. Where the use pattern of a product involves long periods of disuse or where the acquisition costs are high, products generally may be shared among multiple users. Examples are numerous (Geiser 2001, p324): ladders, lawnmowers, washing and drying machines in residential areas; tool and equipment rental stores that allow customers to share the use of hardware and avoid individual purchases; video rental stores that offer a wide choice of films to customers by sharing the services provided by the individual DVD machines, etc. The sharing of products can be organized in a commercial way. However, as we will see below, it is also a characteristic of non-market systems of provision, such as state-owned libraries or community-based exchange systems.

Finally, the Satisfaction/Service ratio expresses the fact that the ultimate goal of consumption is well-being, happiness or needs satisfaction. Clearly, some goods or services are more efficient than others in bringing satisfaction, or well-being. However important this question, we will concentrate here on the environmental consequences of consumption.

Combining Common's and Nørgård's analysis, and generalizing the latter, we propose to decompose formula (1) thus:

$$S = (WB/C) * (C/EF) \qquad (2)$$

where **C** = Commodities and **WB/C** refers to the productivity of commodities in terms of well-being, while **C/EF expresses** the intensity of commodities in natural resources.

Formula **(2)** shows that sustainability can be improved by increasing **(WB/C)**, by increasing **(C/EF)** or both — that is by decreasing the intensity[2] in commodities of well-being, by decreasing the intensity in resources of commodities or both.

Things can be disaggregated further. The term (WB/C) can be expressed as:

$$(WB/Se) * (Se/C)$$

"**Se**" refers to the notion of service as used by Nørgård (as in the context of energy and not as used in the national accounting context). Indeed, what matters for the energy consumer is not energy as such (Kw/h), but the lighting, mechanical power, etc., that is brought about by energy. Similarly, what matters for the user of a TV set is not the TV-set as an object, but the services it provides in the form of TV programs. One way to define the notion of service in the need-satisfier framework that is advocated by Max-Neef (1991) is to define it as the interface between the satisfier and the need or as the "satisfying virtue" of the satisfier. **WB/Se** stands for the productivity of the services in terms of well-being and (Se/C) for "consumption efficiency", the productivity of commodities in producing services. The full formula then becomes:

$$S = (WB/Se) * (Se/C) * (C/EF) \qquad (3)$$

Formula 3 shows that there are three "pure" strategies for use in enhancing environmental sustainability:

1. Increasing the (WB/Se) ratio by decreasing Se, while maintaining or increasing WB. This amounts to partly disconnecting well-being from services. It could be called the *sufficiency* strategy.
2. Increasing the ratio (Se/C) by decreasing C. It could be called the *de-commoditization* of the services strategy.
3. Increasing the (C/EF) ratio by decreasing EF[3]. This strategy aims at decreasing the energy and materials content of commodities consumption. It is the well-known *eco-efficiency* strategy.

1 On the contrary, one-use products are those that are totally exhausted (except for waste and pollution) in the act of consumption, like food, fuel, drugs, etc.
2 The intensity in resource R of production P is the inverse of the productivity of the resource R in production P. In others words, productivity is measured by the ratio P/R and intensity by the ratio R/P. The more productive something is, the less intensive it is, and vice versa.
3 Note that Nørgård's last two ratios are aggregated in our (C/EF) formulation. This means that we don't distinguish between Nørgård's maintenance efficiency and throughput efficiency.

Before discussing them (albeit in a different order than above for discussion purposes), it is necessary to note that Formula 3 is not complete. It leaves out the ecological footprint of the consumption of non-commercial satisfiers. Indeed, the proposed decomposition makes a partition between two kinds of satisfiers, commodities and non-commodities, but takes into account only the environmental load of commodities, as if non-commodities are necessarily environmentally neutral. We will discuss this more thoroughly in the section on the de-commoditization strategy.

3. THE ECO-EFFICIENCY STRATEGY

If the three strategies have the potential to contribute to greater efficiency in the use of natural resources in the process of creating well-being, we limit the extension of the eco-efficiency strategy to those actions taken to decrease directly the intensity in raw materials of the production, use and disposal of *commodities*. These include non-renewable sources of energy. In fact, the concept of **eco-efficiency** has been put forward by the World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) in its 1992 publication "Changing Course". The WBCSD objective was (and still is) to produce and consume more goods and services, while using fewer resources and creating less waste and pollution.

According to the WBCSD, eco-efficiency is achieved by the delivery of 'competitively priced goods and services that satisfy human needs and bring quality of life while progressively reducing the environmental impact of goods and intensity of resource use throughout the entire life-cycle to a level in line with the Earth's estimated carrying capacity.'

Eco-efficiency is what mottos such as "Factor 4" — which calls for halving the use of resources while doubling wealth (Von Weizsäcker, Lovins and Lovins 1998) — or "Factor 10" (a 90% reduction of resource uses) are about. It is claimed that the eco-efficiency strategy is compatible with capitalism, as indicated by the choice of the title, "Natural Capitalism" (Hawken, Lovins and Lovins 1999), for the book that was published one year after "Factor 4", which was written by two of the former's authors. Yet, the authors of "Natural Capitalism" criticized Factor 4 for focusing too narrowly on eco-efficiency, which they described as "only a small part of a richer and more complex web of ideas and solution" (Hawken, Lovins and Lovins 1999: Introduction p.*x*). They argued that, 'Without a fundamental rethinking of the structure and the reward system of commerce, narrowly focused eco-efficiency could be a disaster for the environment by overwhelming resource savings with even larger growth in the production of the wrong products, produced by the wrong process, from the wrong materials, in the wrong place, at the wrong scale, and delivered using the wrong business models' (idem, pp.*x-xi*).

"Natural capitalism", the three co-authors said, "is based on four strategies":

1. Radical resource productivity: as in former eco-efficiency, but on a larger scale;
2. Biomimicry: redesigning industrial systems by imitating the functioning of natural eco-systems organized as closed-loop systems in which materials are constantly reused;
3. Service and flow economy: changing the relationship between producer and consumer and shifting from an economy of goods and purchases to an economy of services and flows.
4. Investing in natural capital.

With the introduction of a strategy of "service and flow", natural capitalism adds to the agenda an important principle that was lacking in Factor 4. In some way, this strategy can be seen as a kind of embryo of a full-fledged "de-commoditization" strategy. However, let us repeat that the proposal doesn't constitute a departure from capitalism or "industrialism" (Dryzek 2005 [1997]), but its reorientation, notably by "making markets work" (the title of Chapter 13).

The "natural capitalism" concept has been warmly received by engineers and firm managers who are concerned with the environment or their firm's public image. The closed-loop model of the natural eco-systems is central to the "industrial ecology" concept. The idea of biomimicry is being pushed as far as possible today in "green chemistry and engineering" (Doble and Kruthiventi 2007) where former chemical process that needed high temperatures and pressures (and therefore consumed a great deal of energy) are being progressively replaced by bio-transformation and catalysis occurring at ambient temperature and pressure. Still more spectacular are recent innovations in chemistry that are based on an imitation of the way in which living organisms grow basic materials, such as teeth, hair, skin, shells, bones, tusks, etc.

One recent and popular expression of the eco-efficiency strategy is found in the "cradle-to-cradle" movement, which claims to go beyond eco-efficiency and 'leave aside the old model of product-and-waste, and its dour offspring "efficiency" and embrace the challenge of being not efficient, but effective with respect to a rich mix of considerations and desires' (McDonough and Braungart, 2002, p.72). The fundamental concept of "cradle-to-cradle" is the abolition of the very idea of "waste" by making the case that what was once a waste to dispose of in one way or another now becomes food for some living system. This shows that the idea of eco-efficiency has evolved since its adoption by the WBCSB. The level of demands has increased steadily, going from simple end-of-pipe solutions (if not mere "green washing"), to greening (eco-efficiency, product stewardship) and now beyond greening to "cradle-to-cradle" and eco-effectiveness, etc. Of course, it remains to be seen if actual practices have followed at the same pace.

The important thing is that, whatever their differences, all versions of the eco-efficiency strategy share the following characteristics:

- Confidence in technological innovation as the main solution to un-sustainability;

- Reliance on business as the principal actor of transformation. The emphasis is on firms designing new products, shifting to new production processes, and investing in R&D, etc., more than on the retailer or the consumer, let alone the citizen.
- Trust in markets (if they are functioning well);
- "Growthphilia": there is nothing wrong with growth as such. Moreover, with "cradle-to-cradle", growth is conducive to sustainability *per se*.

No special role is devoted to the state except for making markets function as they should (removing barriers to market efficiency) and providing the right incentives through taxes, and subsidies, etc.[4]

Unfortunately, the eco-efficiency strategy is hampered by some often unforeseen limits that are known as "rebound effects" (Herring and Sorrell 2009). Rebound effects account for the fact that eco-efficiency improvements do not necessarily lead to equivalent reductions in consumption of the resource concerned by firms and households and can even, in some circumstances, trigger an increase in use at the micro and/or macroeconomic level (the so-called 'backfire' effect). Indeed, more efficiency means lower costs. Hence lower market prices and lower market prices means increasing the effective demand for the good that benefited from the efficiency improvement or for other goods and services whose environmental load may sometimes be higher, thanks to the income saved in consuming the first good. Here is a familiar example. So far, all increases in the energy efficiency of car engines (mileage per gallon) have led to more mileage/car and/or to more holiday flights made affordable by efficiency improvements in air transport (more efficient engines and flight procedures) and thanks to the income not spent in fuelling the car (Schettkat 2009, Small and Van Deder 2005).

To conclude, even if eco-efficiency improvements can bring a relative decoupling between growth in consumption and growth in environmental pressure by minimizing environmental inputs per unit of GDP, they will not necessarily translate to "absolute decoupling" (i.e., to decreasing absolute amounts of energy and raw materials consumed or pollutants emitted by a given economy) (Jackson 2009; Grosse 2010). In other words, if eco-efficiency can reduce the environmental load per unit of consumption, it will not be sufficient to reduce the total ecological footprint of an economy. However, in many cases (notably in GHG emissions), it is the absolute amount of pollution that we want to address.

At first sight, one could assume that adequate taxation is all that we need to neutralize the income and price effects that are triggered by improved eco-efficiency. However, compensating by taxation for the cost-saving effects of better technologies will not suffice if the additional revenue from the taxation returns to the market sphere as additional comsumption of commodities by the public or private sector (after re-distribution). Definitive rationing under a state authority, as was undertaken on a wide scale in the UK during the Second World War, is probably the most effective way to contain consumption growth. However, what is possible under the very special circumstances of war is probably not doable in normal times. Then, sufficiency is the only non-authoritarian alternative to rationing.

4. THE SUFFICIENCY STRATEGY

Sufficiency as a sustainability principle, together with efficiency and equity, has been advocated by H. Daly (1996), and more recently by T. Princen (2003, 2005). Princen presents it as a very simple, common-sense idea: 'Sufficiency as an idea is straightforward, indeed simple and intuitive, arguably "rational." It is the sense that, as one does more and more of an activity, there can be enough and then there can be too much. I eat because I'm hungry, but at some point I'm satiated. If I keep eating, I become bloated. I go for a walk because it feels good — because I enjoy the movement, the fresh air, and the scenery, but if my physical exertion begins to override my pleasure, I've had enough. If I keep walking to the point where all my attention is on my aching feet and tired legs, I've had too much. I can sense the excess (Princen 2003: 43).

So, the logic of sufficiency consists of consuming the right quantity of material goods and services, a quantity that is just necessary and sufficient for optimal health, well-being and happiness, escaping both the Charybdis of underconsumption (poverty) and the Scylla of overconsumption.

This translates into two attitudes:

- Striving to get the maximum wellbeing from each unit of material service consumed. This is actually a kind of efficiency at a consumption behaviour level as it comes to optimizing the well-being/consumption ratio at an individual level. This asks for more reflexivity from the part of the consumer who is, therefore, driven to become genuinely "sovereign" and really "mindful" of his consuming practices.
- Minimizing the role of material services in the definition and production of wellbeing (cultural dematerialization).

For the affluent consumer, sufficiency means necessarily "downsizing" one's consumption and living standards. Because the present high level of consumption in western societies (and more and more in non-western societies as well) could not occur without a socio-cultural conception of wellbeing and happiness that fosters the pursuit of "materialistic" values ('indulgence', 'pleasure", 'comfort') more than non-materialist values of self-control, spirituality, simplicity, etc., it follows that "...interventions aimed at reducing consumption will be most effective if they bring about higher-level changes in the socio-economic-cognitive system — i.e., by changing cultural values or worldviews" (Brown and Cameron, 2000, p.34).

So far, only a small (but growing) minority[5] of members of industrialized societies really endorse the sufficiency principle. It is advocated mainly by small groups of activists in the name of

4 Actually, the role given to the state varies according to the version of the eco-efficiency discourse. It can be as minimal as just guaranteeing optimal functioning of markets or a bit more active by engaging in "smart regulation" (Jänicke 2008). It is in the "transition management" approach to ecological modernization, that government has its most important role, but in a context of general "reflexive governance".

5 Schor (1998) estimates the percentage of "downshifters" in the USA at about 20%, which is not so low.

"de-growth"[6] or voluntary simplicity. Obviously, the sober lifestyle adopted by many environmental and de-growth activists is first of all a manifestation of their concern for the great majority of non-consumers in the world and for the wellbeing of future generations, so that their consumption patterns can be truly characterized as "responsible" if not purely "altruistic". However, sufficiency can be pursued for various reasons, not all of which are necessarily altruistic. Downsizing or relocating consumers can also be motivated by purely selfish reasons, such as improving one's health, avoiding stress, the nostalgia for a "good old time" and so on (Zavestoski 2001). In between, we find the "alternative hedonism" that is advocated by Elizabeth Soper (2007) as a kind of republicanism in consumption.

Besides its role in counteracting eco-efficiency rebound effects, there is another compelling environmental reason that favours a sufficiency strategy. Not all resources can benefit from eco-efficiency improvements. Some can be protected only by restricting harvesting, extraction or final consumption. For example, no eco-efficiency improvement in production processes (or in consumption practices) can ensure that fewer fishes are going to be harvested in the seas and oceans or fewer trees timbered in the forests. On the contrary, these are domains that are technological innovations that are run in the opposite direction, towards more and more harvesting. Only a restriction in consumption by way of rationing (harvesting quotas), such as heavy taxation on end-products (provided that the tax revenues will not find their way back into the overall consumption process) or voluntary abstinence can protect these kinds of resources. There are historical examples of such voluntary restrictions — at least at the collective level. Diamond (2005) reports the interesting case of Trobriand islanders who decided around 1600 to stop consuming (and, therefore, raising) pigs in order to protect the ecosystems of their island, which was severely hampered by their proliferation.

Unfortunately, like efficiency, sufficiency can trigger rebound effects as Blake Alcott (2008) showed. To illustrate the logic of sufficiency-induced rebound effects, just imagine what would happen if affluent consumers were to significantly reduce their consumption of meat. The interplay of supply and demand at the global level would lead to a decrease in world prices of meat (and also, probably of crops), making its production affordable for customers in underdeveloped and emerging countries who hitherto had been unable to afford it, at least at the collective level. A new, supply-demand equilibrium would soon be reached at lower prices, but at practically the same consumed quantities. Even if such a result is fortunate from a global justice point of view, nothing will be gained for the environment if additional measures are not taken. The same reasoning can be applied to other important resources, such as energy. It is here that de-commoditization comes into play.

5. THE DE-COMMODITIZATION (OR DE-COMMODIFICATION) STRATEGY

Eco-efficiency and sufficiency boil down to "doing without" or "doing with less" policies. In regards to consumption, especially from a Western country perspective, this makes sense in view of the environmental burden of our consumption patterns. However, there is more in sustainable development than dematerialization and detoxification (i.e., "refraining from"). Sustainable development is best understood as a process of active, adaptive management of complex social-ecosystems. As such, it needs much more sophisticated concepts and scientific models than what underpins the dematerialization and detoxification policies. For example, the general framework proposed by Ostrom (2007, 2009) as scientific underpinning for sustainable development conceptualizes social-ecological systems through seven categories of variables. They are resource systems, resource units, governance systems, users, interactions, outcomes, and related eco-systems. The "user" set is composed of seven variables, including number of users, socio-economical attributes of users, history of use, location, norms, social capital, and so on. The "governance system" refers to institutions, such as government, NGOs, property rights, collective choice rules, and constitutional rules, etc. Such a perspective is less interested in the properties of the consumed commodities than by the general context of their use and, in particular, the institutional rules that drive producers' and consumers' behaviour. Allen, Tainter & Hoekstra (2003, 14), who advocate a particular, hierarchical system approach of the adaptive management conception of SD, state,

'We will achieve sustainability when it becomes a transparent outcome of managing the contexts of production and consumption rather than consumption itself' (Allen, Tainter & Hoekstra 2003, 14). A fundamental assumption of hierarchical system theory (Allen 2009; Norton 2005) is that any system can be controlled only from the level above it, its context, and that the context of mass consumption is the consumer society and the domination of markets which characterizes it.

The de-commoditization strategy consists of acting one level up on the institutional context of consumption in Western, consumer societies. Thus, while the eco-efficiency strategy targets the product and the sufficiency strategy targets the person (the consumer as decision-maker), the de-commoditization strategy targets the institutional context in which consumption takes place. De-commoditization is the reverse of the 'tendency to preferentially develop things most suited to functioning as commodities — things with qualities that facilitate buying and selling — as the answer to each and every type of human want and need' (Manno, 2002:70). It aims at decreasing the influence of commodities and, more generally, of the market institution in the way in which people satisfy their needs and desires. It seeks to limit what Hirsch (1977) called the "commercial bias" or "commercialization effect", the fact that 'an excessive proportion of individual activity is channelled through the market so that the commercialized sector of our lives is unduly large' (Hirsch 1977, p.84).

There is no clear-cut criterion that allows one to distinguish commodities from non-commodities. Manno (2002) shows that all goods and services can be ranked on a scale of "commodity

6 Note that many de-growth activists and theorists object fiercely to sustainable development, which they consider to be still addicted to economic growth.

Mode of provision	Manner of obtaining service	Who does the work	Who pays (if anyone)	Principle by which service is obtained
Market	Commercial purchase	Paid employees	Consumer	Market exchange
State	Claim to entitlement	Paid employees	State (tax payer)	Citizenship right
Communal (cooperatives LET)	Personal interconnections	Neighbours or acquaintances	No money involved	Reciprocal obligations
Domestic	Household Do-it-yourself	Members of household	No money involved	Family obligation

Table 1: A typology of modes of provision. Source: Harvey et al. (2001)

potential", a measure of the degree to which they have qualities that are associated with, and define, a commodity. Goods that have "High Commodity Potential" (HCP) are generally those that are the most alienable, excludable, standardized, uniform, adaptable, depersonalized, anonymous, mobile, transferable, international, and context-independent, etc. On the contrary, goods and services that have low commodity potential are openly accessible or difficult to price, context-dependent, embedded, personalized, and localized, etc. In order to illustrate the distinction, Manno considers how children satisfy their needs to play. At the most commercial end of the scale, the need can be satisfied with mass-marketed toys, such as Barbie dolls, which are inexpensive and marketed worldwide, but the production and distribution of which are energy-intensive and wasteful. In the middle of the scale, one finds locally produced, handcrafted toys, dolls and games that are usually made from renewable materials and that have local or culturally idiosyncratic designs. Finally, at the far-end of the commodity-potential scale are activities and games that don't require commercial objects.

There is another crucial difference between the two kinds of goods and services. HCP goods and services are uniquely demand-oriented. This means that, if the corresponding needs are missing, they are created by marketing and advertising. On the other hand, "Low Commodity Potential" (LCD) goods and services are needs — oriented, rather than demand–oriented. If there is no demand because of poverty and destitution, there is a moral (and policy) duty to compensate directly or indirectly the lack of resources in order to meet the need. Therefore, while the poor can be excluded from the consumption of HCP goods and services, this is less often the case with LCP goods and services.

According to Harvey et al. (2001, p.4) : "... a useful distinction can be made between demand and consumption, processes now too frequently conflated. Demand signifies the concerns of suppliers in markets and thereby concentrates on the possibilities and terms of commodity exchange. Consumption refers to a much broader set of social practices whereby people utilize services and products that are only sometimes acquired by purchase in a market and which are deployed in the context of social values that transcend the confines of instrumental and rational calculation".

Decoupling consumption from demand and limiting the influence of markets amounts to increasing the influence of others systems or organizations through which we satisfy our needs and aspirations, that is, others "modes of provision". There is nothing new in such a process. As Warde (1997, p154) observed, "The history of consumption might be written as a process whereby activities shift between spheres — from the household to the market, and sometimes back again, from the market to the state, and sometimes back again".

Table 1 shows what distinguishes these different "modes of provision".

If we group the domestic and communal modes of provision under the general heading of "communal sphere", we can illustrate the de-marketization (or de-commoditization) strategy with the help of an equilateral triangle as in Figure 1.

Let us call "consumption pattern", the proportion of energy and material services consumed by households (share of households' time-and-money budgets) respectively in the form of commercial commodities, public good services and goods and communal services and goods. Every consumption pattern can be represented by a point in an equilateral triangle, with the distances between each point and the middle of the three sides of the triangle expressing the proportions of consumption occurring under the market, state and communal mode of provision.

Points situated at the apexes are pure state, market or communal consumption patterns. All other involve market, state

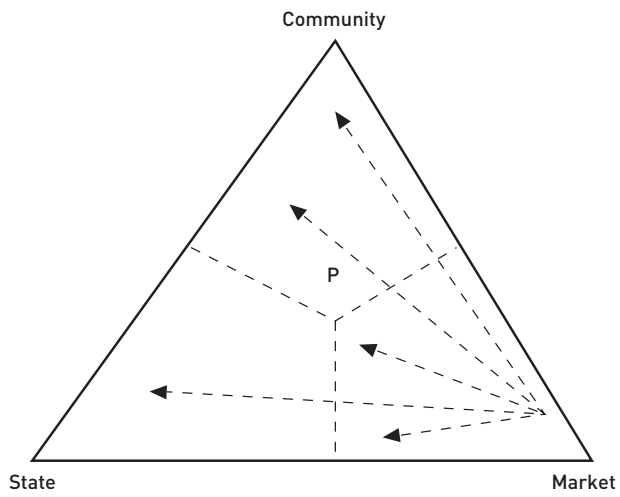


Figure 1: The modes of provision triangle

and community components, although in very different proportions. Point P represents a pure mix of 1/3 market-based, 1/3 state-based and 1/3 community-based satisfiers[7]. One calls "modal split" the most frequent consumption pattern in a given society (Gershuny 1983). In affluent, consumer societies, the great majority of consumption (hence of the modal split) is concentrated in the bottom right area.

What role can de-commoditization play in the transition to environmentally sustainable consumption? We have no definitive and firmly established response to this difficult question, but will put forward four arguments, the main function of which is to trigger debate:

1. The dramatic rise in private consumption that followed World War II was the outcome of a process of commoditization that began with the industrial revolution. Remember Marx's analysis of the commodity cycle in book 1 of Das Kapital and Polanyi's concept of the "grand transformation"— which accelerated tremendously during the "fordist" stage of development of capitalism and eventually climaxed during the transformation of the "society of producers" into "consumer society" at the post-fordist, post-modern stage of capitalism (Slater 1997, Harvey 1990). It is the main factor responsible for the actual level of consumption, and hence of the size of our economies, which is the main factor of unsustainability.
2. De-commoditization, whether one is favour of state monopolies or of community-based systems, reduces the main incentive to produce ever growing quantities of goods and services — the search for profit. Thus, it breaks the cycle of profits-investments-commodities-profits that generates economic growth.
3. Insofar as de-commoditization leads to the re-localization of sectors of the economy, it insulates them from world markets and limits the scope of efficiency and sufficiency rebound-effects.
4. Consumption takes time in general (Steedman 2001), but consumption in the communal or public sector is, generally, more time-intensive (less efficient) than in the market sector. Indeed, one of the main matters of concern of marketing is to shorten as far as possible the cycle of consumption (buy-use-discard-buy again) so that more commodities can be sold. De-commoditized consumption, in general, takes more time per unit consumed than commodities consumption. Because the total time cannot be extended, de-commoditized consumption implies that eventually fewer units are consumed or less time is spent at work. In the latter case, earnings are necessarily reduced and, therefore, final consumption as well. Furthermore, eco-efficiency improvements in de-commoditized communal activities are generally reached at the expense of higher labour intensity of production (think of organic farming or commuting by bicycle) and consumption that again reduce the time available for extra consumption.
5. Sharing ladders, lawnmowers, washing and drying machines, tools and equipment, and books and videos, etc., as advocated by Geiser (2001) is plain de-commoditization. It allows the satisfaction of the same quantity of needs (or almost the same) with less production. This is exactly what is going on in LETS and others community-based modes of provision. Empirical surveys show that they are actually both more eco-efficient and sufficiency-prone than commercial markets. The sustainability potential of LETS (Local Exchange and Trade Systems) has been analyzed by Seyfang (2001) and Briceno and Stagl (2006). As a matter of fact, it appears that LETS activities really contribute to lessening the ecological footprint of consumption by relocating the economy, decreasing transportation costs and pollution and fostering sharing, pooling, reusing, recycling and repairing[8]. Moreover "they promote and develop new skills and self reliance and are thus effective in meeting many needs of a humanistic and social nature that have been neglected in the mainstream economy" (Briceno and Stagl 2006).

To conclude, de-commoditization gives more importance to the public (especially, local authorities) and the communal sectors (families, neighbourhoods, and communities) in providing for more needs and wants satisfaction, and, moreover, definition. However, de-commoditization is not a yes-or-no process. It refers to a full range of transformations, from the least disruptive to the most radical. In the food consumption sector, for example, it can mean Community Supported Agriculture, local products in conventional shops, farmers' market, farm food outlets or box schemes (Terragni, Torjusen and Vittersø, 2009).

6. CONCLUSIONS

Until recently, the ecological modernization approach to consumption with its emphasis on technology and efficiency improvements has been the dominant topic in sustainable development. However, there is growing scepticism about the capability of the ecological modernization approach to produce sustainable development. Many scholars are convinced that the transition to sustainable patterns of consumption will need much wider and deeper transformations than what the advocates of ecological modernization or transition management approaches are generally ready to consider. There is a gradually emerging consensus that transition towards sustainability will need innovations and changes at three different levels:

- at the technological level where products and services with a lighter ecological footprint must replace less eco-efficient ones;

7 The idea of using an equilateral triangle in this context comes from Boulding (1970). Note that the same triangle can be used to illustrate entire societies (Kolm 1984), schemes of repartition of individuals, and activities (Van Parijs 1991), etc.

8 Seyfang's (2001) survey of the Kwin LETS gave the following information: 91% of participants agreed that development should involve less consumption, but a greater quality of life. 77% felt that LETS was a greener economy than the mainstream economy. 40% felt their quality of life had increased with LETS and 31% felt more able to live a greener lifestyle. 23% claimed to have been more environmentally aware of their localities through LETS. 45% of the members bought recycled or second-hand equipment from within the scheme, 25% directly reduced consumption and 37% of traders obtained property repairs. From another LETS, Seyfang reports that 31% of the members purchased maintenance and repair work, making it the third largest good or service bought.

- at the institutional level where non-market based modes of provision can be promoted alongside marked-based ones;
- at the cultural level where less materialistic values and lifestyles should be developed and fostered without a loss in the welfare of people.

In other words, effective transitions to sustainable consumption will probably involve mixed strategies that, acting on the three levers identified above, with the mix differing according to the consumption sector or domain (food, mobility, housing, leisure...) and the culture and current consumption level of each society. In any case, consumers from rich, Western, industrialized countries will have to learn to consume less (sufficiency) with more efficiency and also differently (de-commoditization).

Acknowledgements

This paper has been written as part of the "Consentsus" (for "Construction of Scenarios and Exploration of Transitions Towards Sustainable Consumption Patterns") research project financed by the Belgian Science Policy under its "Science for Sustainable Development" Program. I thank my colleague at IDD A-L Lefin and my partners in the Consentsus project, E.Paredis and M. Crivits from the Centrum Voor Duurzame Intwikkeling (CDO, University of Gent), as well as T. Bauler, E. Mutombo and G. Wallenborn from the Centre d'Etudes du Développement Durable (University of Brussels) for their help, support and remarks. However, they are not responsible for any errors or personal stands taken in this paper. I also thank two anonymous reviewers and Gaëll Mainguy for his stimulating remarks and suggestions.

References

Alcott, B. (2008). "The sufficiency strategy: Would rich-world frugality lower environmental impact?" Ecological Economics, 64: 770-786.

Allen, T.F.H., J.A. Tainter & T. W. Hoekstra (2003). Supply-Side Sustainability. New York: Columbia University Press.

Allen,T.F.H. (2009)."Hierarchy Theory in Ecology". In S.E. Jørgensen (ed.) Ecosystem Ecology, Amsterdam, Boston:Academic Press, Elsevier, pp.114-120.

Boulding, K. (1970). A Primer in Social Dynamics, New York: Free Press.

Briceno T. & S. Stagl (2006). "The role of social processes for sustainable consumption", Journal of Cleaner Production, 14:1541-1551.

Brown, P.M. & L.D.Cameron (2000). "What can be done to reduce overconsumption? Ecological Economics, 32, pp 27-41.

Common, M. (2007). "Measuring national economic performance without using prices", Ecological Economics, 64 (1): 92-102.

Daly, H. (1996). Beyond Growth. Boston: Beacon Press.

Diamond, J. (2005). Collapse. How Societies Choose to Fail or Succeed. New York: Viking Penguin.

Doble M. & A.K. Kruthiventi, eds. (2007). Green Chemistry & Engineering. Amsterdam: Academic Press, Elsevier.

Dryzek, J.G. (2005 [1997]). The Politics of the Earth. Oxford : Oxford University Press.

Geiser, K. (2001). Materials Matter. Toward a Sustainable Materials Policy. Cambridge, Mass: The MIT Press.

Gershuny, J. (1983). Social Innovation and the Division of Labour. Oxford: Oxford University Press.

Grosse, F. (2010). "Is Recycling 'Part of the Solution'? The Role of Recycling in an Expanding Society and a World of Finite Resources", Sapiens, Vol.3, N°1. On line at http://sapiens.revues.org/index906.html.

Harvey, D. (1990). The Condition of Postmodernity. Cambridge, MA. And London: Blackwell.

Harvey, M. A. et al. (2001). "Between Demand & Consumption: A Framework for Research." CRIC Discussion paper N°40. University of Manchester.

Hawken, P. A.B. Lovins & L. H. Lovins (2000 [1999]). Natural Capitalism. The Next Industrial Revolution. London: Earthscan.

Herring, H. & S. Sorrell (eds.) (2009). Energy Efficiency and Sustainable Consumption. The Rebound Effect. UK: Palgrave McMillan.

Hirsch, F. (1976). Social Limits to Growth. London and Henley: Routledge and Kegan.

Jackson, T. (2009). Prosperity Without Growth. Economics for a Finite Planet. London: Earthscan.

Jänicke, M. (2008). Ecological modernisation: new perspectives. Journal of Cleaner Production. 16, 557-565.

Kasser, T. (2002). The High Price of Materialism. Cambridge Mass. the MIT Press.

Kolm, S.C. (1984). La bonne économie: la réciprocité générale. Paris : PUF.

Lintott, J. (2007). Sustainable consumption and sustainable welfare; in Zaccaï, E. ed. Sustainable Consumption, Ecology and Fair Trade. London and New York: Routledge. pp. 41-57.

Max-Neef, M. (1991). Human Scale Development. The Apex Press, New-York and London.

McDonough W. & M. Braungart (2002). Cradle To Cradle. New York: North Point Press.

Manno, J. (2002). Commoditization: Consumption Efficiency and an Economy of Care and Connection" in Prinzen, T. M. Maniates and K. Conca (eds), Confronting Consumption. Cambridge, Mass.: the MIT Press., pp. 67-101.

Nørgård, J.S. (2006). Consumer Efficiency in conflict with GDP growth. Ecological Economics 57 15-29.

Norton, B.G. (2005). Sustainability. A Philosophy of Adaptive Ecosystem Management. Chicago and London: Chicago University Press.

Ofstad, S. (ed.) (1994) Symposium: Sustainable Consumption. Ministry of the Environment, Oslo.

Ostrom, E. (2007). Sustainable socio-ecological systems: an impossibility? Annual Meeting of the American Association for the Advancement of Science, "Science and Technology for Sustainable Well-Being," San-Francisco, pp.15–19.

Princen, T. (2003). Principles for Sustainability: From Cooperation and Efficiency to Sufficiency. Global Environment Politics, 3 (1):33-50.

Princen, T. (2005). The Logic of Sufficiency. Cambridge, Mass.: MIT Press.

Ostrom, E. (2009). A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems. Science Vol. 325, N°24, pp.419-422.

Schettkat, R. (2009). Analyzing Rebound Effects. Wuppertal Papers N°177, Wuppertal Institute.

Schor, J. (1998).The Overspent American: Upscaling, Downshifting and the New Consumer. New York: Basic Books.

Seyfang, G. (2001). Community Currencies: Small Change for a Green Economy, Environment and Planning A 33 (6), 975-996.

Slater, D. (1997). Consumer Culture & Modernity. Cambridge: Polity Press.

Small, K. & K. Van Dender (2005). The Effect of Improved Fuel Economy on Vehicles Miles Traveled: Estimating the Rebound Effect Using State Data, 1966-2001. UCEI Energy Policy and Economics, Working Paper 014, Berkeley: University of California Energy Institute.

Soper, K. (2007). Re-thinking the 'Good Life': The citizenship dimension of consumer dissatisfaction with consumption. Journal of Consumer Culture, 7(2): 205-229.

Steedman, I. (2001). Consumption Takes Time: Implication for Economic Theory. London and New York: Routledge.

Terragni, L., H. Torjusen & G. VittersØ (2009). The dynamics of alternative food consumption: contexts, opportunities and transformations. Anthropology of Food, September 2009. On line: « http://aof.revues.org/index6400.html" (last visit: 07/19/2010).

Van Parijs, P. (1991). Les deux écologismes, in F. De Roose et P.Van Parijs (eds.). La pensée écologiste. Bruxelles : De Boeck Université, pp.135-157.

Von Weizsäcker, E.U., A.B. Lovins & L.H. Lovins (1997). Factor Four: Doubling Wealth, Halving Resource Use. London: Earthscan.

Warde, A. (1997). Consumption, Food & Taste. London, Thousand Oaks, New-Delhi: Sage Pub.

Zavestoski, S. (2001). Environmental Concern and Anti-consumerism in the Self-Concept. In: M. Cohen, and J. Murphy (Editors), Exploring Sustainable Consumption: Environmental Policy and the Social Sciences, Pergamon, pp.173-189.

en marche

LA SOLIDARITÉ, C'EST BON POUR LA SANTÉ

BRUXELLES SAINT-MICHEL

Bimensuel
N°1436
2 septembre 2010

Ch. de Haecht, 579
BP 40
1031 Bruxelles

BUREAU DE DÉPÔT CHARLEROI X

enfance

La sexualité banalisée
L'hypersexualisation inquiète. Les parents sont invités à dialoguer avec leurs enfants
PAGE 9

conseils juridiques

Devant la justice
Selon les cas, différentes personnes peuvent vous représenter lors des audiences au tribunal
PAGE 2

à suivre

SOS docteurs
Surchargés ou trop peu nombreux, les médecins généralistes manquent à l'appel. Ils exercent pourtant une profession vitale
PAGE 3

logement

Partager une habitation
Mêler les générations sous un même toit : des initiatives à encourager pour s'entraider, briser l'isolement et réaliser des économies
PAGE 6

Chuter n'est pas une fatalité !

PAGE 7

© BSIP-Reporters

Conseils juridiques

Dois-je personnellement me rendre devant les tribunaux ?

Vous avez été convoqué au tribunal et vous ne pouvez pas vous rendre à l'audience parce que, par exemple, vous êtes à l'étranger, avez été hospitalisé ou êtes simplement dans l'impossibilité de vous déplacer jusqu'au palais de justice? Vous vous demandez que faire?

Dans un premier temps, vous devez **envisager si quelqu'un peut vous représenter valablement à l'audience,** c'est-à-dire y aller pour vous. Quelles personnes peuvent vous représenter valablement ?

© Béatrice Petit

• Un avocat. Devant tous les tribunaux, si vous avez un avocat, celui-ci peut vous représenter à l'audience, c'est-à-dire parler au juge en votre nom et défendre vos intérêts. Votre présence n'est alors, en principe, pas nécessaire sauf pour certaines procédures mais il pourra, dans ce cas, demander que l'affaire soit remise pour vous permettre d'être présent(e).

• Votre conjoint, un parent ou allié (donc un membre de votre famille toute proche). **Devant le juge de paix, le tribunal du travail et le tribunal de commerce,** vous pouvez être représenté par votre conjoint, parent ou allié, s'il est porteur d'une procuration écrite. Il interviendra pour présenter vos arguments ou simplement demander une remise de l'affaire pour vous permettre d'être présent(e).

• Un délégué syndical. Devant le tribunal du travail, vous pouvez être représenté par votre délégué syndical s'il est porteur d'une procuration écrite. Il interviendra, devant cette juridiction, comme le ferait un avocat.
Un assistant social qui a l'habitude de vous aider à gérer vos différentes affaires n'a donc pas la possibilité de se présenter à votre place.

Si vous n'avez pas d'avocat ou que personne ne peut vous représenter valablement, vous devez avertir le juge et la partie adverse.

Contactez d'abord la partie adverse ou son avocat pour signaler votre intervention et votre impossibilité de vous rendre à l'audience. Discutez de la façon dont vous souhaitez traiter cette affaire : un accord est-il possible, contestez-vous la demande, faut-il faire des conclusions et fixer un calendrier, etc. ?

> ***Si* vous arrivez à un accord** sur la façon de traiter le litige, ou simplement sur le fait de demander une remise de l'affaire à une date ultérieure, vous pouvez demander à la partie adverse de faire acter seule cet accord lors de l'audience. Confirmez votre accord par écrit à la partie adverse. Adressez également un courrier au greffe du tribunal concerné pour signaler votre intervention et votre impossibilité de vous rendre à l'audience ainsi que les raisons de cette impossibilité. Prévenez le greffe que la partie adverse se présentera et fera acter l'accord que vous avez convenu (accord que vous joignez à votre fax/courrier). Les coordonnées complètes des différentes juridictions sont disponibles sur le site www.moniteur.be, onglet "compétence territoriale".

> ***Si* aucun accord n'est possible** et que vous ne pouvez vraiment pas vous libérer pour l'audience ou vous y faire représenter, prenez contact avec le greffe. Signalez votre intervention, votre impossibilité de vous rendre à l'audience et les raisons de cette impossibilité. Signalez aussi que vous avez pris contact avec la partie adverse sans qu'un accord ne puisse se dégager. Sollicitez que l'affaire soit remise à date rapprochée. Adressez une copie de votre courrier à la partie adverse. Celle-ci doit toujours être informée de toutes vos démarches vis-à-vis du juge et réciproquement. Dans ce cas, vous ne serez pas nécessairement à l'abri d'un jugement par défaut (pris en votre absence et qui pourra néanmoins être contesté) mais vous diminuerez très fortement le risque qu'un tel jugement soit pris.

// ASBL DROITS QUOTIDIENS

Durant le mois qui suit la publication de cet article, consultez les questions complémentaires sur le thème abordé dans la rubrique accès libre sur le site : www.droitsquotidiens.be

Bon à savoir

L'examen diagnostique de l'ostéoporose, remboursé

Depuis le 1er août 2010, la densitométrie osseuse est remboursée par l'assurance soins de santé obligatoire aux patients qui entrent dans certains critères médicaux. Cet examen radiologique permet de mesurer la minéralité de l'os et se pratique dans le cadre du diagnostic d'ostéoporose.

Il ya longtemps, la densitométrie osseuse faisait l'objet d'un remboursement par l'INAMI. Cette prestation avait toutefois été supprimée en 1997. 13 ans plus tard, elle est aujourd'hui à nouveau remboursée (1) La raison principale est que les résultats d'une densitométrie osseuse sont dorénavant une condition indispensable pour obtenir, du médecin-conseil de la mutualité, l'autorisation du remboursement de médicaments anti-ostéoporotiques.

Qu'est-ce que l'ostéoporose ?

L'ostéoporose est caractérisée par la perte de masse osseuse et la destruction de la structure de l'os, ce qui entraine une fragilité et, de là, un risque accru de fracture osseuse. Avec la perte de masse osseuse, le squelette perd de sa stabilité, si bien que des fractures peuvent se produire lors de mouvements normaux de la vie quotidienne. Les plus fréquentes concernent le col du fémur.

Qu'est-ce que la densitométrie osseuse ?

Il s'agit d'un examen radiologique à faible rayonnement qui mesure la densité des os. Différentes techniques sont utilisées: radiographies de la colonne vertébrale et de la hanche (DXA), radiographies de l'avant-bras (pQCT) et radiographies de la colonne vertébrale. (QCT).
Ces examens se pratiquent dans le cadre du diagnostic d'ostéoporose. Ils peuvent aussi être réalisés à titre préventif, par exemple chez les personnes présentant un risque accru, pour exclure l'ostéoporose ou la détecter le plus tôt possible.
Grâce à l'examen, le médecin peut constater une éventuelle divergence par comparaison avec des personnes saines. Selon les valeurs constatées, il décidera si un traitement est nécessaire ou non.

A quelles conditions cet examen est-il remboursé ?

L'examen de la colonne vertébrale et de la hanche (DXA) est remboursé par l'INAMI chez les patients qui correspondent à des critères médicaux précis :
> Les femmes de plus de 65 ans ayant des antécédents familiaux d'ostéoporose (à savoir fracture de la hanche chez un membre de la famille au 1er ou 2ème degré).
> Les femmes ou hommes, quel que soit leur âge, qui présentent au moins un des facteurs ou affections à risque, énumérés dans une liste. Parmi eux, citons les antécédents de certaines fractures, l'arthrite rhumatoïde, l'hyper-calciurie rénale, l'anorexie, la ménopause précoce, le suivi d'une corticothérapie...
Un seul examen est remboursé tous les cinq ans.

© BSIP/Reporters.

Combien cet examen coûte-t-il au patient ?

La quote-part personnelle à charge du patient non-admis à l'hôpital et sans droit à l'intervention majorée (BIM ou Omnio) s'élève à 2,48 euros. Pour le patient hospitalisé ou le patient bénéficiaire de l'intervention majorée, la prestation est remboursée à 100%.

// JD

(1) L'AR du 2 juin 2010 a été publié au MB du 28 juin 2010. Edition 2, p.39728 à 39730.

>> Pour en savoir plus sur les risques d'ostéoporose et sur la densitométrie osseuse, adressez-vous à votre médecin traitant. Pour plus d'infos sur le remboursement de cet examen médical, contactez votre conseiller mutualiste.

Nouvelles de la santé

// Promotion de la santé

L'asbl Repères et le centre local de promotion de la santé organisent à Bruxelles un cycle de formation à la promotion à la santé les vendredis (4 jours et 6 demi-journées) en octobre, novembre, décembre 2010 et janvier, mai, et juin 2011. S'adresse au milieu médical, associatif, social, éducatif... Prix : 120 EUR.
Rens. > 02/539.15.89 • www.reperes.be

// Trouble psychotique

Le 30 septembre, débute un cycle de séances d'information destiné aux personnes présentant un trouble psychotique et à leur entourage. Ces séances animées par le Dr Gillain, psychiatre, se dérouleront les jeudis de 19h à 21h. Première séance : le 30 septembre *"Symptômes psychotiques"*.
Lieu : 184, av. Plasky - 1030 BXL.
Rens. > 010/43.72.63.

// Hyperactivité

Le vendredi 24 septembre de 8h15 à 17h30, la TDA/H Belgique organise le 3ème colloque *"Informer et éduquer pour une meilleure sensibilisation au TDA/H"*. Prix : 80 EUR.
Lieu : 40, rue Washington - 1050 BXL.
Rens. > 0494/17.74.03 • info@adhd-edu.be

// Alzheimer

Le mardi 21 septembre, de 8h30 à 12h30, l'asbl Alzheimer Belgique organise un colloque sur le thème : *"La maladie d'Alzheimer mieux accompagnée en 2010 ?"*. Prix : 15 EUR.
Lieu : 44, av. Jeanne - 1050 BXL.
Rens. > 02/428.28.10
• www.alzheimerbelgique.be

// Symposium sur les soignants

Le jeudi 21 octobre de 8h à 16h30, aura lieu une *"Journée de réflexion et de mise en perspective personnelle et institutionnelle du vécu du soignant : ses richesses, variétés et limites"*. S'adresse au monde médical, social, associatif, éducatif, judiciaire... Prix : 30 EUR.
Lieu : 4, bd de l'Empereur - 1000 BXL.
Rens. > 02/519.53.11.

// Tabacologie

L'asbl Fares organise une formation continuée de tabacologie sur 7 samedis, entre octobre 2010 et avril 2011, et 3 jours de stages dans un centre agréé. S'adresse aux professionnels de la santé. Prix : 500 EUR.
Lieu : 56, rue de la Concorde - 1050 BXL.
Rens. > 02/512.29.36
• www.fares.be

// Alcoolisme

Le vendredi 1er octobre à 20h, le groupe de paroles APPEL (Alcoolisme, Parole, Partage et Liberté) organise une conférence-débat sur *"L'alcool dans les familles... et si cela devenait un enfer ?"*
Lieu : 185, av.de Longwy – 6700 Arlon.
Rens. > 063/23.11.11
• info_appel@skynet.be

// Maladie neuro-musculaire

Le samedi 25 septembre de 10h à 12h, l'Association belge contre les maladies neuro-musculaires organise une conférence sur la sclérose latérale amyotrophique. Elle abordera ses aspects biologiques et cliniques. Entrée libre.
Lieu : 6, allée de Clerlande – 1340 Ottignies.
Rens. > 071/52.44.65 • info@abmm.be

A suivre...

Pas simple de se choisir un généraliste...

Les médecins généralistes seraient-ils une espèce en voie de disparition? Pas assez nombreux sur les bancs de l'école alors que leurs camarades se bousculent pour d'autres spécialisations, tous n'exerceront pas, ou pas longtemps.

Alexandra est une patiente comme bien d'autres. Dans la fleur de l'âge, elle n'a pas de gros problèmes de santé, seule la routine des petits bobos l'affecte de temps en temps. Son secours prend alors la forme d'une visite à son médecin généraliste. Son médecin de famille, comme on le qualifie, assez justement en l'occurrence. Il connaît ses frères et sœurs, soigne ses parents, a bien ses antécédents en tête. Au détour d'une consultation pour une angine naissante, il ne manquera pas de lui demander des nouvelles des uns et des autres. La patiente est fidèle à ce médecin. Serait-elle une race en voie de disparition? D'autres patients changent régulièrement de médecin ou préfèrent se rendre directement chez un spécialiste. Un déménagement a pourtant emmené Alexandra à plusieurs kilomètres du cabinet médical. Mais elle a confiance et ne s'imagine pas retracer pour un autre soignant toute l'histoire de sa santé, que son médecin de famille connaît si bien. Malgré tout, elle le sait, l'âge avançant, il faudra s'y résoudre: son médecin verra un jour poindre l'heure de la retraite, sans que ses soucis de santé à elle ne s'évaporent. Avant ça, elle n'aura peut-être plus la mobilité suffisante pour se rendre à la consultation. Pas simple de se choisir un généraliste...

Et voilà que les analystes parlent de pénurie. La pléthore menaçante des années '70 a cédé la place au phénomène contraire. Si, à l'époque, les médecins scrutaient avec angoisse l'apparition de plaques dorées indiquant l'installation d'un de leurs confrères, aujourd'hui, dans certains coins de la Belgique, ils en arriveraient à l'espérer. L'Inami vient de confirmer la tendance (1). D'après ses chiffres, 206 communes belges (sur un total de 589) souffrent d'une "carence médicale"(2) en généralistes. Elles n'étaient que 125 en 2008 à subir ce manque. Et l'Inami ne cite pas uniquement les zones rurales où la désertion - de nombreux services d'ailleurs – est loin d'être un vain mot.

Trop peu de considération

Le constat n'est pas vraiment neuf. *"Trop peu de jeunes s'installent comme généralistes"*, constatait déjà le Docteur Oldenhove en octobre 2005 dans les colonnes d'En Marche (3). Des pistes pour modifier ce dangereux affaissement ont d'ailleurs été lancées. Ainsi, voici deux ans, le Centre fédéral d'expertise en soins de santé (KCE) recommandait de prendre *"des mesures nécessaires pour rendre la profession plus attractive"* (4). Attirer les candidats généralistes et les inciter à rester dans le métier, voilà le programme. Car les explications de la pénurie ne seraient pas à chercher sur le seul terrain du numerus clausus et de la limitation du nombre d'étudiants en médecine. Un rapport du même KCE a montré qu'approximativement un quart du quota prévu pour les généralistes n'était pas atteint. *"Les étudiants boudent cette spécialité"*, la considérant comme une profession à statut et à revenus inférieurs. Aux professeurs de valoriser davantage cette orientation, diront certains, tout en ajoutant que la profession – son prestige, son rôle central...– devrait retrouver ses lettres de noblesse dans la société. Car, plus que d'autres, le généraliste se trouve souvent le garant de l'harmonie entre le vécu et le savoir scientifique. Une bienveillance salutaire dans un contexte médical où se dissocient de plus en plus la maladie et l'homme malade (5).

Nombreux sont ceux qui quittent la profession. Trop de stress, de charge de travail, de contraintes administratives, d'exigences dans le chef des patients qui réclament par exemple une disponibilité de tous les instants. Les gardes sont évoquées comme un poids. Certes, des initiatives tentent d'alléger le système, comme la consultation d'un médecin généraliste 24h/24 à côté des urgences de Saint-Luc à Bruxelles. Mais le malaise persiste, du côté des patients également. Certains se sentent victime de suspicion quand un service de garde appelé à la rescousse leur indique que le médecin retéléphonera pour s'assurer de la nécessité du déplacement.

Savoir prendre le temps

"Les généralistes sont surchargés", constate le docteur Luc Lefebvre, président de la Société scientifique de médecine générale (SSMG). Patients, nous vivons en effet plus vieux, et la maladie n'est plus nécessairement fatale, elle peut nous accompagner un long bout de chemin. Ainsi les médecins ont fort à faire avec ces pathologies que l'on qualifie de "chroniques", sans négliger d'autres aspects de leur mission : leur rôle dans la prévention, dans l'écoute du mal-être croissant, dans la prise en charge à domicile, dans l'accompagnement de la fin de vie... *"En dehors d'une concertation locale et d'une pratique en réseau dans le contexte de carrières modulables, il sera de plus en plus difficile de donner un avenir à notre discipline"*, affirme le professeur Dominique Pestiaux, responsable du Centre académique de médecine générale de l'UCL.

Soigner ses semblables, il s'agit d'un art, écrivait l'auteure d'une Lettre à un jeune stagiaire: *"L'intelligence est un bien indispensable, la gentillesse est plus que souhaitable mais votre sourire et votre tact feront de vous un bon médecin. Si vous parvenez à décrocher un sourire à votre patient, vous avez déjà beaucoup avancé dans son traitement car il vous fait confiance, il vous écoutera, il se sentira rassuré."* (6) A lire les *"chroniques d'un médecin généraliste"* (7), l'humanité jalonne le quotidien de ce type de praticien. Il serait regrettable que le métier et, surtout, cette manière tout en proximité et à cœur ouvert de le pratiquer soient en voie d'extinction.

// CATHERINE DALOZE

(1) Voir la liste des "zones de médecine générales à faible densité médicale" et concernées par le Fonds d'impulsion à l'installation des médecins généralistes : http://www.inami.fgov.be
(2) Selon l'expression du journaliste Ricardo Gutiérrez, dans Le Soir du 26 août.
(3) La parole à trois médecins généralistes, En Marche, 6 oct. 2005 – www.enmarche.be
(4) Lire KCE reports 90B sur www.kce.fgov.be
(5) M.Van Dormael, Le médecin généraliste du futur, in I. Pelc et L. Cassiers, La faculté de médecine et le médecin praticien du XXIème siécle, 1998.
(6) http://hugomg.blogspot.com/
(7) Carl Vanwelde, "Visites buisonnières", éd. Weirich, coll. Printemps de l'éthique, 2009.

Allocations familiales

Les dangers d'une scission

La communautarisation des allocations familiales est sur la table des négociations pour la formation du gouvernement fédéral. Un dossier essentiel dont les conséquences pourraient être très dommageables.

© Béatrice Petit

Il y a un an, en juillet 2009, le gouvernement flamand nouvellement constitué annonçait son intention de mettre sur pied une allocation familiale complémentaire flamande, jusqu'à 500 euros pour le premier enfant, après 2011, une fois que la Flandre aurait retrouvé des marges budgétaires. Bart De Wever, Président de la N-VA, disait alors qu'il aurait préféré la scission pure et simple des allocations familiales entre le Nord et le Sud du pays mais se félicitait d'une mesure allant dans la bonne direction... La Flandre appliquait de la sorte la doctrine dite Maddens, du nom d'un professeur de la KUL, qui préconise l'utilisation maximale des compétences flamandes pour accroître l'autonomie de la Flandre.

Aujourd'hui, dans le cadre des négociations politiques pré-gouvernementales sur la réforme de l'Etat et les transferts de compétences, le CD&V et la N-VA reviennent en force avec leur revendication de communautariser les allocations familiales, estimant que cette matière qui concerne les personnes doit, dans un souci de cohérence, relever de la compétence des Communautés. Le fait que les allocations familiales se fondent sur le droit de l'enfant et ne doivent plus dépendre du statut des parents est également un argument utilisé pour sortir cette branche de la sécurité sociale.

Dangereux sur le principe

Les allocations familiales relèvent de la sécurité sociale, sont financées en grande partie par les cotisations sociales et gérées par les interlocuteurs sociaux. Les partis francophones, de manière unanime, se sont toujours opposés à toute scission de la sécurité sociale, ciment de la solidarité interpersonnelle entre les Belges. Comme le souligne de son côté Claude Rolin, Secrétaire général de la CSC, transférer les allocations familiales vers les entités fédérées, c'est détricoter la sécurité sociale et la solidarité interpersonnelle. C'est aussi faire davantage dépendre les allocations des courants politiques variables... selon le degré de priorité accordé à la politique familiale par les partis au pouvoir. La CSC a l'impression que la seule chose qui compte, pour les partis flamands, est de déplacer le centre de gravité politique de l'Etat fédéral vers les Communautés et/ou les Régions, peu importe si la manière de fonctionner actuellement est satisfaisante ou non.

Impraticable concrètement

Le transfert des allocations familiales vers les entités fédérées est-il réaliste? Apporterait-il une plus-value? Pour les syndicats notamment, la réponse est clairement négative. Que du contraire, ce transfert rendrait les choses nettement plus complexes pour les gens. *"La structure familiale n'est plus aussi figée qu'avant et des enfants d'une même fratrie pourraient être soumis à des régimes différents selon leur domicile"*, assure Claude Rolin sur le blog d'été de la CSC (1). Même son de cloche à la Ligue des familles qui juge inacceptable que demain, l'on fasse une différence entre un enfant du Nord et un enfant du Sud du pays (2).

Par ailleurs, elle souligne qu'en cas de communautarisation, la situation à Bruxelles risque d'être particulièrement critique, les Bruxellois étant obligés alors d'opérer un choix entre l'un ou l'autre Communauté. *"La Flandre, en offrant des allocations de naissance et familiales plus élevées, pourrait ainsi vouloir acheter les Bruxellois et singulièrement, les Bruxellois d'origine étrangère, ce qui est profondément malsain"*, avançait Denis Lambert, directeur de la Ligue des familles, au micro de Bertrand Henne sur La Première (RTBF), le 23 août dernier.

Dans le cadre de négociations communautaires particulièrement ardues et dans une logique de compromis à la belge, les partis francophones troqueront-ils, en cette matière, la communautarisation contre la régionalisation pour éviter cet écueil ? Encore faudrait-il que la clé de répartition budgétaire soit satisfaisante pour permettre aux Régions wallonne et bruxelloise de mener une véritable politique d'accompagnement à la parentalité.

"Si c'est le raisonnement suivi, il faut cependant rester logique : l'ensemble du système d'allocations familiales ne devra plus être financé par le travail, les employeurs, observe Claude Rolin. *Ce seront les pouvoirs publics qui devront trouver d'autres sources de financement, ce qui est beaucoup plus compliqué qu'on ne le pense".*

En définitive, qu'il s'agisse d'une communautarisation ou d'une régionalisation, la scission des allocations familiales donnerait un sérieux coup de canif dans notre système de sécurité sociale et de solidarité. Un précédent dangereux dont on ne mesure sans doute pas toutes les conséquences...

// JD

(1) Voir www.blogdetedelacsc.blogspot.com/
(2) La Ligue des familles a réalisé une analyse approfondie du secteur des allocations familiales, et élaboré des propositions d'améliorations. *"Le droit individuel de chaque enfant à des allocations familiales"* est consultable sur le site www.citoyenparent.be (rubrique analyses et études). Rens.: Ligue des familles: 02/507.72.11.

en bref

>Prestations sociales indexées

Sur base de la moyenne arithmétique de l'indice santé des quatre derniers mois, l'indice-pivot, fixé à 112,72 points, a été largement dépassé en août 2010. Dès lors, les allocations sociales et les pensions augmenteront de 2% en septembre. Les traitements et pensions des fonctionnaires seront adaptés en octobre prochain.
Il n'y avait plus eu d'indexation des prestations sociales depuis deux ans exactement (septembre 2008). Les prix du gaz naturel, des fleurs coupées, de l'habillement et des fruits sont les principaux facteurs de progression de l'indice. Ces hausses ont partiellement été compensées par les baisses des prix des légumes, des villages de vacances, de l'électricité et des voyages à l'étranger.
EN MARCHE PUBLIERA LES NOUVEAUX MONTANTS DES PRESTATIONS SOCIALES DANS L'ÉDITION DU 16 SEPTEMBRE PROCHAIN.

>Agriculture bio

Nature et Progrès asbl a publié les actes d'un colloque qui s'est tenu en février dernier sur "l'Agriculture biologique et les changements climatiques". Le colloque posait les bases scientifiques du débat sur les solutions à apporter au double défi posé à l'agriculture par le changement climatique: l'atténuation et l'adaptation. Apports scientifiques et associatifs et témoignages d'agriculteurs se trouvent dans ces 96 pages.
RENS. : 081/32.30.66 WWW.NATPRO.BE

>Alimentation

Symbioses, le magazine belge de l'éducation à l'environnement, consacre deux numéros au thème de l'alimentation. Le premier, qui vient d'être publié, va de la terre à l'assiette, pour comprendre la production alimentaire, découvrir les nombreuses initiatives d'enseignants et d'animateurs dans les fermes, les classes, les cuisines, les potagers. Le second tome, à paraître en novembre, ira quant à lui, de l'assiette à la terre et s'attardera davantage sur nos façons de nous alimenter et les alternatives disponibles. Prix : 4 EUR / numéro.
A COMMANDER AU 02/286.95.70 OU SUR WWW.SYMBIOSES.BE

>Dossier chômage en ligne

Depuis peu, le site portail de la sécurité sociale offre un nouveau service: "Consulter mon dossier chômage". "Où en est le traitement de ma demande?", "A combien s'élève mon allocation?" "Quand sera-t-elle payée?": les personnes bénéficiaires d'allocations de chômage peuvent dorénavant accéder immédiatement aux informations recherchées. Pour pouvoir utiliser ce service, il faut sélectionner son organisme de paiement et s'identifier au moyen de sa carte d'identité électronique. Les utilisateurs affiliés à la CSC et à la FGTB peuvent déjà accéder à ce service en ligne. L'application sera disponible prochainement pour les utilisateurs affiliés à la CGSLB ou à la CAPAC.
RENS.: HTTPS://WWW.SOCIALSECURITY.BE (PORTAIL CITOYENS)

Les astucieux "Bricoleurs du cœur"

Récompenser des réalisations astucieuses destinées à améliorer la vie de personnes en situation de handicap, et les faire connaître pour être reproduites: tel est l'objectif du concours "Bricoleurs du cœur". L'édition 2010 a bénéficié d'un nombre record de 42 participants.

Vivre avec un handicap nécessite souvent une bonne dose de patience et de courage. Et les objets adaptés permettant de faciliter le quotidien manquent souvent à l'appel ou sont très coûteux. Pourtant, avec un peu d'imagination, des solutions existent.
Qu'ils soient eux-mêmes handicapés ou qu'ils se préoccupent d'un proche, certains bricoleurs imaginent, testent et réalisent des solutions pour faciliter le quotidien. Depuis plusieurs années, Handicap International et Solival Wallonie-Bruxelles invitent ces "Bricoleurs du Cœur" à faire connaître leurs réalisations pour en faire profiter le plus grand nombre.
Pour cette édition 2010, le jury, composé entre autres d'ergothérapeutes et de kinésithérapeutes (dont une ergothérapeute de Solival Wallonie-Bruxelles), a tranché et décerné trois prix dans les catégories Pratique, Ergonomie et Design. Une quatrième catégorie, nouvellement créée, récompense les inventions proposées par les étudiants dans le cadre d'un projet scolaire en collaboration avec des personnes en situation de handicap.

Dans la catégorie Aspect Pratique, **la rampe portable de Julien Scheers** (Kessel) a été primée.
Eveline l'épouse de Julien Scheers, se déplace en chaise électrique. Et comme la plupart des personnes à mobilité réduite, elle est régulièrement confrontée à des marches infranchissables. Son mari a trouvé une solution pratique et facilement transportable : une rampe d'accès à hauteur variable permettant de franchir des marches jusqu'à une hauteur de 20 cm. La rampe se sépare en deux parties qui s'emboîtent, permettant un transport facile de la rampe sous la forme d'une petite valise. Cette invention permet au couple de se déplacer plus facilement. *"La valise peut facilement être transportée en voiture,* explique Julien Scheers. *L'avoir avec nous, ça signifie avoir accès à tous les magasins, les maisons, les restaurants... très nombreux (trop) à posséder des marches..."*

Le cintre écarteur de Joseph Veys (Liège), a été retenu dans la catégorie Ergonomie. Une petite astuce suffit parfois à faire un grand vainqueur... A l'instar de nombreuses personnes âgées ou handicapées, Joseph Veys, 94 ans, rencontre des difficultés pour exécuter des tâches simples comme atteindre sa table de nuit pour y éteindre sa lampe de chevet. Il a bien, au dessus de son lit, un interrupteur muni d'une cordelette qui pend le long du mur... Mais là encore, il lui est difficile d'attraper la corde sans devoir effectuer des contorsions pénibles. Joseph Veys a donc imaginé une solution simplissime : écarter la corde du mur au moyen d'un cintre placé à l'horizontale.

© Handicap International
La chaise roulante de Bernard Dervaux a été primée dans la catégorie "Design"

Enfin **la chaise roulante de Bernard Dervaux,** réalisée uniquement avec des matériaux de récupération (Ohey) l'emporte dans la catégorie Design. Toute l'originalité de sa trouvaille tient dans la réalisation d'une chaise low cost. Le choix de l'outillage et de matériaux basiques permet d'en envisager la construction dans n'importe quel pays, à un prix très raisonnable. Ce généreux inventeur a mis le doigt sur un point essentiel pour Handicap International : l'importance d'utiliser des ressources économiques facilement disponibles et de développer des compétences locales, afin d'offrir des solutions à long terme pour les personnes handicapées. Allant au bout de son idée, Bernard Dervaux a réalisé son prototype en 'conditions terrain' et a développé un manuel d'instructions pour la réalisation des chaises.
Ces trois gagnants ont reçu un abonnement à une revue de bricolage et un chèque cadeau de 500 euros chez Brico.
Quant au prix récompensant une école, le jury a porté son choix sur un siège adapté pour enfant infirme moteur cérébral, réalisé par des étudiants de la haute école HoWest, à Courtrai.

// ALINE DELCOIGNE

>> **Les inventions primées mais aussi d'autres trucs et astuces se trouvent sur le site de Handicap International, www.handicap-international.be et sur celui de Solival Wallonie-Bruxelles, www.solivalwb.be**

Centres de planning familial, quels services derrière leurs portes ?

A en juger par le micro-trottoir disponible sur le site des centres de planning – www.loveattitude.be –, définir un planning familial n'est pas un exercice très simple. En poussant leurs portes, que peut-on y trouver? Que peut-on en attendre ?

Pour définir les centres de planning, quelques termes se succèdent comme autant de mots-clés, de portes d'entrée. Les personnes sondées parlent des conseils relatifs à la contraception, ou plus largement de l'aide en matière de sexualité et vie amoureuse. Elles disent aussi le soutien aux adolescents et aux parents, les conseils juridiques, les consultations psychologiques. Elles rappellent le combat des femmes sous-jacent à la création des plannings et l'éloignement de l'idée "ringarde et vieillotte" de la planification familiale.
Préservatifs, pilules, etc : les moyens de contraception font l'objet d'une information sérieuse au sein des plannings, d'une distribution gratuite également en cas de nécessité. Mais gare à limiter l'action du planning à celle d'un distributeur... *"Il faut également dire que les jeunes, les parent peuvent venir pour parler de leurs difficultés, pour demander conseil"*, rappelle Anne Bourtembourg de la Fédération des centres de planning et de consultations. Si la sexualité y est envisagée sans tabou, elle ne se conçoit pas sans ses alter égos : l'affectif et le relationnel.
Depuis deux ans, les quatre fédérations de planning familial s'associent pour organiser un évènement commun à l'ensemble des centres en Wallonie et à Bruxelles. Cette année, cet évènement se déroulera du 20 au 26 septembre. Une semaine où les centres de planning familial ouvriront leurs portes dans le but de faire découvrir – en chair et en os – les différents services qu'ils proposent. Et ils sont nombreux.

// CD

>> **Plus d'infos : www.loveattitude.be**

Trisomie 21 Un groupe d'écoute et d'information

Le temps de la grossesse est normalement une période heureuse dans la vie d'une femme. Mais il peut arriver qu'une prise de sang ou une échographie laisse apparaître des indices inquiétants.

Si le diagnostic du syndrome de Down – la trisomie 21 – se confirme, les parents seront confrontés à des questions auxquelles ils ne sont pas souvent préparés. Voilà pourquoi le Dr Guy Dembour, pédiatre hospitalier aux cliniques Saint Luc à Bruxelles, très concerné par la problématique du soutien aux parents confrontés à des diagnostics difficiles, a lancé le *Groupe d'écoute et d'information sur la trisomie 21.*
Qu'est-ce que la trisomie 21? A quel avenir faut-il s'attendre, pour l'enfant, pour la famille ? Faut-il poursuivre ou interrompre la grossesse ? Certes, beaucoup de parents ont entendu parlé de la trisomie 21, un handicap largement médiatisé. Certains savent qu'il est question de chromosomes supplémentaires sur la 21ème paire de chromosomes, entraînant des malformations diverses dont celle du cœur ainsi qu'un retard mental. Mais on ne peut malheureusement pas prédire l'évolution d'un enfant trisomique : son retard mental sera-t-il important ou modéré ?
Ce que l'on sait moins, c'est que les efforts accomplis depuis plusieurs années ont favorisé positivement le développement, la capacité d'autonomie et l'intégration d'enfants trisomiques. Mais il est certain que la prise en charge reste lourde pour les parents.

Né en 2008, le *Groupe d'écoute et d'information sur la trisomie 21* a pour but d'offrir un espace d'écoute et d'information aux couples confrontés au diagnostic de trisomie 21. Il propose gratuitement des moments d'échange avec une mère qui a vécu cette expérience et un professionnel apte à répondre à des parents en état de détresse. Cette rencontre en binôme apporte à la fois la sensibilité du vécu et l'information objective, afin que chaque couple puisse prendre une décision en connaissance de cause, une décision qui n'appartient qu'aux parents.

// CVR

© BSIP-Reporters

>> **Contact : Groupe d'écoute et d'information sur la trisomie 21 : 02/247.28.18. D'abord actif à Bruxelles et en Brabant Wallon, ce groupe est maintenant ouvert à toute la région francophone.**

Chat suffit !

Tout mignons et câlins, les chats sont souvent accueillis comme animaux de compagnie. Mais ces boules de poils se reproduisent très rapidement, si bien que certaines villes sont envahies. Plutôt que d'utiliser une méthode radicale pour contrer ce phénomène (tuer les chatons), GAIA, l'association de défense des droits des animaux, propose un plan de stérilisation des chats.

36.976 ! C'est le nombre de chats recueillis en 2009 dans les refuges. GAIA, l'association qui défend les animaux, s'insurge contre cette surpopulation. *"La stérilisation est devenue un véritable devoir civique envers les animaux"*, précise le Président de GAIA, Michel Vandenbosch.
Une chatte peut avoir jusqu'à deux portées par an et peut mettre au monde 36 descendants en 16 mois à peine. Un baby boum félin qui tourne généralement au drame : environ 4 chats sur 10 meurent par euthanasie. Pour éviter cette fin tragique, une stérilisation ou une castration préventive s'impose. Elle peut être effectuée dès que le chat atteint l'âge de six mois.
L'association a mené une campagne à travers tout le pays . Elle a ainsi tenté de sensibiliser les particuliers et les autorités à cette simple opération. C'est chose faite. D'une part, certaines communes pratiquent la stérilisation des chats errants. D'autre part, les appels ont été entendus à plus grande échelle : le SPF Santé publique a établi un projet de plan pluriannuel (jusqu'en 2016) pour une stérilisation ou castration massive des chats en Belgique. Dans cinq ans, tous les chats devraient être stérilisés afin d'endiguer le problème de surpopulation. La mesure s'appliquerait aux refuges, aux éleveurs et aussi, aux particuliers. Consciente que l'opération a un coût, GAIA plaide pour créer des incitations financières à la stérilisation : création d'un fonds, réduction de TVA pour l'opération...

© Béatrice Petit

Avec cette solution douce, le massacre des félins devrait diminuer. Et l'expression anglaise, prise dans son sens littéral : "it's raining cats and dogs" (il pleut des chats et des chiens) ne se vérifierait plus en Belgique.

// VT

>> Infos : www.gaia.be • 02/245.29.50
Proposition du plan pluri-annuel sur www.health.belgium.be
Pour toutes opérations (castration ou stérilisation), prenez contact avec votre vétérinaire.

Hormones, commerce et amour : gare aux niaiseries !

D'après une récente étude de l'UCL, l'ocytocine –surnommée l'hormone de l'amour - peut aider à avoir confiance en soi. Mais aucunement à tromper les gens ni à les rendre crédules.

© BELPRESS

Que vous soyez romantique, fou d'amour ou paranoïaque de la manipulation, oubliez vos fantasmes ! L'ocytocine (OT) n'est pas cette substance magique qui fera craquer votre entourage ou votre partenaire sous l'action de votre charme.

L'ocytocine – on le sait de longue date - est une hormone secrétée naturellement par la femme au moment de l'accouchement. Mais elle joue aussi un rôle dans la facilitation des contacts humains, bien que cette fonction soit moins claire et moins documentée. Aux Etats-Unis, pourtant, certaines firmes n'hésitent pas à alimenter d'ores et déjà un commerce florissant, jouant sur le fait que le manque d'OT induit une difficulté à entrer en relation avec ses pairs et qu'à l'inverse, un taux élevé rend les individus confiants et généreux. Certains vendeurs prétendent ainsi qu'un simple "puff" d'OT suffirait à conquérir des partenaires, commercialement mais aussi sentimentalement.

Chercheuse au Psychological Sciences Research Institute de l'UCL, Moira Mikolajczak a voulu en savoir plus : l'ocytocine rendrait-elle l'individu naïf au point d'accorder sa confiance à un interlocuteur peu fiable? (1) Elle a demandé à 60 jeunes hommes – 30 sous OT, 30 sous placebo – s'ils étaient prêts à prêter de l'argent à des individus décrits soit d'une façon neutre, soit comme des personnes de confiance, soit comme des personnes moins fiables.

Qu'a-t-elle constaté? Les interlocuteurs neutres et dignes de confiance recueillent plus de confiance de la part des individus sous OT. Mais, face à un individu perçu comme peu fiable, la réaction est identique dans les deux groupes, qu'ils soient sous placebo ou sous OT: les sujets prêtent nettement moins. Conclusion de la chercheuse, récemment parue dans la revue Psychological Science: l'ocytocine rend les gens confiants, mais ne crée par la crédulité.

// PH.L.

(1) L'étude est disponible sur www.psychologicalscience.org

Achats groupés : agir, plus que causer

Une étude récente le démontre: acheter en commun, c'est poser au quotidien des actes de solidarité, sans se prendre la tête ni se plonger dans d'interminables réunions et palabres.

Qui n'a jamais rêvé d'un monde différent? Depuis quelques années, les groupes d'achats en commun (GAC) constituent une piste très prisée pour construire ce monde "autre". Et cela, dès le stade de son assiette. Ces nouvelles formes de convivialité, sinon de solidarité, remportent un tel succès qu'une enquête (1) vient de leur être consacrée pour le compte de la Politique scientifique (Belspo). Elle scrute à la loupe les motivations et attentes de ces drôles de citoyens qui, dédaignant le supermarché du coin, préfèrent s'approvisionner auprès de producteurs locaux, au sein de circuits courts et via des aliments (voire des produits non comestibles) privilégiant la qualité : celle du produit, mais aussi celle de la vie du fabricant et de l'acheteur.

Menée par l'Institut pour le développement durable (IDD), cette étude décrit les groupements d'achats formés à Bruxelles et en Wallonie à partir d'une trentaine de questionnaires remplis par ses acteurs clefs: de simples particuliers disposant informellement d'un local de distribution des colis, après que les commandes eurent été remplies via un site Web ou un échange de courriels d'une manière décrite parfois comme "spontanée et un peu chaotique".

© Ph Lamotte

Sans surprise, la grande majorité des GAC accorde une grande importance aux méthodes de production, à la proximité géographique et à la relation personnelle avec le producteur. Plus surprenant: si le goût et la fraîcheur des aliments sont très recherchés, leur origine "bio" n'a que peu d'importance. L'aspect écologique est pourtant souvent présent: acheter local, c'est tourner le dos aux charrois de camions polluants acheminant leurs fruits et légumes depuis le sud de l'Europe – voire d'autres continents - au prix de gaspillages énergétiques considérables.
Pour beaucoup de praticiens des GAC, de tels achats constituent un acte "politique", soit pour échapper à la main mise des grands groupes agroalimentaires et financiers, soit pour démontrer qu'une alternative à la mondialisation tous azimuts est possible, soit... les deux. *"Pour une grande majorité de participants à l'enquête,* expliquent Anne-Laurence Lefin et Paul-Marie Boulangert, *il s'agit (...) de réfléchir activement à la construction d'une autre société et d'une autre consommation, sans toutefois que cela fasse l'objet de discussions formelles lors de réunions du groupe".*
Les auteurs notent toutefois des profils plus particuliers, comme les "déçus" (qui veulent davantage d'efficacité dans le GAC), les "hédonistes" (qui attachent moins d'importance au soutien des producteurs) ou les "économes" (pour qui l'économie réalisée prime sur toute autre motivation). Néanmoins, un constat général se dégage. On retire des groupes d'achats davantage que des produits de qualité: des relations de qualité.

// PH.L.

(1) L'étude "Le boom des GAS" est disponible sur www.iddweb.eu Rens.: IDD: 010/41.73.01.

en bref

>Papillons

Natagora tire les conclusions de son opération de recensement de papillons dans les jardins. A l'aide d'observateurs en herbe, le weekend des 31 juillet et 1er août, l'association avait rempli des milliers de formulaire décrivant les papillons de nos jardins. 19 papillons différents ont été identifiés. C'est plus que les années précédentes : une conséquence des fortes chaleurs et de la sécheresse du début de l'été.
RENS. : WWW.PAPILLONSAUJARDIN.BE

>Evaluations des élèves

L'évaluation est un questionnement difficile, aussi bien à l'école que dans toutes organisations porteuses d'apprentissages et de changements sociaux. Elle fait couler pas mal d'encre chez les prescripteurs, et les procédures d'évaluation se sont multipliées dans l'école ces dernières années. L'évaluation est souvent réduite à une opération de contrôle a posteriori. Or, par essence, elle est un processus permanent impliquant chacun lors d'une action, d'un apprentissage. Un défi d'importance que tentent de saisir les auteurs du n°196 de TRACeS de ChanGements, le périodique de ChanGements pour l'égalité, mouvement socio-pédagogique.
INFOS: CGE: 02/218.34.50. WWW.CHANGEMENT-EGALITE.BE

>L'invalidité en hausse

Le travailleur qui est en incapacité de travail pendant plus d'un an, c'est-à-dire au-delà de celle de l'incapacité de travail primaire, tombe en invalidité. Entre 1999 et 2008, le nombre d'invalides est passé de 178.570 à 232.153, soit une augmentation d'un peu plus de 30 %.
D'après une étude de l'INAMI, cette augmentation est liée au relèvement de l'âge de la pension pour les femmes, prolongeant la durée de l'invalidité ainsi que le risque de tomber en invalidité. Une deuxième cause réside dans l'augmentation du nombre de bénéficiaires (près de 15 % en 10 ans). Il s'agit là de la conséquence de la participation accrue au marché du travail. Un troisième facteur explicatif est le vieillissement de la population: davantage de personnes se trouvent dans les catégories d'âge supérieures, où le risque d'invalidité est plus élevé.
L'INAMI note aussi un glissement au niveau des maladies pouvant déboucher sur l'invalidité. En raison des avancées médicales, le nombre d'invalides atteints de maladies cardio-vasculaires a baissé. On enregistre par contre une forte augmentation du nombre d'invalides atteints de troubles psychiques, de tumeurs et de maladies du système moteur et du tissu conjonctif.
L'ÉTUDE INTITULÉE "FACTEURS EXPLICATIFS RELATIFS À L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'INVALIDES - TRAVAILLEURS SALARIÉS" - EST CONSULTABLE SUR WWW.INAMI. FGOV.BE

>Education à l'environnement

Le Réseau Idée publie un catalogue d'"éco-formations". Il épingle plus de 100 formations, d'un jour ou de plus d'une année, d'éducation relative à l'Environnement et en environnement. Au menu : pédagogies et techniques d'animation, guide nature, conseil et gestion de l'environnement, éco-consommation, jardinage biologique, cuisine de plantes sauvages, éco-construction, communication...
DISPONIBLE AU 02/286.95.70 OU SUR WWW.RESEAU-IDEE.BE

Innovations sociales

Osons le "part'âges d'habitats" !

Aujourd'hui, quatre voire cinq générations vivent en même temps et, paradoxalement, se côtoient peu au quotidien. Ce cloisonnement n'empêche pas de voir naître çà et là des projets d'habitat mêlant plusieurs générations. Leur objectif est de contribuer à un mieux vivre ensemble où chaque génération trouve sa place tout en respectant les autres.

© Habitat et participation - asbl

Les projets d'habitat mêlant plusieurs générations naissent çà et là.

Les projets intergénérationnels apparaissent actuellement dans des domaines divers tels que la culture, les technologies de la communication, les loisirs et rencontres conviviales... Concrètement, cela peut aboutir au montage d'une pièce de théâtre, d'une exposition ou d'un orchestre dans lesquels petits et grands se côtoient régulièrement, où la découverte mutuelle aide chacun à prendre sa place et à déployer ses savoir-faire. Autre exemple: des jeunes initient les aînés à l'informatique, au mode d'emploi d'un appareil photos numérique ou d'un portable tandis que des personnes âgées font découvrir aux enfants le patrimoine local, les métiers anciens... Fête des voisins, activités ponctuelles ou régulières entre élèves d'une école et résidents d'une maison de repos, écoles de devoirs et tutorat... les exemples de démarche intergénérationnelle ne manquent pas. Le point commun de ces différentes initiatives consiste à briser l'isolement, souvent des personnes plus âgées, mais pas seulement. La découverte de l'autre est prétexte à créer ou resserrer des liens distendus ou inexistants, indispensables pourtant à une vie harmonieuse en société. Au fil du temps, ces initiatives montrent que chaque génération a à apprendre des autres et qu'ensemble elles se sentent plus solidaires et utiles. Il en va de même dans le domaine de l'habitat.

Compagnon'âges dans l'habitat

Les initiatives d'habitat partagé prennent de multiples formes, reposant sur des motivations variées, souvent complémentaires. Elles sont portées par des personnes prêtes à construire collectivement un projet de vie basé sur l'échange et la convivialité.

Partager l'habitat permet bien entendu de réaliser des économies, de réduire la charge d'un loyer. Cohabiter, c'est aussi bien souvent mettre en commun un système de chauffage, divers matériels, un potager, un jardin, parfois même aussi un véhicule... C'est aussi échanger des petits services....

Une fois les enfants partis de la maison, la grande majorité des personnes âgées se trouvent ainsi à occuper une maison devenue trop grande. Si d'aucunes continuent à y vivre malgré tout, d'autres déménagent dans un logement plus petit. Mais de plus en plus sont tentées d'ouvrir leur maison à un pair, un étudiant ou même une famille. Cette formule permet à la personne de rester dans son cadre de vie familier, de partager un quotidien sécurisant tout en maintenant l'ouverture aux autres, une vie sociale aussi. Mais les embûches restent importantes pour exploiter davantage cette voie: impossibilité de se domicilier ensemble dans une maison unifamiliale située dans un lotissement, mise en péril d'avantages sociaux et risque de baisse des allocations sociales...

Les initiatives d'habitat partagé sont portées par des personnes prêtes à construire un projet de vie basé sur l'échange et la convivialité.

Soutenir les projets volontaires

Trop peu d'acteurs concernés comme les communes, les agences immobilières sociales, les régies foncières... s'impliquent dans la mise en œuvre d'habitats collectifs. La Fondation Roi Baudouin, quant à elle, a compris très tôt les enjeux des actions intergénérationnelles au sens large en lançant des études sur les lieux de vies et en soutenant à plusieurs reprises le démarrage d'initiatives au travers d'appels à projets (1). Plus récemment, la Wallonie a reconnu l'expertise de l'"association" Habitat et Participation dont l'une des missions consiste à accompagner les projets d'habitats intergénérationnels et groupés (2). Enfin, en ce moment, le ministre wallon du Développement durable lance un appel à projets dans ce domaine aux associations à finalité sociale, pouvoirs locaux et sociétés de logements (3).

Ces coups de pouces indispensables restent encore insuffisants pour informer le grand public du potentiel de telles initiatives, mettre en rapport les offres et demandes actuelles et lever les obstacles juridiques pour le moment infranchissables...

L'UCP, mouvement social des aînés, la Ligue des Familles et l'asbl Habitat et Participation entendent poser ensemble leur pierre à l'édifice. Le vendredi 1er octobre prochain, elles organisent une journée de réflexion et de rencontre consacrée au part'âges d'habitats (voir-ci contre : "Une journée pour secouer les idées"). *"Nous avons besoin de lieux de vies adaptés aux tranches de vie que nous composons successivement au fil des années, au rythme de nos amours, en fonction de nos incertitudes, de nos parcours professionnels ainsi qu'à la mesure du temps qui passe et dont nous disposons...* précisent les organisateurs du colloque. *Les rencontres intergénérationnelles sont présentes au cœur de nos familles et de nos vies mais y sont-elles intégrées comme nous le souhaiterions, dans le respect de chacun ? Et si le temps était propice au part'âges d'habitats,... ? Osons nous lancer dans cette perspective d'un mieux vivre ensemble".*

// ANNE JAUMOTTE

(1) *"Le vieillissement de la population et les relations intergénérationnelles"* – Appels à projets par la FRB en 2006, 2007 et 2008. Une publication intitulée *"Une société pour tous les âges. Le défi des relations intergénérationnelles"* aborde l'importance d'une société solidaire et ouverte à tous les âges et d'une politique intergénérationnelle de qualité. Rens.: 070/233.065 - www.kbs-frb.be

(2) Habitat et Participation dispose d'un site très bien documenté et d'une expertise dans le domaine de l'habitat groupé et intergénérationnel. Rens.: 010/45.65.64. www.habitat-groupe.be

(3) L'appel à projets "Habitat durable" s'adresse aux organismes à finalité sociale, aux pouvoirs locaux et aux sociétés de logement de service public qui soutiennent des initiatives innovantes de création de logements individuels ou collectifs pensés pour être reproductibles. L'implication des futurs habitants est stipulée. Rentrée des candidatures avant le 15 septembre. Rens.: http://nollet.wallonie.be/

Une journée pour secouer les idées

L'UCP, mouvement social des aînés, Habitat et Participation et la Ligue des familles vous invitent à venir discuter de l'habitat intergénérationnel le vendredi 1er octobre à Dour, de 9h30 à 16h dans le cadre de l'Abbaye de Saint-Denis, lieu de vies partagé par une vingtaine de familles depuis près de trois décennies.

Une journée de rencontres et d'échange pour découvrir des projets intergénérationnels et alimenter la réflexion avec divers acteurs privés, politiques, associatifs.

Au programme :

Matin : Besoins et enjeux des projets d'habitat intergénérationnels – Présentation et débat autour de trois initiatives: la Maison Communautaire de la Verte Voie, à Thimister, YHB Design-Build Team, entrepreneur flamand mêlant l'ensemble des générations sous la forme d'habitat kangourou, et projet Part'âges du Collectif Logement/Maison de la Solidarité à Hannut.

Après-midi : Au choix, deux ateliers d'une heure (voir ci-dessous) ou un atelier de deux heures où acteurs politiques, de terrain et secteur associatif confronteront leurs projets et leurs points de vue. Thèmes des ateliers d'une heure :

- L'habitat intergénérationnel sous l'angle des solidarités intra/interfamiliales. Ces dernières sont-elles valorisées, ignorées ou pénalisées dans notre pays ?
- Comment structurer un projet intergénérationnel de sa conception à sa mise en œuvre ?
- Comment organiser des rapports sains entre différents publics, gages de pérennité pour un projet intergénérationnel ?
- L'habitat intergénérationnel peut être locatif ou acquisitif ?
- Découverte du projet des habitants de l'Abbaye de Saint-Denis.

>> **Prix :** 10 EUR, repas compris (5 EUR pour les membres des associations organisatrices).
Lieu : Abbaye de Saint-Denis - Rue de la Filature, 4 - 7034 Obourg. Navettes organisées à partir de la gare de Mons pour les personnes qui se signalent à l'UCP avant le 24 septembre.
Inscription obligatoire à la journée et aux ateliers avant le 24 septembre au 02/246.46.73. ou à ucp@mc.be (en indiquant ses coordonnées complètes).
Rens.: 02/246.46.73 – www.ucp.mc.be

Dans les revues

Consulter un thérapeute ?

Tom s'isole souvent. Julien pique des crises dès qu'on le contrarie. Clara se débat dès que son père veut la prendre dans ses bras...En tant que parents, quand faut-il commencer à s'inquiéter ? A une époque où tant de spécialistes se penchent sur l'enfance, cette question est parfois angoissante. Faut-il consulter un thérapeute ? Et, si oui, vers qui se tourner et à quel moment ? Et comment juger si la thérapie a un effet bénéfique ? Les aides possibles sont nombreuses, mais les parents sont souvent démunis au moment de choisir...Le dossier de l'asbl Couples et familles ne donne pas de réponse toute faite, mais présente différents points de vue d'enfants, de parents, d'enseignants, de thérapeutes. Et de conclure que consulter un thérapeute peut être une aide appréciable, mais qu'il ne faut pas en abuser.

>> **Faut-il consulter un thérapeute ?** • Editions feuilles familiales • 2e trimestre 2010 - dossier n°92 • 94p • 10 EUR • Infos : 081/45. 02.99 - mcf@skynet.be

Sport et intégration

"Sport : (anti)modèle d'intégration ?" titre le mensuel Agenda interculturel. Même entre parenthèses, le préfixe "anti" vient bousculer certaines convictions dans l'air du temps. La revue présente certes des expériences où le sport "socialise", mais elle fait état également de points de vue critiques à cet égard. La parole est ainsi donnée à certains spécialistes qui ne font pas dans le politiquement correct. Et de questionner : le sport n'est-il pas fondamentalement compétition, opposition, voire violence ? Le sport est-il vraiment vecteur de lien social ?

>> **Sport : (anti)modèle d'intégration ?** • Agenda interculturel • sept 2010 • n°285 • 27p. • 5 EUR • Infos : 02/289.70.50.

Conflit de loyauté

Se sentir tenu par des contraintes opposées, soumis à des demandes contradictoires, voilà ce qui qualifierait les conflits de loyauté auxquels nous devons parfois faire face. Prospective Jeunesse décortique cette "pesante loyauté", pour les enfants et les adolescents. L'enfant à qui l'on demande sa préférence pour la garde dans le cadre d'un divorce, celui qui tente de naviguer entre les valeurs de ses parents et celles de ses copains, celui qui est tiraillé entre les codes de l'école et ceux de la maison, voire de la bande d'amis... A l'appui d'exemples, psychologues, enseignants ou chercheurs approfondissent la notion.

>> **L'école en conflit de loyauté** • Prospective Jeunesse • n°55 • 32 p. • 7 EUR • Infos : 02/512.17.66 - www.prospective-jeunesse.be

Seniors

Eviter la chute, une question d'équilibre

Après 65 ans, une personne sur trois tombe au sol au moins une fois dans l'année, le plus souvent à domicile. Il est pourtant possible de prévenir la chute. Un programme d'ateliers allie la réflexion et l'action afin d'éviter cette mésaventure.

Jumet, 1er juillet 2010. Le thermomètre affiche déjà 28°C quand Imelda, Bernadette, Marie-Jeanne et Agnès rejoignent avec le sourire Aline, l'ergothérapeute qui anime leurs ateliers "équilibres". Agées de 84 à 91 ans (et demi !), elles en sont à leur deuxième séance. Agnès est déjà tombée à plusieurs reprises (lire son témoignage ci-dessous). Sa première chute lui a valu une fracture du nez. Plus récemment, elle est retombée dans le jardin, s'offrant juste une belle frayeur. Bernadette aussi a déjà trébuché sur un pavé déchaussé, n'évitant la chute de justesse que grâce au réflexe d'un passant qui l'a retenue à temps. Toutes s'accordent à dire leur sentiment de fragilité et leur manque d'assurance au lendemain d'une chute, même sans séquelle.

Echauffement, équilibre, renforcement, assouplissement : chacun progresse à son rythme selon ses capacités.

Les exercices commencent. Un démarrage en douceur avec quelques étirements du cou et du dos. Les participantes sont debout derrière une chaise, une sécurité pour s'y rattraper en cas de perte d'équilibre. D'autres exercices se font ensuite en position assise avec une balle de tennis, pour travailler la dextérité des mains ou encore la sensibilité et les muscles des pieds, en la faisant rouler sous la plante.

"Il ne s'agit pas d'un simple cours de gym, ni de kiné mais bien d'ateliers pour favoriser l'équilibre, précise Aline Delcoigne, ergothérapeute à l'asbl Solival Wallonie-Bruxelles et animatrice d'ateliers "Equilibres". *Une petite synthèse illustrée est remise aux participants, leur permettant de s'exercer en dehors des ateliers et après la fin du cycle. Echauffement, équilibre, renforcement, assouplissement. Chacun progresse à son rythme dans la bonne humeur, selon ses capacités. Après quelques séances, on remarque une récupération des capacités physiques, comme simplement mieux tourner la tête et ainsi mieux appréhender l'espace. En plus des exercices physiques, chaque atelier comprend aussi des moments d'information et de discussion. Ils aident à reprendre conscience de l'importance de petits gestes du quotidien auxquels il faut être attentif: éclairage adéquat dans les escaliers, sortie de bain antidérapante... bref tout ce qui touche à l'environnement. Plus ce qui concerne l'alimentation, avec les questions sur la consommation d'alcool, de médicaments..."*

© Etienne Mathues

Vieillir, plus et mieux

Les progrès médicaux et socio-économiques réalisés depuis la Seconde Guerre mondiale ont permis d'améliorer considérablement la santé des personnes âgées. En Belgique, l'espérance de vie est de 81 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes. La part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population atteint 17% (INS, 2004). Au-delà de nouveaux défis économiques et sociaux, cette évolution démographique constitue aussi un enjeu de santé publique important. En adoptant l'expression "vieillir en restant actif" dans différents programmes, l'Organisation mondiale de la santé souhaite indiquer qu'il est possible d'ajouter de la qualité à la durée. En permettant aux personnes vieillissantes de demeurer actives physiquement, mentalement et socialement.

C'est dans cette optique, que l'asbl Educa Santé a conçu des ateliers "Equilibres" pour prévenir les chutes, fréquentes, chez les personnes âgées. Chez les 65 ans et plus, une personne sur trois tombe involontairement au sol dans l'année. Au-delà de 80 ans, cette proportion s'élève à presque une personne sur deux. Plus de 60 % des chutes se produisent au domicile et dans 40 % des cas, la personne tombée ne peut se relever seule. Une personne sur deux rechutera dans l'année.

"La chute est le résultat d'une interaction entre des facteurs liés à la personne, son comportement et son environnement, explique Martine Bantuelle, sociologue, directrice d'éduca Santé et présidente du Réseau francophone international de promotion de la sécurité. *Notre programme apporte donc une réponse cohérente sur ces trois dimensions. Concrètement, nous proposons aux kinés, ergothérapeutes et profs d'éducation physique de suivre une formation de six demi-journées offertes par Educa Santé (1). Nous comptons déjà une trentaine de personnes formées, parfois des associations ou des indépendants, venant d'une maison médicale, d'un service communal, d'une mutualité ou d'une maison de repos. Une prochaine formation s'ouvrira bientôt à Namur. Ces personnes-relais prennent ensuite en charge l'animation d'un cycle complet destiné aux seniors, comprenant 22 ateliers d'1h20"* (2).

© Etienne Mathues

Il ne s'agit pas d'un simple cours de gym, ni de kiné mais d'ateliers pour favoriser l'équilibre.

Préventif et rentable

Lors d'une première séance, un petit test de capacité motrice sert à déterminer le niveau de risque de la personne : faible, modéré ou élevé. Une étape déterminante car le programme cible les personnes présentant un risque de chute modéré. Pour les autres niveaux, il faut suggérer le suivi qui conviendra le mieux. Une activité adaptée pour se maintenir en forme ou de la rééducation personnalisée.

"Nous demandons aux intervenants d'enregistrer les progrès obtenus tout au long du cycle, poursuit Martine Bantuelle. *Cela peut paraître contraignant, mais c'est indispensable pour récolter des données statistiques fiables. Cela permettra peut-être d'obtenir une reconnaissance du programme par les pouvoirs publics, en démontrant son efficacité par rapport au nombre de chutes et leurs conséquences. Une diminution du nombre de chutes signifie une baisse des hospitalisations, une réduction des coûts pour la sécurité sociale..."*

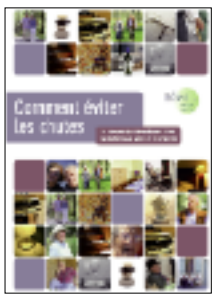
D'autres projets sont à l'étude, comme l'adaptation du programme en maison de repos pour la majorité des personnes à risques élevés ou encore une campagne de sensibilisation auprès des aides et soignants à domicile. L'évaluation se fera dans quelques années, pour laisser le temps aux freins au changement de s'user un peu et de voir apparaître de nouveaux comportements.

// ETIENNE MATHUES

(1) Pour toute information sur le programme "Vivre actif" et la formation des ateliers "Equilibres", contactez l'asbl Educa-Santé, Av. Général Michel 1B - 6000 Charleroi. 071/30.14.48. - doc@educasante.org - www.educasante.org
(2) Pour en savoir plus sur les ateliers "Equilibres", contactez l'asbl Solival Wallonie-Bruxelles au 070/221.220.
Des séances de sensibilisation à la problématique des chutes et aux moyens d'y remédier seront proposées en octobre à Chapelle-lez-Herlaimont. Infos au 071/54.83.18.

Deux brochures utiles

Comment éviter les chutes?



Il est possible, dans de nombreux cas, de réduire le risque de chutes chez soi et ce, en agissant à plusieurs niveaux : améliorer son équilibre, adopter un comportement sûr et aménager son environnement quotidien. L'asbl Solival Wallonie-Bruxelles a publié une brochure qui livre de précieux conseils à ce propos. Originalité : ce document contient un questionnaire qui permettra aux personnes à risque de chute de passer en revue leurs activités et leur logement. Ce test leur permettra et de pointer l'un ou l'autre problème dont ils ne se seraient pas encore rendu compte et ce, pour les éliminer le plus vite possible et les sécuriser d'avantage.

La brochure "Comment éviter les chutes? La prévention des chutes chez la personne âgée à domicile" est disponible sur simple demande en téléphonant à l'asbl au 070/221.220. Elle est également téléchargeable sur le site www.solivalwb.be

Home sweet home

Comment éviter la chute chez la personne âgée? Le service Infor Santé de la MC répond à cette question dans sa brochure "Home sweet home". Celle-ci explique tout d'abord quels sont les facteurs de risque de chute et comment déterminer si une personne est à risque léger, modéré ou élevé de chute. Un chapitre entier est consacré à la prise de médicaments, qui peut accroître le risque de manière importante. La brochure livre des pistes de solutions et conseils pour limiter les risques. Elle donne aussi des conseils pour se relever en cas de chute et fournit les coordonnées d'organismes ressources pour trouver de l'aide.

La brochure "Home sweet home – comment éviter la chute chez le personne âgée" est disponible chez votre conseiller mutualiste. Elle peut aussi être obtenue sur simple demande au 0800/10.9.8.7. ou téléchargée sur www.mc.be.

Témoignage

"Ma dernière chute est arrivée dans le petit parc qui entoure notre établissement. Je voulais remplir un seau de terreau. Mon pied s'est pris dans une racine de lierre en m'approchant du tas de terreau et je me suis retrouvée à plat ventre dedans. Pas de fracture, mais une grosse frayeur. J'ai rampé vers un vieux caddie de magasin, bien contente que quelqu'un l'ai oublié là. En m'y agrippant, je suis enfin parvenue à me relever.

Je conserve un problème d'équilibre et une certaine angoisse. Heureusement, je me soigne tous les jeudis matin : les ateliers d'Aline me font du bien autant physiquement que moralement".

// SŒUR AGNÈS

Pourquoi...
des vacances avec Intersoc?

intersoc
L'AMOUR DE VOS VACANCES
HIVER 2010 - 2011

Intersoc-family:
pour les parents et les enfants

> Les joies du ski et de la neige pour toute la famille
> Des leçons de ski à partir de 3 ans
> Un accueil et des activités variées pour les enfants: clubs (de 3 mois à 14 ans) avec des moniteurs Intersoc, des spectacles et des buffets pour enfants ainsi que des repas pour bébé
> De fortes réductions : réductions pour enfant allant de 10% à 100%, gratuité pour les enfants jusqu'à 6 ans en dehors des vacances scolaires et à St. Luc durant les vacances de Pâques, 50% sur le séjour du 3e enfant + séjour gratuit à partir du 4e enfant (action familles nombreuses)

> St. Luc (Hôtel Intersoc) à partir de 371 €/adulte en pension complète
Périodes du 26/12/10 - 02/01/11 et du 09/04/11 - 16/04/11
> Aussois (Hôtel Intersoc) à partir de 567 €/adulte en All-in
Périodes du 29/01/11 - 05/02/11, du 05/02/11 - 12/02/11 et du 05/03/11 - 12/03/11
> Courchevel (En collaboration) à partir de 609 €/adulte en pension complète
Période du 03/04/11 - 10/04/11
> Orelle (Location) à partir de 350 €/appartement
Périodes du 02/01/11 - 09/01/11, du 05/03/11 - 12/03/11 et du 09/04/11 - 16/04/11

Intersoc-life:
Les plaisirs entre amis

> Des vacances à la neige sans les enfants!
> All-in : y compris la petite restauration
> Des repas savoureux
> Des soirées conviviales
> Un rapport qualité-prix imbattable

> A partir de 588 euro par adulte en All-in
Périodes du 26/02/11 - 05/03/11 et du 19/03/11 - 26/03/11

Intersoc-trip:
Envie de découvertes?

> Un large éventail de destinations
> Un accompagnement de qualité grâce à un guide local
> Les joies de la découverte en bonne compagnie
> Des trajets confortables

> Menton
du 18/02/11 - 27/02/11: 1032 €
> Turquie et Israël
du 15/03/11 - 29/03/11: 1.106 €

> Cappadoce
du 26/04/11 - 10/05/11: 854 €
> La Mer de Marmara
du 19/05/11 - 26/05/11: 868 €

> Vienne
du 10/03/11 - 13/03/11: 753 €

JE SOUHAITE RECEVOIR GRATUITEMENT LA BROCHURE DECEMBRE '10 - AVRIL '11

A compléter en caractères d'imprimerie:

Nom et prénom: .....

Rue: ..... N°: ..... Boîte: .....

Code postal: ..... Localité: .....

Renvoyez ce bon à: Service clientèle Intersoc, Boîte postale 47, 1031 Bruxelles, ou faxez-le au 02-246 47 27.

Vous pouvez également commander la brochure sur www.intersoc.be.

intersoc
L'AMOUR DE VOS VACANCES

VACANCES POUR LES MEMBRES DE LA MUTUALITÉ CHRÉTIENNE

Sexe et provoc'

L'hypersexualisation envahit l'enfance

La beauté et la séduction, souvent associées à des images connotées sexuellement... s'imposent tous les jours à nos yeux. Dans les médias, les conversations et les comportements, le "paraître" reste très important. Dès leur plus jeune âge, filles et garçons l'ont bien compris et en jouent, allant parfois jusqu'à la provocation et la vulgarité. Mais comment grandir dans une société où l'hypersexualisation règne en maître ?

Des strings pour petites filles, des chaussures et petites bottes à talons pour bébé... débarquent dans les magasins, sont en vente sur le Net... et trouvent des acheteurs. La mode sexy ne touche plus seulement les adultes mais se propage dans la jeune génération. Une nouvelle tendance contre laquelle les écoles doivent parfois réagir en imposant un code vestimentaire plus strict. La mode "Lolita" fait fureur (sa dénomination fait référence au roman de Nabokov qui dépeint une relation sulfureuse entre une adolescente et un homme d'âge mûr). La séduction, voire la provocation, envahissent le monde de l'enfance et de l'adolescence. Où sont les limites dans les tenues vestimentaires et les comportements ? Actuellement, la société est confrontée à *"une banalisation de la sexualité, une érotisation de la consommation et une emprise du corps jeune "parfait" et performant, et de la réalisation de soi à tout prix"*, comme le dit Jacinthe Mazzocchetti, anthropologue LAAP-UCL, définissant ainsi l'hypersexualisation de la société (1). *"Les changements de mœurs, avec la libération de la sexualité et du corps post-mai 68, jouent un rôle dans ce phénomènes et les médias véhiculent en masse ces préceptes"*, ajoute l'anthropologue.

Société mise à nu

Danses langoureuses en tenue légère dans les clips musicaux, présentatrices sexy dans les émissions télévisées de divertissement, publicités basées sur des jeux de séduction, sur des attitudes connotées sexuellement, y compris lorsqu'elles s'adressent expressément à un public jeune..., les exemples ne manquent pas pour constater qu'aujourd'hui, nous sommes dans l'ère de la "pornographisation". Emprunté au sociologue Michel Fize (2), *"ce terme caractérise cette société qui sexualise la pensée collective par le recours massif aux images et par la mise en scène publicitaire de la sexualité comme arrière-plan de toute consommation."* (3).
"Les enfants et ados ont facilement accès aux images via la télévision, Internet, le GSM...", ajoute Jacinthe Mazzocchetti. Aujourd'hui, l'image de soi est effectivement très importante : on se montre sur son blog, sur Facebook... On s'affiche partout et la place de l'intimité est quasiment réduite à néant. Certains adolescents publient en ligne des clichés d'eux dans des tenues ou poses provocantes sans avoir conscience de l'impact de celles-ci, faisant de leur corps un objet de séduction.

Mince et sexy pour séduire

Depuis de nombreuses années déjà, les diktats de la mode lient la beauté et la séduction à la minceur. Aujourd'hui, la sexualisation des images et représentations envahit non seulement l'univers des adultes mais aussi celui des jeunes et des enfants, de plus en plus précocement obsédés par leur apparence, leur désir de plaire et, pour les ados, par l'idée de s'identifier à leurs pairs.
On se rappelle le film *Little miss sunshine* (4) qui tourne autour du rêve d'une petite fille de sept ans, Olive, une peu rondouillarde : devenir reine de beauté. Au travers des dialogues, on découvre les tiraillements auxquels peuvent être confrontées les jeunes candidates : minceur et crème glacée ne font pas bon ménage, le risque de devenir "obèse" en mangeant de telles sucreries hante déjà l'esprit de la petite Olive. *"A l'adolescence, comme dans l'enfance, le jeune est constamment obsédé par la question : que dois-je faire pour être aimé ?,* avance le professeur émérite UCL, Jean-Yves Hayez, psychiatre pour enfants et adolescents (5). *Et dans la société, notamment via les médias, les personnes que l'on exhibe sont minces. Ces références, modèles filiformes, influencent les jeunes dans leurs comportements alimentaires qui peuvent parfois aller jusqu'à l'anorexie. Ce phénomène touche plus les filles que les garçons."*

Parents : parlez !

La frontière entre enfance/adolescence/âge adulte est de plus en plus ténue. A côté des aspects physiques de la puberté qui apparaissent de plus en plus tôt, les enfants et adolescents sont confrontés à la sexualité dès leur plus jeune âge : via les magazines people, les séries, les émissions de téléréalité, Internet... qu'ils peuvent consulter librement et facilement. *"La solution n'est pas d'interdire l'accès aux enfants ou adolescents ni de cacher les images ou situations connotées sexuellement,* souligne Jacinthe Mazzocchetti. *Mais il faut refaire du lien entre la génération adulte et les plus jeunes. Il faut donner des explications, parler avec eux. C'est un peu là que le bât blesse : il y a un manque de dialogue dans les familles, entre les générations. Peut-être que les parents ont peur de ce que savent leurs enfants, ne voient pas comment s'y prendre pour leur expliquer, discuter avec eux de ce sujet... Souvent, les jeunes ont un langage, un vocabulaire cru que les adultes, parfois, ne saisissent même pas. Cela peut effrayer les parents. C'est pourquoi, parfois, il est bon de se tourner vers une tierce personne : professeur, éducateur, animateur, oncle, grand-mère... sont peut-être plus à même, ou plus à l'aise, d'aborder le sujet avec l'enfant ou le jeune."*

L'enfant se réfère à des modèles de la société mais aussi à son entourage et à ses propres parents. A cet égard, il y a lieu de s'interroger sur les attitudes des parents et adultes qui renforcent eux-mêmes l'hypersexualisation ambiante dès le plus jeune âge. Ainsi, certaines mères sont parfois dans la même exposition de leur corps que leur progéniture, achètent des tenues aguichantes à leur gamine et sont fières que celle-ci ressemble à une petite femme, soit regardée et suscite du désir.

De la même manière, comme un parent rêve que son enfant devienne un prodige de piano ou un champion de tennis, certains parents se projettent tellement dans leur enfant qu'ils veulent à tout prix en faire des mini-stars.

Enfin, nombreux sont les adultes qui suggèrent aux plus jeunes des comportements d'adultes. Il n'est pas rare, par exemple, d'entendre dans des conversations un parent demander à son enfant s'il a un amoureux ou une amoureuse. Insinuant ainsi que la norme, même à son jeune âge, est d'être "en couple". Souvent, c'est aux adultes à se remettre en question, plaide en conclusion le Professeur Jean-Yves Hayez.

// VIRGINIE TIBERGHIEN

(1) *"Hypersexualisation et relations amoureuses. Témoignages d'adolescents"*, Jacinthe Mazzocchetti. Brochure réalisée dans le cadre de "Charleroi communique".
(2) *"Les enfants, les adolescents et la société pornocratique"*, Michel FIZE, in Cultures et mouvements, n° 63, 2004.
(3) *"Pornographisation et relations amoureuses des adolescents"*, Jacinthe Mazzocchetti., in Amours virtuelles. Conjugalité et Internet, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2009, pp.135-146.
(4) Little Miss Sunshine, Film de Jonathan Dayton et Valerie Faris, Avec Abigail Breslin, Greg Kinnear, Toni Collette, 1h41.
(5) www.jeanyveshayez.net

Pas seulement un "truc de filles"

On pourrait penser que l'hypersexualisation ne touche que la gente féminine. Au contraire, les garçons sont aussi soumis à ce phénomène. Les tenues vestimentaires provocantes, il en existe également chez les garçons : les pantalons tombant sur les fesses et montrant le slip sont de plus en plus courants.

Pour eux, d'autres caractéristiques physiques sont mises en avant : *"Les jeunes garçons portent le poids de la performance, explique Jacinthe Mazzocchetti,* anthropologue (LAAP-UCL). *En aucun cas, ils ne doivent perdre la face dans ce domaine. Ils se réfèrent souvent aux scènes de la pornographie, très éloignée de la réalité. Ne pas atteindre cette performance peut engendrer une réelle souffrance chez les garçons."*

Concours de mini-miss ou le règne de la séduction

Ils et elles sont parfois très jeunes. Et avec aisance et grâce... et parfois provocation, ils défilent en tenue affriolante sur scène. Sourires, clins d'œil, poses osées, ces marmots participent à des concours de beauté. Loin de la candeur de l'enfance, ils adoptent souvent des comportements de séduction.

© AP/Reporters.
Julia Lira, "reine du Carnaval".

Débarquées des Etats-Unis, les compétitions enfantines de beauté ont le vent en poupe chez nous et font débat. *"Dans leurs activités (extra)scolaires, les enfants se retrouvent fréquemment 'en compétition' avec leurs pairs. (...) Mais dans les concours de beauté, ce ne sont pas des critères objectifs qui départagent les participants. La beauté, le charme, l'aspect physique sont des critères subjectifs"*, accusent d'une même voix plusieurs associations (1).

"La frontière entre les âges et statuts est brouillée dans de tels événements", précise de son côté Jacinthe Mazzocchetti, anthropologue.

En février dernier, une polémique était née autour de l'élection de la petite Julia Lira, 7 ans, propulsée à la tête du cortège du carnaval de Rio pour endosser le rôle de "reine du carnaval", un titre généralement remis à une danseuse adulte pour ses charmes. Désigner une gamine comme symbole de la sensualité pose question. Les concours de mini-miss connaissent les mêmes dérives. *"Les petites filles qui défilent se comportent en 'femmes miniatures'. Elles adoptent des codes de séduction qui ne sont pas en adéquation avec leur âge (démarches chaloupées, sourires enjôleurs, regards en coin et clin d'œil...)."* (1) Souvent prises innocemment, ces attitudes provocantes, ces corps érotisés, peuvent attiser le désir chez certains spectateurs. Comme l'explique en substance Jacinthe Mazzocchetti, de manière générale, les enfants et les jeunes ne sont pas conscients que leurs comportements ou ports vestimentaires (comme le fait de porter un string qui dépasse du pantalon) peuvent être provocants et avoir des conséquences fâcheuses.

// VT

(1) Extrait de la brochure *"Concours Mini Miss / Mini Mister, un jeu d'enfants ?"* réalisée par des associations tournaisiennes telles que Vie féminine Région picarde, la Ligue des familles... Disponible sur www.yakapa.be (onglet "Professionnels")

Offres d'emploi

YOUR CAREER

Prendre soin des autres, c'est aussi soigner votre carrière

LE SECRÉTARIAT NATIONAL DES MUTUALITÉS CHRÉTIENNES À BRUXELLES RECRUTE :

> un Directeur de département Indemnités/Assurabilité (h/f)

Le département Indemnités/Assurabilité a pour principale mission de garantir une application correcte, efficace et 'orientée membre' de la réglementation Assurance-Maladie-Invalidité (AMI).

Vous avez la responsabilité finale du département comptant plus de 50 collaborateurs :

- Vous participez à la politique de gestion du département et y veillez à la traduction en actions concrètes de la stratégie organisationnelle afin d'atteindre les objectifs attendus.
- Vous coordonnez les services, en y garantissant une bonne gestion des ressources humaines, une bonne communication et circulation de l'information.
- Vous conseillez et répondez aux diverses questions des départements, directions et/ou mutualités.
- Vous représentez le domaine indemnités/ assurabilité et la MC, tant en interne qu'en externe.

> Un Chef de service Audit interne (h/f)

Le service Audit interne accomplit de nombreuses missions d'audit et de contrôle au sein des différentes entités constitutives de la Mutualité Chrétienne.

En tant que chef de service :

- Vous gérez une équipe de 20 collaborateurs, répartissez les missions et veillez à l'amélioration constante de l'organisation du travail.
- Vous formulez, sur base des constats d'audit ou de contrôles, des propositions de solutions et prenez part à différentes missions de gestion.
- Vous conseillez les différentes entités de la MC pour des questions de fiscalité, de législation ou de gestion de patrimoine.
- Vous représentez la MC dans des instances externes (INAMI, OCM,...)

Vous êtes intéressé par la sécurité sociale, vous disposez d'une solide expérience dans une fonction de people management, et êtes à la recherche d'un emploi ayant un impact social important ?

Surfez sur www.mcjobs.be pour en savoir plus sur ces deux fonctions, les profils recherchés et notre offre.

Vous trouverez la liste complète de nos offres d'emploi sur www.mcjobs.be

LA MUTUALITÉ SAINT-MICHEL RECRUTE (H/F) :

> un comptable

des conseillers mutualistes

Offrons : une rémunération en lien avec la fonction, assortie d'avantages extra-légaux, une formation et un encadrement adaptés aux exigences de la fonction, un emploi offrant défis et possibilités d'apprendre constamment.

Plus de détails de ces offres sur www.mcjobs.be – Envoyez votre lettre de candidature motivée avec CV par mail à jobs.bruxelles@mc.be ou par courrier au service GRH, bld. Anspach 111-115 - 1000 Bruxelles ou via internet www.mcjobs.be

LE SEGEC, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE, ENGAGE (H/F) :

> un juriste

entrée en fonction rapide.

Candidatures à envoyer pour le 27 septembre au plus tard à Bénédicte Beauduin benedicte.beauduin@segec.be (adresse ci-dessous)

> un informaticien

Profil : diplôme d'enseignement supérieur en informatique, être dans les conditions ACS/APE ou nommé à titre définitif dans l'enseignement.

> un économiste

Profil : diplôme universitaire en sciences économiques ou commerciales, être engagé à titre définitif dans l'enseignement ou dans les conditions ACS/APE.

Plus de détails de ces offres sur http://enseignement.catholique.be
Envoyez votre candidature avec CV pour le 16 septembre au plus tard à Emmanuelle Havrenne Secrétaire générale du SeGEC, av. Mounier 100 - 1200 Bruxelles ou emmanuelle.havrenne@segec.be

LA CLINIQUE SAINT-PIERRE À OTIIGNIES ENGAGE (H/F):

> un infirmier–chef adjoint

pour le service des urgences – temps plein.

Plus de détails de cette offre sur www.clinique-saint-pierre.be
Envoyez votre candidature avec CV détaillé et une photo pour le 15 septembre au plus tard à Mme. Seront, Directrice du département infirmier, Clinique Saint-Pierre, av. Reine Fabiola 9 – 1340 Ottignies.

LES GÎTES D'ETAPE DU CBTJ ENGAGENT POUR LE GÎTE DE OVIFAT (H/F) :

> un animateur

mi-temps – APE - domicilié région wallonne.

Profil : sens de la communication, initiative - expérience dans le secteur jeunesse - capacité rédactionnelle - maîtrise de l'outil informatique - posséder voiture - atouts: connaissance du néerlandais, de la région et du monde associatif local.

Envoyez votre candidature avec CV pour le 15 septembre à H. Winand, rue des Charmilles 69 - 4950 Ovifat ou gite.ovifat@gitesdetape.be

LA FÉDÉRATION DE L'AIDE ET DES SOINS À DOMICILE (FASD) RECRUTE (H/F):

> un licencié en droit

pour une mission de conseil notamment dans le domaine du droit social, du droit des asbl et des règlementations en matière d'aide à l'emploi – 3 jours/sem. – CDI.

Profil : capacité de communication orale et écrite - travailler en équipe - maîtrise de l'informatique – l'expérience du barreau, en droit social ou dans le secteur non marchand constitue un atout.

Envoyez votre lettre de candidature avec CV pour le 17 septembre au plus tard à Agnès Schiffino, directrice générale, FASD, av. A. Lacomblé 69/71 Bte 7 - 1030 Bruxelles ou agnes.schiffino@fasd.be.

L'ETA "ENTRAIDE PAR LE TRAVAIL" RECRUTE POUR SON SITE DE JODOIGNE (H/F) :

> un ouvrier d'imprimerie

temps plein – CDD.

Fonction : conducteur de machine d'impression, brochage, assemblage et finitions de travaux imprimés.

Profil : diplôme du secondaire inférieur (qualification en imprimerie et arts graphiques.) - expérience d'un an minimum en imprimerie et connaissance du travail sur offset - la reconnaissance de handicap de l'AWIPH, la carte ACTIVA et le plan SINE sont des atouts.

Information sur www.eta-entraide.be - Envoyez votre candidature avec CV et une lettre de motivation à social@eta-entraide.be ou à Sandrine Rouling, rue St Sébastien 8 - 1420 Braine-l'Alleud.

L'UNION DES FÉDÉRATIONS DES ASSOCIATIONS DE PARENTS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (UFAPEC) ENGAGE (H/F)

> un animateur

pour la Communauté Française - Contrat temps plein - Poste APE

Fonction : créer, soutenir et dynamiser le réseau de parents au niveau local et régional - rédaction d'études et analyses liées à l'enseignement, aux parents et l'école - défendre et rendre visible les positions de l'association.

Profil : capacités d'analyser les enjeux, finalités et valeurs de l'UFAPEC, de concevoir et de réaliser des projets, d'évaluer ses actions et les faire évoluer, de proposer des initiatives pour le développement de l'association, de s'adapter à différents publics, grandes capacités relationnelles, de communication, posséder une voiture.

Rémunération: barème enseignement de la Comm. Fr.

Envoyez votre candidature avec CV à Pierre-Paul Boulanger, pierre-paul.boulanger@ufapec.be avant le 10 septembre.

LA CLINIQUE ET MATERNITÉ SAINTE-ELISABETH À NAMUR RECHERCHE (H/F):

> un pédiatre

temps plein

Candidature à envoyer avant le 30 septembre (adresse ci-dessous)

> des infirmiers A2 – infirmiers bacheliers

expérience en orthopédie – temps plein ou temps partiel – CDI.

Plus de détails de ces offres sur www.cmsenamur.be.
Envoyez votre candidature manuscrite avec CV à Mr. Libert, Directeur Général, pl. L. Godin 15 – 5000 Namur.

Offres de service

NATALO, ECOLE DE DEVOIRS À LIÈGE, CHERCHE (H/F) :

> des volontaires

pour aider chaque jour, après l'école, des enfants de la 1ère à la 4ème primaire à réaliser leurs devoirs ainsi que des activités éducatives et culturelles et leur donner le goût de la lecture en leur ouvrant les portes de l'imaginaire, dans une atmosphère conviviale et respectueuse de chacun.

Renseignements: 04/341.70.09 de 10h à 15h du lundi au vendredi ou natolo.edd.alpha@hotmail.com

LE PLANNING FAMILIAL AU QUAI À TOURNAI CHERCHE (H/F) :

> une accueillante bénévole

3h/sem., être à l'écoute et à l'aise au téléphone - habiter la région.

Renseignements : 069/21.40.76 ou marlene-detoll@hotmail.com ou Le planning familial Au Quai, rue du Quesnoy 19 – 7500 Tournai.

L'ESPACE FEMMES DE JETTE RECHERCHE (H/F) :

> des bénévoles

pour donner des cours de français, alphabétisation et FLE, dans une démarche d'éducation permanente à un public interculturel, ainsi que pour l'accueil et du travail administratif.

Renseignements : 02/420.64.78 de 9h30 à 16h ou ef-jette@viefeminine.be

L'ASBL VOLONT'R VOUS PROPOSE

> des activités de volontariat à caractère social

en crèche, école des devoirs, maison de repos, hôpital, centre pour personnes handicapées, ... à Bruxelles et en Wallonie.

Encadrement, assurance, formation à l'écoute vous sont offerts. Venez nous rencontrer !

Donnez un sens à votre temps libre... apprenez... partagez vos connaissances... rencontrez...

Renseignements : 02/219.15.62 ou www.volontr.be (projets, séances d'info, dates de formations...).

CHAQUE SEMAINE, DONNEZ RENDEZ-VOUS À VOTRE SANTÉ!

Je Cours Pour Ma Forme est un programme d'initiation à la course à pied. Hommes, femmes, jeunes, adultes ou seniors : tout le monde est le bienvenu !

Pas besoin d'être sportif
Pas besoin de savoir courir
La formation débute du niveau zéro!

Les séances se déroulent au rythme d'une, deux ou trois fois par semaine pendant trois mois. Présentez-vous simplement en tenue de sport avec des chaussures de course à pied.

Ne ratez pas la première séance et la remise de votre carnet d'entraînement personnalisé.

Les séances sont placées sous l'autorité d'un entraîneur afin d'adapter leur contenu à la forme de chaque participant. Un diplôme de réussite sera également remis à l'issue du programme. Pas de compétition en vue. Les objectifs du programme sont contenus dans ces deux mots: santé et convivialité.

Courez nous rejoindre !

Infos : www.jecourspourmaforme.be

// Domaine de Nivezé //

Nature, bien-être, gastronomie

Le Domaine de Nivezé à Spa, maison de convalescence et de vacances de la Mutualité chrétienne, vous propose une semaine à thème champignons **du 8 au 15 octobre**, un week-end gastronomique **du 5 au 7 novembre** et un week-end gastronomique spécial vins **du 26 au 28 novembre.**

Lors de chacun des séjours, nous vous accueillons le premier jour dès 17h30 avec un apéritif d'accueil. Vous serez hébergé en chambre double (essuies de bain dans la chambre).
Vous bénéficierez d'une entrée aux fabuleux **"Thermes de Spa"** (accès avec votre véhicule - prévoir essuie de bain, peignoir, clappettes). Un apéritif vous sera offert le jour du départ.

Semaine Champignons, du 8 au 15 octobre

> Présentation : la passion pour le monde fongique
> Promenade guidée sur le thème des champignons
> Conférence par Philippe Gason sur les champignons sauvages comestibles
> Cueillette des plantes sauvages + atelier de cuisine
> Promenade et cueillette des champignons + atelier cuisine
> Repas festif le jeudi soir sur le thème des champignons
> Une entrée aux Thermes de Spa

Prix : 445 EUR en pension complète (7 nuitées)

Week-end gastronomique, du 5 au 7 novembre

> Un apéritif et un repas gastronomique le samedi soir (vin non compris)
> Une entrée aux Thermes de Spa
> Visite libre de la ville de Spa et de son Marché aux Puces

Prix : 175 EUR en pension complète (2 nuitées) pour les membres de la MC et 210 EUR pour les non-membres. - 205 EUR pour les membres MC et 245 EUR pour les non-membres (formule vin compris).

Week-end gastronomique spécial vins, du 26 au 28 novembre

> Un apéritif et un repas gastronomique le samedi soir (vin compris)
> Une entrée aux Thermes de Spa
> Visite libre de la ville de Spa et de son Marché aux Puces

Prix : 205 EUR en pension complète (2 nuitées) pour les membres MC et 245 EUR pour les non-membres.

>> Adresse : Domaine de Nivezé - Route du Tonnelet 76 - 4900 Spa.
Le Domaine est entièrement équipé pour les personnes à mobilité réduite.
Renseignements et réservations : 087/79.03.13. - promo@niveze.be

COMMENT INSÉRER UNE PETITE ANNONCE ?

Les petites annonces sont réservées aux membres de la Mutualité chrétienne. Chaque famille bénéficie, par année civile, d'une première annonce au prix préférentiel de 5 euros. Toutes les autres parutions se font au tarif de 12,50 euros par annonce.

1. Rédigez votre annonce en lettres capitales sur papier simple.

2. Effectuez votre virement sur le compte 000-0079000-42 (pas d'argent !) au nom des Editions Mutuellistes en précisant le nombre de parutions souhaitées.
Code IBAN : BE77 0000 0790 0042
Code BIC ou SWIFT: BPOT BE B1.

3. Envoyez votre annonce en joignant votre vignette jaune ainsi qu'une copie de la preuve de votre paiement au "Service des petites annonces", En Marche, chée. de Haecht 579 BP40 – 1031 Bruxelles ou fax : 02/246.46.30 ou enmarche@mc.be – tél : 02/246.46.27.

Dates ultimes de rentrée des annonces :
Le vendredi 3 /09 pour l'édition du 16 /09 ; le vendredi 17 /09 pour l'édition du 7 /10.

Attention ! Vos petites annonces ne seront publiées que si nous recevons en même temps le texte de l'annonce, la vignette jaune et une copie de la preuve de paiement. Les petites annonces paraissent sous la seule responsabilité de leurs annonceurs.

Auto - moto - vélo

AV: scooter Peugeot Speedfight 2 49cc, 3.300km, 2003 + casque valeur 150 EUR + antivol, prix achat: 2.250 EUR, laissé: 595 EUR. 0497-24.64.29 en soirée. (A45210)

AV: Renault Laguna 01/2005, 1.9DCI express. berl., 1er propr., 132.000km, 110cv, très confortable, ét. Impecc., ct. Ok, carnet vert, 6.900 EUR. 0476-92.92.31. (A45112)

Camping

AV: carav. Chât. Delta 3900, 1997, 3pl., 780kg, ét. impecc., occ. rare, chff. cab. toil., dbl. vitr., moustiq., wc, auvent, tonnelle + access., stab. Alko, 3.600 EUR. 0473-95.26.01. (C45195)

Divers

AV: verres de coll. av. 1968, de 100 à +/- 3 EUR + livres de guerre ét. nf., coll. compl., 25 tomes de 1914 à 1950. 065-65.42.69. (D45229)

Hergé, Tintin, Quick et Flupke, Petit xxème, etc... j'expertise gratuitement tout Hergé etc... chez vous ou chez moi, sans aucune obligation de vente. 02-653.47.16 - 0486-90.70.27. (D44182)

AV:cse décès, somm.-lit, comm. élec., tête et pied., mat. Tempur, 140x200, tr. peu serv., id. pr p. âgée ou hand., 1500 EUR à disc. 0478-33.93.42 - 083-21.35.20 ap. 18h. (D45239)

AV: cse décès, scooter méd. élec. pr p. à mob. réd., ét. exc., ttes options, charg. et panier inc., éclair., susp., faut. piv., ach. 4500 EUR, vend 1250 EUR à déb. 0478-11.57.31. (D45158)

AV: huile s. toile, Léon Devos, 50x60, Nature Morte, très bon état, 1.600 EUR. 04-379.49.28. (D45237)

AV: 2 pouss. Canne multipos., 20 EUR/chacune., 1 porte bb Kipling bleu, 25 EUR, 1 ch.-bib., 20 EUR., 1 stér., 30 EUR, 1 siè.-auto, 35 EUR. 0499-17.56.13 - 071-54.43.51 ap. 18h. (D45235)

AV: cuis. équip. beige en L (2,85m + 2m) avec évier, robinet, cuisinière, gaz, frigo, hotte, 350 EUR. 0486-87.04.28. (D45206)

AV: lit méd. Linak, élec., Ht variable, mat. + mat. anti escarres, compress., perroq., ét. nf., 1000 EUR. 010-84.58.11. (D45233)

AV: fauteuil à roulettes, pr. p. âgées av. inclin. + tablette + ceintures + coussin anti escarres. 100 EUR. 069-85.96.55. (D45217)

AV: vieux matériel de ferme pour déco, charrue, rouleaux, auges, rateliers, à enlever. 0496-50.47.32. (D45227)

AV:système Axamed capri-lift pour baignoire, état neuf, 600 EUR. 0478-48.55.10. (D45211)

AV: monte escalier électr. Stannah, peu servi, ét. neuf, à démonter, 2500 EUR., à discuter. 0474-88.86.22. (D45212)

AV: airco jam. empl., 3 en 1, chauff., déshum., 350 EUR., tab. de bar 30 EUR/p., 1 faut. enm., 15 EUR., 1 bur. ordi 30 EUR., 1 flipp. enf. élec. 30 EUR. 0494-46.90.96. ap. 17h., Rixensart. (D45213)

AV: 96 couverts en argent + 1 louche Christofle, 2.450 EUR. 082-74.41.92. (D45214)

AV: scooter Venus 3 T3G, Vermeiren, 3 roues, fac. à manœuvrer, panier à l'avant, siège pivotant, 1 an, tr. peu servi, ét. neuf, 1.000 EUR. 085-25.49.67 ap. 18h. (D45203)

AV: veste cuir noir, taille M, neuve, aspir. balai Hoover, neuf + garantie, miroir concave style 1er empire, doré avec aigle. 0478-13.75.72. (D45216)

AV: lit électr., bon ét., type Arminia II, réf. 51343133., 1.000 EUR. 0476-54.46.82. (D45135)

AV: venant des Com. Europ., ordi Pentium 4 Siemens plat, équip.Windows XP, + Off. Windows et anti virus compl., écran plat, garantie 1 an, 270 EUR. 0485-64.13.50. (D44737)

Emploi

Dame de compagnie, la soixant., expérience, compétences, souriante, cherche emploi int., ext. 0476-86.31.44. (E45190)

Namur, dame de confiance, douce, patiente, souriante, dispo. pr prendre soins de vos pers. âgées, expériences. 0497-06.29.21. (E45207)

Immobilier

AV: Houffalize, mais. 3 faç., vue impren., prox. centre, gren., cave, gar. + dépendance, sàm., sdb., cuis., 2ch., 110.000 EUR, agence s'abstenir. 067-55.46.67. (I45224)

Costa Blanca, investir en dur au soleil, appts, villas, grd choix de prix. 0478-23.70.91. (I45154)

Alicante-Esp., lux. villa/1000 m2, 3+1ch. en mezz, 3sal., 2liv., 2sdb., cuis.sup.éq., pisc.chff.tt.conf., ht. stand. résid., 330.000, poss. crédit direct du vendeur Belge. 0034-966.47.10.48. (I45199)

AV: Bormes Les Mimosas, appart. T2, cuis. éq., beau jardinet, vue sur mer, calme, park., 168.000 EUR. 0479-59.65.66. (I45218)

AV: mais. de rangéé (en L), prox. centre Neufchâteau 6840, 2 entrées, 3 faç.) gren., cave, cuis., sàm., sal., 3ch., 95.000 EUR, ag. s'abstenir, facil. park. 061-27.83.02. (I45095)

Location

Mr. retraité, ht moral, tranq., actif, solvable, cherche part. de mais., poss. gar., jard., end. paisible, préf. rég. Liège. 0493-66.65.39. (L45234)

Belgrade, mais. rénov. 3 faç., liv., cuis., 2ch., bur., sdb., 2 wc., gren. et cav./ tte. la surf., remise, chff. maz., jard. 35m, pl. sud, coin paisible, 800 E. 071-87.78.70 - 0477-65.29.26. (L45219)

AL: Anderlecht Delcourt, appt., 1è ét., 2 pces + 1 pet. pce, cuis., terr., douche, pr. p. seule, libre 1/10, 410 EUR + 12 EUR, 2 m. garantie. 081-41.29.45. (L45220)

AL: appt., lum. à 1120 BXL,(Neder, O.H.) grd liv. parquet, 2ch., cuis. américh. éq., ds imm. calme, b. entret., pr 2/3p., 750 EUR/mois + 80 EUR charges, libre imméd. 0472-39.33.37. (L45152)

AL: Uccle, appt., 1ch., av. Molière 307A, r. Gabrielle 63, 2ch., r. Alph. Renard. 0498-30.30.73. (L45232)

Mr. retraité, ht. moral, tranq., actif, solv., cherche appt. rez, 1er ét. et ou partie maison, endr. pais., poss. garage, préf. rég. Liège. 0493-66.65.39. (L45189)

AL:Uccle, appt., 70m2, 1è ét., 1ch., 1/2p. tranquilles, ps d'anim., grd liv., cuis. semi éq., terr. sud, ch.c. gaz, 118 rue Meyerbeek. 02-347.19.40 - 0477-73.36.32. (L45157)

Mobilier

AV: ch.à c., compl., bois vernis, 500 EUR, 1 somm. 2p., 1 garde-r. 4ptes, 2 tab. nuit, 1 arm., sàm. compl., acajou laqué, 400 EUR, four 4 becs, 125 EUR. 0498-38.14.91, rég. 4020. (M45141)

AV: 5 ch. cann. Thonet, 25 EUR/p., 2 lits bret. av. som., +/-1950, 100 EUR, les 2, 1 bur. écol., +/- 60 ans, 40 EUR, 1 rouet +/-70 ans, à rép. 20 EUR... 02-384.63.59 - 0496-50.29.49. (M45179)

AV: table sàm. ronce noyer +verre+allonges+6 chaises, prix à conv., fauteuil click-clack, état neuf, bleu, 1,70m larg., prix à conv. 081-73.02.73. (M45208)

AV: lit 1,40x2m, ss som., tab. nuit, chê.cl., 100 EUR, tab.sal., b. cl., 53x83x43h., 12 EUR., som. orhtoflex, 90x195, nf., 100 EUR., 6 ch., bois 1940, rén., 72 EUR. 02-395.36.18. Enghien (M45159)

Villégiature (Belgique)

Poupehan s/Semois, 2 appt., grd conf., 2/9p., pisc. couv., chauffée tte année. 061-25.66.00 - www.closdumousty.be (V45151)

Coxyde, appt. 50m digue, 2ch., 1er. ét., asc., sdb., wc, cuis. semi éq., living, tvc., park. privé. 084-32.12.43. (V44224)

Knokke-Heist, Laguna Beach, stud 2p: 25 EUR/j., stud 4p: 40 EUR/j., près lac Heist, 700m. mer, 8' pied gare, Duinberg., pisc. int. 0476-78.91.48 préf. soir. (V45087)

La Gleize, chalet-studio, jard., pièce de reng., alt. 400m, très belle vue, endr. calme, 1 ou 2p., loc. /sem., de juin à oct. inclus, pas d'animaux. 080-78.57.47. (V44498)

Ardenne, prox. La Roche, chambre d'hôtes, gîtes, 4/10/20 pers., end. calme, 084-34.44.31 - www.gitesdavid.be (V45114)

Week-end de détente en Ardenne, Alle/s/Semois, en appartement meublé, pierres du pays, pleine nature, avec jardin. 061-50.13.72. (V44457)

Westende, studio moderne rénové, 4p., plein centre, 2è ét., vue /mer, tt. conf., tvc, w-e., sem., qz., mois. 071-39.65.72. (V44195)

Longfaye calme hameau Htes Fagnes, nb. prom., vélo, vtt, ski, anc. ferme, gîtes ruraux 3 épis, clairs spac. 1-2 ou 3ch. - henri.fagnoule@skynet.be - http://loger.skynetblogs.be - 080-33.97.19 (V44178)

Westende digue, appt., 3ch., 7p., conf., spac., sup. vue, w-e, sem., mois, poss. gar. 069-54.77.89 - 0478-55.40.87. (V44189)

Westende-bad, luxueux appt. 2ch., tt. conf., 4-5p., situé au calme et à prox. mer, belle vue, balcons plein sud, w-e., sem. ou quinz. 0479-53.55.67. (V44199)

Petit gîte sympa à St-Hubert, 5p., 3ch., tt. conf. Site: www.lepetitsainthubert.be (V44993)

Ard., Porcheresse-Daverdisse, gîte spacieux pour max. 15p., 4ch., 2sdb., bbq., jard., plaine de jeux à 8km de Redu, 20km de St-Hubert, Bouillon. www.meliraude.skyrock.com - 0479-59.71.31. (V44379)

Middelkerke, appt. mod., tt. conf., 4p., prox. centre et mer, fumeurs et animaux non admis. 0473-66.02.27. (V45138)

Westende très beau studio moderne, coin digue, vue mer, 2è. ét., 4 p., tvc., tt. conf., asc., libre octobre, Toussaint et svts. 0478-72.07.05 - 071-34.26.67. (V45196)

Knokke, appt., 3 ch., tout équipé, vue sur mer, rens. + photos : knokke.famille5@gmail.com (V44995)

Banneux, àl., suite 2p., semi meublée, ou ch. garnie à l'hôtel, p. sérieuses cinquantaine. 04-360.81.05. (V45168)

Coxyde, appart. mod., 50m centre, 2ch., 4-6p., parf. éq.., sdb., wc, cuis., l.v., tv, balc., asc., pl. vél., w-e., sem., qz., mois. 0495-57.83.14. (V45180)

Rochehaut/Semois, petite mais. coquette et confortable, 2ch., jard., terr., jolie vue, 275 EUR/sem., 450 EUR/qz. 010-41.04.53 - 0478-46.66.00. (V45186)

Région Rochefort, mais., calme, forêt, grd jard., 2ch., tt. conf., tv, prox. ravel. 02-762.12.59 - 0475-59.20.20. (V45231)

La Panne , à l. studio, 4p., vue mer, dunes, w-e., sem., qz., mois, tv, parking int., conf., calme. 081-74.48.45. (V45188)

Middelkerke, digue mer, 100m casino, 4ème ét., max. 4p., 2ch., tt. conf., phot./dem., 20 au 30/09: 380 EUR. 0495-20.60.85. (V45222)

Coxyde, appt., 4/6p., près mer et dunes, park., jard., tt. conf., sem-qz.-mois. 058-51.83.09. (V45191)

Koksyde, St-Ides. part. loue villa, tt. c., tr. calme, 4ch., sdb., douche sép., w-e., sem., qz., sept., Noël, Nouv.-an. 010-24.34.28 - 0475-61.10.52. (V45192)

Coxyde, digue de mer, àl. ttes. per., 2è ét., appt. tr. soign., 2/5p., 2ch., tt conf., tv, lv., balcon. 063-57.23.71 - http://perso.infonie.be/locapart (V45193)

Détente en Ardenne/Bohan, ch. d'hôtes, 80 EUR., 2n. + déj., 2p., loue gîte 8p. 061-41.40.17 - http://lattergaherisson.skyrock.com (V44552)

Coxyde, grd. rez, 8p., 50m. digue, hyper équip., prox. centre, 650 EUR/sem. en été chges. comprises et 300 EUR sept/oct. 0479-49.86.11. (V44662)

Ard., prox. Rochefort, anc. mais. en pierre, ent. rénov., 3ch., 2sdb., max. 6p., jeux enfts., vue except., pas animaux, sem., w-e. 083-68.97.74 - 0477-39.02.42 - www.amivac.com/Site40090 (V45228)

La Panne, appart. vue mer, centre, 2ch., 2 salles d'eau, 2 terr., cuis. sup. éq., pas d'animaux, gar., vélos., prox. comm., àpd: 24/09 et svts. - 0494-81.21.47 ou 067-33.10.14. (V44585)

Ostende, Mar., àl., w-e, sem., ms., studio, 4p., tt. conf., digue vue côté soleil, luxueux. 059-80.89.44 - 0478-44.74.18. (V45194)

Ardennes, gîtes 9p. et 19p. indépendants, tt. conf., proche forêt, base de loisirs, doc. gratuite. 060-37.73.89. (V45119)

Htes Fagnes, rég. Malmedy, mais., 7 p.. 3 ch., 2 épis calme, parking, jardin, bal., vtt, forêt. 080-33.74.35, joseph.solheid@skynet.be - http://LesAvrules.skyblog.com (V45223)

La Panne, face mer, appt., 2ch., tt. conf., très lum. , gar., centre de la digue, prox. comm. 010-88.04.24 - 0475-46.60.23. (V45165)

Westende centre, coin digue, ravissant appt., tt. conf., àpd. 300 EUR/sem. selon sais., facilités accès handic., pt. animal bienvenu. - 0478-42.71.13 - 071-36.69.56. (V45201)

la Panne, appart. digue, tt. conf., vue/mer, 2ch., sdd., wc., cuis. éq., tv, animaux acceptés, w-e., sem., qz., mois. 082-67.98.71 ou 0474-23.79.32. (V45198)

Maredret-Maredsous, gîte 7p., 2ch., w-e, sem., vac., midweek. 082-69.91.89 - 0497-28.52.83 - http://larges.pierres.free.fr (V45209)

Ard., rég. Houffalize, Bar. Fraiture, gîte 9p., 4ch., l-v., chf. c. et feu à bois, jard. clos, bbq, mbl. jard., tv, remise vélos, w-e, midweek, sem. 0498-78.51.88 - robertmadelonne@yahoo.fr (V45187)

Villégiature (France)

Roquebrune, Cap-Martin, à 60m mer, studio 2p., avec jardin, 1ère - 2ème qz. oct., 1ère qz. nov., déc. 0478-25.86.19. (V45097)

Prov., C. d'Azur, propr. louent mais. impec, pisc. priv., 8p., 3ch., 2sdb., 3wc, ainsi qu'une villa vue mer C. d'Azur et appt. bord mer à Menton . 010-65.53.63 - 0476-49.00.94. (V45101)

Menton, appart. impecc. à 1 min. de la plage, vue imprenable sans vis-à-vis, à prox. des commerces, côté casino, 2 à 4p., 1ch. sud, air conditionné. 010-65.53.63 - 0476-49.00.94. (V45102)

Bretagne, Plouguerneau, 100m mer, face Phare de l'île Vierge, embouch. fjord breton, nbr. ptes. îles, sur presqu'île avec 4 criques naturelles, maison indép. 0477-27.65.14. (V45109)

Normandie Calvados, 50m plage, mais., 4/5p., avec jard., cuis. éq., l-v., m-o, liv., 2ch., sdb., tt. conf., àl. tte l'année, sem., w-e. 04-226.41.54 - 0496-07.70.44 - mari.fug@live.fr (V45240)

Juan les Pins, appt. 2 pces. ds. rés. stand., 3/4p., grde. terr., pl. sud, parc arb. sécur., gar. fermé, prox. plages et comm. libre du 16 au 30/09, phot. 071-21.61.43 - 0477-75.61.32. (V45197)

Lac Ste. Croix, Verdon, villa 5p., studio 3p. - http://picasaweb.google.com/lesavresses - 081-21.61.85 (V44103)

Roquebrune, Cap-Martin, à 60m mer, appart. 2ch., , park., conf., m-l., l-v., déc., janv., févr., mars. 02-354.23.21. (V45096)

Midi Auvergne 43, meublé, tt. conf., 3 épis, 2ch., 4p., 1 cl.clac, cuis. ent. éq. 0478-42.24.75 - 0474-77.09.78. (V45139)

Côte d'Opale, Merlimont plage, appt., 2ch., sdb., liv., terr., sup. équip., gar., rdc., repos garanti. 0478-12.74.97. (V45226)

Côte d'Opale, Wimereux, 300m mer, mais., 2ch., neuve, tt. éq., lave vaiss., lave linge, sech., we/sem. www.lasdunas.eu - 0486-42.65.86 (V45130)

Gard provencal, proximité Uzès, àl. en octobre, villa 6p., tt. conf., grd. jard. clos. 010-65.89.75 - 0479-87.55.54. (V45205)

Antibes, C. Azur, cse désist., appt., tt. conf., 1ch., sdb., tv, cuis. éq., gge, pisc., pr. ttes comm., du 4/9 au 18/9. 061-22.36.39 - 0494-03.06.07. (V45215)

Roquebrune, Menton, appt., 2/4p., conf., m-l., l-v., tv, terr. sud 23m2, mer, nov., déc., mars, avril, mai. 0475-32.07.79. (V45225)

Gerardmer, àl. w-e., sem., appart. 6-8p., vue sup. sur lac, grand calme, prox. prom. 071-51.76.78 - 0474-26.50.83. (V44985)

Montagnes les 2 Alpes, Alt. 1650-3600m., appt., 6p., tt. conf., exp. sud, prix intér. 0498-48.68.68 - www.location-2alpes.com (V44183)

Roquebrune, Cap Martin, Menton, àl., ttes pér., studio, S-O, tt.conf., belle vue mont., bord de mer, tv, m.o., phto.disp. 085-84.14.30. (V45238)

Baie Mt. St-Michel, Montanel, 2 superbes chambres d'hôtes, prix attractif, accueil chaleureux, repos garanti. 0033-233.68.18.24 - http://chambredhotemontanel.over-blog.fr (V45221)

Prov., pr. Mt Ventoux, ds.ens.résid., calme, pisc., mais. pl.-pied, tt.conf., 4/5p., clim., pt jard.clôt., terr., pk.priv., prix int. et dégres. h-s. 067-33.90.35 - web: amivac.com/site4203. (V45204)

St-Tropez (Cavalaire), C. Azur, appt., rez de villa, tt conf., sup. v/mer, 50m plage, grde. terr., park. couv., jard. 18a. 082-61.45.75 - 0477-59.17.71. (V45202)

Côte d'Azur, villa 6 p., gr. conf., cuis.éq., grde. terr. plein sud avec 47m privé de bord de mer, 1.000 EUR/qz., été 2.000 EUR/qz. 081-65.50.11. (V44696)

Villégiature (Autres pays)

Esp., Ténérife, appt. 4p., tt. conf., super équip., 450 EUR/sem., services hôtel compris. 0496-61.61.45. (V45236)

Hiver, Suisse, Valais, Hte. Nendaz, àl. chalet ent. rén., 6p., 3ch., cuis. ent.éq., grd. conf., vue impr., gd.dom. ski. s/4 vallées, phot. disp., ps animaux. 063-57.83.39 - 0475-51.88.17. (V45174)

A saisir ! Suisse Valais, Ovronnaz, prix tr.doux/sem. ttc., spl. appt. 2-6p., lux.éq., tr. ensol., imm. terr. sud, vue sup., ski prox.pist., 3 pisc. therm. chaudes, doc+photos. 02-653.35.25. (V44179)

Suisse Valais, beaux app. 6p., grd. confort, cuis. éq., vue imprenable, grde. terr. plein sud, 1400m, 800 EUR/qz. 081-65.50.11. (V44697)

Costa Blanca, Torre Vieja, villa 3ch. + sdb, liv., cuis., terr., gar., gd. pisc., jard., hiv. de nov. à avril 500 EUR/mois + chges. et caution. 0477-54.14.52. (V45230)

Rimini, Bellaria, hot. Mimosa, 50m de la mer, àpd: 53 EUR, pens. All in. 061-41.40.17 ap. 17h. (V44458)

L'hiver au soleil àp. de 600 p.m. ds. lux. villa, 1.000m2, tt.conf., ht. stand., Alicante (Esp), vue mer, entr. amén. pr. handic + pisc. priv. chff., 3ch., tt. climatisé. 0034-966.47.10.48. (V45200)

Esp., Javea, villa, tt.conf., 6/8p., 4ch., 2sdb., liv., f.o., cuis.sup.éq., 3 terr., jard. 1400m2, pisc., v/mer, qz., sept. 1000 EUR, oct. 600 EUR, 0474-94.06.19 - claudenovalet@hotmail.fr (V45143)

en marche
LA SOLIDARITÉ, C'EST BON POUR LA SANTÉ

Chaussée de Haecht, 579 - BP 40 - 1031 Bruxelles
✆ 02-246 41 11 - Fax : 02-246 46 30 - enmarche@mc.be - www.enmarche.be

EDITEUR RESPONSABLE : Jean Hermesse, Opberg, 23 - Bte 11, 1970 Wezembeek-Oppem.

RÉDACTRICE EN CHEF : Catherine Daloze ✆ 02-246 46 29 - E-mail : catherine.daloze@mc.be

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION - JOURNALISTES :
Joëlle Delvaux ✆ 02-246 46 24 - E-mail : joelle.delvaux@mc.be
Philippe Lamotte ✆ 02-246 57 51 - E-mail : philippe.lamotte@mc.be
Françoise Robert ✆ 02-246 46 26 - E-mail : francoise.robert@mc.be
Virginie Tiberghien ✆ 02-246 46 26 - E-mail : virginie.tiberghien@mc.be

ADMINISTRATION - PETITES ANNONCES :
Carine Renquin ✆ 02-246.46.27 - Nelly Cohen ✆ 02-246 46 28
Internet : Chantal Dubuc ✆ 02-246 46 23

MAQUETTE : Olagil sprl - Mise en page : Olagil sprl, Chantal Dubuc, Philippe Maréchal

Affilié à l'Union de la presse périodique UPP
Membre de l'Union des Editeurs de la Presse Périodique
Tirage moyen 460.000 exemplaires

BIMENSUEL - Parution tous les 1ers et 3èmes jeudis du mois (1er jeudi du mois en juillet et en août)

IMPRIMERIE : REMY-ROTO - rue de Rochefort 211-213 - Zoning Industriel - 5570 Beauraing
ROUTAGE : BARBIER - Parc Créalys - Zoning industriel - 5032 Isnes (Gembloux)

Cinéma

L'arbre

Julie Bertucelli filme le deuil d'une famille, à l'ombre d'un arbre tout à la fois menaçant et protecteur. Entre réalisme et fantastique.

Une voiture dévale lentement un champ en pente douce et s'arrête sous un arbre immense. A son bord, une fillette, folle de joie de ce jeu surprenant, et un homme mort, son père, foudroyé par une crise cardiaque. Dans la famille, chacun réagit à sa façon : Dawn, la mère s'enferme dans son chagrin, passant le relais parental à son fils aîné ; le plus jeune s'arrête tout simplement de parler. Simone, la fillette, grimpe dans l'arbre qui protège la maison, un figuier de Moreton Bay, et croit entendre la voix de son père dans les grincements du bois et le murmure du vent dans les feuilles. Elle s'y installe, telle une baronne perchée, puis initie sa mère au secret. Celle-ci trouvera, elle aussi, un certain réconfort dans les branches accueillantes. Mais quand, doucement, la vie reprend ses droits, le figuier se fait menaçant, étouffant gardien de la mémoire du disparu.

Dans son premier film, "Depuis qu'Otar est parti", en 2002, la réalisatrice Julie Bertuccelli racontait déjà une histoire de deuil qu'il s'agissait de cacher pour essayer de continuer à vivre. Ici, il s'agit plutôt de trouver une façon de l'accepter, de vivre désormais avec ce trou dans le cœur. *"Dans L'arbre, c'est l'irrépressible pulsion de vie qui s'impose sur la tristesse,* explique la réalisatrice. *Quand des choses terribles vous arrivent, vous savez que vous devez vivre avec votre peine. Mais vous pouvez aussi la transformer en une source d'inspiration créatrice".*

La réalisatrice filme cet arbre majestueux avec un mélange de réalisme et de fantastique, entre l'intime et l'immense. Pour les tenants du rationnel, une sécheresse intense dans le Queensland peut expliquer la croissance rapide des racines, à la recherche d'eau.

L'arbre lui-même fit l'objet d'un véritable casting. *" Il devait être majestueux et impressionnant, mais aussi expressif et protecteur, capable de dégager un sentiment de mystère, de peur tout autant que de beauté,* explique Julie Bertucelli. *Le film utilise la force primitive de la Nature comme miroir des sentiments. C'est pourquoi il était capital de tourner en Australie, où la nature et ses excès – parfois hallucinants – sont au centre de tout."*

Charlotte Gainsbourg apporte sa simplicité gracieuse et élégante, son immense justesse, à cette mère si peu exemplaire, mais finalement prête à tous les déracinements pour protéger ses petits.

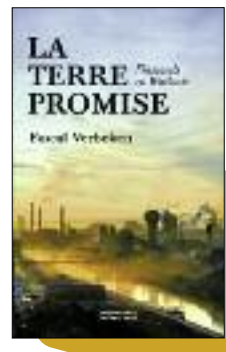
// LINDA LÉONARD

>> L'Arbre, de Julie Bertuccelli, avec Charlotte Gainsbourg, Marton Csokas, Morgana Davies. 100' • D'après le livre de Judy Pascoe, "L'Arbre du père", paru aux éditions Autrement.

Livres

La terre promise : Flamands en Wallonie

Parler de nous, de notre histoire commune, à nous, Flamands et Wallons, celle de notre pays..., c'est ce que fait Pascal Verbeken dans son livre touchant "La terre promise : Flamands en Wallonie".



A l'image du roman d'Auguste De Winne, journaliste francophone d'origine flamande, paru en 1903 sous le titre : *"A travers les Flandres"* (cet auteur avait alors dépeint la misère de la Flandre en la traversant d'un bout à l'autre), Pascal Verbeken, gantois et journaliste lui aussi, parcourt aujourd'hui la Wallonie, du Brabant wallon à Liège, en racontant avec brio l'histoire de ces terres et des gens qui les ont habitées, travaillées...

Il n'y a pas si longtemps, la Wallonie connaissait son heure de gloire. Région prospère d'Europe, elle était une terre promise pour des milliers d'étrangers, et également, de Flamands. Nombre de postes vacants dans les charbonnages, les fermes, les usines... attiraient la main d'œuvre du nord du pays. Cette immigration belgo-belge a laissé des marques dans l'histoire du sud du pays.

En traversant Chaumont-Gistoux, Marcinelle ou encore Grâce-Hollogne..., les signes rappelant l'installation de Flamands en Wallonie ne trompent pas. Dans les cimetières ou sur les enseignes des commerces, les patronymes ont des consonances du nord du pays. Même les figures politiques qui incarnent la Wallonie sont "trahies" par leur nom de famille. On apprend au travers des pages, par exemple, que le carolo Jean-Claude van Cauwenberghe a dans son arbre généalogique, du côté paternel, un ancêtre du nom de... de Wever, un nom qui rappelle celui du nationaliste flamand prénommé Bart.

Au cours de son périple, Pascal Verbeken fait parler les "Wallons" qu'il rencontre. Ainsi, un fermier d'origine flamande raconte : *"nous* (ndlr : Flamands et Wallons) *ne savons pas vivre ensemble, mais ne savons pas non plus faire les uns sans les autres".* Ailleurs, un pharmacien d'origine burundaise s'étonne du laisser-aller des autorités dans la gestion de certains quartiers autour de Charleroi...

L'auteur dépeint la région wallonne comme une terre d'accueil de différentes cultures. Avec le développement des transports en commun et l'essor économique de la Flandre, l'immigration flamande a peu à peu laissé la place à d'autres types d'immigration : turque, maghrébine, des pays de l'Europe de l'Est...

Ce livre touchant laisse à voir le vrai visage de la Wallonie, loin de tous les clichés noirs, sans embellir pour autant la réalité. Il donne aussi une touche d'espoir : la Wallonie pourrait un jour retrouver son ardeur d'antan sur le plan économique...

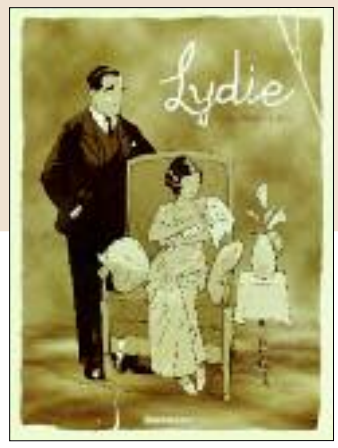
// VIRGINIE TIBERGHIEN

>> La terre promise : Flamands en Wallonie • Pascal Verbeken • Ed. Le Castor astral • 2010 • 316 p. • 20 EUR.

Bandes dessinées

Une histoire au poil

La folie, l'insupportable absence, le déni de la mort: tout cela traité sur le mode tendre et poignant. C'est beaucoup pour une BD! Pari réussi, pourtant, pour "Lydie".



Comment transformer un drame – la mise au monde d'un enfant mort-né – en une histoire émouvante, tendre, drôle et invitant à la réflexion ? C'est la prouesse de Jordi Lafèbre et Zidrou dans "Lydie", chez Dargaud. L'histoire se déroule au début des années trente dans "l'impasse du bébé à moustaches", fréquentées par ses gamin(e)s, son médecin, les clients du troquet, son ivrogne médisante et tant de gens simplement bons et généreux.

Cette bonté, justement, est l'un des fils conducteurs de l'ouvrage. Simple d'esprit et sans compagnon attitré, Camille vient de mettre Lydie au monde. Mais Lydie est née sans avoir pu émettre le moindre souffle et sa maman ne peut accepter ce décès. Elle voit sa fillette partout: dans ses bras, dans son couffin, sous le regard attendri (et moustachu) de son propre père. Dans une attitude de parfait déni de la réalité, elle cajole, dorlote, chatouille, embrasse et nourrit ce bébé fantomatique.

Au départ décontenancés, les habitants de l'impasse n'ont pas le cœur de briser les illusions de la jeune maman. Ils jouent à merveille le jeu de la fausse présence de Lydie. *"Si on devait interner une personne uniquement parce qu'elle est heureuse...",* glisse le médecin réveillé en pleine nuit par la maman, inquiète des poussées dentaires de la fillette prétendument souffrante...

Une folie très sociale

Cette comédie manigancée par le quartier aurait pu paraître lourde et insipide. Grâce à la tendresse de ses personnage et à un scénario sans faille, il n'en est rien. La trame se suit sans déception jusqu'à cette planche mémorable où le curé du coin, mis sous pression par les amis de Camille, se laisse convaincre de baptiser l'enfant qu'il a enterrée quelques mois plus tôt... *"On joue tous notre propre petite comédie, n'est-ce pas?",* glisse un paroissien... Et jusqu'à l'école où, six ans après sa naissance, Lydie fait son entrée sous les vivats de ses amies dont elle inspirera les dessins.

Nul misérabilisme, nulle morbidité dans ce récit tendre, émouvant et interpellant, souligné par un trait juste et expressif et, surtout, une atmosphère rétro rendue par les jeux d'ombres et le recours au sépia.

Lydie n'est pas seulement le récit d'une vie de quartier à l'heure où l'urbanisme démesuré n'a pas encore tué la convivialité et la solidarité. L'ouvrage invite également le lecteur sur la corde raide qui sépare la réalité de l'imaginaire. Sans brusquerie, il le convie à assouplir ses certitudes et ses dogmes, à l'image de ce vieux militant communiste qui plaide pour le maintien de quelques bondieuseries, pourvu qu'elles rendent heureux... Et l'on se surprend, en refermant l'ouvrage, à rêver d'avoir de tels voisins en cas de coup dur dans la vie.

// PH.L.

>> "Lydie", de Jordi Lafèbre et Zidrou • Dargaud, 60 p..

En marge...

Les indignations sélectives

Au milieu de cet été, une importante institution financière a provoqué une déferlante d'indignations en voulant interdire aux sexagénaires de retirer de leur compte, avec leur carte bancaire, plus de 4.000 euros par mois. Scandaleuse discrimination à l'égard des aînés! Inadmissible ségrégation! Stigmatisation intolérable! La banque a illico annulé piteusement sa décision tout en essayant de faire comprendre sa bonne intention de protéger ses clients à l'égard des agresseurs qui guettent les clients vulnérables à proximité des distributeurs. Bien sûr, par son zèle intempestif, cette banque a commis une belle gaffe. Elle aurait été mieux inspirée en conseillant prudence et vigilance. Soit! Mais vous en connaissez beaucoup, vous, des pensionnés qui peuvent amputer leur compte de quatre fois mille euros en un mois ? Moi, pas !

Ce sont d'ailleurs les mêmes virulents dénonciateurs de la tentative de limitation des retraits bancaires par les sexagénaires qui s'acharnent contre, disent-ils, l'interdiction de travailler au-delà de 65 ans et, dès lors, de cumuler une pension avec une activité rémunérée. D'abord, notons bien que, sauf pour les fonctionnaires, aucune loi n'interdit de prolonger sa carrière au-delà de l'âge de la retraite. En outre, un cumul de la pension et d'une rémunération est permis mais, il est vrai, limité à 21.436 euros par an pour les salariés (portés à 26.075 euros si on a encore des enfants à charge). J'avoue n'avoir pu repérer beaucoup d'ouvriers ou d'employés modestes, et même moyens, qui parvenaient à compléter leur pension avec une activité leur rapportant plus de 1.785 euros par mois ! Quand je constate la pension maigrichonne de centaines de milliers de vieux, et surtout de vieilles, j'ose penser qu'il n'est peut-être pas prioritaire de permettre les gros cumuls.

Par contre, je n'ai pas constaté la même vertueuse indignation à l'égard d'entreprises qui, pour consolider leurs bénéfices, poussent prématurément leurs collaborateurs quinquagénaires vers la sortie. A mon tour d'être indigné par une étrange sélectivité dans les indignations !

// DÉSIRÉ VÎHOUX

Editorial | Jean Hermesse // Secrétaire général

© A-M Jadoul

Communautariser les soins de santé ?

La qualité de notre système de soins de santé est reconnue et saluée par des études internationales mais aussi par la population belge (1). Une communautarisation n'apporterait aucune avancée réelle pour la population. Au contraire, elle risquerait de diminuer la qualité et l'accès aux soins et engendrerait des coûts administratifs inutiles.

Les Belges sont très attachés aux principes de liberté qui sont à la base de leur système de soins de santé: liberté de choix pour le patient, liberté thérapeutique pour le médecin et liberté d'établissement pour l'ensemble des prestataires. Ainsi par exemple, un enfant qui habite en Flandre peut être soigné à l'hôpital des enfants à Bruxelles. Une patiente domiciliée à Wavre peut être soignée à l'hôpital universitaire de Louvain. Ou encore un Bruxellois, victime d'un traumatisme crânien, peut être soigné au centre William Lennox dans le Brabant wallon. Les choix des patients sont guidés par leurs besoins, mais aussi par les recommandations des médecins. La frontière existant entre les Régions ne constitue pas une frontière pour les patients. D'après nos estimations, plus de 150.000 patients sont d'ailleurs soignés dans un hôpital qui se situe dans une Région autre que celle de leur domicile.

Dans un système de soins communautarisés, faisons le pari que les principes de liberté qui font la qualité de notre système et l'appréciation de sa population seront respectés : liberté de choix, liberté thérapeutique et liberté d'établissement. La mobilité des patients resterait donc garantie en Belgique. On peut toutefois légitimement s'interroger sur la complexité administrative, et donc les coûts additionnels, qui seraient inévitablement générés par ces mouvements de patients d'une région à une autre du pays.

Une complexité administrative coûteuse et inutile

Comment empêcher, dans ce contexte, qu'une communautarisation des soins ne se fasse au détriment du coût global de soins, de leur accessibilité et même de leur qualité ? Car les coûts des soins rendus dans une Communauté ou Région pour des patients issus d'une autre région devraient tout d'abord être récupérés. Vu les flux actuels de patients entre Communautés et entre Régions, on peut calculer que les procédures de récupération porteraient sur près d'un milliard d'euros ! Les hôpitaux qui accueillent des patients issus des trois Communautés ou Régions devraient aussi appliquer des modalités de facturation différentes. Les choix des patients, aujourd'hui guidés par les besoins et les recommandations des prestataires de soins, risquent d'être influencés demain par un niveau de remboursement plus avantageux puisque certains médicaments ou prestations seraient remboursés dans une Communauté et pas dans l'autre. Au final, le coût administratif d'un système communautaire, avec deux ou trois administrations et des mécanismes complexes et longs de récupération, serait largement supérieur au coût de gestion actuel.

Un risque de concurrence néfaste pour l'accès aux soins

Mais l'accessibilité et la qualité des soins risquent aussi de souffrir d'une communautarisation. Aujourd'hui, la politique d'offre et de programmation des services médicaux "lourds" (centres de cardiologie, oncologie, Pet scans, résonance magnétique nucléaire...) est concertée au niveau national et ne varie pas de manière importante d'une Région à l'autre. En cas de communautarisation des soins, on pourrait assister à la formation de listes d'attente dans une Communauté qui serait plus restrictive dans son offre. Ceci inciterait alors les patients à chercher ce type de soins dans l'autre Communauté, plus "généreuse" (ou plus laxiste selon les points de vue) et cela, sans qu'on puisse freiner cette mobilité, fondée sur le principe du libre choix. Par ailleurs, vu que les soins aux patients étrangers sont de plus en plus considérés comme un véritable pôle d'exportation (www.healthcarebelgium.com), les Communautés ou Régions pourraient aussi se faire concurrence afin d'attirer des patients d'une autre Communauté pour des raisons de développement économique. A titre d'exemple, les hôpitaux bruxellois devraient, à eux seuls, continuer à attirer 100.000 patients issus de l'extérieur de la Région bruxelloise afin d'assurer leur simple survie ! Enfin, cette concurrence se marquerait très certainement par une différenciation des conditions de rémunération des médecins et du personnel infirmier. Ceci aurait pour conséquence une migration des prestataires de soins en fonction des opportunités financières, générant une surenchère coûteuse pour tout le monde et, in fine, des phénomènes de pénurie dans la Communauté ou la Région plus limitée dans son offre.

A quoi donc rime un repli communautaire sur un aussi petit territoire que la Belgique ? Et ceci d'autant plus qu'on parle aujourd'hui d'une médecine basée sur des standards internationaux, qu'on va vers un modèle d'accréditation européen pour les hôpitaux et que l'on consulte de plus en plus en dehors des frontières via la télémédecine ? Ce repli communautaire risque fort de n'apporter aucune avancée réelle...

Basé sur un modèle de concertation et géré dans le cadre d'une assurance soins de santé obligatoire fédérale et solidaire, notre système de soins de santé n'a pas à rougir de ses bonnes performances. Bien sûr, nous devons continuer à l'adapter aux progrès de la médecine et des techniques ainsi qu'à l'évolution des besoins. Mais ce n'est pas en communautarisant les soins de santé que l'on répondra efficacement à ces défis ! Au contraire, le risque d'assister à un recul général est bien là : ingérable complexité, augmentation des coûts, moindre accessibilité, diminution de la qualité avec, au final, un système de soins moins performant. Alors pourquoi communautariser les soins de santé si tous, patients mais aussi prestataires de soins et pouvoirs publics, nous en serions les premiers perdants ?

(1) L'Eurobaromètre TNS sur la Sécurité des patients et la qualité des soins de santé, publié en avril 2010 par la Commission européenne, classe la Belgique première en termes d'appréciation par ses habitants.

ça se passe

// Festival du film des femmes

Du 16 au 19 septembre, aura lieu la 3ème édition du festival du film des femmes *"Elles tournent"*. Films inédits, grands classiques... avec des réalisatrices venues du monde entier.
Lieu : 236, rue Royale - 1210 BXL.
Rens > www.ellestournent.be

// Formations et supervisions

L'institut Systemo organise à Malonne, des formations à la théorie éco-systémique, aux troubles de l'attachement, à la thérapie familiale... S'adresse au milieu médical, juridique, éducatif...
Rens > 081/44.52.45 • www.systemo.be

// Politique

Le lundi 20 septembre de 12h à 14h, Pierre Verjans, politologue à l'ULg, donnera une conférence : *"Techniques de négociation belges, version 2010"*.
Lieu : 13c, rue de Vertbois - 4000 Liège.
Rens > 04/232.98.24 • communication@cesrw.be

// Brame du cerf

Le w-e du 24 au 26 septembre, le gîte d'étape *"Entre Pierre et Rivière"* organise des balades guidées à l'écoute du brame et à la découverte du cerf et son milieu de vie. Prix : 87 EUR.
Rens > 084/37.74.41 • www.gitesdetape.be/han

// Genre

L'Université des femmes organise plusieurs conférences dans le cadre d'un séminaire de formation : *"Le nerf de la guerre... Des sexes ? Rapports sociaux et argent"*. Ces conférences auront lieu d'octobre 2010 à mars 2011, les vendredis de 14h à 17h. A noter : le 1er octobre, *"La richesse et les femmes"* et les 15 octobre et 5 novembre, *"Les femmes et la crise"*.
Lieu : 10, rue du Méridien - 1210 BXL.
Rens > 02/229.38.25
• www.universitedesfemmes.be

// Lire la Bible

Le 22 septembre de 17h45 à 19h15, les Sœurs hôtelières du Monastère des Bénédictines vous invitent à la lecture de St Luc.
Lieu : 82, rue du Monastère - 1330 Rixensart.
Rens > 02/633.48.50.

// Noël à Spa

Du 23 au 30 décembre, l'asbl Altéo Mouscron propose aux personnes moins valides ou en perte d'autonomie un séjour dans le domaine de Spa Nivezé. Au programme : des activités proposées par une équipe de bénévoles. Trajet en car. Prix : membre MC 438 EUR - non membre 610 EUR - Supplément single 105 EUR (pension complète).
Rens > 056/39.15.14.

// Formation en éthologie

A partir d'octobre, l'asbl Natagora organise à Liège, Mons et Bruxelles, une formation à l'éthologie. Deux ans de formation, à raison de 2 soirées par mois et TP sur le terrain. S'adresse à tous et particulièrement, aux animateurs nature. Prix : 430 EUR.
Rens. : 04/250.95.91.

// Surendettement

Du 30 septembre au 1er octobre, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement organise à Namur un colloque européen *"Traitement, prévention et évaluation du surendettement aux plans régional et local"*.
Rens > 071/33.12.59
• www.observatoire-credit.be

// Pauvreté

Les 16 et 17 septembre, le MOC organise un colloque *"Des alliances pour combattre la pauvreté"*, un séminaire sur la société civile et la lutte contre la pauvreté. Objectifs : améliorer la politique sociale européenne, comparer et partager les bonnes pratiques, renforcer les alliances pour réduire la pauvreté à l'échelle européenne.
Lieu : 99-101, rue Belliard – 1040 BXL.
Rens > 02/246.37.29 • michel.debruyne@acw.be

// Psaumes

Le samedi 18 septembre de 9h30 à 16h30, le Centre interdiocésain de Pastorale liturgique et les revues éditées par Bayard organisent une journée : *"Les multiples usages du psaume dans la messe"*. Prix : 15 EUR.
Lieu : 7, rue du Séminaire - 5150 Floreffe.
Rens > 02/702.46.36 • www.bayardchretien.be

// Pauvreté

Les 13 et 14 septembre, l'asbl *"Le Monde selon les femmes"* propose une formation : *"Les objectifs du millénaire pour le développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté"*. Prix : 30 EUR.
Lieu : 10, rue du méridien - 1210 BXL.
Rens > helene@mondefemmes.org

// Gérer les conflits

Les mercredis 15 et 22 septembre et le jeudi 7 et le vendredi 8 octobre, l'Université de Paix organise une formation : *"Introduction à la communication non-violente"*.
Lieu : 4, bd du Nord - 5000 Namur.
Rens > 081/55.41.40 • www.universitedepaix.be

// Cigogne et balbuzard pêcheur

Le w-e du 11 au 12 septembre, Natagora organise un festival de l'oiseau. Découvrez *"la cigogne noire et le balbuzard pêcheur"*, excursions, visites guidées... Prix : 6 EUR.
Lieu : 42, rue du Lac - 6461 Virelles.
Rens > 060/21.13.63 • www.festivaldeloiseau.be

// Café théologique

Le 21 septembre de 19h30 à 21h30, aura lieu une rencontre : *"Pardonner, pourquoi ?"*
Lieu : 1, quai de la Haine - 7140 Morlanwelz.
Rens > 064/44.31.19.

// Cinéma et spiritualités

Du 11 au 16 octobre, Cinespi - Cinéastes et spiritualités et l'asbl Média Animation organisent un festival international autour du thème : *"Apocalypses - cinéma et fin des mondes."* Prix : 5 EUR la séance.
Lieu : 55, Grand-Place - 1348 LLN.
Rens > 02/256.72.45 • www.cinespi.be

// Journée littéraire

Le samedi 2 octobre de 10h à 18h, l'Abbaye de Maredsous organise une journée littéraire *"Poésie à plusieurs voix. Ecrire c'est avouer ?"*. Prix : 25 EUR.
Rens > 082/69.82.60 • flm@maredsous.com

// Formation de coordinateur

Le CIEP (MOC) organise une formation de coordination de projets culturels et sociaux *"Bagic"*. Cette formation 2010-2011 débutera le lundi 18 octobre à Namur et, ensuite, tous lundis durant 2 ans. S'adresse au monde associatif, éducatif, culturel...
Prix : 200 EUR par an.
Rens > 02/246.38.41 • bagic@ciep.be

// Volontariat

L'Association pour le Volontariat organise une formation à l'encadrement et à la gestion d'une équipe de volontaires les 13 et 20 octobre et les 10 et 17 novembre. Prix : 225 EUR.
Lieu : 99, bd de Waterloo – 1000 BXL.
Rens > 02/219.53.70 • www.volontariat.be

// Week-end du bois

Le w-e du 15 au 17 octobre, aura lieu en Wallonie, le week-end du bois. Plusieurs activités variées liées à la forêt et au bois sont proposées.
Rens > www.leweekenddubois.com

// Cheval et médiation

Du 27 octobre au 22 décembre, aura lieu un atelier : *"Cheval et médiation, gestion du stress et des émotions par la médiation et la relation avec le cheval"*. Horaire hebdomadaire en 8 séances.
Lieu : 30, av. des Arts - 1348 LLN.
Rens > 010/45.24.74 • www.ferme-equestre.be

Futures 42 (2010) 1187–1199

Contents lists available at ScienceDirect

Futures

journal homepage: www.elsevier.com/locate/futures

Scenarios based on sustainability discourses: Constructing alternative consumption and consumer perspectives

Maarten Crivits *, Erik Paredis, Paul-Marie Boulanger, Emilie J.K. Mutombo, Tom Bauler, Anne-Laurence Lefin

Centre of Sustainable Development, Ghent University, Poel 16, Ghent, Belgium

ARTICLE INFO

Article history:
Available online 29 July 2010

Keywords:
Scenarios
Sustainable consumption
Decomposition analysis
Food consumption
Consumer perspectives
Transition

ABSTRACT

This paper describes a research based scenario project on sustainable consumption in Belgium. In the Consentsus project a scenario method was developed and tested by the research team to assess scenarios both as learning and participation tools for sustainable consumption. By using a decomposition analysis a solid ground was laid to adequately summarize three guiding principles on how to reach a (more) sustainable consumption: eco-efficiency, de-commodification and sufficiency. These 'pure' strategies – showing significant similarities with concrete discourses – were then translated into a participative process: two expert-driven workshops and interim research yielded three future images of food consumption as well as indications on their boundary conditions. These three images reflect significantly diverging approaches on how to organize practices related to food consumption. This structural diversity allowed us to address an archetypical consumer, i.e. a generalized consumer based on the specificities of the scenarios. These consumer perspectives do not aim at indicating real (even potential) groups, but aim at illustrating how the environment of interactions around the consumer fundamentally changes throughout the three sustainability discourses. It is argued that thinking through alternative modes of consumption is of importance to support and elucidate debate in governance arenas that address transitions towards a more sustainable consumption.

© 2010 Elsevier Ltd. All rights reserved.

1. Introduction

The issue of sustainable consumption patterns remains a very complex problem where the abstract concepts of 'need', 'well-being' and 'future generations' are theoretically connected yet insufficiently understood. The bottom-line to sustainable consumption seems, however, amazingly simple: finding a good balance between human needs and available resources. However, when putting this straightforward idea of balancing needs and resources into the realms of practice, reality clearly shows that it is a largely unmet challenge. While consumption patterns are intensifying in some of the economically 'developing countries', western countries might well generate themselves a slower pace of increased consumption, but in turn are confronted with a confusing stagnation of their levels of happiness or life satisfaction [1].

Analyzing consumption in terms of societal well-being we face the problematic relation of needs and wants. Within the paradigm of sovereign consumer culture, 'needs' are ordinarily considered to be unlimited and insatiable. This type of conception of needs is based on the identification of the concept of freedom with the concept of private choice [2]. Scholars however instantiated the necessity to differentiate between needs and wants, a distinction which found its basis in the work of Max-Neef [3]. The distinction between needs and wants which thus questions the insatiability linked to sovereign

* Corresponding author. Tel.: +32 92648209.
E-mail address: maarten.crivits@ugent.be (M. Crivits).

0016-3287/$ – see front matter © 2010 Elsevier Ltd. All rights reserved.
doi:10.1016/j.futures.2010.07.002

consumption is linked to the notion of 'excessive demand in the North', which also stands central in the Agenda 21 vision on sustainable consumption. As is mentioned in the Agenda 21 text:

> "Although consumption patterns are very high in certain parts of the world, the basic consumer needs of a large section of humanity are not being met. This results in excessive demands and unsustainable lifestyles among the richer segments, which place immense stress on the environment." (Agenda 21, chapter 4, paragraph 5).

Part of the complexity of sustainable consumption is directly linked to the definition of 'consumption'. Generally speaking two different strands can be discerned. The first strand dominantly[1] links consumption to the purchase of goods and services. Although this delineation limits consumption to a very specific commercial act it does give a clear entrance point to investigate and/or assess the relation between consumer behaviour and the use of natural resources. To give an example, Spaargaren, uses the concept of 'consumption junction' to speak about the exchange gate of consumption and production (shops, markets, farm, etc.). This junction can be seen as the ideal place to develop what he calls 'environmental heuristics', i.e. the use of easy rules (of thumb) in daily behaviour, 'automatically' leading to a more socially and environmentally sound way of living [4].

The second strand broadens the 'what' of consumption to a wider socio-economic context, i.e. it holds that also the use-value and service efficiency of the products, after and disconnected from the purchase phase, needs to be considered. The question is posed whether consumption also encompasses non-commodities such as home-made goods and non-commercial services. This process of opening up the conceptual understanding of consumption to a broader socio-cultural field results in a more comprehensive explanation of what consumer behaviour is (and consequently, what needs to be changed), but at the same time poses more methodological challenges. Here, there is not such a clear entrance point or 'junction' in order to determine how behaviour needs to change in terms of resource-use.

Addressing this wider strand necessitates concepts such 'Well-being' and 'Quality of Life', which are partly subjective and complex to be measured or understood. Kang and James [5] point out the insufficient conceptualization and slow progress on the evolution of these constructs to properly understand societal orientation. Regardless of intensive research efforts in economics, sociology and anthropology there remain lacunas in the answer to the question of 'what constitutes consumer and societal well-being, or how to enhance (or preserve) that well-being' (Kang and James, p. 5). This suggests that what is generally measured is insufficiently precise to link the theoretical assumptions with empirical observations. One indication for the difficulty of measuring 'well-being' is that it cannot be reduced to the functionalities of money as is the case with its economic 'counterpart' 'welfare'. Money has an the overarching functionality which makes it possible to compare and reduce subjective preferences. Georg Simmel [6] refers to this as a the reification of the heterogeneity of subjectivity. A quantifying concept such as money does not embody value but represents value, i.e. it is only through its relations that it lays with specific events that it becomes valuable. When analysing consumption from a research perspective we need to methodologically take into account the profound difference between being confronted with consumption that has its merits in the potentiality of cash equivalents or consumption as actual satisfying moments.

Scenarios now are apt tools to incorporate such a wider socio-cultural dimension precisely because they allow to integrate factors that are hard (or not) to quantify such as values, norms, behaviours and institutional features [7]. Scenario exercises are characterized by a set of problem definitions, boundary conditions and driving forces, thus offering possibilities to find entrance points to investigate the complex issue of sustainable consumption.

Nonetheless, the concept 'sustainable consumption' does not straightforwardly provoke system delineations needed for the construction of scenarios. Partly this is so because the act of consuming as such has different configurations in any given societal domain [8]. For instance, it can be reasonably argued that the mobility practice of an individual (consumer) is of a different nature than his food practice. Such different societal functions are characterized by different functionings, types of rules, producer networks, behaviour, etc. This induces to conclude that the actual content of what consumption is and who consumers are, through these different practices (i.e. consumer domains), is heterogeneous to such an extent that general solutions might not be transferable from one practice (or domain) to another.

As a consequence – and to test this hypothesis of generalization – Consentsus focuses on more specific practices. Four proposals for specific consumer domains were initially considered (food, tourism, play and toys, music) and evaluated against a series of criteria (available literature and information, importance in terms of environmental impacts or economic weight, expertise existing on Belgian level, interest of team members ...). The practice of food consumption was finally chosen and served as a case to attain learning effects with regard to the conceptualization of sustainable consumption.

From a governance perspective one of the difficulties of these types of scenario approaches concerns the translation of theoretical insights from the literature study into a appropriate stakeholder-orientated or deliberative process. All too often theoretical arguments uttered in written academic communication are lost when they are to be applied or recognized in a policy context. Discussions in political arenas, for example, are often characterized by short-termism, often downgrading intricate issues (ecology, transition, etc.) to a struggle for power [9].[2] Or, theoretical and conceptual intervention of scholars

[1] Dominantly, because in this strand one often also considers the use of goods and services, but merely in function of a purchase.

[2] For instance, Eckersley argues that, given the short term perspective of policymakers in current democratic systems of liberal pluralism, environmental considerations are inevitably encapsulated by the active competition for power. If a democracy is to incorporate ecological concerns it must specifically ensure that collaborative deliberation and problem-solving, and not competition, underpin governance structures and processes [9]. This, however, is not at all the case and not part of the political culture (in Belgium).

is led by sector needs for legitimacy w/r increased competiveness [10]. These flaws make collaborative deliberation and qualitative sustainable improvement difficult.

We will however try to show that the methodology we present has potential to create spaces of deliberation and governance. With Habermas, we recognize the huge gap between normative theorizing and empirical research found in contemporary models of deliberative democracy [11]. The application of a normative scenario methodology can potentially serve as the basis to develop new empirical research on deliberative democratic processes.

2. Methodology

2.1. Consentsus[3] methodology: normative discourse approach

The scenario construction methodology of the Consentsus project has been structured along the results of a literature review on sustainable consumption and on scenario practices and theory. The literature study highlighted the main theoretic discourses on sustainable consumption, leading, through a 'decomposition analysis' to three sustainable consumption 'strategies'. This approach has been labelled as the 'normative discourse theory'. First, the purposive (normative) dimension of the concept 'sustainable development' is circumscribed by the specific general thesis: 'reducing resources use while increasing well-being'. Second, the thesis is decomposed into three rational ways to interpret this teleological structure. Working towards more efficiency, considering the characteristics and effects of the market and addressing the relationship between personal consumption and its societal implications are the three core issues that are used in a plural and prospective perspective (see Section 3.2).

The resulting three strategies have framed the whole scenario construction process which was operationalized within the realms of food consumption, including two participative scenario workshops. Indeed, a participative process was set up in the form of two expert workshops, where the three strategies have been explored by asking the question of how food consumption in 2050 could be perceived, if these strategies or discourses were each on its own to be consequently followed. Using different brainstorm techniques and heuristic frameworks (see Appendix A) three distinctive images where formed of how a sustainable consumption orientated world could look in the middle long-term. The selected experts who participated in the construction of the scenarios were active in policy, NGO, sector representative organizations, business and universities and had either links with the domain of food or that of (sustainable) consumption. The research team participated in the workshops which were facilitated by an external consultant. The results from the workshops served as a basis to construct the scenarios. The consumer perspectives are seen as a logical continuation of the three discourse-based scenarios.

The idea behind the workshop design was to allow both utopian as well as dystopian elements to seep into the conceptions based on the strategies, i.e. to construct images that are based on the distinctive strategies as such (considered in 'pure' terms) not to presuppose sustainable (i.e. good) behaviour and simply 'deposit' this under a theoretic umbrella.

However, the resulting future images are still too much dominated by the tendency to describe 'perfect paradise' future conceptions.

From a scenario theory perspective, we can state that the Consentsus exercise can be categorized both within the exploratory as well as the normative scenario typology [12]. The ratios from the decomposition analysis provided a predetermined (normative) framework of driving forces (see infra Table 1) and the three images (partly reflected in infra Table 2) are the result of an exploration of the three strategies.

2.2. Decomposition analysis to frame sustainable consumption strategies

One of the main objectives of the consumption-oriented strands of the research was to synthesize the (abundant) literature on consumption from different social sciences (sociology, economics, anthropology, psychology, marketing research) into a workable scheme enabling the design of a relevant and consistent set of alternative scenarios. The challenge was to translate theoretical accounts on sustainable consumption into a practical structure for scenario design. This has been solved through the use of 'decomposition analysis'. The method allows deducing interrelated parameters (i.e. macroeconomic 'identities') that encompass the construct of sustainable consumption. Decomposition Analysis was initially introduced by Kaya [13] in the context of climate change and has recently been used in scenario for carbon reduction [14].

In a decomposition analysis a problem, in this case sustainable consumption, is split up in various significant (sub) ratios. This somewhat formal approach starts from the basic assumption that sustainability can be measured by an indicator of productivity of valuable resources (or of material efficiency) in the well-being production process. This can be expressed in the following formula (Boulanger, 2008 inspired by Nörgard) [15]:

$$S = \frac{WB}{EF} \tag{1}$$

where S: sustainability; WB: the level of well-being; EF: the environmental load or ecological footprint.

[3] CONSENSTSUS is the acronym for Constructions of Scenarios and Exploration of Transitions Pathways for Sustainable Consumption Patterns. The project is a cooperation between three research groups: CDO, University Ghent (Erik Paredis, Maarten Crivits), IGEAT, ULB (Tom Bauler, Emilie Mutombo) and IDD (Paul-Marie Boulanger, Anne-Laurence Lefin).

Table 1
General drivers of the scenarios.

The scenarios	General drivers
ECO-EFFICIENCY scenario (*C*/*EF*)	Confidence in technological innovation through market development. Industrial production with the use of clean technologies at every step of the food chain. Meeting the demand for highly varied and convenience; mostly processed food. Business as principal actor of societal change. Minimal state model, market driven world. Internalization of environmental costs. Competition in markets based on quality and clean technology implementation.
De-commodification scenario (*Se*/*C*)	Confidence and engagement in local governance and management systems. De-marketisation of the food sector (production and distribution). Main mode of provision are local and community-based 'food activities'. Highly organized citizenship (deliberative democracy). Co-production (merging of producer and consumer) and barter mechanisms.
SUFFICIENCY scenario (*Wb*/*Se*)	Personal care with regard to resources. Needs-oriented individuals and self-reflexive society. Flexible organizational structures (e.g. in order to prevent sunk investments or lock-in effects). Highly qualitative public knowledge.

The formula is not to be considered as an equation with calculable and interdependent ratios but rather as a meaningful way to formalize a construct and hence to think about its internal causal relationships, therefore allowing to organize discussions on the issues at stake [14].

The ecological footprint concept has been incorporated in order to encompass the wider definition referred to in the introduction. As a measure to value ecological functions in terms of bio-productive land it has a significant relation to the issue of sustainable development.

The ecological footprint concept is particularly insightful to connect the distribution of resource-use and the role of demand [16]. We, however, do not discuss these related aspects in great detail for the purpose of the scenario construction.

We propose to decompose formula (1) in:

$$S = \left(\frac{WB}{C}\right) \times \left(\frac{C}{EF}\right) \tag{2}$$

where C = commodities. Thus (WB/C) refers to the productivity of commodities in terms of well-being and (C/EF) to the intensity of commodities in natural resources.

Formula (2) shows that sustainability can be improved by increasing (WB/C), by increasing (C/EF) or both, or, putting things the other way round, by decreasing the intensity of commodities in well-being, by decreasing the intensity[4] of resources in commodities or both.

Things can be disaggregated further. The term (WB/C) can be expressed as

$$\left(\frac{WB}{Se}\right) \times \left(\frac{Se}{C}\right)$$

"*Se*" refers to the notion of service as used by Nörgard [17] (like in the context of energy and not as used in the national accounting context) who adopted it from Daly [23]. Indeed, what matters for the energy consumer is not energy-use as such but the lighting, mechanical power, etc. brought by energy. Likewise, what matters for the user of a TV-set is not the TV-set as a thing but the services it provides in terms of TV-programs, etc. One way to define the notion of service in a need-satisfier framework advocated by Max-Neef [3] is to define it as the interface between the satisfier and the need or as the "satisfying virtue" of the satisfier. WB/Se stands for the productivity of the services in terms of well-being and Se/C for "consumption efficiency", i.e. the productivity of commodities in producing services. The full formula then becomes:

$$S = \left(\frac{WB}{Se}\right) \times \left(\frac{Se}{C}\right) \times \left(\frac{C}{EF}\right) \tag{3}$$

This formula highlights three discourses on sustainable consumption: each of the three ratios represents a 'pure' strategy to enhance sustainability (for more information see Boulanger [15]). The word 'strategy' must be considered as referring to both (1) the framing of the objective to be reached (i.e. the ratio of the decomposition analysis) as well as (2) indications on the way it could be reached (i.e. the corpus of structured ideas). The strategies must rather be seen as structured reflections on general guiding principles than as a corpus of ready-made or concrete policy options.

[4] The intensity in resource R of a production P is the inverse of the productivity of the resource R in production P. In others words, productivity is measured by the ratio P/R and intensity by the ratio R/P. The more productivity, the less intensity and vice versa.

Table 2
Different instances of food consumption (POPED).

POPED	Themes	Eco-efficiency	De-commodification	Sufficiency
Produce and process	Product design	Eco-efficient technological innovations are flourishing supported by market forces, including applications in the service sector, like the '*mobile barbecue*' appliance one can rent on summer nights, which requires advanced spatial localisation, transportation and miniaturization technologies.	Local communities and governance structures play a powerful role in the product design. "An important part of the food system is managed through a communal coordination structure which decides, in each local community, through citizen-based peer to peer networks, what has to be grown, how it has to be prepared, etc…"	Before arriving on the market, products are carefully assessed by a central agency according to high-level criteria regarding the societal needs and the products' long-term impacts on well-being.
	GMO	GMO's are produced, as long as they reduce resource input or environmental impact in terms of use of water, pesticides, fertilizers… One consequence: GMOs are allowed for domestic production of non-seasonal and exotic species (reduction of transport-related impacts).	GMO's are in a moratorium and social norm generally considers them as unnecessary, e.g. financial motives for monoculture seed production have disappeared (i.e. production is not market-based and labour intensive, hence less efficient agriculture is not problematic) and local agricultural networks are producing within natural boundaries.	A *"cost-needs"* analysis is applied with regard to needs and impacts, and decisions for or against GMO are taken on a species-by-species basis.
	Agriculture	Hybrid agriculture combines elements of traditional, organic and high-technological agriculture. The use of information and communication technologies (GPS, GIS…) in agriculture enables decreasing environmental impacts at the same time as increasing economic efficiency. By means of better monitoring and surveillance mechanisms, large fields can be efficiently managed, also in environmental terms. Agricultural decisions are based on analysis done by computer systems.	The agriculture methods are not necessarily organic, but they fit with the respect of the local environment and its inhabitants. Because of the prominence given to local networks, agricultural output is partly stemming from urban farming, and a part of the food also comes from orchard production in the neighbourhood. Cultivating methods and processes are based on local knowledge. The rather small size of the fields, and the large number of individuals engaged into agricultural activities, makes their management and surveillance easier. Agricultural decisions are taken by citizen/farmers.	Both urban and local agriculture and globalized production exist. There is a very intensive research and development activity on 'limit'-management and carrying capacities. The context imposes either the use of ICT-based agriculture or organic agriculture.
	'Farmers'	Farmers are mostly contract employees in productivity-enhancing production units. When they are engaged in organic agriculture, apart from an elite serving the high-end market, the farms are partnerships or franchises of large enterprises (occasionally even multinationals).	Everybody has a share, at least part-time, in the food production system and has some knowledge or practice on how to farm the land (or to process food).	Social norm considers farming as a highly ascribed profession, which remains in the hands of few strictly controlled units.
	Food processing	A great percentage of the food is highly processed: most of the food is "convenience food": deep-frozen, ready to (h)eat, and the (rare) fresh products are all ready to eat. The kitchens are thus minimally equipped, being used mostly to "regenerate" (defreeze and heat) rather than to cook.	The processing industry has almost disappeared. Most of the meals are freshly cooked, and the remaining processing activities are "community-based" (bread, jams…). Most of the cooking is done on a community-base in canteens, or local kitchens.	Both highly and low processed food are to be fined along the distinction between 'eat' and 'feed'. Fresh meals are often based on products from local/urban agriculture, while globalized agriculture provides the processing industry. Processing is mainly connected either to health, basic needs or well-being aspects: e.g. highly processed health 'packages' and functional food provide for 'feeding' products. No more 'non-functional' additives for texture or colour exist, as they are not considered as serving basic needs' satisfaction.
	Meat/animals	Cattle for meat (issued from a species selection according to their ecological footprint) is bred in a limited quantity, which makes meat very expensive. It is then largely replaced by protein substitutes produced in the laboratories of the processing industry.	People eat meat from locally bred cattle according to local geographical context and citizens' preferences. Animal welfare is taken into account as people are involved in the production process and develop a sense of responsibility with regard to cattle.	In general, people do not eat a lot of meat. A careful questioning about meat eating has become the norm, trying to balance physical needs, hedonist pleasure and animal welfare. Most people eat meat only at special occasions.

Table 2 (*Continued*)

POPED	Themes	Eco-efficiency	De-commodification	Sufficiency
Obtain	Product variety	People are provided with any kind of food possible. The diversity is very high (with the exception of real meat).	Local and seasonal food does not per se mean less diversity, and communal institutions reflect to guarantee a "reasonable choice", e.g. through investing in 'forgotten' local species. A system of regulation and limited exchange between communities (at regional and global level) contributes to some 'exotic' diversity.	The diversity of food is relative to the needs expressed by the consumers: according to the norm and the 'cost/benefit' analysis in terms of need, impacts and well-being, plethoric diversity is counter-productive on all aspects.
	Locus of exchange	Food is bought on-line, at hypermarkets, or at highly specialized shops (for some market-niches). Food is delivered either directly to the household's "mailbox-fridges" or to neighbourhood's larders. Efficient transport, saving energy, is a very competitive element.	Food comes directly from the local stocks. It is dispatched to all active citizens/households, at specific hubs like schools, municipalities or workplaces ... Fresh communally prepared meals are available in local collective kitchens.	There is a combination of anonymous and accessible supermarkets and small and local hubs and shops.
Prepare	Cooking	Cooking skills of households are limited, as specialized food services are predominant: people often prefer to eat out, or heat already prepared meals.	Most cooking is shifted to the community level: to the local collective kitchens, as to care-oriented institutions which use cooking as an activity for schools, elderly, etc.	Preparing food is very popular in a lot of societal groups. People like to experiment with recipes, tastes... ('eating' moments). 'Ordinary', daily cooking disappeared and is replaced by functional food packages which need no preparation ('feeding' moments).
	Appliances	Hi-tech cooking devices (BBQ, grill, etc.) are mostly rented and the market develops a high innovation rate. Kitchens are minimally equipped (mostly with only 'regenerative' devices).	Most individual kitchens are minimally equipped, and many households have none. The cooking, even at the household level is mostly done in local communal kitchens 'around the corner'.	The devices are functional. Most preparation for 'eating' moments is done with family or friends and requires few electric appliances. To control their nutritional intake, some people use technological devices, either PC-like, either integrated chips.
	Services	Food economy is almost exclusively a food services economy, answering the consumers' demand for high convenience and specialisation. A large number of restaurants serve large varieties of food, based on market-niches (e.g. special for pregnant women or sports(wo)men).	Local communities manage the food system so as to provide to all at least the minimal nutritionally balanced diet, everybody contributes to the food services, mainly through the collective local kitchens. People often eat out of the house, at neighbourhood kitchens/"canteens".	Services are mainly focused on personal empowerment and research of well-being. Lot of services revolves around information and knowledge management. Eating out is quite common, mostly in convivial atmosphere.
Eat	Diet	The diet is defined by a rather flexible consumer culture and the products are provided by commercialized structures.	The diet is seasonal-based and partly dependent on a local food management team. Moreover, it is very region-based and culturally specific.	The diet is highly varying within groups and through time. The diet is primarily focusing on personal and social needs and takes environmental and social impacts into account.
	Health	Laboratory research makes it possible to make 'tasty' food healthy by replacing fat and sugar by worthy substitutes.	Food is minimally processed, local and fresh. Local menu service groups work at providing healthy and nutritionally balanced food.	Extreme eating behaviour is socially controlled. Some people use technological devices to monitor personal food intake.
Discard	Waste	There are bio-methanization installations at household or collective level.	Composting is common, even absolutely necessary in order to be able to 'close' the rather local resource cycles.	Waste is considered something very negative and everything is done to prevent it.
	Packaging	Biodegradable (or even edible) packaging provides less environmental impact.	The packaging is very low, since most of the food is fresh.	There is a lot of re-use and prevention.

2.2.1. Eco-efficiency – EE (C/EF)

The eco-efficiency strategy aims at increasing the *C*/*EF* ratio by decreasing *EF*, i.e. decreasing directly the intensity in materials (including the non-renewable sources of energy) of the production, use and disposal of commodities. This strategy captures the core of the ecological modernization strand, putting forward mottos like factor 4 (i.e. a 75% reduction in natural resources uses) and is also linked to the discourses of industrial ecology [18] or the Cradle-to-Cradle movement [19].

2.2.2. De-commodification – DC (Se/C)

The second strategy aims at increasing the ratio *Se*/*C* by decreasing *C*. This ratio has been labelled the De-commoditization strategy. This strategy aims at reversing the "commoditization" process described by Manno [20] as the "tendency to preferentially develop things most suited to functioning as commodities – things with qualities that facilitates buying and selling – as the answer to each and every type of human want and need" ([20], p. 70). De-commoditization implies a decoupling of the functions provided by commodities from the market-based demand, limiting as a consequence the influence of markets and increasing the influence of other systems or organisations through which needs and aspirations can be satisfied through. That is, incorporating other 'modes of provision', heaving over responsibility and management to other societal instances than the markets, i.e. public, communal or domestic agencies.

2.2.3. Sufficiency – S (WB/Se)

This strategy aims at increasing the *WB*/*Se* ratio formally by decreasing Se while maintaining or increasing the generated *WB*. This amounts to partly disconnecting well-being from the services of commodities, i.e. in simplified terms, reconsidering product functions (use-value, brand value, etc.) in function of the well-being they generate. This ratio could be called the strategy of cultural de-materialization of needs satisfaction, or in simplified terms, the Sufficiency strategy, which is partly captured in the adage "Less is more". This strategy is highly complex because it entails, as a consequence of a complexification of the understanding of well-being, a subjective and an objective factor at the same time [21].[5] Additionally it has a definite normative or moral dimension because the principle of sufficiency involves the sphere of private needs and wants (individual behaviour) and connects them to a larger societal objective. This strategy is closely linked to the growing, diverse and not unified discourses related to the principle of sufficiency, such as Voluntary Simplicity and Religious Frugality. Authors such as Galbraith [22], Daly [23], Sachs [24], Princen [25] have urged the need to address the problem of consumer satisfaction and affluence beyond the resource-problem, and concluded in the direction of steady-state economies or even de-growth.

These three rather theoretical discourses, or strategies, on sustainable consumption have been at the core of the structure given to the scenario exercise. Each of them has further been explored through the construction of a scenario illustrating what the world could potentially look like in 2050 if we were to follow the principles of each of these discourses.

3. Results

3.1. Scenarios of food consumption

The decomposition analysis of the sustainable consumption equation into three strategies, the participative expert workshops as well as further desk work have led to three scenarios describing potential 2050 worlds where the principles of eco-efficiency (*EE*), de-commodification (*DC*) and sufficiency (*S*) have been applied. Table 1 enumerates the general drivers of each scenario. These drivers – or aspects of them – are not mutually exclusive – note for instance confidence in technology is also to be found in the *S* and *DC* scenario – but they aim comprising the logical structure of the scenario.

On a more specific level three alternative modes of food consumption are represented by means of what we have labelled the POPED framework, which aims to structure the food consumption system along the line of different consumption 'instances', namely, producing (processing), obtaining (distribution), preparing, eating and disposing. Table 2 summarizes the content of the scenarios along the lines of this integrative framework. It is striking how the food-related practices and relationships among actors qualitatively vary across the different guiding principles.

It must, however, be noted that the final results in the form of the POPED framework are inspired by the particular ideas as they emerged at the workshops. Hence they possess an inevitable subjective factor. Nonetheless each scenario is a plausible future state, i.e. the scenarios remain logically connected to the underpinnings of the strategies. The *E* scenario tells of a hypermodern world where food is provided by an anonymous and highly productive service sector. Food technology has become very energy efficient and food prices have become a representation of the environmental cost.

The *DC* scenario departs from the idea that the local community has re-gained authority, resulting in the merging of consumption and production. It is relevant to mention that the localism inspired scenario (local self-sufficiency) is but one possible representation of what a de-commodification could imply. Another possible snapshot image might involve a household based global network, exchanging products on basis of personal connections and mutual need.

The *S* scenario shows a society that systematically applies an operational principle based on limits and needs. The psycho-social dimension of the principle results in a situation where food is embedded in social norm in a particular way, following the dynamics of 'enoughness' [25] throughout the design, production and consumption of food. Food becoming particularly important is logical in a sufficiency-based society due to the 'special' status it possesses as primary need. Technology (and to a certain extent science) in principle becomes instrumental to personal satisfaction, societal well-being and the interaction between both.

[5] Sufficiency can be broadly defined in two ways. One is qualitative, implying wealth and plenty; sufficiency means that a purpose has been achieved, a need is satisfied and some sort of optimal state has been reached: 'enough is as good as a feast'. It is subjective in nature and so normally is used in relation to an individual. . . .The second type of definition is quantitative, implying a clear threshold of acceptability: do we have enough food for the day? Is the rainfall this spring sufficient to allow the crops to harvest?" (Enough is as good as a feast, sufficiency as policy, p. 111).

In this article we specifically wish to focus on the consumer perspectives that can be 'deduced' from the three discourse-based scenarios. It is of course impossible to give a comprehensive overview of the specific types of consumers and consumer lifestyles that would inhabit these 'worlds' for the scenarios are limited and abstract representations of possible realities [26–28].[6] We address an archetypical consumer, i.e. a generalized consumer developed on the basis of the structural and content elements of the three scenarios. They illustrate how the environment of interactions around the consumer fundamentally changes throughout the three discourses. These 'elements of interaction' are interesting for policy makers to use in consumer policy that aims at integrating sustainability discourses, and should be considered as a form of heuristics, enlisting a series of aspects that constitute a 'social arrangement'.

The concept of 'lifestyles' is relevant here. This approach receives a multitude of definitions. but can broadly speaking be subdivided in a 'sociological' definition, which sees it as particular ways in which people generate meaning through an assemblage of practices [29], and a 'marketing' definition, which defines lifestyle as 'ways in which people spend time and money' [30]. However, until now it does remain somewhat unclear how lifestyles are precisely to be used in the sustainability discourse [31]. The perspectives as they are based on normative guidelines could be used to serve both for sociological and marketing-orientated lifestyle research.

3.2. Three consumer perspectives

Each scenario reveals a different type (or position) of a consumer. Based on analysis of the scenarios consumer groups can be framed either as decision makers, citizen-entrepreneurs or self-reflexive consumers. Each consumer type is presented in this paper, and further illustrated through a series of constituent aspects (i.e. participation, conflicting values, trust and knowledge).

3.2.1. Consumer definitions

3.2.1.1. Eco-efficiency (EE) consumer. The first perspective – central in the *EE*-strategy – defines consumers as autonomous buyers whose aggregate choices determine the future of food production. The concept of consumer sovereignty is central in this perspective. The core argument with regard to sustainability goes that choosing for green products through the market steers society towards sustainable food production, provided that the right incentives are given. Sovereignty implies that a consumer is purposeful and goal oriented. The consumer 'steers' the market deciding what product (*s*) he chooses (and hence not chooses) to buy, thus deciding which products (and companies) are profitable [32]. A limit of this EE perspective is that, on the one hand, not all market segments are (equally) sovereign (low purchase power), and on the other hand, that not all consumers act (or have the possibility to act) in accordance with a stabilized (goal-orientated) belief-set.

3.2.1.2. De-commodification (DC) consumer. In the *DC* scenario, the consumer can be seen as a citizen-entrepreneur. This type of consumer has significant influence on the way the food supply is organized. Local governance systems (consisting of local citizens and municipal actors) are configured in order to organize the food system. Consumers in a way are 'entrepreneurs', taking actively part in the management of the food system. In this less commoditized world, a political consumer emerges. Not just a 'voting at the check-out consumer' [33] but a concerned civic actor.[7] Both individually as well as in groups, this citizen-consumer shapes the socio-technical system as such, i.e. (*s*) he is taking an active part in the forming of social organisations (the farm, the canteen...) and technologies (processing equipment...).

In the *DC* scenario as well, limitations can be anticipated. This scenario implies 'command-driven' modes of provision and can be related to a communal ideal, all citizens having equal participation in the food system, which is not at all straightforward to realize.

3.2.1.3. Sufficiency (S) consumer. In the sufficiency world, a self-reflexive consumer emerges. Sufficiency revolves around balancing individual needs with "reasonable" levels of consumption. The personal component is thus complemented with an altruistic element, i.e. considering the consequences of one's actions in a larger framework of social and environmental conditions. For this reason a typical consumer has come to question the underpinnings of consumption practices as such. Aware of the cultural relativity of behavioural patterns, this type of consumer debates on how the good life can be (re)defined. The mainstream consumer in the *S* scenario has acknowledged the existence of inevitable underlying complexity. Firstly, he understands personal complexity, i.e. that on a personal level, not only rational (or conceptual) mechanisms drive his/her behaviour. Amongst others, it is understood that (1) other modes of thinking guide behaviour (unconscious motivations, intuitive and emotional thinking), that (2) social norm and culture foster incentives to act and that (3) structural conditions limit possibilities.

[6] However is can be mentioned that also in theory and research on consumption a certain degree of abstraction is always made in order to frame distinctive types of consumers (or consumer motivations). This tendency is accurately illustrated by the polarized discussion between the abstract notions of consumer as homo economicus and homo sociologicus. See Fine [26], Wilk [27] and Anderson [28].

[7] Note that the discourse of de-commodification also focuses on other than strictly local management and governance mechanisms. Also mechanisms of care and reciprocity gain importance.

Table 3
Consumer perspectives.

Consumer perspectives	Eco-efficiency (*EE*): Sovereign decision maker:	De-commodification (*DC*): Citizen–Entrepreneur:	Sufficiency (*S*): Self-reflexive consumer:
Mainstream driver	Price and quality; self interest	Responsibility and local constraints	Needs and value-management
Consumer participation	'Passive' consumer	Co-production	Self-empowerment
Handling conflicting values	Value mediation through private institution	Value deliberation through local citizens agency	Value assessment on basis of sufficiency and context
Consumer trust	Trust in institutions (market and science)	Trust in their local community	Trust in facilitated self-reflexivity
Consumer knowledge	Food quality assessment through brands, labels, ...	Food system direct knowledge	Self-knowledge (personal attitude towards food)

Secondly, the sufficiency consumer also acknowledges process-related complexity, i.e. how everyday life is under constant change and how the conditions of well-being are related to the contingent situations and thus never completely identical. Uncertainty, unpredictability, uncontrollability and cultural relativity are concepts that one tries to take along in decision processes and evaluation afterwards. The limit of this *S* perspective is that such a level of self-consciousness and continuous assessment of one's own behaviour is perhaps beyond human capacity (as such this perspective generates an interesting discussion on human nature, the profile of men, etc.).

3.2.2. Constituent elements of the perspectives

The three perspectives are now worked out in a number of constituent elements. For an overview we refer to comparative Table 3.

3.2.2.1. Consumer participation. The *EE* scenario portrays a 'passive' consumer, whose participation and reflexivity in terms of sustainability criteria is integrated at the level of the purchase act, through the types of product and services bought.

The *DC* scenario is characterized by co-production, blurring the distinction between consumption and production. Therefore, the consumer participates to the very definition (delineation) of the patterns of production and consumption.

The sufficiency scenario features a highly self conscious consumer, continuously analysing his consumption behaviour through 'cost/benefit' analysis in terms of impact on personal and social well-being, direct and global environment.

3.2.2.2. Handling conflicting values. Conflicting values on food consumption vary in the three scenarios.

In the *EE* scenario, the food provision is highly customized. This customer- and convenience-oriented approach allows for conflicting values concerning food consumption to be 'channelled' by the private institutions that provide the food. Indeed, all kinds of consumer preferences (premium brand products, retail brand products, biological products, fresh products, ready meals, etc.) are available for purchase. They are thus mediated at centralized points, i.e. by the retailers who avoid conflict with regard to production values (see Dixon, 2002 in: Lockie [34]).

In the *DC* scenario, this is more likely a process of value convergence. People will need to limit their individual desiderata about food due to the constraints of local food management. Further conflicts will be mediated through the local citizens' agencies through time intensive direct democracy processes of deliberation.

The *S* scenario presupposes intensive value deliberation, based on external expertise. The consumption of certain products will be dependent on what could be called their 'needs impact assessment'. For example, does the level of coffee consumption (value of personal pleasure) affect the level of economic dislocation in coffee dependent nations (value of economic equity).

3.2.2.3. Consumer trust. Consumer trust is related to the kind of institutions or societal actors that are trusted or granted authority. Consumers often rely on information or advice coming from actors who (might) have access to what economists call credence qualities[8] [35,36], i.e. non-verifiable product qualities (not even after consumption) such as the environmental history of the product. The way consumer trust is built has direct implications for the notion of food security and we therefore also address this notion vis-à-vis each consumer perspective.

In the *EE* scenario, business and science are considered as principal generators of trust, i.e. social norm puts great trust in technological and economical progress. These actors communicate through media, advertising, labels, warranties and other 'indirect' information[9] devices.

This type of mediated trust too has implications for food security. Since the *EE* scenario conceives the main driver of sustainable consumption to be sustainable purchase (in that way moving towards a green market) the implications of green

[8] "[...] food technologies are often associated with so-called credence qualities [36], the costs and benefits of which cannot be unambiguously verified by the individual consumer from personal experience, such as safety, sustainability, health, and naturalness. These credence qualities are particularly prone to generate perceived risk and uncertainty, particularly when information is inconsistent and trust in authorities is low."

[9] Note an important difference between information and communication.

consumers' choices should be managed by independent ethical mechanisms or institutions either internal or external to food-related companies. If ethical buying has to lead to a changed pattern in which everybody has access to affordable, safe and nutritious food [37] than ethical aspects and treatment of externalities will have to be incorporated mostly at the level of the private institutions providing food products. Effective state or auto-control will hence be essential and mediation of values (supra.) will relate to a differentiation in price tags.

In the *DC* scenario, the mechanism of trust is particularly different because products generally have significantly less credence qualities than in the *EE* scenario. People manage their own food supply and have a rather precise knowledge, individually and at the local community level, on the details of the origin, of its production, processing and distribution.

With regard to food security it is of importance to notice that the local organization and coordination of food will facilitate a transparent process that enables a more clear link between the implications of production and the setting of the price. Since consumers are part of the production process there will be shared risk as well as a more clear view on how externalities are treated. Local food security is most likely to be attained when cooperation dynamics are optimal. Competiveness amongst regions – each region 'falling back' on their own proper local values – is however possible in this model and might yield impediments (nationalism, isolationism, ...) towards a global food security.

From a sufficiency perspective finally, the individual as such is the basic vessel of trust because self-knowledge is considered essential to assess sufficiency (cf. infra). Yet, anticipating on this possibility, this will only work given adequate educational systems, interpersonal trust, and other similar criteria.

Again considering the relation with food security, this type of more reflexive and ethical consumption will automatically centralize the issues and principles revolved around food security within the decision framework of consumption. These kinds of principles – for example the principle of availability of food – will be used to access personal decisions within the complex dynamics of the food system.

Generally, one could say that, in EE, the consumers trust institutions; in DC, they trust people they know because of the effectiveness of social control; and in the S scenario, they rely mainly on themselves, but with the help of groups and expertise (e.g. psychotherapy, etc.).[10]

3.2.2.4. Consumer knowledge. Finally, we consider the topic of consumer knowledge.

In the *EE* world, the distance between producer and consumer widens. The organization of food is left in the hands of a highly efficient and privatized production system. Knowledge on food (production) is very low (due to the highly technological systems only to be understood by specialists). However, precise, comprehensive and understandable information is demanded by the consumers to assess food quality (and initiate 'selective pressures') through brands, labels, etc.

A strong link with education is a logical characteristic of the *DC* scenario. The low level of commodification implies that people have to organize their own knowledge and production networks (there is less standardization). An active safe, healthy and efficient local management of the food system by the citizens presupposes adequate education, at the same time generalist (overall sustainability) and specialized (food-related techniques).

In the *S* scenario the object of knowledge focuses on the nature and dynamics of needs satisfaction, to a large extent, in function of an increased well-being and quality of life. This calls for new instruments, heuristics, indicators and lifestyles that integrate the different levels of sufficiency. On a personal level, a higher degree of self-knowledge (or reflexivity) seems to be logically connected with the aptness to reach sufficiency. Indeed knowing one's self implies a more efficient relationship between the desired service and the experienced satisfaction. In respect to the more objective thresholds of sufficiency (for example daily amount of calories, or sufficient top soil quality), the assistance of technology and decision matrices is often used.

4. Discussion and conclusions

Addressing sustainable consumption has led to a specific scenario approach consisting of both normative and explorative elements.

The scenarios and the deduced consumer perspectives primarily aim at generating learning effects more specifically by stimulating debate in research, stakeholder and mainstream arenas. Framing alternative food consumption practices through structured and discourse-based[11] scenario construction can potentially support bridging the gap between academic research and political debate and/or introduce consumption policy to a more encompassing socio-cultural perspective on the issue. The analysis on the consumer perspectives shows that consumer identity consists of more than merely consumer choice, as is often implied in academic research or public campaigning addressing consumption.

The normative discourse approach – in this project generated by means of the decomposition analysis – provides a formal (yet not inclusive) ground to communicate on the relationship between current food consumption behaviour and

[10] This does not imply that the self-reflexive consumer is completely autonomous, hence adhering to the autarchic worldview. On the contrary, a perspective of interdependency is the logical condition for implementing constraints that wish to integrate sustainability (ecological dependency, social interdependence).

[11] In the Consentsus project we conducted a *Q* methodology on the a group of SD experts and one of the remarkable results of the statistical analysis was that the three discourse (EE, DC and S) deduced from the decomposition analysis can be found 'purely' in reality, i.e. the set of statements that reflect the discourses have 'anchorage' in the subjective dimension of the *P*-sample. For further information on the *Q* methodology we refer to the final report.

sustainability goals. The normative discourse methodology could be further tested using different 'applications', i.e. re-doing the scenario exercise with other themes and different groups. The method could for instance be applied in an educational setting, aiming at introducing sustainability principles. Or, the other way around, the robustness of the principles as such could be tested through scenario development. Such kind of endeavors can yield a basis to connect normative and empirical dimensions in research in Habermasian terms.

Scenario exercises harbor potential to streamline a more deepened debate and the potential transformative changes in future governance. However as long as the intrinsic processes of democratic structures remain dictated by short term electoral and economic goals the qualitative system changes as they proposed and understood in the scenarios cannot be straightforwardly considered.

Appendix A. Techniques used at the workshops

A.1. Introductory meeting

At this meeting the project team presented (1) the three strategies derived from the decomposition analysis and (2) an analysis of the food system, i.e. a diagnosis of the current situation comprising the major pressures to the food system. The aim of the meeting was to create a common starting point for the further brainstorming. The meeting took place around a (slow food) dinner and served as an opportunity for the research team to introduce the project as well as for the participants to be introduced to each other. The informal setting created an atmosphere of familiarity as well as an incentive for people to participate (as there was no budget to pay participants).

In the following an overview is given of the proceedings of both subsequent workshops including a short description of the techniques which were used.

A.2. First scenario workshop on the 22nd of May 2008

This first workshop aimed through different exercises at constructing the foundations of the three images. Concretely, participants have been divided in three groups most of the day, each one being in charge of one strategy. With members of the Consentsus team, each group has brainstormed around the question: *What happens when great efforts and funds are devoted to the EE, DC or S strategy over the next decennia?* In smaller breakout groups, a few causal chains of ideas about this 2050 eco-efficient, de-commodified or sufficient world were gathered, then presented and explained to the rest of the 'strategy-group'. In order to add structure to the highly heterogeneous ideas brainstormed, a framework was used which divides the food system in five instances: Produce, Obtain, Prepare, Eat and Discard (POPED). After lunch, the participants commented each other's work. Then, they returned to their respective 'strategy-group' in order to further complement their own image, based on the other groups' comments and through the exercise "A day out of the life of..." (Table A.1).

A.3. In between two workshops—desktop work

Between the 22 May and the 19 June 2008, the Consentsus team has gathered and summarized the ideas proposed by each group. Based on this material, a first draft of images could be developed for each strategy. A few ideas and details were added in order to generate more coherence and provide participants of the second workshop with a clear overview of these different images. The three drafts were then sent to the participants in advance to the second workshop, as central working material.

Table A.1
First workshop 22nd May.

Technique	Goal
Categorizing newspaper-like statements according to the three strategies.	Warming-up exercise in order to get re-acquainted with the three strategies.
In each 'Strategy-groups', small groups of 2–3 persons describe possible evolutions regarding their central challenge. Causal diagram are sketched in order to structure the discussion.	Generate ideas and future elements based on each strategy.
POPED: The trial of causal diagrams are presented to the whole 'strategy-group' and structured on a big A0 format poster reproducing the categories: Produce, Obtain, Prepare, Eat and Dispose.	Starting the construction of a coherent future image.
Rotation: People from other groups add remarks and ideas to the POPED structure (presented by one member of the original group).	Further completion of the image.
A day in the life: An exercise where a day in the life of a person living in the created image is described.	Revealing additional, more tangible, elements.

Table A.2
second workshop 19th June 2008.

Technique	Goal
In an open discussion the question "What surprised you?" "what did you miss?" are asked.	General discussion to gather the reactions of the participants to the images presented by the research members.
A set of open questions was prepared to guide a discussion on the coherence of the images.	'Flesh out' the images and address un-tackled questions, shed light on intrinsic paradoxes or trade-offs and assess conditions of coherence.
Boundary conditions were formulated according to a STEEP(D) framework, asking the question 'Which conditions, external to the food systems, are necessary for this image to be 'possible'?'	Specifying 'landscape' elements, i.e. getting notions on the elements external to the food system influencing the conditions of the images.
Issues at stake: the three images were looked at from the perspective of a number of issues particularly relevant for sustainable development.	Comparing the three ratios through different SD issues.

A.4. Second scenario workshop on the 19th of June

The second workshop has been dedicated to the further development of the three images in two objectives: enrich the draft images and develop their internal coherence and connect these future worlds with their contextual conditions. Based on the three drafts, people were divided again in 'strategy-groups', and discussed specific details. Notably, discussion went along a series of coherence-related questions prepared by the research team, which could be highlighted through the first exercise aiming at collecting reactions. Before lunch, the groups commented each other's work through two rounds. After the midday pause, each 'strategy-group' focused on the context and the implicit conditions to the developed image with the help of the STEEP(D) categories (socio-cultural, technological, economic, environmental, political and demographical contexts). Finally, the participants selected six issues they found 'relevant' to be (further) developed (work, quality of life, equality...). Divided in two groups, the participants have discussed the selected issues, looking in parallel at the situation in the three images (Table A.2).

References

[1] R. Inglehart, H.-D. Klingemann, Genes, culture, democracy, and happiness, in: E. Diener, E.M. Suh (Eds.), Culture and Subjective Well-being, MIT Press, Cambridge, MA, 2000.
[2] D. Don Slater, Consumer Culture and Modernity, Polity Press, Cambridge, UK, 1997, 230 pp..
[3] M. Max-Neef, Human Scale Development, The Apex Press, New York and London, 1992.
[4] P. Oosterveer, J.S. Guivant, G. Spaargaren, Shopping for green food in globalizing supermarkets: sustainability at the consumption junction, in: J. Pretty, et al. (Eds.), The SAGE Handbook of Environment and Society, Sage Publications, 2007, pp. 411–428.
[5] G.-D. Kang, J. James, Revisiting the concept of societal orientation: conceptualization and delineation, Journal of Business Ethics 73 (2007) 301–318.
[6] E. Skidelsky, From epistemology to cultural criticism: Georg Simmel and Ernst Cassirer, History of European Ideas 23 (2003) 356–381.
[7] R.J. Swart, P. Raskin, J. Robinson, The problem of the future: sustainability science and scenario analysis, Global Environment Change 14 (2004) 137–146.
[8] A. Warde, Consumption and theories of practice, Journal of Consumer Culture 5 (2005) 131–153.
[9] R. Eckersley, The Green State—Rethinking Democracy and Sovereignty, MIT Press, Cambridge, MA, 2004, 337 pp..
[10] R. Le Heron, Creating food futures: reflections on food governance issues in New Zealand's agri-food sector, Journal of Rural Studies 19 (2003) 111–125.
[11] J. Habermas, Political communication in media society: does democracy still enjoy an epistemic dimension? The impact of normative theory on empirical research, Communication Theory 16 (2006) 411–426.
[12] L. Börjeson, et al., Scenario types and techniques: a user's guide, Futures 36 (2006) 723–739.
[13] Y. Kaya, Impact of carbon dioxide emission control on GNP growth: interpretation of proposed scenarios, paper presented to the IPCC Energy and Industry Subgroup, Response Strategies Working Group, Paris (mimeo), 1989.
[14] P. Agnolucci, et al., Different scenarios for achieving radical reduction in carbon emissions: a decomposition analysis, Ecological Economics (2007), doi:10.1016/j.ecolecon.207.09.005, 2007.
[15] P.M. Boulanger, Three strategies for sustainable consumption, Working paper from the Institut pour un Développement Durable, 2008.
[16] J.W. White, Sharing resources: the global distribution of the ecological footprint, Ecological Economics 64 (2007) 402–410.
[17] S.J. Nörgard, Consumer efficiency in conflict with GDP growth, Ecological Economics 57 (2006) 15–29.
[18] P. Hawken, A.B. Lovins, L.H. Lovins, Natural Capitalism. The Next Industrial Revolution, London, Earthscan, 1999.
[19] W. McDonough, M. Braungart, Cradle to Cradle: Re-making the Way We Make Things, Northpoint Press, 2002.
[20] J. Manno, Commoditization: consumption efficiency and an economy of care and connection, in: T. Prinzen, M. Maniates, K. Conca (Eds.), Confronting Consumption, The MIT Press, Cambridge, MA, 2002, pp. 67–101.
[21] S. Darby, Enough is a s good as a feast—sufficiency as a policy, ECEE 2007 Summer study. Saving Energy—Just Do it!, 2007, URL: http://www.eci.ox.ac.uk/research/energy/downloads/eceee07/darby.pdf.
[22] K. Galbraith, The affluent society, Houghton Mifflin company, New York, 1998[1958].
[23] H. Daly, Steady State Economics, Island Press, Washington, DC, 1991.
[24] W. Sachs, Planet Dialectics: Explorations in Environment and development, Zed Books, London/New York, 1998.
[25] T. Princen, The Logic of Sufficiency, MIT Press, Cambridge, 2005.
[26] B. Fine, From political economy to consumption, in: D. Miller (Ed.), Acknowledging Consumption, Routledge, London & New York, 1995, pp. 127–164.
[27] R. Wilk, Towards a useful multigenic theory of consumption, in: Proceedings of the Annual Summer Study of the European Council for an Energy Efficient Economy, 1999.
[28] E. Anderson, Beyond homo economicus: new developments in theories of social norms, Philosophy and Public Affairs 29 (2000) 170–200.
[29] A. Giddens, The Consequences of Modernity, Polity Press, Cambridge, 1990.
[30] R.D. Blackwell (Ed.), Consumer behaviour, 10th edition (International student edition), Thomson Higher Education, 2008.
[31] C. Empacher, K. Götz, Lifestyle approaches as a sustainable consumption policy—a German example, in: L.A. Reisch, I. Røpke (Eds.), The Ecological Economics of Consumption, 2007, 190–206.

[32] N. Clarke, C. Barnett, P. Cloke, A. Malpass, Globalising the consumer: doing politics in an ethical register, Political Geography 26 (2006) 231–249.
[33] E. Jacobsen, A. Dulsrud, Will consumers save the world? The framing of political consumerism, Journal of Agricultural and Environmental Ethics 20 (2007) 469–482.
[34] S. Lockie, The invisible mouth: mobilizing the consumer in food production-consumption networks, Sociologia Ruralis 42 (4) (2002) 278–294.
[35] A. Ronteltap, J.C. van Trijp, R.J. Renes, L.J. Frewer, Consumer acceptance of technology-based food innovations: lessons for the future of nutrigenomics, Appetite 1 (2007) 1–17.
[36] M.R. Darby, E. Karni, Free competition and the optimal amount of fraud, Journal of Law and Economics 16 (1) (1973) 67–88.
[37] FAO, The State of Food Insecurity in the World. Economic Crises—Impacts and Lessons Learned, Food and Agricultural Organization of the United Nations, Rome, Italy, 2009, 57 pp..

ABSTRACT SUBMITTED FOR IAIA 2010 – TRANSITIONING TO THE NEW ECONOMY
PANEL: "GOVERNANCE OF SOCIO-ECOLOGICAL SYSTEMS' TRANSITIONS"

THE ROLE OF ALTERNATIVE PRODUCER-CONSUMER PRACTICES FOR TRANSITION(S) TOWARDS A SUSTAINABLE FOOD SYSTEM

Emilie Mutombo, Valentine Van Gameren, Tom Bauler
Université Libre de Bruxelles, Belgium
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Center for Studies on Sustainable Development
ULB - IGEAT (cp130/02) 50 avenue FD Roosevelt, B-1050 Brussels.
Corresponding author: ejempaka@ulb.ac.be

The current economical and financial crisis constitutes an important opportunity to trigger structural changes within and of the system. This applies to socio-ecological systems as well as to current modes of food production and consumption which impact upon them. This food sector has already been under heavy pressure from the food safety crisis to the latest food shortages or with regard to the environmental depletion resulting from various agro-industrial practices. This area now also undergoes structural pressures related to the foreseen end of cheap oil which will heavily impact on the fundamental characteristics of current patterns of production and consumption: fertilizers, transports, 'cold chain', distribution system, products diversity, household purchase patterns, etc. are highly dependent on the current form of cheap energy supply and will undoubtedly transform drastically. At long term, the current modes of provisions will irremediably have to adapt or collapse.

In this paper, we briefly present intermediary results of *Consentsus*, a two years multi-partner research project financed by the Belgian Science Policy department (http://www.belspo.be/belspo/ssd/science/pr_transversal_fr.stm). This project aims at 'foreseeing' and understanding today the mechanisms of change that the adaptation of our food system will require in the future. Therefore, according to the transition theory, we focus on one of the source of systemic change, i.e. current innovative practices, or 'niches', and the ways they could up scale in order to be better prepared for the upcoming necessary social and technical transition(s). As case study, we have chosen to work on Local Food Systems (LFS). In this research, we study how the niches are externally 'governed' (e.g. which rules and external measures are surrounding CSA initiatives, on the supply and demand sides). Our objective is to explore the issues related to the governance of transitions and system innovations, and, starting from this specific literature, to enrich it with insights on their application to the relatively unexplored (Shove and Walker 2007) governance of sustainable consumption patterns. The final aim is then to highlight 'best practices' to be promoted or supported by public actors and in particular the renewed governance practices necessary to do so. Already note that, while the Consentsus project focuses on LFS, it is important to keep in mind that in System Innovation and Transition theories, niches are only but one aspect of transition governance, and moreover, that the focus of public authorities cannot be only on the development of one potential pathway towards more sustainable food consumption; the priority in terms of public policy must be to develop a portfolio of potentially promising niches.

1. Transition, niche and governance

A niche can be described as an 'incubation room' where "*novelties are created, tested and diffused"*, where learning processes occur and social networks are built to support an innovation (Loorbach, 2007, p.20). Comprehending the emergence, generalisation, decay… of niches in the realm of sustainable consumption is thus participating to our understanding of impulsing alternative, sustainable consumption behaviour. As a consequence, the second phase of Consentsus focuses on the study of the mechanisms – organisational, personal, institutional… - of selected niches and the way they relate to the 'regime'. To do so, we have chosen to focus our empirical study on a specific consumption niche, i.e. 'Local Food Systems' (LFS) i.e. "*systems which allow a direct contact between consumers and producers, and/or in which consumers and producers enter into a long-term contractual relation with one another. The distance between the different actors should remain limited (geographically as well as for the number of links in the chain)"* (Mathijs et al,

2006, p.7)[1]. Some authors also speak about Short Food Supply Chains (SFSC), which is quite close (Goodman, 2008). Without presuming of other benefits and inevitable limits of such systems, LFS do respond to objectives of sustainable consumption (r)evolutions in terms of re-localisation and re-socialisation, notably via the re-connection of the linkages between producers and consumers as well as among consumers themselves. Further, we have chosen to focus on the local dimension of food for two concrete reasons: First, the results of the first part of the research on the transition pathways towards sustainable food has resulted in three normative scenarios which all were emphasising the local dimension of food production and consumption (Paredis et al, 2009); Second, the current development of CSA-like initiatives in Belgium does provide us with a civil-society based type of niche and with three different types or stages of niche development (across the Belgian Regions), allowing to study different pathways and different potential governance mixes.

Following Le Galès (1995), governance can be defined as the whole set of formal and informal relations between public and private interests and of arrangements along which decisions are taken and implemented. Governance is not a synonym of government, but this concept helps better understanding the new forms of public action which include actors beyond traditional public institutions and which do not anymore rely on legitimate violence and domination, but on negotiation, partnership and ethical and moral principles (Jouve, et al, 1999). Regarding LFS, the governance approach among others implies an analysis of the interactions between LFS and public authorities, as well as market actors, professional sectoral cooperatives, etc. and the inclusion of such analysis when conceiving potential support measures for LFS.

Current consumption governance

Currently, particularly at the EU level, a new agenda is rising and taking a place "aside" SD strategies, i.e. sustainable consumption and production (SCP) plans and policies. In the context of the EU SCP plan, a "retail forum" has been organized within which the food industry took the initiative of a roundtable (now entitled the 'European Food SCP Roundtable'), in order to discuss and propose 'sustainable' solutions. However, most ideas developed within these forums and plans so far are focusing on production-oriented instruments and informational instruments, e.g. eco-design, energy efficiency, or LCA-type of tools.

Indeed, as concluded by the European FP6 project SCOPE² ('Sustainable Consumption Policies Effectiveness') which has reviewed current policies: "*Most instruments focus on production and products.* [and c]*onsumption processes are only addressed by voluntary and information instruments*" (Tukker et al, 2008). [2]

With regard to food, policy innovation seems to concentrate on labeling, which is the single most developed informational instrument so far with the emblematic examples of organic food and fair trade. However, current measures do not address real alternative option as Local Food Systems.

2. <u>Local Food Systems as a social innovation: which pathway between niche and regime</u>

The results of the literature review on transition approaches and their application to LFS niches can be summarized in 3 messages : (1) the way TM and SI conceive the niches, as illustrated through approaches such as Strategic Niche Management, is not adapted to innovations which are not technological; (2) as other niches like organic food or fair trade product, we can observe a fragmentation within the LFS type of initiatives between a service-oriented approach acting within the market and potentially aiming at marginally influence the current system and so-to-say politically-oriented initiatives aiming at generating alternative to the current market mechanisms and potentially leading to transformative changes; (3) there are few *ad hoc* theoretical frameworks which can handle such ambivalent research objects as the governance of consumption niches, and among those the quite young model of Malo et al (2009), aiming at conceptualizing the institutionalization process of social innovation, appears most promising.

[1] LFS include a huge diversity of initiatives, from organic box schemes to Community-Supported Agriculture (CSA), through farm shops.

[2] Tukker, Arnold et al, Sustainable Consumption Policies Effectiveness (SCOPE²). Final report-Draft, EU Sixth Framework Programme, 7 october 2008, 122p.

a) Strategic Niche Management (SNM): the issue of compatibility

Our first research focus has been on the TM-related niches management approaches, in particular the Strategic Niche Management (SNM) approach. As the whole strand of TM and SI, SNM is not totally adapted to non technology-oriented niches which aim at developing organizational and cultural innovations. One of the shortcomings of SNM is linked to the very way these approaches conceive a potentially successful innovation. Indeed, a central question to assess the potential of transfer of a socio-technical practice from a green niche to the mainstream situation is based on the necessity of *compatibility* of the niche with the incumbent regime (Weber et al, 1999 in Smith, 2006, p.442).

Stating 'compatibility' as a factor of success implies that the SNM approach does not opt for a conception of niches as leading to radical transformations, but rather for incremental change. However, alternative initiatives as LFS are precisely focusing on alternative set of e.g. quality criteria which, we can assume, are in an important extent not compatible with current food regime criteria for viable and efficient projects (socialization processes with the producers and among consumers, proximity with nature, information on the product and process VS. the current mainstream criteria "quick, cheap and easy").

b) Incremental vs. transformative type of change

Further we have observed with LFS the same type of fragmentation phenomenon than with other cases related to Alternative Food Networks (AFN), like organic food, fair trade, etc. There is a fragmentation of the niche according to two perspectives: enhancing the regime with elements from the niches leading to incremental change vs. actors who wants to stick to the original, more radical perspective, including the generation of "*continued pressure from a renewed niche alternative*. » (Smith, 2006, p.455).

On the one hand niches are influencing the current system through the transfer of compatible elements as illustrated by an analysis of sustainable consumption through the cultural perspective stating that some sustainable initiatives, like organic food, gather elements from the three 'cultures' (hierarchist, egalitarian, individualist), but that only aspects compatible with the dominant culture (i.e. individualist) were supported by current sustainable consumption policies: "*the mainstream has superficially adopted the niche consumption market for organic food, but has done so in a way which keeps the technical point (not using pesticides or fertilisers in growing) but discards the essence of the project – namely to promote a different relationship between people and food and land."* (Seyfang, 2003, p. 21).

On the other hand, certain niches propose a radical alternative, and therefore have a low compatibility with the current system and low potential of transfer. However, they could also influence the system as alternative model to be promoted with regard to their exemplary and critique function. In the light of the work of Sophie Dubuisson-Quellier (2009), LFS initiatives can be studied as (social) movements, which have a demonstrative role as alternative to market, i.e. showing that "it is possible to act differently". Similarly, Seyfang (2003) concludes that alternative/marginalised cultures and institutions (i.e. niches) should be empowered and protected to maintain the social critique and the demonstration that other lifestyles and consumption patterns are possible/available.

Therefore, we argue that a transition process needs at the same time (1) supporting radical niches aiming at potential radical transformations of the current regime, or at least which endorse an exemplary role and (2) at picking 'fragments' of niche which are compatible with the regime. So far, we assume policies mainly support the transfer of some technologies which do not cause too much disruption in the mainstream socio-technical context and have a low transfer cost. This, at first sight, does not seem compatible with LFS which propose alternative modes of provision unlikely to fit with the current regime configuration.

c) The institutionalization of social innovation

Based on the literature review and using the model of Malo and Vezina (2009) theorizing the institutionalization process of social innovations, we found some hints that certified labelling contributes only to one type of institutionalization, one type of development pathway for the niche out of three ideal-typical pathways.

In brief, according to the model of institutionalization of social innovations, in order to diffuse beyond the network/community of origin, the innovation will necessarily go through an institutionalization process with growing pressure towards **standardization** (crystallization of *legal/juridical frame*, a *hierarchical/organizational structure*,

specific roles and tasks and *specialization* at a central level, *normalization* of the products, *certification* procedures, etc.). Beyond unavoidable standardization, this process can lead to three types of institutionalization: **banalisation** at the expanse of the original principles and values of the innovation and towards the adaptation to the dominant institutional frames; **focalisation** in reaction to banalisation, with a re-focus on the original ideas and differentiation from the mainstream frames; and finally **hybridation** which is an intermediary stance aiming at constantly *reinventing* the activity, the practices, the arrangements in order to maintain the alternative character of the practices w/r to the mainstream actors. This model is quite similar to other innovation models, including TM and SI; however it does discuss the missing 'social dimension', which gives a heuristic to understand the development of such socio-cultural niches as LFS.

In the historical evolution of fair trade (Malo et al, 2009) and organic food (Smith, 2006), and as can also be observed for LFS-type of initiatives, at some point of development of the social innovation there is a fragmentation between a standardization/banalisation strand and a focalization strand, i.e. between incremental vs. radical strategies of transition. On the one hand, some niche actors measure the success and development of the niche in terms of the diffusion of provisioned quantities or in terms of consumers having integrated the niche. As a consequence, they strive at integrating the markets and public rules to compete with conventional actors. On the other hand, other niche actors conceive the success and development of the niche as the diffusion of the core ideas and values embedded in the original innovation addressing people as citizens rather than as consumers. As a consequence, they distrust mainstream market and public norms and prefer e.g. the multiplication of small-scaled initiatives where concrete involvement in organization and reflection is still an important requirement to the "members".

The examples of labelling and subsidies - as the most conventional public policy instruments - have been widely debated among Fair trade, organic or LFS movements. Opposition emerges notably between pros and contras around the effects of such instruments on the autonomy of the niche with regard to initial priorities of the niche (relational trust against official standards). In the case of certification, we see that certified labelling is an important step in the necessary standardization process of the niche, contributing to homogenisation of standards, rules, specialisation of roles and finally leading to increase attention and recognition and thus in an increase in market share. However, certification also has counter-productive effects when standards are kept lower than expected by niche actors. Difficult bargaining processes with powerful regime actors, combined to low production capacity of the niche actors to fulfil a fast growing demand, generate the opportunity for mainstream market actors to overtake the niche, finally leading to banalization. Such examples of niche governance show that the potential instruments to support LFS can be different according to the conception of the type of development awaited from such niche. Building coherent and effective policies requires understanding what obstacles and opportunities actually are perceived by niche actors and by public actors.

More generally, LFS-type of initiatives usually do not fit with existing legislation (with the recurrent example of sanitarian rules) as norms are conceived for (and with) the dominant actors, namely the agro-food and retailing industry. The institutional adaptiveness is thus a key dimension in the study of transition processes towards a more sustainable food system.

3. Case Study: Measures and actors network around Belgian Community-Supported Agriculture (CSA) initiatives

The field work is now ongoing. We have narrowed the focus of the research on the Belgian Community-Supported Agriculture (CSA) systems (Voedselteams in Flanders, GAC in Wallonia and GASAP in Brussels). We mainly deal with the interactions between CSA initiatives and the regimes actors, namely the public authorities, the market actors and the professional associations of the agro-food sector. The final objective is to end with a set of potential measures to support the development of CSA systems.

Therefore the first task has been to identify existing measures and actors which have an influence on CSA systems and assess them as obstacles or opportunities for the development of the CSA systems. This network of actors network surrounding Belgian CSA gathers an important numbers of individual people or organisations; for example, at the public level: municipalities, regional, federal and European cabinets, civil services, agencies and councils in the field of agriculture and food security; or at the private level: consumers, individual producers, professional organisations,

federations and trade unions of farmers, organic certifiers and actors of the agro-food industry (transformers and retailers).

Based on the first sketches of the LFS network in Belgium, we are interviewing the different types of actors in order to identify more clearly the constraints and drivers of LFS, and particularly CSA development. In order to synthesize these interview outputs, we use a matrix instruments-effects to classify existing and potential measures:

- according to policy instruments categories : legislative and regulative, economic and fiscal, informational, norms and standards, direct supply, laissez-faire; and
- according to their influence, as obstacle or opportunity, on the development ('up-scaling') of LFS.

The first empirical results[3] show that CSA initiatives are actually surrounded by a large amount of institutions, usually in the larger context of short circuit initiatives (direct sale at the farm, farm shops, farmer markets, etc.). 'Short-circuit' is indeed an increasing trend already promoted by several existing measures, lead e.g. by regional civil services or farmer's trade unions. For example, the CAP pillar addressing rural development does include short circuit in the supported portfolio of activities. CSA initiatives are technically included in such measures, however they don't appear to be the most promoted initiatives in the realm of short circuit and European responsible don't seem to be aware of this form of short circuit initiatives[4].

Furthermore, a lot of French and Belgian CSA groups want to preserve their autonomy and the self-organisation characteristics of Local Food Systems: most internal discussions around grants or organic certification show reluctance with regard to such traditional policy instruments. The fear of being "hijacked" from their initiatives by politicians or by market logics is very pronounced among CSA members and promoters. Similarly, their vision of development is quite moderated in terms of number of CSA, even if the demand is very strong.

For this reason, we can presume that efforts could be focused on policy instruments and measures addressing the factors influencing a favourable context for the development of short circuit and CSA in particular, rather than creation or organisation of CSA by state actors. As the main obstacles seem to be linked to the supply side (access to ground, administrative and financial burden linked to sanitarian rules, and so on), measures facilitating the creation of small farms could be positively considered.

Those very preliminary results encourage us to further draw the network of actors who, consciously or not, are influencing the development of CSA initiatives. This will allow us to identify the most important node of interactions and develop potential innovative measures to support CSA in collaboration with the relevant actors.

At this stage of the research, first observations, to be confirmed, shows that: The Belgian landscape of CSA-like initiatives does present three different types or stages of niche development: 1) the Walloon CSA's used to be rather isolated autonomous rural producers-led initiatives, following the traditional logic of cooperatives, even if they are now on the way towards stronger network building (through organisations linked to trade unions and other non-profit making organisations); whereas Brussels and Flemish CSA's are more urban consumers-led initiatives initially meant to support local farming. However the Brussels and Flemish case differentiate with regard to their relation to power and w/r to the level of institutionalization: 2) the Flemish 'Food-teams', even if concretely made of hundreds (120) of small quite autonomous groups (10 to 20 persons) are strongly embedded into a structured network with clear roles and rules and with an accepted objective of up-scaling in order to provide a robust pool of demand for local farmers. 3) Whereas Brussels '*Groupes d'achats solidaire'* (solidar buying groups) are currently less structured and more reluctant w/r to State-related help, as well as w/r to the up-scaling objective.

We hypothesize that transition towards more sustainable agro-food systems will require at the same time the actions of focalized niches carrying a strong alternative message, with an example role; as well as more standardized niches touching more people but with a weaker alternative message. The second hypothesis is that each of these types of niches

[3] Document review, 12 face to face and phone interviews with federal, regional and municipal actors, as well as assistance to multiple CSA meetings.
[4] Interview at DG Agri (February 2010) ; results to be confirmed.

could require specific mixes of governance instruments, including the no-action option; i.e. some initiatives will be better off if authorities just go on ignoring them.

BIBLIOGRAPHY

Dubuisson-Quellier, Sophie (2009), *La consommation engagée*, Sciences Po. Les Presses, Paris

Dubuisson-Quellier, Sophie (2009b), Entretien avec Sophie Dubuisson-Quellier, dans le cadre de la parution de l'ouvrage *La consommation engagée* (les presses de sciences po, 2009) 18-06-2009 ttp://www.cso.edu/fiche_actu.asp?actu_id=772

Dubuisson-Quellier, Sophie, Lamine, Claire (2008), 'Consumer involvement in fair trade and local food systems : delegation and empowermentregimes', in *GeoJournal*, 73, pp.55-65

Goodman, D., Goodman, M., « Alternative food networks » in Kitchin, R., Thrift, N., *Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, Oxford, 2008.

Guthman, Julie, "Commodified meanings, meaningful commodities: Re-thinking production-consumption links through the organic system of provision", *Sociologia Ruralis*, Vol.42 (4), 2002, pp. 295-311

Holloway, Lewis et al (2007), "Possible food economies: a methodological framework for exploring food production-consumption relationships", *Sociologia Ruralis*, vol. 47, n°1, 19p

Le Gales, Patrick (1995), "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine", Revue Française de Sciences Politiques, n°45 (1), pp.57-95

Malo, Marie-Claire, Audebrand, Luc K., Camus, Annie, Legault-Tremblay, Pierre-Olivier (2009) 'Le processus d'institutionnalisation du commerce équitable', CRISES. Collection Études théoriques, n° ET0905, 16p.

Marsden, Terry et al (2000), "Food supply chain approaches: exploring their role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n°4, pp. 424-438

Mathijs, Erik, Van Hauwermeiren, Annelies, Engelen, Gert, Hannelore Coene, *Instruments and institutions to develop local food systems : final report*, Belgian Science Policy, Brussels, 2006.

Moulaert, Frank, Martinelli, Flavia, Swyngedouw, Erik, Gonzáles, Sara, 'Towards alternative model(s) of local innovation, *Urban Studies*, Vol.42, n°11, 2005, pp.1969-1990

Paredis, Erik, Crivits, Maarten, Bauler, Tom, Mutombo, Emilie, Boulanger, Paul-Marie, Lefin, Anne-Laurence, (2009) *Construction of Scenarios and Exploration of Transition Pathways for Sustainable Consumption Patterns, Final Report Phase 1*, Brussels, Belgian Science Policy, 91p.

Seyfang, Gill, "From Frankenstein foods to veggie box schemes: sustainable consumption in cultural perspective", *CSERGE Working Paper*, EDM 03-13, University of East Anglia – Center for Social and Economic Research on the Global Environment

Smith, Adrian (2004), "Governance lessons from green niches: the case of eco-housing", Paper first presented to the *Economic and Social Research Council's Sustainable Technologies Programme workshop on Governance, Technology and Sustainability*, Open University, Milton Keynes, 7-8 September 2004.

Smith, Adrian (2006), "Green niches in sustainable development: the case of organic food in the United Kingdom", *Environment and Planning C: government and Policy*, vol. 24, pp. 439-458

Smith, Adrian, Stirling, Andy, Berkhout, Frans (2005), "The governance of sustainable socio-technical transitions", *Research Policy*, vol.34, pp. 1491-1510

Spaargaren, Gert (2003), "Sustainable consumption: a theoretical and environmental policy perspective", *Society and Natural Resources*, vol.16, pp. 687-701

Venn, Laura et al (2006), Researching European 'alternative' food networks: some methodological considerations, *Area*, 38.3, pp. 248-258

Hoe ziet onze voeding eruit in 2050 ?
Thema's uit een scenario-oefening over duurzame voedselconsumptie

Brussel, 4 april 2009, Seminarie "Milieu-impact van voedingsproducten", FEVIA

Erik Paredis, Maarten Crivits[1]
Centrum voor Duurzame Ontwikkeling
Universiteit Gent
http://cdo.UGent.be
CONSENTSUS wiki http://consentsus-project.pbwiki.com

Er bestaan veel goede science fiction boeken en verhalen waarin over hedendaagse ontwikkelingen en hun consequenties nagedacht wordt. Een voorbeeld is *Neuromancer*, van William Gibson, waarin al in 1984 het begrip *cyberspace* wordt geïntroduceerd en met de mogelijkheden van netwerken en informatietechnologie geëxperimenteerd wordt. Terwijl veel van de concepten en terminologie nu gemeengoed geworden zijn, was het boek in 1984 zijn tijd zover vooruit dat alleen ervaren SF-lezers en computerspecialisten de finesses begrepen. In andere SF-verhalen worden alternatieve werelden naast elkaar gezet en op die manier met elkaar vergeleken. Eén van de klassiekers op dat vlak is *The Dispossessed* (1974) van Ursula le Guin. Eén van de redenen waarom het boek zo bekend is geworden, is dat het op twee zusterplaneten verschillende maatschappijen met elkaar confronteert. De planeet Urras wordt gedomineerd door twee rivaliserende maatschappijen: een ver doorontwikkelde kapitalistische maatschappij, en een staatsgeleide, communistischachtige maatschappij. Op de maan Anarres hebben kolonisten een derde groot alternatief ontwikkeld, een samenleving gebaseerd op anarchistisch gedachtegoed en met ecologische grondslagen, want ze leven op een dorre planeet en moeten dus zeer voorzichtig met de ecosystemen omspringen. Doorheen haar verhaal en de ontwikkeling van haar personages beschrijft Le Guin hoe de maatschappijen georganiseerd zijn, hoe de mensen van dag tot dag leven, en doet ze de lezer nadenken over voor- en nadelen van de verschillende ontwikkelingen. Op het anarchistische Anarres kan wie honger heeft bijvoorbeeld een soort restaurants-refters binnenlopen en mee aan tafel schuiven.

1. Toekomstdenken, duurzaamheid en voedselscenario's

In het CONSENTSUS-project hebben we iets vergelijkbaars gedaan als Le Guin. Natuurlijk niet even fantasierijk en verhalend, en ook niet doordenkend op hoe een kapitalistische of anarchistische wereld er kunnen uitzien als je een aantal principes consequent doortrekt en niet teveel mengvormen toelaat. Maar we hebben wel proberen nadenken over hoe een wereld eruit zou zien waarin je een bepaalde duurzaamheidsstrategie consequent toepast gedurende een paar decennia, zonder die teveel te mengen met andere mogelijke strategieën. Het CONSENTSUS-project heeft dat geprobeerd met drie strategieën, toegepast op consumptie, en meer specifiek op voedselconsumptie.

Waarom consumptie? Omdat dit het terrein is waarop binnen het duurzaamheidsdenken het minste werk verricht is. Het is ook een gevoelig terrein dat als persoonlijk vrijheid van mensen ervaren wordt, waarin de overheid ook niet graag (meer) intervenieert, omdat dat al gauw als betuttelend ervaren wordt. Toch is het ook één van de

[1] Het CONSENTSUS-project is een onderzoeksproject, gefinancierd door Federaal Wetenschapsbeleid, waarin drie onderzoeksteams samenwerken: Centrum voor Duurzame Ontwikkeling (UGent – Erik Paredis, Maarten Crivits), Centre d'Etudes du Développement Durable (ULB – Tom Bauler, Emilie Mutombo) en de onafhankelijke studiegroep Institut pour un Développement Durable (IDD – Paul-Marie Boulanger, Anne-Laurence Lefin). De scenario-oefening die in deze tekst beschreven wordt, is dus een groepsresultaat – waarvoor dank aan alle collega's. De reflecties en vertaling naar transitietheorie zijn voor onze rekening. CONSENTSUS hield zich tijdens 2007 en 2008 voornamelijk bezig met de mogelijkheden van scenario's als beleidsinstrumenten voor duurzame ontwikkeling. In een eigen scenario-oefening werden drie voedselscenario's uitgewerkt. Tijdens 2009 en 2010 wordt de aandacht verlegd naar systeeminnovaties, transities en transitiemanagement vanuit het perspectief van de voedselconsument. CONSENTSUS staat voor "CONstruction of ScENarios and exploration of Transition pathways for SUStainable consumption patterns".

grote probleemvelden voor duurzaamheid: als over de hele wereld consumptieniveaus en levensstijlen naar elkaar toegroeien met onze westerse levensstijl als voorbeeld, dan zal de impact op het gebruik van natuurlijk hulpbronnen, op de ecosystemen die daaraan ten grondslag liggen, en op de verdeling van het gebruik van die milieugoederen enorm zijn. Nadenken over de duurzaamheid van consumptie is dus minstens uitdagend te noemen: het is nog een betrekkelijk open terrein, het ligt gevoelig, maar omwille van de impact is het ook belangrijk.

Hoe denk je na over de toekomst van consumptie, in ons geval over de toekomst van voedselconsumptie? We hebben gekozen voor een methode die bij ons in België nog maar weinig is toegepast, zeker in verband met duurzaamheidsthema's, en dat is de methodiek van ontwikkeling van exploratieve toekomstscenario's. In het buitenland is men daarmee veel vertrouwder, maar bij ons is de ervaring nog erg beperkt. Dit soort scenario's kunnen ten eerste als een leerinstrument bekeken worden: door mogelijk toekomstige ontwikkelingen te schetsen, ga je het thema verkennen, problemen en mogelijkheden beter zien, gaan misschien vastgeroeste ideeën wijzigen en nieuwe inzichten opduiken. Scenario's leveren discussiemateriaal op over de vraagstukken waarmee we momenteel geconfronteerd worden. Ten tweede kunnen zo'n scenario's gebruikt worden in het beleid van een overheid, van bedrijven of sociale organisaties, namelijk om zich beter bewust te zijn van mogelijk toekomstige ontwikkelingen en er zich beter op te kunnen voorbereiden. Eén van de bekendste voorbeelden blijft hier Shell, dat dankzij zijn scenario-oefeningen in de loop van jaren zeventig beter voorbereid bleek te zijn op de oliecrisissen dan de concurrentie.

De onderzoeksgroepen die in CONSENTSUS meewerken zijn geïnteresseerd in de duurzaamheid van huidige en toekomstige ontwikkelingen. De scenario-oefeningen moesten dus relevante inzichten kunnen aanbrengen over strategieën voor duurzaamheid. Duurzame ontwikkeling draait rond enkele grote doelstellingen: goede levenskwaliteit bereiken, binnen de ecologische draagkracht blijven, een rechtvaardige verdeling van rijkdommen realiseren, en dat alles nu en later, hier en elders. In de literatuur over duurzame ontwikkeling zijn een aantal grote strategieën te onderscheiden om die doelstellingen dichter te brengen:

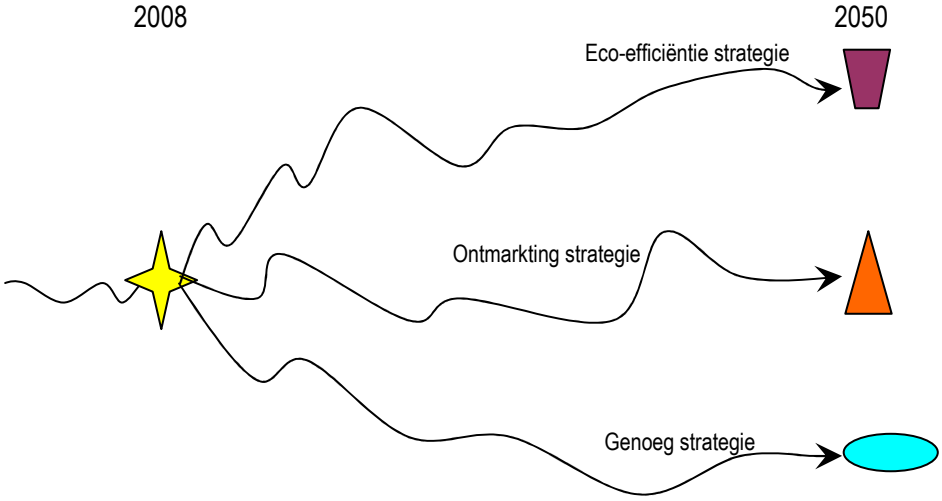
1. een eco-efficiëntie strategie ("eco-efficiency" in het Engels): de strategie richt zich in eerste instantie op een drastische vermindering van de milieu-impact van producten en processen, sterk gebaseerd op technologie en wetenschappelijk onderzoek, en via concurrentie in een geglobaliseerde markt. Het bedrijfsleven is de voornaamste actor.
2. een genoeg strategie ("sufficiency"): gericht op hoge levenskwaliteit bereiken met minder materiële consumptie, andere levensinvulling met meer aandacht voor tijd, relaties, gezondheid, kwaliteit, welzijn in plaats van welvaart. De bedoeling is dat niet alleen op individueel niveau te realiseren, maar maatschappelijke instituties te hebben die zo'n strategie mogelijk maken.
3. een ontmarkting strategie ("decommodification"): gericht op onder controle houden van vermarkting en op vermindering van invloed van wereldmarkten. Goederen en diensten die nu aangeboden worden op de markt, worden hierin gedeeltelijk uit de (wereld)markt genomen, door bijvoorbeeld ontwikkeling van lokale distributiesystemen, van gemeenschapsvoorzieningen, aanbod door de overheid, of zelfs voorziening op huishoudniveau.
4. een herverdelingsstrategie ("redistribution"): gericht op herverdeling van welvaart en gelijke toegang tot natuurlijke rijkdommen. Omdat in een ecologische begrensde wereld de welvaartskoek niet kan blijven groeien, wordt omwille van rechtvaardigheidoverwegingen herverdeling noodzakelijk.

Voor CONSENTSUS zijn er scenario's uitgewerkt over voedselconsumptie op basis van de eerste drie strategieën. Dat is o.a. gebeurd tijdens twee workshops met voedselexperts, daarna een verdere uitwerking door het onderzoeksteam, en nog een terugkoppeling naar de voedselexperts. In een laatste fase zijn een hele reeks stellingen die typerend zijn voor de afzonderlijke scenario's, geselecteerd en voorgelegd aan een panel van een 45-tal mensen die op verschillende niveaus met duurzaamheid bezig zijn (voornamelijk mensen uit de kringen rond de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling).

2. Drie werelden en hun voedselconsumenten

De vertrekvraag voor de scenario's was: "Stel dat vanaf heden gedurende enkele decennia één bepaalde duurzaamheidsstrategie gevolgd wordt, hoe ziet de voedselconsumptie er dan uit tegen pakweg 2050?" Op basis van de drie strategieën creëer je zo drie parallelle werelden waarin telkens op een andere manier met voedsel

wordt omgegaan. Voor een overzicht van de belangrijkste inhoudelijke lijnen van de verschillende werelden, verwijzen we naar de bijlage. We geven hier een korte beschrijving.
De eerste parallelle wereld is een op eco-efficiëntie gerichte wereld. Een mondiaal georganiseerd bedrijfsleven speelt hierin een grote rol. De landbouw is een technologische, hoogproductieve precisie-landbouw geworden, met een belangrijke rol voor GGO's, o.a. om exotische soorten lokaal te produceren. Voeding is overwegend bewerkt door de industrie en kan op maat van de individuele consument gemaakt worden. Er is een hoge beschikbaarheid van voeding van overal ter wereld, op elk tijdstip, maar via een hoog-efficiënt distributiesysteem. Vleesproductie houdt rekening met de ecologische voetafdruk en gebeurt zo efficiënte mogelijk (zoals in varkenstorens). Een deel van de vleesconsumptie is vervangen door op vlees lijkende substituten, geproduceerd in laboratoria. Thuis koken gebeurt nog weinig; eten maken is onderdeel van de diensteneconomie. Keukens zijn daardoor minimaal uitgerust, vooral bedoeld om voorbereide gemaksvoeding "à point" te brengen. Dankzij wetenschappelijk onderzoek zijn deze maaltijden afgewogen en gezond, o.a. doordat vet en suiker door alternatieven zijn vervangen. Take-away en uit gaan eten in gespecialiseerde restaurants is algemeen ingeburgerd. De consument in deze wereld kijkt vooral naar de prijs-kwaliteit verhouding, is een genieter, heeft een groot vertrouwen in industrie en wetenschap, maar heeft weinig tot geen invloed op het voedselsysteem. De consumentencultuur is globaal en homogeen.



Figuur 1. Onder invloed van verschillende duurzaamheidsstrategieën verandert de structurele basis en de socio-culturele 'kleur' van een samenleving en de manier waarop voedsel geproduceerd en geconsumeerd wordt.

Een tweede parallelle wereld is gegroeid vanuit een volgehouden ontmarkting-strategie. In deze wereld spelen lokale overheden en gemeenschappen een grote rol in de organisatie van voedselproductie en -consumptie. Biolandbouw, lokale productie en consumptie, stadslandbouw staan centraal, waarbij iedereen op een of andere manier deelneemt in de voedselketen. Zelfvoorziening is hoog, zodat er korte ketens zijn. Er is een soort "lokale menu-werkgroep" die in de loop van het jaar productie en consumptie op elkaar probeert af te stellen. Voedsel wordt weinig bewerkt en vers bereid; vleesverbruik is sterk verminderd. Collectieve, lokale keukens verzorgen maaltijden, zodat er thuis nog weinig gekookt wordt. Mensen eten soms thuis, soms in de lokale voedselhub. De consument is een bewust en actief burger geworden, bij wie de vraag naar voedsel bepaald wordt door wat lokaal aanwezig is. Hij heeft een groot engagement in de voedselketen want hij voelt zich er mede verantwoordelijkheid voor en doordat hij die rol ook wil opnemen, kan zijn invloed groot zijn. De consumentencultuur is regionaal en specifiek voor een maatschappij.

De derde parallelle wereld is het resultaat van een doorgedreven genoeg-strategie. De productie is een mengvorm van lokale en stadslandbouw, met beperkte productie voor de wereldmarkt, waarbij constant gewaakt wordt over limieten en de draagkracht van ecosystemen. Markten kunnen binnen die grenzen werken, maar functioneren op basis van geformuleerde maatschappelijke behoeften en gebruikswaarde van producten. Koken is zeer populair en tot een kunst verheven bij vele mensen, en in goed gezelschap met alle zintuigen van voedsel

genieten, wordt hoog gewaardeerd. De samenstelling van het menu is divers, maar exotisch voedsel is een luxeproduct; vleesverbruik is sterk geminderd. Excessen worden sociaal niet gewaardeerd. Sommige mensen gebruiken een technologisch hulpmiddel dat hen helpt om gezond en voldoende te eten. De consument in deze wereld baseert zijn consumptiebeslissingen op wat hij echt nodig heeft en is zich daar ook sterk van bewust. Hij is een hedonist, maar van het bescheiden soort, met een grote zelfkennis en een persoonlijke kijk op voedsel. De consumentencultuur is gericht op bedachtzame voldoening.

Misschien levert dit alles vermakelijk leesmateriaal op, maar slaat het ook ergens op? Zijn dit soort oefeningen louter fantasie, of hebben ze ook een band met de realiteit? En wat valt eruit te leren voor het heden?

Het is duidelijk dat dit soort scenario's niet de toekomst voorspellen, maar er valt wel op verschillende manieren iets van te leren. Een eerste manier om hieruit iets te leren, is de resultaten voorleggen aan groepen mensen en bekijken in welke mate ze zich herkennen in de werelden die geschetst worden. Een tweede manier om iets te leren, is evalueren welke grote discussiethema's over de ontwikkeling van voedselconsumptie naar voren springen en van daaruit na te denken over beleidsconsequenties of implicaties voor bedrijfsleven, landbouw, consumentenorganisaties enzovoort.

Laten we beginnen met de eerste aanpak: deze verhalen laten beoordelen. In de herfst van 2008 hebben we op basis van de verhalen een reeks stellingen gedistilleerd en die voorgelegd aan een panel van een 45-tal personen, voornamelijk mensen die op een of andere manier betrokken zijn bij de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling. Dat gebeurde aan de hand van de zogenaamde Q-methodologie, een methode waarbij de deelnemers gevraagd wordt de stellingen te rangschikken van waarmee ze het meest akkoord gaan tot waarmee ze het minst akkoord gaan, maar op zo'n manier dat een normale verdeling ontstaat. Met behulp van statistische analyse kunnen dan groepen mensen samengesteld worden die vergelijkbare meningen delen, maar voor elke stelling kan ook bekeken worden in welke mate ze een element van consensus of van conflict is. Wat hebben we geleerd van de Q-methodologie?[2] We focussen op een paar grote lijnen.

Ten eerste blijkt dat deze werelden werkelijk "bestaan" in de hoofden van mensen, of toch zeker bij mensen die bij het duurzaamheidsdebat betrokken zijn. Als mensen over de toekomst van voeding denken, dan "zien" ze beelden en verhalen in de lijn van wat boven geschetst is (uiteraard niet met dezelfde details). In de statistische analyse vinden we duidelijk een groep mensen die zich herkent in eco-efficiëntiestellingen (zoals "Op voorwaarde dat de juiste prikkels aanwezig zijn – productnormen, labels, belastingen – is een goed functionerende markt voldoende om duurzame voedselconsumptie te garanderen."). Een andere duidelijk afgebakende groep gaat voor het ontmarkting-model (met stellingen zoals "Diversiteit moet bekeken worden als herontdekken van vergeten lokale producten, in plaats van als een aanbod van exotische producten"). En tenslotte is er een genoeg-groep ("Met zorg een maaltijd bereiden is er al van genieten"), al heeft die ook wat elementen van de ontmarktingzijde (zoals het belang van het lokale). Als onderzoeker is het een geruststelling dat deze groepen te herkennen zijn, omdat zo bevestigd wordt dat de drie duurzaamheidsstrategieën waarop de scenario's gebouwd zijn, wel degelijk relevantie hebben. Of het een even grote geruststelling is vanuit beleidsperspectief is een andere zaak. Het maakt minstens duidelijk dat er bij mensen die in het duurzaamheidsdebat betrokken zijn, verschillende visie bestaan op de toekomst van voeding. Meningsverschillen betreffen o.a. de rol van markten, het belang van keuzevrijheid, hoe voedsel tot bij de consument komt.

Bestaat er ook consensus? Met behulp van de Q-methodologie kunnen de stellingen gezocht worden waarrond er zich eensgezindheid aftekent tussen alle drie de groepen. In zekere zin kan dit beschouwd worden als een basis van waaruit een beleid kan vertrekken. De consensus is niet breed, maar bouwt voornamelijk op drie elementen: voedsel met de hoogste milieudruk moet ook het duurst zijn (m.a.w. internalisering van externe kosten), al vanaf de lagere school moeten mensen vertrouwd worden gemaakt met alle aspecten van de voedselketen, en mensen hebben ook een persoonlijke verantwoordelijkheid in het realiseren van duurzame consumptiekeuzes.

[2] De analyse van de Q-methodologie is binnen het onderzoeksteam vooral het werk geweest van Anne-Laurence Lefin en Paul-Marie Boulanger van IDD.

3. Nadenken over voedselkeuzes

We hebben boven kort vier duurzaamheidsstrategieën beschreven (waarvan er drie in de voedselscenario's gebruikt zijn). In de literatuur over duurzame ontwikkeling word regelmatig gezegd dat een duurzaamheidsbeleid[3] een mengvorm van de verschillende strategieën moet inhouden. In de praktijk is één strategie momenteel overheersend, en dat is de eco-efficiëntie strategie. Als de andere strategieën nauwelijks bekend zijn, wordt het uiteraard ook moeilijk interessante elementen daaruit in een beleid te verwerken. De CONSENTSUS-scenario's kunnen bijdragen aan een beter begrip van de verschillende strategieën. De minder bekende worden mee op de kaart gezet en dat vergroot de beleidsopties. Daarnaast biedt het een eerste zicht op mogelijkheden en beperkingen van de verschillende strategieën, maar meer denkwerk hierover is zeker nodig. Bovendien zijn niet alle keuzes die de verschillende strategieën impliceren, zomaar met elkaar te verenigen. Je kunt bijvoorbeeld niet én ongelimiteerde keuzevrijheid hebben én een keuze die regionaal beperkt is. We bespreken hierna kort enkele controversiële keuzes, waarmee ook de voedselindustrie te maken heeft.

Van een paar voedselkwesties is het opmerkelijk dat ze in alle drie de werelden op vergelijkbare wijze geproblematiseerd worden. Zoals al gezegd, komt de internalisering van externe kosten telkens terug. Dit is een principe dat in het discours van veel actoren in het duurzaamheidsveld is opgenomen, maar in de praktijk zijn er tot nu toe weinigen happig om ook maatregelen te nemen om internalisering te realiseren. In de praktijk betekent het immers dat er een prijs geplakt moet worden op allerlei vormen van milieugebruik, bijvoorbeeld door bepaalde belastingstarieven in te voeren, via een systeem van verhandelbare emissierechten, of langs het afschaffen van milieuschadelijke subsidies. De voedsel- en duurzaamheidsexperts die in de scenario-oefening of de Q-methodologie geparticipeerd hebben, laten echter weinig twijfel bestaan over de noodzaak van stappen in deze richting.

Een minstens even gevoelig thema is vleesconsumptie. Enkele weken geleden verklaarde iemand van de Vlaamse landbouwadministratie in een interview: "Misschien moeten we op termijn ook durven nadenken over onze vleesconsumptie. Eén dag per week geen vlees eten, is geen doodzonde."[4] Aangezien vleesmatiging momenteel een politiek taboe is, moet dit allicht als een dappere uitspraak geëvalueerd worden. Het is wel zowat het omgekeerde van wat in de drie scenario's vervat zit: in 2050 is geen vlees eten de normaalste zaak van de wereld, en af en toe wel vlees eten is geen doodzonde. Dat geldt voor alle drie de scenario's, waarbij in het eco-efficiëntie scenario expliciet is ingewerkt dat er sterk op vlees lijkende substituten beschikbaar zijn, zodat het verschil voor de consument nauwelijks merkbaar is. Hoewel er op vele andere punten afwijkingen bestaan tussen de scenario's, wijst de sterk gelijklopende visie op vlees in een duurzaam voedselpatroon er op dat de betrokken voedsel- en duurzaamheidsexperts de omvang en aard van de huidige vleesconsumptie problematisch vinden. In feite is dit niet te verwonderen als we teruggrijpen naar de definitie van duurzaamheid van boven: voeding moet dan bijdragen aan levenskwaliteit, maar binnen ecologische draagkracht en rekening houdend met rechtvaardige verdeling wereldwijd. Onze huidige vleesproductie en -consumptie is dan onmogelijk als voorbeeld te stellen en te reproduceren op wereldschaal wanneer we tegen 2050 een wereldbevolking van 8 à 9 miljard willen voeden. Hetzelfde geldt overigens voor visproductie en –consumptie. Een mogelijke manier om deze discussie te openen, is door de keuze vlees/niet-vlees ruimer te kaderen in de noodzaak van een eiwittransitie[5]. Dan kan onderscheid gemaakt worden naar soort eiwitbron, herkomst en verwerking, en worden dus ook o.a. plantaardige alternatieven en zuiveleiwit op duurzaamheid gescreend. Maar of we het nu een eiwittransitie noemen of niet, minder vlees zal er sowieso aan te pas komen.

Een punt waarop de visies tussen de scenario's grondig verschillen is de vrijheid van keuze en de beschikbaarheid van voedsel. In het eco-efficiëntiescenario wordt ervan uitgegaan dat het mogelijk moet zijn alle voedingsproducten aan te bieden het hele jaar door, en dat dat ook door de consument gevraagd wordt. Er wordt hierin wel van GGO's gebruik gemaakt om producten die niet op eco-efficiënte wijze van ver ingevoerd kunnen worden, lokaal te produceren. Met GGO's, maar ook met efficiënte bewaartechnieken, kunnen ook de seizoenen

---

[3] Met de term 'beleid' verwijzen we hier niet alleen naar overheidsbeleid, maar ook naar strategische keuzes die gemaakt worden in bijvoorbeeld het bedrijfsleven of middenveldorganisaties. De invulling die zij geven aan duurzame ontwikkeling en duurzame voeding bepaalt mee toekomstige ontwikkelingen.

[4] Veerle Campens in *GeVilt*, "Hoe ver kunnen boeren broeikasgas reduceren?", 16/03/2009.

[5] Zie bijvoorbeeld Hoogland, C., te Riele, H., Rotmans, J. (2008), *De Eiwittransitie. Dertig jaar issue, kans op take-off*, Drift/Erasmus Universiteit, Rotterdam.

verslagen worden. Even los van het GGO-debat, is het duidelijk dat deze opvatting over keuzemogelijkheden vrij nauw aansluit bij hoe de voedingsindustrie momenteel functioneert. De andere scenario's tonen andere mogelijkheden en andere prioriteiten bij consumenten. Vooral in het ontmarkting-scenario wordt er veel belang gehecht aan de band met en het vertrouwen in de producent en zijn producten, en daardoor aan korte ketens en lokaal voedsel. De keuze kan verhoogd worden door oude variëteiten en traditionele recepten terug boven te spitten, of door lokaal nieuwe variëteiten en recepten te ontwikkelen. In het genoeg-scenario is keuze wel belangrijk, maar niet tot elke prijs en enkel voor zover ze het nastreven van gematigdheid en evenwicht niet in de weg zit. De consument die in deze twee scenario's opduikt, is zelfbewust en ziet zichzelf niet louter als consument, maar als een "politiek" consument (in Engelstalige literatuur wordt soms de term citizen-consumer gebruikt): iemand die medezeggingschap wil over zijn voeding, bewust en geïnformeerd keuzes tracht te maken. Zeker voor voedsel wil hij die keuzes niet zomaar aan de markt overlaten,want voedsel is een basisbehoefte en basisrecht dat niet enkel van de markt afhankelijk kan zijn.

Een laatste punt dat we nog kort bespreken, is de vraag naar bewerkt voedsel, gemaksvoeding, en bereide maaltijden. Dit is een trend die al jaren in de lift zit en die in het eco-efficiëntie scenario verder doorgetrokken wordt. In de andere scenario's zijn onbewerkt voedsel en verse voeding veel belangrijker. De verschillen in opvatting vertalen zich naar de sociale structuur rond voeding. De trend naar bereide maaltijden en *convenience* food is rechtstreeks gerelateerd aan de veranderende maatschappelijke organisatie van werk, gezinsleven, vrije tijd, kortom aan de tijdsstructurering van de samenleving. Gemaksvoeding – in combinatie met gemaksapparaten zoals de diepvries en de microgolf – laat toe een steeds hectischer leven beter te managen, en de tijd die besteed moet worden aan inkopen doen en eten maken in te korten en individueler te organiseren. In het ontmarkting en genoeg-scenario zien we dat die problematiek op een andere manier wordt opgevangen, ofwel door verse voeding via collectieve restaurants aan te bieden en gemeenschapsleven te herwaarderen, ofwel door kookkunst en rustig van eten en gezelschap genieten te herwaarderen. Dit sluit intuïtief aan bij inzichten van de Britse sociologie Elisabeth Shove die er in haar onderzoek op wijst dat dankzij gemaksapparaten en –voeding iedereen zijn leven individueler kan organiseren, waardoor paradoxaal genoeg de collectieve tijdsordening steeds gefragmenteerder wordt en de vraag naar gemaksapparaten en –voeding verder toeneemt. De milieudruk die daarmee gepaard gaat, kan volgens haar niet onder controle gebracht worden met efficiëntere toestellen, maar vraagt een reflectie op wat we zien als "normale" niveaus van gemak en comfort[6].

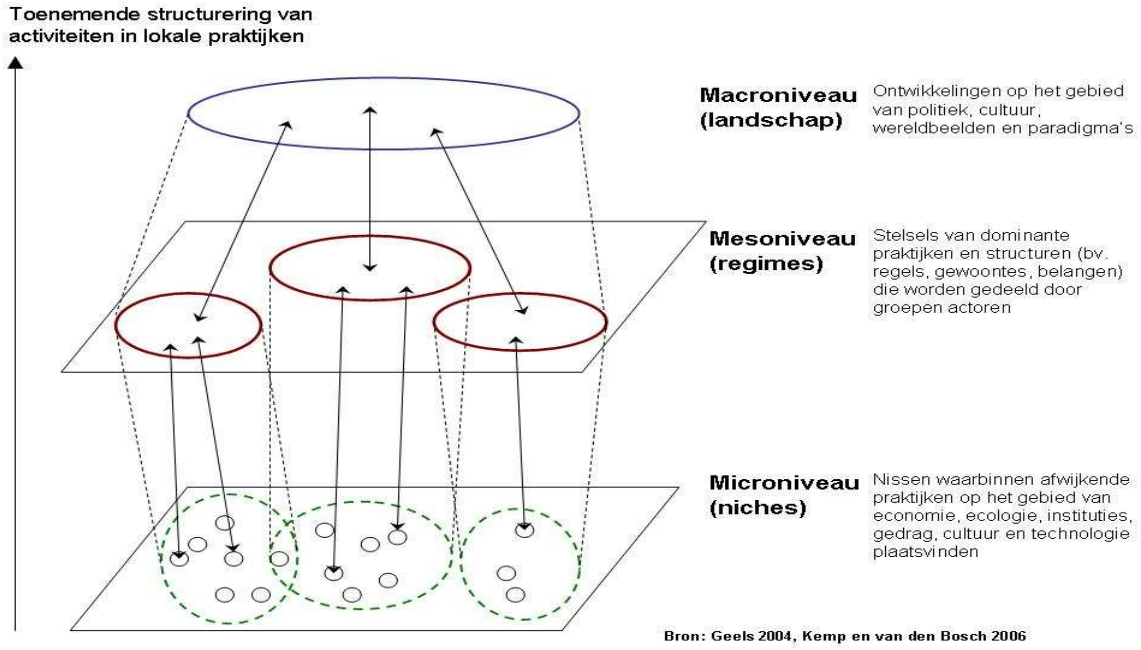
4. Op weg naar een transitie in voeding

Het heeft weinig zin de geschetste scenario's absoluut tegenover elkaar te willen stellen, waarbij het ene de juiste weg zou zijn en de andere foute wegen. Zo zijn ze niet bedoeld en zo werken dit soort oefeningen ook niet. Dit soort scenario's dienen in eerste instantie om mogelijke keuzes en strategieën te verkennen, over implicaties na te denken, denkpistes te openen waarover misschien nog niet of weinig gedacht is. In ons onderzoek hebben we ze daarnaast gebruikt om te testen of de ideeën die geopperd worden ook leven in de samenleving. Behalve om leren en denken te stimuleren, kunnen ze vooral ook dienen om het keuzepalet van een beleid (in ruime zin zoals hierboven) te vergroten. Beleid situeert zich nu hoofdzakelijk binnen het eco-efficiëntiedenken, maar dat heeft zo zijn beperkingen, en met een mix van elementen uit de verschillende strategieën zouden een aantal problemen in de voedselketen misschien makkelijker op te lossen zijn.

Het belang van het openhouden van een diversiteit aan opties op het moment dat een systeem – zoals het voedselsysteem – met hardnekkige problemen worstelt, is één van de belangrijke inzichten uit de theorie over socio-technische systeeminnovaties en transities. Transities zijn grote veranderingen in een maatschappij en in deelsystemen van een maatschappij, waarbij bestaande structuren, instituties, culturen en praktijken worden afgebroken en nieuwe zich ontwikkelen. Het interessante aan transitietheorie is dat het een makkelijk begrijpbaar kader biedt waarmee transities geanalyseerd en beschreven kunnen worden, het zogenaamde multilevel perspectief (MLP)[7] (zie figuur 2). Transities zijn volgens dit perspectief het gevolg van samenkomen van ontwikkelingen op meerdere schaalniveaus: regime, landschap en niche. In de 'niche' zitten de radicale

[6] Shove, E. (2003a), *Comfort, Cleanliness and Convenience. The Social Organization of Normality*, Berg, Oxford/New York.
[7] Zie bijvoorbeeld Geels, F. (2005), *Technological Transition and System Innovation. A Co-Evolutionary and Socio-Technical Perspective*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham.

vernieuwingen, nieuwe manieren om maatschappelijke functies in te vullen. Dat kan betrekking hebben op technologische vernieuwingen (zoals een passiefhuis), maar ook op eerder sociaal-culturele vernieuwingen (zoals voedselteams of auto delen). Het 'landschap' heeft betrekking op grote maatschappelijke evoluties (bijvoorbeeld globalisering), maar ook infrastructuren (zoals energiesystemen) of natuurlijke kenmerken die moeilijk te beïnvloeden zijn en meestal traag veranderen. Het 'regime' tenslotte zou je kunnen omschrijven als de 'normale' manier van dingen doen, en de mensen en systemen die daarvoor zorgen. Het regime voor individueel vervoer wordt sterk bepaald door de auto, dat van energie door fossiele brandstoffen enzovoort.



Figuur 2. Het multilevel perspectief uit de transitietheorie

Met historisch onderzoek laten transitiestudies zien dat transities in maatschappelijke systemen het gevolg zijn van de wisselwerking en co-evolutie tussen deze drie niveaus: 1. door veranderingen in het landschap komt het regime onder druk te staan; 2. daardoor, en door interne tegenstrijdigheden in het regime zelf, kunnen de spanningen in het regime oplopen en openen er zich mogelijkheden ("windows of opportunity") om het regime te veranderen; 3. als niches voldoende ontwikkeld zijn, maken die kans om door te breken en een radicale verandering van het systeem, de daarin betrokken actoren, de cultuur die er heerst, de praktijken enzovoort in gang te zetten. Heel wat case studies, o.a. over de overgang van koets-met-paard naar auto in de VS, van zeilschip naar stoomschip in het Britse oceaantransport, en van steenkool naar aardgas in Nederland hebben het transitieperspectief verder onderbouwd.

De aanwezigheid van een niche op zich is niet voldoende om een transitie in gang te zetten. De processen op regime- en landschapsniveau blijken telkens cruciaal om een doorbraak en uiteindelijk een transitie te kunnen verklaren. Dat is bijvoorbeeld te zien bij de niche van de biologische landbouw, die al decennia lang bestaat, maar nooit uit echt zijn niche is kunnen breken door de sterkte en stabiliteit van de geïndustrialiseerde landbouw. Ook in Zwitserland was dat tot begin jaren zeventig het geval. Maar toen veranderde er iets. Naar aanleiding van enerzijds een aantal ernstige milieuproblemen en stijgend consumentenbewustzijn, en anderzijds de vraag hoe Zwitserland en de Zwitserse landbouw zich moesten positioneren in internationale handelsvraagstukken (t.o.v. de Uruguayronde van de GATT en t.o.v. de EU), werd via regeringsinitiatieven en bottom-up initiatieven binnen het Zwitsers democratisch systeem meer een meer gekozen voor profilering via de kwaliteit van ecologische landbouw in plaats van voor industriële landbouw. In de transitie speelde niet enkel de niche van de biolandbouw een rol, maar ook de concurrerende niche van geïntegreerde landbouw, die door marktoverwegingen van de grootste distributieketen (Migros) was ontstaan. De tweede speler bij de distributeurs, Coop, zette daarna zijn

kaarten vooral op biovoeding. Het gevolg is dat praktisch de volledige Zwitserse landbouw ondertussen geïntegreerd of biologisch is[8].

De specifieke situatie van Zwitserland is natuurlijk niet zomaar te vertalen naar andere landen. Maar wat we wel kunnen constateren, is dat het landbouw- en voedselregime overal ter wereld zwaar onder druk staat. De patronen die in het verleden een rol speelden in transities, zijn ook nu terug te vinden: zware landschapsdruk (bijv. door economische crisis en globalisering, klimaatverandering en andere milieuproblemen, bevolkingsdruk…), groeiende interne contradicties (bijv. de negatieve neveneffecten van de industriële landbouw op economisch, sociaal en ecologisch vlak), de toenemende aanwezigheid van niches (in de productie, maar ook aan de consumptiekant zoals vegetarisme, slow food, raw food en tussen beide in zoals lokale voedselteams en *community supported agriculture*). Het is hoogstwaarschijnlijk dat de landbouw- en voedingssector onder deze en andere omstandigheden een grote transitie zal ondergaan in de loop van de volgende decennia.

Zo'n transitie bereid je niet voor door krampachtig vast te houden aan bestaande structuren en vertrouwde instituties, regels en praktijken. Het komt er net op aan actief opties te verkennen die tot systeeminnovaties kunnen leiden. Omdat we onmogelijk de toekomst kunnen voorspellen en niet weten welke combinatie van factoren uiteindelijk een transitie in gang zet, wordt bij transitiebeleid aangeraden meerdere paden te verkennen, daarover visies te ontwikkelen, experimenten te starten, te leren wat werkt en wat niet. In termen van de CONSENTSUS-scenario's: het heeft weinig zin op dit moment één van de strategieën uit te sluiten, integendeel, ze moeten net in verschillende transitiepaden verder uitgewerkt wordt. Het voorbeeld van de eiwittransitie maakt dat misschien duidelijker. In plaats van te blijven steken in een ecologisch en sociaal onhoudbare vleesproductie en –consumptie, kan vroegtijdig verkennen van verschillende paden de transitie die er waarschijnlijk toch komt, vereenvoudigen, de herstructureringseffecten kunnen makkelijker opgevangen worden en maatschappelijke voordelen (economisch, ecologisch, sociaal) vroeger benut.

Verschillende transitieonderzoekers hebben er de nadruk op gelegd dat het noodzakelijk is transities zowel langs de productie- als de consumptiezijde te benaderen. De voedselproductie en -verwerking veranderen, heeft weinig kans op slagen als de consument weigert te volgen. Consumenten zijn centrale actoren in transities; pas wanneer zijn hun gedrag aanpassen, kunnen transities werken. In het transitieonderzoek over consumptie staan momenteel twee vragen centraal:

1. op welke manier kunnen de bestaande levensstijlen verduurzaamd worden? De levensstijlen zelf worden hier niet in vraag gesteld, maar de praktijken en routines waar consumenten op terugvallen kunnen wel veel eco-efficiënter. Deze vraagstelling is sterk geassocieerd met het werk van de Nederlandse wetenschapper Gert Spaargaren.
2. wat vinden we momenteel 'normale' levensstijlen en praktijken, op welke elementen is die normaliteit gebouwd, en hoe veranderen de opvattingen over wat we normaal vinden? Deze vraagstelling vertrekt vanuit het werk van de boven al aangehaalde Elisabeth Shove.

Beide benaderingen kunnen als aanvullend beschouwd worden: Spaargaren is op korte termijn te integreren in het huidige marktdenken, Shove op langere termijn nadenkend over herdefiniëring van normaliteit. Transities zullen dan moeten bouwen op verduurzaming van bestaande routines, en/of op verandering en verduurzaming van wat als normaal consumptiegedrag en als normale niveaus van o.a. comfort en gemak beschouwd worden. In de loop van de volgende twee jaren zal het CONSENTSUS-project zich via dit soort vraagstelling verder toeleggen op de consumptiekant van de komende voedseltransitie.

[8] Voor een meer gedetailleerde en genuanceerde beschrijving van deze case, zie Belz, F.-M. (2004), "A transition towards sustainability in the Swiss agri-food chain (1970-2000): using and improving the multi-level perspective", in Elzen, B., Geels, F., Green, K. (eds.), *System Innovation and the Transition to Sustainability. Theory, Evidence and Policy*, Cheltenham UK and Northampton MA: Edward Elgar, p. 97-113.

BIJLAGE

De inhoudelijke structurering van de drie scenario's is gebeurd volgens het POPED-systeem.
P = produce; hoe wordt voedsel geproduceerd?
O = obtain; hoe raken mensen aan hun voedsel?
P = prepare; hoe wordt voedsel klaargemaakt?
E = eat; wat eten mensen?
D = dispose; op welke manier worden overschotten verwijderd?
Onderstaande tabel is een tussentijdse versie; voor het eindrapport zullen nog kleine wijzigingen aangebracht worden.

POPED	THEME	Eco- Efficiency World	De-commodification World	Sufficiency World
P	**Product Design**	GMO seeds, Cloning techniques are used to produce more efficient 'products'.	Local communities and governance structures play a powerful role.	High criteria regarding long-term (functional)need on marketing: both on what comes on markets and which markets are addressed.
	GMO	Production of GMO's that reduce the environmental impact (i.e. use of water, pesticides, fertilizers) and allow domestic production of non-seasonal and exotic species.	GMO's are in a moratorium and social norm generally considers them as obsolete. Financial motives for monoculture seed production are eradicated because local agricultural networks are reproductive within natural boundaries (integrating 'original' bio-diversity).	A cost-benefit analysis is applied in terms of sufficiency which means that GMO's are only used when….
	Agriculture	Hybrid agriculture combining elements of traditional, organic and high-technological agriculture. Combining techniques to result in increased eco-efficiency. The use of information and communication technologies (GPS, GIS,..) in agriculture (=precision agriculture)enable reduction in environmental impact and increase in economic efficiency. By means of better monitoring and surveillance mechanisms large fields can be efficiently managed. Agricultural decisions (how much fertilizer for example) are based on analysis done by computer systems. (*). Farmers are mostly contract employees in monoculture production . When they are engaged in organic agriculture they are in partnerships with MNO's.	The use of organic agriculture. Local production. Urban agriculture and orchard production The use of organic grow methods and procedures based on local knowledge of the confines. Management of small scale fields, so surveillance of the field is over seeable. Agricultural decisions (how much fertilizers for example)are done by citizen/farmers There are governmentally 'owned' management teams. Everybody has a share in the food production system and has knowledge on how to farm the land, so basically everybody is a farmer, but in reality this is in very varying degrees.	Both urban and local agriculture and globalized production. Very intensive research and development on limit management and carrying capacity. Depending on the context both the use of ICT based agriculture and organic agriculture. Social norm considers farming as a highly ascribed profession.
	Food processing	Highly processed food. Very high percentage of convenience or customized food. (ready to (h)eat). Customized food	Low processed food. Mostly freshly cooked meals.	Both highly and low processed food. Meals often based on produce from urban agriculture. Processing mainly in function of health and wellbeing aspects (highly processed health 'packages'). No more 'non-functional' additives like texture or color. (at least not disproportionally)(**)

	Meat/Animals	Species selection on basis of ecological footprint. Very realistic substitutes for meat, produced in laboratory. 'Pigtowers' in order to be efficient in space.	Less meat. Local variety of meat. Closer human relationships too cattle.	Less meat. More ethical consideration due to sufficiency assessment (what is a sufficient life for an animal.)
	Trading system	Vertically organized MNO's. A high degree of monopolization. Low percentage of human labor. Very specific ownership.	Quasi self-sufficiency combined with a modernized form of barter (monitoring systems). Very high percentage of human labor. Very dispersed ownership.	Needs orientated capitalism. Highly sufficient and use-value oriented form of product exchange. No more speculation.
	Locus of exchange	On-line shopping, hypermarkets, highly specialized shops (niches).	Directly from the local stocks. Schools (or other governmental buildings)are also used as hubs.	Combination of anonymous and accessible supermarkets and small and local hubs and shops.
O	**Product variety**	Very high	Relative local vs exotic	High, yet largely varying prices. 'Exotic' and energy-intensive products have become luxury commodities.
	Delivery services	The use of mailbox fridges and neighborhoods larders. Efficient transport, saving energy is a very competitive element.	Food comes from quasi self-sufficient production. Access through the collective local kitchens which supply ready meals; through individual share of the production distributed among other via local hubs (e.g. schools).	Very varied. Depending on region and local culture.
	Travel before purchase	Highly globalized networks. Long chains. Final purchase mostly by car at centralized points.	Very local networks. Short chains. Hubs very decentralized.	Very varying. On both type of product as on consumer preference.
	Household Cooking	Limited. Services are very dominant. Low cooking skills.	Most cooking is shifted to schools and local communal kitchens.	Preparing food is very popular in a lot of societal groups. Very high personal experimentation with recipes, taste, etc.
P T	**Household appliances**	Hi-tech cooking devices (BBQ, grill, etc.) are mostly rented. Minimally equipped kitchens. Mostly 'regenerative' devices.	Minimally equipped kitchens. Cooking mostly done in local kitchens.	Functional devices. Some people use food intake devices
	Services	Highly developed service economy. Minimal work in (for) food consumption.	Public service instances take care of weaker groups. All the rest of society is self-sufficient, i.e. local communities have organized decent food consumption possibilities and everybody works according to personal capacities (So no service economy at all)	Services are mainly focused on personal and empowered augmentation of wellbeing. Knowledge is considered as a public good. (Only functional advertising on use-value, because also no extra-functional capitalism).
	Diet	Defined by (rather flexible) global and recognizable consumer culture and the products provided by commercialized structures.	Seasonal based and partly dependent on a local service group. Very region based and culturally specific.	Highly varying within group and through time. Diet within carrying capacity.
E	**Take away**	Common	Common (yet Local)	No so common
	Eating out	Very specialized restaurants	Collective, in household	Mostly in convivial atmosphere
	Health	Laboratory research makes it possible to make 'tasty' food healthy by replacing fat and sugar by worthy substitutes. This reduces obesity problems.	Natural food. Local menu service group (is controlled to) provides healthy food.	Extreme eating behaviour is socially controlled. Some people use technological device to monitor personal food intake.
	Waste treatment	Bio-methanization installations at household or collective level	Composting. (learned at school)	Waste is considered something very negative and everything is done to prevent this.
D	**Packaging**	Very High. Biodegradable packaging provides less environmental impact	Very low (because mostly fresh food)	A lot of re-use and prevention.

INSTITUT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

ENQUÊTES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX

APERÇU DES RÉSULTATS

Anne-Laurence Lefin et Paul-Marie Boulanger

Juillet 2010

Aperçu des resultats de deux enquêtes menées auprès de groupes d'achats communs et solidaires en Région Wallonne et Bruxelles dans le cadre du projet de recherche CONSENTSUS, mené conjointement par l'IDD, le CEDD (ULB) et le CDO (UGent) et financé par le volet « science pour un développement durable » de la politique scientifique fédérale.

ENQUÊTES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX : APERÇU DES RÉSULTATS

LE PROJET CONSENTSUS EN BREF

CONSENTSUS (acronyme de '*CONstruction of ScENarios and exploration of Transition pathways for SUStainable consumption patterns*') est un projet de recherche collaboratif financé par le programme de recherche fédéral *Science pour un développement Durable.* Il vise à explorer deux nouvelles approches d'aide à la décision et à la gouvernance pour un développement durable : d'une part la construction de scénarios, et, d'autre part, des approches d'innovation systémique (tel que le '*transition management')*. Afin d'étudier le potentiel de ces outils dans le cadre de la décision politique, nous les avons appliqués à la problématique de la consommation durable en matière d'alimentation.

PHASE 1 : TROIS STRATÉGIES ET SCÉNARIOS

La première phase du projet (2007-2008) fut dédiée à une réflexion à propos des futurs possibles de la consommation alimentaire. Concrètement, en collaboration avec un groupe d'experts et de « parties prenantes » (*stakeholders*) en matière d'alimentation, trois scénarios ont été élaborés, chacun s'appuyant sur une stratégie parmi trois stratégies de consommation durable envisagées : l'éco-efficacité (ou modernisation écologique), la *décommodification* (ou *démarchandisation*) et la suffisance (ou dématérialisation du bien-être)[1].

En très bref, l'éco-efficience (ou « consommer mieux ») vise à réduire la demande en énergie et matériaux dans la production et consommation de biens. La suffisance (ou « consommer moins ») consiste à consommer la quantité de biens matériels et de services en quantité juste suffisante pour un bien-être optimal et assurer le juste équilibre manque et surconsommation. Enfin, la démarchandisation (ou « consommer autrement ») consiste à minimiser la part des biens de consommation (marchandises) en substituant, quand c'est possible, des services aux biens, et des biens et services non-commerciaux (publics ou communs) aux biens et services commerciaux. Cette dernière stratégie sera davantage explicitée plus bas.

[1] Pour plus de détails sur les trois stratégies, voir le document de travail intitulé « three strategies for sustainable consumption » par P-M Boulanger disponible à cette adresse : http://www.belspo.be/belspo/ssd/science/Reports/A2_Boulanger_Three%20strategies%20for%20sust%20consumption_WP1_IDD.pdf

Chaque scénario a été développé en réponse à cette question : à quoi ressemblerait la consommation alimentaire dans quelques décennies si, à compter d'aujourd'hui, tous les efforts et moyens financiers d'une politique de développement durable dans le domaine alimentaire étaient consacrés exclusivement à l'application et à la concrétisation de l'une des trois stratégies ? Le résultat prit la forme de trois images tout d'abord, rendues plus vivantes lorsqu'elles furent traduites en trois récits[2].

Finalement, conscients qu'aucun des scénarios « obtenus » ne présentait une vision satisfaisante, désirable, et complète d'une consommation alimentaire durable à venir, nous avons tenté de les « intégrer » grâce à l'application d'une méthode particulière, la *Q methodology.*[3] Cette méthode requiert d'un échantillon de personnes qu'elles classent un échantillon de propositions relatives à un sujet donné, suivant leur degré d'accord ou de désaccord avec elles, et permet, suite à une analyse factorielle, de repérer différents groupes de personnes, différentes manières de classer les propositions, chacun lié à une attitude particulière à l'égard du sujet. Outre la mise en lumière des éléments de consensus et de désaccord entre les différentes perspectives repérées, l'un des résultats de cette analyse fut tout d'abord la confirmation que les trois stratégies étaient réellement « opérantes » dans l'esprit des personnes interrogées. En effet, l'analyse factorielle a permis de retrouver l'éco-efficience, la démarchandisation et la suffisance, quasi à l'état « pur », sous la forme de trois facteurs (au sens statistique du terme). Le facteur le plus important (i.e. regroupant le plus grand nombre de personnes, et représentant le plus grand pourcentage de la variance) fut sans conteste celui correspondant à la stratégie de la démarchandisation, et c'est pourquoi il est intéressant d'en brosser rapidement le portrait ici.

ZOOM SUR LA DÉMARCHANDISATION

En bref, cette stratégie consiste à inverser le processus de « marchandisation », décrit par Manno (2002)[4] comme la tendance à développer préférentiellement des objets les plus aptes à fonctionner comme des marchandises (càd des objets dont les qualités tendent à faciliter la vente et l'achat) pour répondre à tous les désirs et besoins des êtres humains. La démarchandisation implique, au contraire, de découpler bien-être et marchandises, autrement dit d'augmenter la proportion des biens et services consommés en dehors de la sphère du marché, donc dans la sphère publique (services publics) ou dans la sphère dite « autonome » (économie domestique, systèmes d'échanges locaux, modes de production et de consommation communautaire, etc.).

Au sein de l'échantillon (*Q sample*) d'affirmations à classer par les participants à l'exercice de *Q methodology* se trouvaient, à proportion égale, des affirmations correspondant aux trois

---

[2] Pour lire les récits des trois scénarios de consommation alimentaire élaborés à partir de ces trois stratégies, se référer aux dernières pages (à partir de la page 63) du rapport de la phase 1, ici : http://www.belspo.be/belspo/ssd/science/Reports/Consentsus_FinRep_Phase%20I_DEF.pdf

[3] Pour plus de détails sur l'exercice de Q methodology, voir le document de travail disponible ici : http://www.belspo.be/belspo/ssd/science/Reports/A6_Lefin_Q%20methodology%20study_WP4_IDD.pdf

[4] Manno, J. (2002). Commoditization: Consumption Efficiency and an Economy of Care and Connection" in Prinzen, T. M. Maniates and K. Conca (eds), *Confronting Consumption*. Cambridge, Mass.: the MIT Press., pp. 67-101.

stratégies, plus particulièrement appliquées à la consommation alimentaire, et poussées à l'extrême (conformément aux scénarios élaborés. Cf supra).

Ci-dessous sont présentées les affirmations correspondant à la démarchandisation, telles qu'apparaissant dans le *Q sample* :

- En 2050, la distinction entre consommateurs et producteurs aura disparu : tout le monde participera peu ou prou à la production de nourriture.
- Une consommation alimentaire durable passe par des relations directes entre producteurs et consommateurs.
- La nourriture n'est pas un bien comme un autre, elle a un caractère particulier, voire sacré.
- La production et la distribution de viande devraient être confiées à l'Etat.
- Je trouverais normal qu'il existe des tickets de rationnement pour les produits trop nuisibles à l'environnement.
- Dès l'école primaire, les enfants devraient acquérir des connaissances et des compétences liées à l'alimentation (potager, préparation, cuisine, …).
- Il est normal, dans le cadre d'une alimentation durable, que les ménages consacrent plus de temps à la préparation des repas.
- Il est plus efficace d'un point de vue environnemental que les repas soient préparés collectivement, par exemple dans des cuisines de quartier.
- En 2050, mon alimentation se composera principalement de produits locaux.
- La diversité se concrétise au travers de la redécouverte de produits locaux « oubliés », plutôt qu'à travers l'offre de produits « exotiques ».
- En 2050, le repas principal de la journée se prendra sur le lieu de travail, à l'école, … en vue de réduire les gaspillages et la consommation d'eau et d'énergie.
- En 2050, l'industrie agro-alimentaire aura pratiquement disparu : on consommera des produits frais ou artisanaux.

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'analyse factorielle a fait ressortir un facteur prépondérant, correspondant de manière très précise à la stratégie de démarchandisation (centré sur la sphère domestique et communautaire plutôt qu'étatique). En effet, ce facteur est caractérisé par l'importance conférée à l'aspect local de la nourriture, au fait que la chaine alimentaire soit courte. Les personnes associées à ce facteur sont en accord avec l'idée que des espèces locales disparues devraient être redécouvertes, et accordent de l'importance à l'idée d'une relation directe entre consommateurs et producteurs. Selon elles, la nourriture revêt même un caractère sacré, et il est important de consacrer du temps, de développer des connaissances et des compétences dans l'obtention et la préparation de la nourriture. Il leur est par contre inconcevable d'imaginer ne plus avoir la possibilité de cuisiner (en mangeant des plats pré-préparés ou en mangeant plus souvent à l'extérieur). On retrouve également dans ce facteur des éléments hédonistes, liées à la préparation de la nourriture, à son goût, au fait de la déguster dans une atmosphère particulière, laissant la part belle à la convivialité, ...

PHASE 2 : EXPLORATION D'UNE NICHE DE DÉMARCHANDISATION

L'exploration des trois stratégies et des trois scénarios, alimentés par les résultats de la *Q methodology* (montrant une prépondérance de la stratégie de démarchandisation dans la conception d'une consommation alimentaire durable) ont permis d'orienter la seconde phase de notre projet.

En effet, cette dernière (2009-2011), est destinée à l'exploration des transformations possibles du système alimentaire contemporain. Notre recherche se concentre à présent sur les « niches », c'est-à-dire sur des pratiques et objets socio-techniques innovateurs actuellement minoritaires mais susceptibles, sous certaines conditions, de s'imposer dans le futur comme système dominant. Dans cette perspective, nous avons choisi d'étudier une niche de « démarchandisation », à travers les systèmes agro-alimentaires alternatifs tels que les « systèmes alimentaires locaux » (en anglais *Local Food Systems*), en ce qu'ils peuvent être considérés comme des systèmes innovateurs dans le domaine de la consommation alimentaire, et, par là, comme des éléments de changements (et potentiellement de transition) importants.

Pour cela, il nous faut explorer leurs caractéristiques et leurs mécanismes, de même que les moteurs et les obstacles (internes ou externes) à leur développement.

En bref, la question de recherche principale sous-tendant la deuxième phase de notre projet peut s'énoncer de cette façon :

- Quel est le potentiel de développement, d'extension et de pérennisation des systèmes agro-alimentaires alternatifs ?
- En particulier, comment la « niche » des systèmes alimentaires locaux peut-elle se maintenir, se développer, prendre de l'ampleur et ainsi participer à une transition vers un système alimentaire durable ?

Cette grande question implique d'autres sous-questions : quelles sont les pratiques des consommateurs participants aux systèmes alimentaires locaux ? Comment la niche fonctionne-t-elle pratiquement ? Quelles sont les motivations des participants à entrer/sortir du système ? Quelles sont les règles formelles et informelles qui régissent la niche ? De quelles capacités, connaissances, infrastructures, supports, … les systèmes alimentaires locaux auraient-ils besoin pour s'épanouir davantage ?

Afin de répondre à ces questions, nous avons cherché, d'une part, à recueillir des informations factuelles relatives aux systèmes existants en Région wallonne et à Bruxelles, et d'autre part, à mieux connaître les attentes, les attitudes et les jugements des membres (actuels et anciens) et sympathisants de ces systèmes. Nous avons donc lancé une invitation à plus de 70 référents/représentants de groupes d'achats en région wallonne et à Bruxelles, leur demandant de répondre à deux types d'enquêtes :

- Un questionnaire en ligne, à remplir uniquement par les référents eux-mêmes, pour les informations factuelles.
- Une enquête plus spécifique, dite *« Q methodology »*, à transmettre à tous les ex-participants, participants et sympathisants des groupes d'achats, afin de mettre au jour leurs attitudes et jugements à l'égard de ces systèmes.

Le présent rapport vise à donner un aperçu des résultats de ces deux enquêtes.

RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE EN LIGNE

PARTICIPATION ET RÉACTIONS

Des 77 personnes invitées à répondre à l'enquête au nom de leur groupe d'achats, 35 ont effectivement rempli le questionnaire, certaines de manière (très) incomplète, nous laissant finalement avec 29 réponses à traiter effectivement.

Certaines personnes se sont excusées pour ne pas pouvoir participer à l'enquête, faute de temps. D'autres ont rempli l'enquête en émettant toutefois une réserve quant à la pertinence de leurs réponses, leur groupe d'achat n'étant pas vraiment organisé, ou son fonctionnement très peu formalisé, et nous mettant en garde contre la perte d'une certaine partie de la réalité des groupes d'achats due à l'utilisation d'un questionnaire fermé. Enfin, nous avons été étonnés de constater une sorte de « résistance » de la part de certains groupes, peut-être agacés de constituer l'objet de plusieurs études (des mémorants ou journalistes les ayant peut-être déjà sollicités récemment). Les référents de ces groupes ont juste fait « acte de présence » en remplissant les quelques premières questions (voire uniquement la toute première, leur nom) et ont ensuite laissé le questionnaire vide.

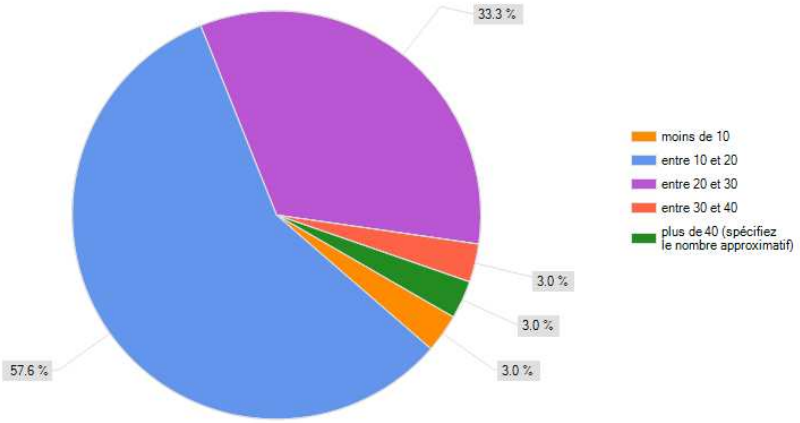
Nous sommes bien évidemment conscients des limites de notre enquête et des difficultés qui en découlent pour l'analyse des résultats. Nous avons pu en prendre conscience, par exemple, lorsqu'à deux occasions, suite à un malentendu, deux personnes provenant d'un même groupe ont toutes deux répondu au nom de ce dernier de manière parfois étonnamment différente.

Toutefois, nous avons également reçu de nombreux commentaires positifs et encourageants quant à l'utilité d'une telle enquête, l'importance de se pencher sur le fonctionnement des groupes d'achats afin d'aider à leur développement.

RÉSULTATS 1: LE GROUPE D'ACHATS EN GÉNÉRAL

La majorité des groupes d'achats ayant participé à l'enquête est composée de 10 à 20 ménages. Un tiers environ des groupes d'achats comporte entre 20 ménages et 30 ménages.

De combien de ménages est constitué le groupe d'achat?



Il est frappant de constater que l'écrasante majorité des groupes d'achats formés en région wallonne et bruxelloise l'ont été à partir de 2006 (2 en 2006 ; 8 en 2007 ; 5 en 2008 et 8 en 2009). Seuls deux groupes d'achats ont une origine antérieure à 2006, il s'agit du groupe d'achats de Seraing (1987) et de celui de Rebecq (1999).

5. Comment est né votre groupe d'achat?

	Response Percent	Response Count
En réponse à la demande d'un producteur	0.0%	0
L'initiative provient d'une association	31.3%	10
L'initiative est née dans le quartier, le voisinage	31.3%	10
Le groupe d'achats est né au sein d'un groupe préexistant non associatif (ex : SEL,...)	12.5%	4
En réaction à la fermeture d'un magasin de proximité	0.0%	0
En réaction au manque de possibilités d'approvisionnement dans les environs	6.3%	2
Autres (précisez)	**34.4%**	**11**

Tous les groupes d'achats interrogés sont nés d'une initiative de consommateurs, aucun n'est né en réponse à la demande d'un producteur. Un tiers environ des groupes d'achats est issu d'associations tandis qu'un autre tiers des groupes d'achats provient d'une initiative de voisinage. D'autres sont nés à partir de groupes d'achats déjà existants : qu'il s'agisse, dans certains cas, d'une scission d'un groupe d'achat devenu trop grand, ou dans des cas plus nombreux, plus simplement d'une impulsion, un groupe d'achat existant inspirant des individus (parfois rassemblés sur une liste d'attente) et les conviant à former leur propre groupe.

Le tableau suivant donne un aperçu du type de produits qu'il est possible de se procurer dans les différents groupes d'achats : il s'agit principalement de fruits et de légumes, et dans une moindre mesure, de produits laitiers, œufs, et viandes.

25. Quels produits votre groupe d'achats propose-t-il? Créer un tableau Télécharger

	Pourcentage de réponses	Nombre de réponses
Légumes	96,3%	26
Fruits	77,8%	21
Produits laitiers	48,1%	13
Viandes	51,9%	14
Poissons	0,0%	0
Oeufs	51,9%	14
Pains	25,9%	7
Produits à base de céréales	14,8%	4
Huiles	29,6%	8
Miels et sirops	40,7%	11
Boissons alcoolisées	14,8%	4
Autres boissons	25,9%	7
Autres denrées peu ou non périssables	11,1%	3
Produits cuisinés	3,7%	1
Non comestibles	11,1%	3
Afficher les réponses Autres (précisez)	29,6%	8
	Questions répondues	27

Local et livraisons

La plupart des groupes d'achats disposent d'un local fixe (loué, pour une minorité, prêté par une association plus souvent, ou encore mis à disposition par la commune). Une petite minorité ne dispose pas de local du tout (les livraisons se font sur le trottoir ou dans une cour, à l'extérieur). Quant aux autres, ils disposent d'un local (souvent le garage) mis à disposition par un membre du groupe, permanent, ou par tournante.

Les livraisons ont lieu une fois toutes les deux semaines pour la majorité des groupes d'achats (60%). Un tiers de ceux-ci sont livrés une fois par semaine.

Organisation des commandes et comptabilité

En ce qui concerne l'organisation pratique des commandes : pour la moitié des groupes d'achats interrogés, les commandes s'effectuent par e-mail. 24% ont préféré établir un contrat direct avec le producteur. 18% des commandes s'effectuent via une page web. Enfin, une petite minorité des commandes s'établit en face à face.

Les paiements ont lieu à l'avance, pour 71% des groupes d'achats. Seulement 10% des paiements s'effectuent après la prestation.

Moins du tiers des groupes d'achats font payer une cotisation à leurs membres. Celle-ci s'élève, pour la plupart, de 1 à 20 euros par an.

La majorité des groupes d'achats (60%) possèdent leur propre compte en banque.

On remarque que 92% des groupes d'achats sont livrés par le producteur. Les autres groupes d'achats délèguent à un membre la responsabilité d'aller chercher la commande chez le producteur.

Réunions, thèmes de discussions

On constate aussi que 93% des groupes d'achats se réunissent hors livraison : une minorité, de manière régulière (en général une fois toutes les trois semaines ou une fois par mois) et une grande majorité (87%) de manière occasionnelle, trois, quatre fois par an, parfois un peu plus, selon les nécessités.

Le tableau suivant montre l'importance accordée, par les groupes d'achats, à certains thèmes, lors de leurs réunions.

10. Dans quelle mesure accordez-vous de l'importance aux thèmes suivants lors de vos réunions : de 0 (pas abordé du tout) à 4 (très important)							
	0	1	2	3	4	Rating Average	Response Count
Le choix des producteurs	21.4% (6)	7.1% (2)	10.7% (3)	28.6% (8)	**32.1% (9)**	3.43	28
La qualité/quantité/prix des produits	10.7% (3)	7.1% (2)	21.4% (6)	**32.1% (9)**	28.6% (8)	3.61	28
L'organisation pratique du groupe	3.6% (1)	0.0% (0)	3.6% (1)	35.7% (10)	**57.1% (16)**	4.43	28
Les recettes, échanges de bon plans	3.4% (1)	**37.9% (11)**	31.0% (9)	17.2% (5)	10.3% (3)	2.93	29
La formation de nouveaux groupes (développement)	**55.2% (16)**	13.8% (4)	13.8% (4)	10.3% (3)	6.9% (2)	2.00	29
Votre position dans l'espace public	**51.7% (15)**	27.6% (8)	10.3% (3)	3.4% (1)	6.9% (2)	1.86	29
L'idéal de société auquel vous voulez correspondre, vos valeurs	13.8% (4)	24.1% (7)	**37.9% (11)**	17.2% (5)	6.9% (2)	2.79	29
					Autre (spécifiez s.v.p.)		6
					answered question		**29**

Les thèmes de discussion privilégiés sont l'organisation pratique du groupe, et, dans une moindre mesure, le choix des producteurs, ainsi que ce tout ce qui concerne les produits (qualité, prix, quantité…). Il est également intéressant de noter qu'une majorité n'accorde pas d'importance du tout, dans leur discussion, au développement du système (par le biais de la formation de nouveaux groupes), ou à la position du groupe d'achats dans l'espace public.

Participation et convivialité

En ce qui concerne le taux de participation des membres au fonctionnement effectif du groupe d'achats : 40% des répondants estiment que moins de la moitié des membres participent activement. La même proportion des répondants environ déclare qu'une majorité des membres participe activement. Enfin, un peu moins d'un tiers des répondants affirme que tous les membres sont actifs au sein de leur groupe d'achats.

Aucun groupe d'achats n'estime que la convivialité en son sein est inexistante. Une majorité (près de 60%) des personnes interrogées estiment même que le niveau de convivialité est élevé, voire très élevé.

12. À quel niveau estimez-vous le niveau de convivialité au sein de votre groupe? de 0 = inexistant à 4 = très développé							
	0	1	2	3	4	Rating Average	Response Count
niveau de convivialité	0.0% (0)	6.9% (2)	34.5% (10)	**37.9% (11)**	20.7% (6)	1.00	29

Les commentaires laissés par certains répondants à propos de la manière dont la convivialité se manifeste dans leur groupe d'achat permet d'entrevoir à quoi correspondent ces différents niveaux. Lorsque celui-ci est très élevé : les membres se considèrent comme des amis, ils se réunissent en-dehors du groupe d'achats, participent à des activités communes, organisent des soupers, … D'autres parlent plus modestement d'une bonne ambiance durant les réunions et les permanences : on y amène des boissons, on échange des bons plans, etc. Il existe également une forme de solidarité et d'entraide entre les membres, notamment lorsque certaines personnes ont des difficultés pour aller chercher leur commande. Certains font également mention de la création d'un blog, et de la participation active des membres à la vie de ce blog sur la toile.

Lorsque la convivialité est considérée comme moins élevée, les membres ne s'attardent pas beaucoup lors des livraisons. On fait état d'un manque d'implication, d'engagement, de la difficulté d'organiser des réunions sur base régulière, ou de la participation limitée à ces dernières.

Enfin, certains mentionnent un niveau de convivialité élevé, mais confiné à un noyau seulement : dans ce cas, seule une poignée de membres (déjà soudés) participe aux soupers. Les personnes réellement motivées sont très peu nombreuses, et souvent, se connaissaient déjà avant la création du groupe.

Activités parallèles

Un tiers des groupes d'achats participe à des activités parallèles, non liées directement à son seul fonctionnement. Parmi ces activités, on retrouve : la participation à un réseau plus large d'activités autour de la consommation alimentaire, la participation à un SEL (système d'échange local), la création de potagers collectifs, la fabrication de pain à l'ancienne, ou encore des activités plus « militantes » telles que la participation au mouvement paysan, ou encore la défense des petits producteurs face à l'hygiénisme.

Il est intéressant de remarquer une corrélation positive entre le niveau de convivialité et la participation à des activités parallèles. On observe qu'aucun des groupes déclarant un niveau de convivialité peu élevé (1 et 2) ne participe à des activités parallèles, tandis que 80% des groupes où la convivialité est très forte participe à des activités parallèles.

Critères de sélection des producteurs

Le tableau suivant montre le niveau d'importance (de 0 à 4) accordé par les groupes d'achats à certains critères de sélection des producteurs. On observe notamment que près de 80% des groupes d'achats accorde une très grande importance aux méthodes de production. Le second critère le plus important est la proximité géographique (niveau d'importance 3 ou davantage pour plus de 80% des répondants), suivi par l'existence d'une relation personnelle entre le groupe d'achats et le producteur (niveau d'importance 3 pour 37% des répondants).

22. Quels sont vos critères de sélection des producteurs? Donnez-leur un degré d'importance de 0 (pas important du tout) à 4 (très important)

	0	1	2	3	4	Rating Average	Response Count
Proximité géographique	3.8% (1)	3.8% (1)	11.5% (3)	**50.0% (13)**	30.8% (8)	4.00	26
Relation personnelle	3.7% (1)	7.4% (2)	33.3% (9)	**37.0% (10)**	18.5% (5)	3.59	27
Difficultés financières du producteur (nécessité de soutien)	7.4% (2)	**29.6% (8)**	**29.6% (8)**	18.5% (5)	14.8% (4)	3.04	27
Méthodes de production	0.0% (0)	3.8% (1)	3.8% (1)	15.4% (4)	**76.9% (20)**	4.65	26
Déjà connu par d'autres groupes d'achats	16.0% (4)	20.0% (5)	20.0% (5)	**24.0% (6)**	20.0% (5)	3.12	25
Facilités de contact, communication	3.8% (1)	15.4% (4)	**30.8% (8)**	**30.8% (8)**	19.2% (5)	3.46	26
						Autres (précisez)	8
						answered question	**27**

Critères de sélections des produits

Le tableau suivant montre le niveau d'importance (de 0 à 4) accordé par les groupes d'achats à certains critères de sélection des produits. On observe notamment que 67,9% des groupes d'achats accorde une très grande importance au caractère local des produits fournis. Il est également intéressant de remarquer que le critère revêtant le moins d'importance est sans conteste l'existence d'un label bio. Notons encore l'importance accordéée au goût des aliments (niveau d'importance 3 ou 4 pour 85% des répondants !).

24. Quels sont vos critères de sélection des produits? Donnez-leur un degré d'importance de 0 (pas important du tout) à 4 (très important)

	0	1	2	3	4	Rating Average	Response Count
Production locale	0.0% (0)	3.7% (1)	0.0% (0)	25.9% (7)	**70.4% (19)**	4.63	27
Variétés indigènes	0.0% (0)	0.0% (0)	18.5% (5)	33.3% (9)	**48.1% (13)**	4.30	27
Prix	3.7% (1)	3.7% (1)	29.6% (8)	**55.6% (15)**	7.4% (2)	3.59	27
Label bio	19.2% (5)	19.2% (5)	15.4% (4)	19.2% (5)	**26.9% (7)**	3.15	26
Goût	3.8% (1)	0.0% (0)	11.5% (3)	**42.3% (11)**	**42.3% (11)**	4.19	26
						Autres (précisez)	6
						answered question	**27**

RÉSULTATS DE LA Q METHODOLOGY

BRÈVE DESCRIPTION DE LA MÉTHODE

Nous avons déjà brièvement évoqué la *Q methodogy* plus haut. Ci-dessous, en voici le processus un peu plus détaillé.

Habituellement, un exercice de *Q methodology* se présente en six étapes.

1. Il s'agit tout d'abord de définir le champ des « discours » à explorer, ainsi que l'échantillon de population à « interroger ». Dans le cas présent, il s'agissait, comme nous l'avons déjà dit, d'explorer les attitudes de participants/sympathisants/anciens membres de groupes d'achats, en Wallonie et à Bruxelles, à l'égard de ce système particulier d'approvisionnement en nourriture.
2. Il s'agit ensuite de rassembler une série d'affirmations autour du champ étudié. Ces affirmations proviennent idéalement de la population à interroger. Ici, nous avons sélectionné des affirmations provenant de différentes sources : newsletters de groupes d'achats, discussion sur des forums à propos de ces systèmes, interviews télévisées de membres de groupes d'achats, extraits d'interviews dans deux mémoires consacrés aux groupes d'achats.[5]
3. Il est ensuite nécessaire d'opérer une sélection parmi ces affirmations, d'établir le set de propositions qui devront par la suite être classées par les répondants. Ici, ce sont 50 propositions[6] qui furent choisies à l'aide d'une structure particulière que voici :

	Relation à soi	Relations aux membres/ au GAC	Relations aux produits	Relations aux producteurs	Relation à la société (ou DC en général)	Totaux
Coûts/bénéfices	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8.	11. 12. 13 14. 15.	21. 22. 23. 24. 25.	31. 32. 33. 34.	38. 39. 40. 41. 42. 43. 44.	
		5	5	4	7	21
Futur-développement	9. 10. 48. 50.	16. 17. 18. 19. 20.	26. 27. 28 29. 30.	35. 36. 37.	45. 46. 47. 49.	
		5	5	3	4	17
TOTAL	12	10	10	7	11	TOT : 50

Il nous paraissait important de retrouver, dans notre échantillon, des affirmations concernant la relation à soi (càd la manière de s'envisager soi comme participant à un group d'achats : le temps, l'investissement, etc…), la relation aux autres membres et au groupe d'achats, la relation

[55] Delhommeau, A. Tiphaine, 2009. *Les groupes d'achats en Belgique – Fragilités et mesures de pérennisation,* mémoire de fin d'étude, Université Libre de Bruxelles, 116p.

Hubaux, Samuel, 2007. *Le Groupe d'Achat Commun de Louvain-la-Neuve : une expérience collective de résistance à la marchandisation du quotidien et de l'alimentation,* mémoire de fin d'étude, Université Catholique de Louvain, 88p.

[6] Cf Q sample complet en annexe

aux produits, la relation aux producteurs, et enfin la relation à la société (ou à la stratégie de démarchandisation en particulier). De plus, de manière transversale, il nous semblait intéressant de distinguer d'une part, des affirmations ayant trait au groupe d'achats dans son état actuel, et, d'autre part, des affirmations à propos des possibilités de son développement, de son futur.

4. On demande ensuite aux participants d'ordonner ces affirmations sur une échelle, en fonction de leur degré d'accord ou de désaccord avec elles (ici de -5 à +5). L'ensemble des propositions classées « relativement », les unes par rapport aux autres est appelée le « *Q sort* » d'un individu.
5. A partir des *Q sorts* de l'ensemble des participants, une analyse statistique factorielle extrait des « *Q sorts* » typiques, capturant l'essence commune de plusieurs Q sorts individuels semblables.
6. Ces *Q sorts* « typiques » doivent ensuite être interprétés, afin de présenter les discours qu'ils sous-tendent. Ces discours ne sont généralement supportés par aucun individu en particulier. Ils représentent plutôt une version « pure », « idéal-typique » d'une manière de considérer le sujet.

LES PARTICIPANTS

Une invitation à remplir un exercice de *Q methodology* en ligne fut donc envoyée à près de 70 GAC, GAS et GASAP, en Wallonie et à Bruxelles. 90 personnes se sont livrées à l'exercice de classement (parmi lesquelles une majorité de Wallons (71%)). Au moment de lancer l'invitation, nous avions stipulé que l'enquête était également destinée à des personnes qui n'étaient plus, ou pas encore membres d'un groupe d'achats. Seules 5 personnes ont finalement correspondu à ces critères : deux d'entre elles précisant qu'elles avaient quitté un groupe d'achats par manque de temps (l'une d'elle évoquant également une surabondance de « de discussions infructueuses » lors des réunions), deux autres étant en train de participer à (voire d'initier, pour l'une d'entre elles) la création d'un groupe d'achats, et la dernière spécifiant une situation particulière (la participation à un groupe d'achats non formalisé, non organisé, ne portant donc pas la qualification de GAC, GAS ou GASAP). Parmi les 85 autres, un quart environ se disaient appartenir à un groupe d'achats depuis moins d'un an, un quart affirmaient avoir une ancienneté d'entre 1 et 2 ans, la même proportion environ d'entre 2 et 3 ans, et le dernier quart environ étaient membres depuis plus de 3 ans.

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques des participants :

AGE	**30-49**	**60%**
	50-64	26%
	16-29	13%
	65 et +	1%
GENRE	**Femmes**	**68%**
	Hommes	32%
STATUT D'OCCUPATION	**Actifs**	**78%**

	Au foyer	9%
	(pré)pensionnés	8%
	Chômeurs	4%
	Congé maladie	1%
	Etudiant	1%
STATUT SOCIO-PROFESSIONNEL	**Employés-cadres**	**76%**
	Indépendants	10%
	Autres	12%
	Ouvrier	1%
	Sans objet	1%
TEMPS PLEIN/TEMPS PARTIEL(parmi les actifs)	**Temps plein**	**66%**
	Temps partiel	34%
NIVEAU D'EDUCATION	**Supérieur universitaire**	**55%**
	Supérieur non universitaire	31%
	Secondaire supérieur	14%

AVANT L'ANALYSE FACTORIELLE: PREMIÈRES CONSTATATIONS

Avant de procéder à l'analyse factorielle, il nous a paru intéressant de nous arrêter sur quelques affirmations remarquables, de par la manière globale dont elles ont été « classées » par les participants.

Le tableau ci-dessous permet de repérer visuellement quelles sont les phrases parmi le *Q sample* ayant globalement suscité le plus d'accords ou le plus de désaccords. Chaque colonne est une affirmation (numérotée de 1 à 50), tandis que les lignes représentent les « scores » attachés à ces phrases par les participants, classés par ordre décroissant. On retrouve donc en haut du tableau les scores les plus élevés (accord), et vers le bas du tableau, les scores les moins élevés (désaccord). Pour une meilleure compréhension visuelle, les scores « extrêmes » ont été dotés d'une couleur ((-5) en rouge foncé, (+5) en vert foncé), ainsi que les scores marquant un haut degré d'accord ((-4 et (-3) en orange, (+4 et +3 en vert clair). Ce tableau nous a permis de repérer facilement deux « top 5 ».

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
4	5	4	5	5	4	5	4	5	5	4	5	5	5	5	5	5	3	4	5	5	5	5	5	5	3	5	4	5	5	5	1	5	5	5	4	2	5	5	5	5	5	5	5	5	4	5	4	5	5
4	5	1	5	5	4	5	3	4	4	2	4	4	4	4	4	5	3	4	4	5	5	5	5	4	3	5	3	3	5	5	0	5	5	5	4	2	5	5	5	5	5	5	5	2	4	4	4	5	4
3	5	1	4	5	4	5	3	4	4	2	3	4	4	4	3	5	3	4	3	5	5	5	5	4	2	4	1	3	4	5	0	5	5	5	3	1	5	5	5	5	4	5	5	2	4	4	3	4	4
3	5	1	4	4	4	5	3	3	4	2	3	4	3	3	3	5	2	4	3	5	5	5	5	4	2	4	1	3	4	5	-1	5	4	4	3	1	4	5	5	4	4	5	5	1	2	4	2	4	3
3	5	0	4	4	4	4	3	3	4	2	3	4	3	3	3	4	2	4	3	5	4	5	5	4	2	4	1	3	4	5	-1	5	4	4	3	1	4	5	5	4	4	5	5	1	2	4	1	4	3
3	4	0	4	4	2	4	2	2	3	2	2	4	3	3	2	4	1	3	3	5	4	4	5	4	2	3	0	2	4	5	-1	5	4	4	3	1	4	5	5	4	3	5	5	0	1	3	1	4	3
3	4	0	4	3	1	4	2	2	3	1	2	4	3	3	2	4	1	3	3	5	4	4	5	3	1	3	0	2	4	5	-1	5	3	4	2	1	4	5	5	4	3	5	5	0	1	3	1	4	3
3	4	-1	4	3	1	4	2	2	3	1	2	4	3	3	2	4	1	3	2	5	4	4	4	3	1	2	0	1	3	5	-1	5	3	4	2	1	4	4	5	4	3	5	5	0	1	3	0	3	3
3	4	-1	4	2	1	4	2	2	3	0	2	4	2	3	2	4	1	3	2	5	4	4	4	3	1	2	0	1	3	5	-1	5	3	3	2	1	4	4	5	4	3	5	5	0	1	3	0	3	2
3	4	-1	4	2	1	4	2	2	3	0	2	4	2	2	2	4	0	3	2	5	4	4	4	3	1	2	0	1	3	5	-1	5	3	3	2	1	4	4	5	4	3	5	5	0	1	2	0	3	2
3	4	-1	4	2	1	3	1	2	3	0	2	4	2	2	2	4	0	3	2	5	4	4	4	3	1	2	0	1	2	5	-2	5	3	3	2	0	4	4	5	4	3	5	5	0	1	2	0	3	2
3	4	-1	4	1	1	3	1	2	3	0	2	4	2	2	2	4	0	3	2	5	3	4	4	3	1	2	0	1	2	5	-2	4	3	3	2	0	4	4	5	3	2	4	5	0	0	2	0	3	1
3	4	-1	3	1	1	3	1	2	2	0	2	4	2	2	1	3	0	3	2	5	3	4	4	3	1	2	0	0	2	5	-2	4	3	3	2	0	4	4	5	3	2	4	5	0	0	2	0	3	1
2	4	-1	3	1	1	3	1	1	2	0	2	4	2	2	1	3	0	3	2	5	3	4	3	3	1	2	0	0	1	5	-2	4	3	3	1	0	3	4	5	3	2	4	5	0	0	2	0	3	1
2	4	-1	3	1	1	3	1	1	2	0	2	4	2	2	1	3	0	3	2	5	3	4	3	3	1	2	-1	0	1	5	-2	4	3	3	1	0	3	4	5	3	2	4	5	-1	0	1	-1	3	1
2	4	-1	3	1	0	3	1	1	2	0	2	4	2	2	1	3	0	3	2	5	3	4	3	3	0	1	-1	0	1	5	-2	4	2	2	1	0	3	4	5	3	1	4	5	-1	0	1	-1	2	1
2	4	-1	3	1	0	3	1	1	2	0	2	3	1	2	1	3	0	3	2	5	3	4	3	3	0	1	-1	0	1	5	-2	4	2	2	1	0	3	4	5	3	1	4	5	-1	0	1	-1	2	1
2	4	-1	3	1	0	3	0	1	2	0	2	3	1	2	1	3	0	3	2	4	3	4	3	3	0	1	-1	0	1	5	-2	4	2	2	1	0	3	4	5	3	1	4	5	-1	0	1	-1	2	1
2	4	-1	3	1	0	3	0	1	2	0	2	3	1	2	1	3	0	2	2	4	2	4	3	3	0	1	-1	0	1	5	-2	3	2	2	1	0	3	4	5	3	1	4	5	-1	0	1	-1	2	0
2	4	-1	3	1	0	3	0	1	2	0	1	3	1	2	1	3	0	2	2	4	2	4	3	3	0	1	-1	0	0	4	-2	3	2	2	1	0	3	4	5	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	4	-1	3	1	0	3	0	1	2	-1	1	3	1	2	1	3	-1	2	1	4	2	4	3	3	0	1	-1	0	0	4	-2	3	2	2	1	0	3	4	5	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	4	-2	3	0	-1	3	0	1	2	-1	1	3	1	2	1	2	-1	2	1	4	2	4	3	2	0	1	-1	0	0	4	-2	3	2	2	1	0	3	4	4	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	4	-2	3	0	-1	3	0	1	2	-1	1	3	1	2	1	2	-1	2	1	4	2	4	3	2	0	1	-1	0	0	4	-2	3	2	2	1	0	3	4	4	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	4	-2	3	0	-1	2	0	1	2	-1	1	3	1	1	0	2	-1	2	1	4	2	4	2	2	0	1	-1	0	0	4	-3	3	2	1	1	0	3	4	4	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	3	-2	3	0	-1	2	0	1	2	-1	1	3	1	1	0	2	-1	2	1	4	2	4	2	2	0	1	-1	0	0	4	-3	3	2	1	1	0	3	4	4	3	1	3	5	-1	0	0	-1	2	0
2	3	-2	3	0	-1	2	0	1	2	-1	1	3	1	1	0	2	-1	2	1	4	2	4	2	2	0	1	-1	0	0	4	-3	3	2	1	1	-1	3	4	4	3	1	3	5	-1	0	0	-1	1	0
2	3	-2	2	0	-1	2	0	1	2	-1	1	2	1	1	0	2	-1	2	1	4	1	4	2	2	0	1	-1	0	0	4	-3	3	2	1	0	-1	2	3	4	2	1	3	5	-1	-1	0	-1	1	0
1	3	-2	2	0	-1	2	0	1	2	-1	1	2	1	1	0	2	-1	2	1	4	1	3	2	2	0	1	-1	-1	0	4	-3	3	2	1	0	-1	2	3	4	2	1	3	5	-1	-1	0	-1	1	0
1	3	-2	2	0	-1	2	0	1	2	-1	1	2	1	1	0	2	-2	2	1	4	1	3	2	2	0	1	-1	-1	0	4	-3	3	2	1	0	-1	2	3	4	2	1	3	5	-1	-1	0	-1	1	0
1	3	-2	2	0	-1	2	0	1	1	-1	1	2	1	1	0	2	-2	2	1	4	1	3	2	2	0	0	-1	-1	0	4	-3	3	2	1	0	-1	2	3	4	2	0	3	5	-1	-1	0	-1	1	0
1	3	-2	2	0	-1	2	0	1	1	-1	0	2	1	1	0	2	-2	2	1	4	1	3	2	2	0	0	-1	-1	0	4	-3	3	1	1	0	-1	2	3	4	2	0	3	5	-1	-1	0	-1	1	0
1	3	-2	2	0	-1	2	0	0	1	-1	0	2	1	1	0	2	-2	2	1	4	1	3	1	2	-1	0	-1	-1	-1	4	-3	3	1	1	0	-1	2	3	4	2	0	3	5	-1	-1	0	-2	1	0
1	3	-2	2	0	-2	2	0	0	1	-1	0	2	1	1	0	2	-2	1	1	4	1	3	1	2	-1	0	-1	-1	-1	4	-3	3	1	0	0	-1	2	3	4	2	0	3	5	-1	-1	0	-2	1	0
1	3	-2	2	0	-2	2	0	0	1	-1	0	2	1	1	0	1	-2	1	1	4	1	3	1	2	-1	0	-1	-1	-1	4	-3	3	1	0	0	-1	2	3	4	2	0	2	5	-1	-1	-1	-2	1	0
1	3	-2	2	0	-2	2	-1	0	1	-2	0	2	1	1	-1	1	-2	1	0	4	1	3	1	2	-1	0	-1	-1	-1	3	-3	3	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	5	-1	-1	-1	-2	1	0
1	2	-2	2	0	-2	2	-1	0	1	-2	0	2	1	1	-1	1	-2	1	0	4	1	3	1	2	-1	0	-1	-1	-1	3	-3	3	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	4	-1	-1	-1	-2	1	0
1	2	-2	2	0	-2	2	-1	0	1	-2	0	2	1	1	-1	1	-2	1	0	4	1	3	1	2	-1	0	-2	-1	-1	3	-3	3	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	4	-1	-1	-1	-2	1	-1
1	2	-3	1	0	-2	1	-1	0	1	-2	0	2	1	1	-1	1	-2	1	0	4	1	3	1	2	-1	0	-2	-1	-1	3	-4	3	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	4	-1	-1	-1	-2	1	-1
0	2	-3	1	0	-2	1	-1	0	1	-2	0	1	1	1	-1	1	-2	1	0	3	1	3	1	2	-1	0	-2	-1	-1	3	-4	2	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	4	-1	-1	-1	-2	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	1	-2	0	1	0	1	-1	1	-3	1	0	3	1	2	1	2	-1	0	-2	-1	-1	3	-4	2	1	0	0	-1	2	3	3	2	0	2	4	-2	-1	-1	-2	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	1	-2	0	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	1	2	1	2	-1	0	-2	-1	-1	3	-4	2	1	0	0	-1	2	2	3	2	0	2	4	-2	-1	-1	-2	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	1	-2	0	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	2	-1	0	-2	-1	-2	3	-4	2	1	0	0	-1	2	2	3	2	0	2	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	1	-2	-1	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	2	-1	0	-2	-1	-2	3	-4	2	1	0	0	-1	2	2	3	2	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	1	-2	-1	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	2	-1	0	-2	-2	-2	3	-4	2	1	0	0	-1	2	2	3	1	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	2	-1	0	-2	-2	-2	3	-4	2	1	0	0	-1	2	2	3	1	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	1	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	1	-2	0	-2	-2	-2	3	-4	2	1	0	0	-2	2	2	3	1	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	1	0	3	0	2	1	1	-2	0	-2	-2	-2	3	-4	2	0	0	0	-2	2	2	3	1	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	1	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	2	0	0	0	-2	2	2	3	1	0	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	1	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	2	0	-1	0	-2	2	2	3	1	-1	1	4	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	1	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	2	0	-1	0	-2	2	2	3	1	-1	1	3	-2	-1	-1	-3	1	-1
0	2	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	1	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	2	0	-1	0	-2	2	2	3	1	-1	1	3	-2	-2	-1	-3	1	-1
0	1	-3	1	-1	-2	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	1	-3	0	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	2	0	-1	0	-2	2	2	3	1	-1	1	3	-2	-2	-2	-3	1	-1
0	1	-3	1	-1	-3	1	-1	0	0	-2	-1	1	0	0	-2	0	-3	0	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	1	0	-1	0	-2	2	2	3	1	-1	1	3	-2	-2	-2	-3	1	-1
0	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-2	-1	1	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	0	2	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	1	0	-1	0	-2	2	2	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-1
0	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-2	-1	1	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	0	1	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	3	-4	1	0	-1	0	-2	2	2	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-2
0	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-2	-1	1	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	-1	1	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	2	-4	1	0	-1	0	-2	2	2	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-2
0	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-2	-1	0	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	-1	1	0	1	-2	-1	-2	-2	-2	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	2	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-2
-1	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-3	-1	0	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	-1	1	0	1	-2	-1	-3	-2	-2	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-2
-1	1	-3	1	-1	-3	0	-2	0	0	-3	-1	0	-1	0	-2	0	-3	0	0	3	-1	1	0	1	-2	-1	-3	-2	-2	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-3	0	-2
-1	1	-3	1	-2	-3	0	-2	0	0	-3	-1	0	-1	0	-2	0	-4	0	-1	3	-1	1	0	1	-2	-1	-3	-3	-2	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	1	-2	-3	0	-2	0	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	3	-1	1	0	1	-2	-1	-3	-3	-3	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	0	-2	-3	0	-2	0	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	3	-1	1	0	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	0	-1	0	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	0	-2	-3	0	-2	0	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	0	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	0	-1	-1	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	0	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-1	-1	-2	1	1	2	1	-1	1	3	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	0	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-1	-1	-3	1	1	2	1	-1	1	2	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-3	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	0	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-2	-1	-3	1	1	2	0	-1	0	2	-3	-2	-2	-4	0	-2
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	-1	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-2	-1	-3	1	1	2	0	-1	0	2	-3	-2	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-3	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	-1	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-2	-1	-3	1	1	2	0	-1	0	2	-4	-2	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-4	-1	0	-1	0	-3	0	-4	0	-1	2	-1	1	-1	1	-3	-2	-3	-3	-3	2	-5	1	-1	-2	-1	-3	1	1	2	0	-1	0	2	-4	-2	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-4	-1	0	-1	0	-3	0	-4	-1	-1	2	-1	1	-1	1	-3	-2	-3	-4	-3	1	-5	1	-1	-2	-1	-3	1	1	2	0	-2	0	2	-4	-2	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-2	-1	-1	-4	-1	0	-1	0	-3	0	-4	-1	-1	2	-1	1	-1	0	-4	-2	-3	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	1	1	1	0	-2	0	2	-4	-2	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-3	-1	-1	-4	-1	0	-1	0	-3	-1	-4	-1	-1	2	-1	1	-1	0	-4	-2	-3	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	1	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-3	0	-3	-1	-1	-4	-1	0	-1	-1	-3	-1	-4	-1	-1	2	-1	1	-1	0	-4	-2	-3	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	1	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-3
-1	1	-4	0	-2	-4	0	-3	-1	-1	-4	-2	0	-1	-1	-3	-1	-4	-1	-1	2	-2	1	-1	0	-4	-2	-3	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-3
-1	0	-4	0	-2	-4	0	-3	-1	-2	-4	-2	0	-1	-1	-3	-1	-4	-1	-2	2	-2	1	-1	0	-4	-2	-4	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-3
-1	0	-4	0	-2	-4	-1	-3	-1	-2	-4	-2	0	-1	-1	-3	-1	-4	-1	-2	2	-2	1	-1	0	-4	-2	-4	-4	-3	1	-5	0	-1	-2	-1	-3	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-3
-1	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-1	-2	-4	-3	-1	-1	-1	-4	-1	-4	-1	-2	2	-2	0	-1	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	0	-1	-2	-1	-4	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-4
-1	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-1	-2	-4	-3	-1	-1	-1	-4	-1	-4	-1	-2	2	-2	0	-1	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	0	-1	-2	-1	-4	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-4
-1	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-2	-2	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-1	-5	-1	-2	1	-3	0	-1	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	0	-1	-2	-1	-4	0	1	1	0	-2	0	2	-4	-3	-3	-4	0	-4
-1	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-2	-2	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-1	-5	-1	-2	1	-3	0	-1	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	0	-1	-3	-1	-4	0	1	1	0	-2	-1	1	-4	-3	-3	-4	0	-4
-2	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-2	-3	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-1	-5	-1	-2	1	-3	0	-2	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	0	-2	-3	-1	-4	0	1	1	0	-2	-1	1	-5	-3	-3	-5	0	-4
-2	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-2	-3	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-1	-5	-1	-2	1	-3	0	-2	0	-4	-2	-4	-4	-4	1	-5	-1	-2	-3	-1	-4	0	0	1	0	-2	-1	1	-5	-3	-3	-5	0	-4
-2	0	-4	0	-3	-4	-1	-3	-2	-3	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-2	-5	-1	-2	1	-3	0	-2	0	-4	-3	-4	-4	-4	1	-5	-1	-2	-3	-1	-4	0	0	1	0	-2	-1	1	-5	-3	-4	-5	-1	-4
-2	0	-4	0	-3	-4	-2	-3	-2	-3	-4	-3	-1	-2	-1	-4	-2	-5	-1	-2	1	-3	0	-2	0	-4	-3	-4	-4	-4	1	-5	-1	-2	-3	-1	-4	0	0	1	0	-3	-1	1	-5	-3	-4	-5	-1	-4
-2	-1	-4	0	-3	-4	-2	-4	-2	-3	-5	-3	-1	-2	-1	-4	-2	-5	-1	-2	1	-3	0	-2	-1	-4	-3	-5	-5	-4	0	-5	-1	-2	-4	-1	-4	0	0	0	0	-3	-1	1	-5	-3	-4	-5	-1	-4
-2	-1	-4	0	-3	-5	-2	-4	-2	-3	-5	-3	-1	-3	-1	-4	-2	-5	-2	-2	1	-3	0	-3	-1	-5	-3	-5	-5	-4	0	-5	-1	-2	-4	-2	-4	-1	0	0	0	-3	-2	1	-5	-4	-4	-5	-1	-4
-2	-1	-5	-1	-3	-5	-2	-4	-2	-3	-5	-4	-2	-3	-1	-4	-2	-5	-2	-3	0	-3	-1	-3	-1	-5	-4	-5	-5	-5	0	-5	-1	-2	-4	-2	-4	-1	0	0	-1	-3	-2	1	-5	-4	-4	-5	-1	-4
-3	-1	-5	-1	-3	-5	-2	-4	-2	-4	-5	-4	-2	-3	-1	-4	-2	-5	-2	-3	0	-3	-1	-3	-2	-5	-4	-5	-5	-5	0	-5	-1	-2	-4	-2	-5	-1	0	0	-1	-3	-2	1	-5	-4	-4	-5	-1	-4
-3	-1	-5	-1	-4	-5	-2	-4	-2	-4	-5	-4	-3	-3	-1	-4	-2	-5	-2	-3	0	-3	-1	-3	-2	-5	-4	-5	-5	-5	0	-5	-1	-2	-4	-3	-5	-1	0	0	-1	-3	-2	1	-5	-4	-4	-5	-1	-4
-3	-2	-5	-1	-4	-5	-2	-4	-3	-4	-5	-4	-3	-3	-2	-4	-3	-5	-2	-3	0	-4	-1	-3	-2	-5	-4	-5	-5	-5	0	-5	-1	-2	-4	-3	-5	-1	0	0	-1	-3	-3	0	-5	-4	-4	-5	-2	-5
-3	-2	-5	-1	-4	-5	-3	-4	-3	-4	-5	-4	-3	-3	-2	-4	-3	-5	-3	-3	0	-4	-1	-3	-2	-5	-4	-5	-5	-5	0	-5	-2	-3	-5	-3	-5	-1	-1	0	-1	-4	-3	0	-5	-5	-4	-5	-2	-5
-3	-3	-5	-1	-4	-5	-3	-5	-3	-4	-5	-4	-4	-3	-2	-5	-4	-5	-3	-3	-1	-5	-2	-3	-2	-5	-4	-5	-5	-5	-1	-5	-2	-3	-5	-3	-5	-2	-1	0	-1	-4	-4	0	-5	-5	-4	-5	-2	-5
-4	-3	-5	-1	-4	-5	-3	-5	-4	-4	-5	-5	-5	-3	-2	-5	-4	-5	-3	-3	-1	-5	-2	-4	-2	-5	-4	-5	-5	-5	-1	-5	-3	-3	-5	-3	-5	-2	-1	-1	-1	-4	-4	0	-5	-5	-5	-5	-2	-5
-4	-3	-5	-2	-5	-5	-5	-5	-4	-5	-5	-5	-5	-3	-4	-5	-4	-5	-3	-5	-2	-5	-4	-4	-2	-5	-5	-5	-5	-5	-1	-5	-3	-4	-5	-4	-5	-3	-1	-1	-2	-5	-5	0	-5	-5	-5	-5	-3	-5

TOP 5 DES PHRASES AYANT SUSCITÉ LE PLUS DE DÉSACCORDS

(s32) : La recherche du meilleur prix doit primer sur la fidélité vis-à-vis des producteurs.

(s3) : Le groupe d'achats me demande un investissement en temps trop important.

(s48) : Le groupe d'achat est une contrainte pour moi : il faut que je réserve une plage horaire par semaine pour y aller et cela me pèse.

(s6) : Je participe à un groupe d'achats parce que ça me fait gagner du temps pour mes courses.

(s18) : Pour que le système des groupes d'achats se développe, il est nécessaire que certains de leurs membres soient rémunérés.

Du temps et de l'argent…

Il est intéressant de constater que trois des affirmations suscitant le plus de désaccords (s3, s48 et s6) font référence au temps consacré à l'activité. Dans les commentaires justifiant le désaccord avec ces trois affirmations, certains soulignent que participer à un groupes d'achats ne leur prend pas plus de temps que de faire des courses dans un supermarché (« Je ne suis pas sûr (que du contraire même) que ce mode d'approvisionnement me prend plus de temps que de courir d'un supermarché à l'autre à la chasse des meilleurs prix », ou « Cela ne prend pas plus de temps que de faire ses courses dans des magasins » ou encore «Notre GA s'est organisé délibérément avec le souci du moindre effort pour tous »). D'autres ne se prononcent pas réellement sur une « perte » ou un « gain de temps » mais mettent simplement en balance le temps consacré au groupe et ce que ce dernier leur apporte (« le temps que j'y consacre me semble négligeable, comparé à ce que cela m'apporte » ou « Que du bonheur ! et la découverte de légumes que je n'aurais pas acheté si je ne faisais pas partie d'un GAC »). D'autres encore admettent que participer à un groupe ne leur fait certainement pas gagner de temps, mais dans ce cas, cet investissement en temps n'est pas considéré comme une contrainte, quelque chose de pesant (« au contraire, j'y passe beaucoup de temps, mais avec d'autres valeurs ajoutées : la qualité des liens, le sentiment d'être actif » ou encore « cela prend plus de temps d'aller chercher ses légumes et fruits dans un autre endroit mais je privilégie les contacts et la qualité des produits au temps que je pourrais gagner et au prix »).

Les deux autres affirmations dans ce « top 5 » font référence, même si de manière indirecte et selon des angles différents, à l'argent, et montrent l'importance de se démarquer d'une logique marchande. Les personnes qui ont commenté leur désaccord à propos de l'affirmation (s18) justifient leur position de différentes manières. Pour eux, l'investissement dans le fonctionnement des groupes doit nécessairement être bénévole : pour éviter de faire « dériver les choses vers la rentabilité et la productivité », et d' « amplifier la dimension lucrative », de confondre le groupe d'achats avec un magasin ; pour maintenir le « statut égalitaire des membres », car ce qui fait la force du groupe c'est le fait qu'il n'y ait « pas de leader, pas de salaire, mais une co-responsabilité dans le fonctionnement du groupe », il faut donc maintenir un « partage des tâches » et éviter que « les « riches » du groupe ne participent qu'en payant les « pauvres » ». Il s'agit donc bien de *démarchandiser* la consommation alimentaire.

En résumé, ce « top 5 » nous enseigne que, pour les participants à l'enquête, les groupes d'achats se démarquent du système par une « utilisation » différente du temps et de l'argent… ou quand, dans leur perspective, le temps n'est *plus* de l'argent…

TOP 5 DES PHRASES AYANT SUSCITÉ LE PLUS D'ACCORDS

Remarque : non seulement les affirmations qui suivent ont recueilli le plus grand nombre de scores élevés (entre +3 et +5), mais elles sont également remarquables en ce sens qu'elles n'ont recueilli *aucun* score particulièrement peu élevé (de-3 à -5). En d'autres termes, aucune personne au sein de l'échantillon n'a marqué un désaccord important à leur égard…

(s44) : Etre membre d'un groupe d'achats, c'est aussi réfléchir à la construction d'une autre consommation et d'une autre société.

(s21) : Il est important que les produits fournis par le groupe d'achats soient issus de l'agriculture locale.

(s31) : Je participe à un groupe d'achats pour soutenir les agriculteurs locaux.

(s40) : Je participe à un groupe d'achats pour moins nuire à l'environnement.

(s39) : Un groupe d'achats, c'est donner la possibilité à tout le monde de pouvoir participer, s'intégrer dans un système de valeurs, une autre façon de penser.

Les phrases (s21) et (s31) affirment l'importance conférée au caractère *local* des produits et des producteurs. Acheter des produits locaux auprès de producteurs locaux est valorisé à plusieurs égards. Pour certains, l'importance du local repose sur ce qu'il permet une relation de confiance entre le consommateur et le producteur, puisqu'une discussion directe peut être assurée. Un circuit court assure la fraîcheur des produits et le fait qu'ils soient sains, i.e. leur qualité. D'autres insistent davantage sur l'aspect de la solidarité et sur l'importance de soutenir une agriculture paysanne en voie de disparition, d'assurer sa subsistance, de manière durable. Ce dernier argument a une dimension plus « sociale ». Enfin, d'autres évoquent un aspect écologique : diminution des transports et de leur coût énergétique, respect de la biodiversité, … Ce dernier argument est en lien direct avec l'affirmation (s40), et donne un éclairage supplémentaire à la position de cette dernière dans le « top 5 » (« Ce qui me semble important, c'est de participer à un circuit que l'on « connaît » d'un bout à l'autre et auquel on peut faire confiance tout en minimisant les transports et les inputs de l'agriculture industrielle » ou encore « Puisque la politique du GAS est de s'approvisionner local, nous évitons ainsi la pollution des grands trajets de transport de marchandises. Nous soutenons l'agriculteur local et bio : nous luttons ainsi contre l'appauvrissement de la terre par culture intensive industrielle et apport de pesticides, et, en choisissant les légumes de saison, nous épargnons de l'énergie (transports et serres) ».

Les affirmations (s39) et (s44), également présentes dans ce top 5, sont d'un autre ordre. Elles sont moins « factuelles », davantage centrées sur les valeurs, l'aspect « idéologique » de la participation à un groupe d'achats. « Echanges de valeurs, de conseils et de manières de faire. Passer de l'isolement à une envie de penser ensemble afin d'améliorer notre façon de se nourrir », « réappropriation d'un certain pouvoir : (…) celui de choisir ce que l'on consomme et comment »… Là encore, le local a son importance : « commencer par le local si on veut changer les choses et avoir un monde plus solidaire »…

Le nombre élevé de commentaires associés à l'affirmation (s44) nous a poussé à nous pencher un peu plus sur cette affirmation et ses significations pour les participants lui ayant accordé la note « +5 ».

ZOOM SUR LA PROPOSITION (S44)

Afin de nous aider dans la manière d'envisager l'affirmation (s44) et ses sous-entendus, nous avons trouvé pertinent de reprendre les concepts de "*exit*" et "*voice*", développés par Hirschmann (1970)[7]. Nous n'allons pas reprendre ici l'ensemble de sa théorie, mais seulement (et simplement) en évoquer les grandes lignes : selon Hirschman, les membres de tout groupe, toute société, ont essentiellement deux possibilités de réponses lorsqu'ils perçoivent que l'organisation donne les signes d'un déclin en qualité, ou devient moins bénéfique pour ses membres. Ils peuvent soit en sortir (*exit*), c'est-à-dire se retirer de la relation qui les lie à ce groupe, soit faire entendre leur voix (*voice*), c'est-à-dire tenter de réparer ou d'améliorer la relation à travers la communication d'une plainte, et éventuellement des propositions de changement.

Une lecture attentive des commentaires laissés par les participants ayant marqué un degré d'accord maximum envers la proposition (s44) nous a permis de constater que ce n'était pas une seule, mais ces deux attitudes qui étaient présentes en filigrane. En effet, les commentaires de certains laissent entendre que participer à un groupe d'achats est une forme d' « *exit* », tandis que pour d'autres, une telle participation est une manière de faire entendre sa voix.

L'ATTITUDE TENDANCE « EXIT »

Nous avons relevé dans les commentaires un certain type de vocabulaire faisant référence à une attitude de « sortie ». Voici ces expressions :

- Contourner : « comprendre aujourd'hui comment le système alimentaire a dévié et pouvoir apprendre à le contourner »
- Refuser, être contre : « je suis contre le système actuel » ou « la façon d'acheter est devenue un acte politique : refuser que l'on soit obligatoirement tributaire des grandes surfaces ». ou encore « il faut refuser cette mondialisation des produits, les transports et surtout l'énorme gâchis de nourriture qui en découle ».
- Echapper : « c'est échapper à la main mise de grands groupes financiers et construire une société non basées sur le profit ».
- « Revenir au temps de nos grands-parents ».

L'ATTITUDE TENDANCE "VOICE"

- Une proposition intermédiaire entre « voice » et « exit » : Construire un nouveau système, aux côtés de l'actuel, et par là, montrer l'exemple d'un autre monde possible. « on crée un autre mode de consommation plus impliqué et conscient et ça peut être une voie ou un exemple pour une autre façon de fonctionner en tant que société. »

- Faire la révolution: "il existe de nombreux faits véritables qui amènent à penser q'une alternative cohérente doit être proposée au système actuel. Entamer la réflexion (et l'action !) par une évolution du mode de consommation est, mes yeux, une manière de « faire la révolution de l'intérieur. » »
- Faire évoluer le système actuel, l'influencer

[7] Hirschmann, 1970. *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press.

- Réintégrer ou recréer des valeurs au sein du système actuel : « remettre des valeurs humanistes dans un système libéral ». « il me semble important de renforcer ces initiatives, surtout qu'elles permettent de recréer des liens dans une société individualiste ». « ramener le sens de l'argent vers une facilité de troc plutôt que vers une possession immatérielle ».
- Réfléchir et éduquer : « nous devrions davantage réfléchir aux implications de notre mode de vie actuel ». « réfléchir à un autre avenir pour notre société de sur-consommation ». « le groupe d'achats s'est lancé dans une dynamique d'éducation permanente, de réappropriation de sa consommation et de ses implications sur les modes de production, sur l'alimentation, la santé, etc.

CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME ACTUEL

Qu'ils adoptent une position plutôt « *exit* » ou plutôt « *voice* », les commentaires se positionnent par rapport à un système actuel qu'ils récusent. Mais, à nouveau, ce « système » ne recouvre pas la même réalité pour tous les participants à l'enquête (et sans doute même pas pour tous les participants à un même groupe d'achat !).

Pour certains, il s'agit de se démarquer d'une société capitaliste, un système libéral qui

- crée du désir, des besoins non nécessaires
- induit une individualisation
- crée des inégalités
- a un caractère non durable, provisoire
- a oublié la vraie signification de l'argent

Pour d'autres, il s'agit de se positionner face à la globalisation qui induit :

- des trajets absurdes
- des aberrations écologiques
- un non respect des questions éthiques, des contextes politiques

Pour d'autres encore, c'est plus précisément un système alimentaire perverti qu'il faut remettre en question, puisqu'il il implique

- l'utilisation de composants cancérigènes ou nocifs pour la santé
- une attention portée à la conservation plutôt qu'au goût
- un énorme gaspillage

Enfin, certains ne récusent pas le système actuel et ses problèmes en tant que tels, mais bien les réponses qui y sont généralement apportées, un soi-disant « développement durable », et l' « écoblanchiment ».

CARACTÉRISTIQUES DES GROUPES D'ACHATS

Si tous les membres des groupes d'achats ne sont pas sensibles aux mêmes problématiques, il est normal qu'ils envisagent les groupes d'achats et la façon dont ils s'opposent au système actuel de manière différente également. En effet, pour certains, le groupe d'achats est d'abord un lieu pour l'échange, la réflexion. Pour d'autres, c'est là que se recréent les vraies relations, les liens. D'autres les voient également comme un lieu où l'on connaît les producteurs et où on peut leur faire confiance. D'autres encore insistent sur l'importance de pouvoir y exercer un vrai choix, en tant que consommateur. Certains soulignent le plaisir de pouvoir identifier la vraie qualité d'un produit à travers un dialogue et non pas en se fiant à des labels désincarnées. Pour d'autres, enfin, il s'agit uniquement d'un endroit où l'on peut donner son temps, gratuitement, sans compter.

ANALYSE FACTORIELLE

Après l'exploration de ces premiers résultats, nous avons procédé à l'analyse factorielle proprement dite, afin de dégager des « discours typiques » à propos des groupes d'achats. Nous avons pu dégager 8 facteurs significatifs, mais n'en avons finalement retenus que 6 (les facteurs 5 et 8 ne représentant significativement chacun qu'une personne, et s'avérant difficilement interprétables). Le premier facteur est celui qui représente le discours majoritaire sur les groupes d'achats, tandis que les 5 autres représentent des discours plus marginaux, mais interpellant dans leurs différences et les éléments qu'ils mettent chacun en avant.

DESCRIPTION DES FACTEURS

Les facteurs sont décrits ici à l'aide de deux outils : une représentation « graphique » (sous forme de pyramide) des propositions ayant recueilli des scores « extrêmes » (marquant un plus grand degré d'accord ou de désaccord) et un tableau reprenant les « propositions significatives » (distinguishing statements) ou propositions démarquant un facteur de tous les autres, de par le score qu'il leur attribue.

FACTEUR 1 : LE DISCOURS MAJORITAIRE

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
32	28	6						2	31	44
30	48	3						13	33	21
	29	45						40	39	
		26						38		

Le facteur 1 est clairement le facteur le plus important. Il représente significativement 23 personnes et explique à lui seul 21% de la variance, ce qui n'est pas négligeable. Il peut être considéré comme correspondant au discours majoritaire sur les groupes d'achats. Sa description rejoint des éléments déjà évoqués dans l'analyse que nous avons effectuée avant l'analyse factorielle.

Il n'est donc pas surprenant de voir apparaître (s44) comme l'une des deux phrases recueillant le degré le plus élevé d'accord. Dans cette perspective, les groupes d'achats sont considérés comme une arène de changement (actif) (s2) et un système de valeurs (s39), où la convivialité, les relations jouent un rôle important (s13 et s38). Il est donc normal d'y consacrer du temps et de s'y investir (-s6, -s48, -s3). L'accent est également mis sur le caractère local des produits comme des producteurs (s21 et 31). Le développement des groupes d'achats vers plus

d'institutionnalisation (labels, encadrement juridique : -s28 et –s45) ou vers un assouplissement dans les critères de sélection des produits (accepter les produits transformés (-s29) ou fournis par un grossiste (-s26)) suscite un désaccord assez net.

FACTEUR 2 : LES « DÉÇUS » (MANQUE DE TEMPS)

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
32	6	5						31	21	40
12	42	45						23	47	43
	50	34						39	44	
		37						22		

Propositions significatives (affirmations discriminantes)du facteur 2[8]	F1	F2	F3	F4	F6	F7
(s48) Le groupe d'achat est une contrainte pour moi : il faut que je réserve une plage horaire par semaine pour y aller et cela me pèse.	-4	2	-3	-4	0	-5
(s30) Si les magasins traditionnels ne vendaient que des produits locaux et de saison, les groupes d'achats perdraient leur raison d'être.	-5	0	2	-2	-3	-2
(s38) Un groupe d'achats, ça fait un réseau dans le quartier, les gens se connaissent, il y a des liens qui se créent.	3	0	3	1	4	4
(s34) Les rapports entre les producteurs et les groupes d'achats devraient être conviviaux plutôt que commerciaux.	2	-3	0	0	0	0

Le facteur 2 représente significativement 5 personnes, et explique 9% de la variance.

Pour comprendre ce facteur et sa spécificité, il est tout d'abord intéressant de s'arrêter sur les caractéristiques des 5 personnes lui étant significativement associées. En effet, deux d'entre elles déclarent ne pas faire partie d'un groupe d'achats actuellement : elles ont quitté le leur par « manque de temps », et pour l'une d'entre elles pour « trop de discussions infructueuses ». Les trois autres se révèlent être des femmes, toutes actives, et avec des enfants.

[8] Ce tableau est à lire comme suit : les colonnes représentent les différents facteurs (numérotés de 1 à 7) et le score attribué par ces facteurs aux propositions reprises en lignes. La colonne surlignée en jaune représente le facteur d'intérêt : les scores affichés dans cette colonne montrent comment le facteur en question se démarque des autres par rapport à certaines propositions.

Le facteur 2 tire sa spécificité du fait qu'il est le seul à faire apparaître la participation à un groupe d'achats comme une contrainte : le temps et l'investissement personnel posent problème : (-s12, -s5, -s42, et **s48** comme affirmation distinguant ce facteur des autres (cf 'Propositions significatives)[9]). Les personnes qui se retrouvent sur ce facteur s'accordent sur le principe des groupes d'achats en ce qu'il permet d'accéder à des produits sains, de moins nuire à l'environnement, de soutenir les agriculteurs locaux, mais ils plaident pour une plus grande efficacité, une plus grande organisation. Il ne s'agit pas de changer les relations entre producteurs et consommateurs (-s37, **-s34**.)… Il ne s'agit pas de changer radicalement la manière de consommer, mais simplement de consommer de meilleurs produits. Un coup d'œil aux « affirmations discriminantes » confirme que ce facteur semble être plus proche (ou tout du moins, moins éloigné) d'une logique « marchande » que les autres facteurs (s30 et s34).

Ce facteur est admirablement illustré par ce commentaire, laissé par une répondante en justification à son désaccord avec (s6) (« je participe à un groupe d'achats parce que ça me fait gagner du temps pour mes courses ») : *En fait, cela prend énormément de temps de participer à un groupe d'achats. C'est un réel engagement dans la semaine. Davantage de structure et d'efficacité, ce ne serait pas de refus. J'ai quitté le GAC de mon quartier parce que c'était trop énergivore, je serais preneuse d'une démarche davantage soutenue structurellement pour l'alléger et la rendre accessible à davantage de personnes.*

FACTEUR 3 : LES « HÉDONISTES »

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
6	43	48						7	21	4
11	3	16						38	24	23
	35	20						33	41	
		26						44		

Propositions significatives du facteur 3	F1	F2	F3	F4	F6	F7
(s4) Se retrouver avec des légumes qu'on ne connaît pas, les découvrir... c'est un vrai bonheur.	1	1	5	1	3	1
(s40) Je participe à un groupe d'achats pour moins nuire à l'environnement.	3	5	1	3	5	3

[9] Dorénavant les « propositions significatives » seront indiquées en gras dans le texte.

Tout comme le facteur 2, le facteur 3 explique 9 % de la variance, et 5 personnes lui sont significativement associées.

Le facteur 3 se caractérise tout d'abord par une référence importante à la relation aux produits, à leur qualité. Le groupe d'achats est considéré comme étant un moyen de se procurer des produits d'origine locale (s21), sains (s23), frais (s24) et est associé à une notion de bonheur (**s4**) et de bien-être (s7). Y consacrer du temps ou de l'énergie n'est pas considéré comme étant un problème (-s6, -s3, -s48). On peut également remarquer dans ce facteur une sorte de volonté de conserver un groupe à taille réduite (-s46), (-s20), probablement à l'échelle du quartier, sans doute pour garantir, d'une part, les liens de convivialité (s38), et de l'autre, une relation directe avec les producteurs (-s26), (s33). Il ne s'agit pas ici d'une forme de militantisme (-s43) : la référence à l'environnement (**s40**) apparaît comme moins importante que dans les autres facteurs, par exemple. En outre, pas question de s'engager financièrement à l'avance auprès des producteurs par exemple (-s35), et pas question de refuser une participation plus limitées de certains, qui se comporteraient davantage comme de simples « clients » (-s11). Le groupe d'achats serait donc vu davantage comme un autre lieu, une autre manière de faire son shopping, sans se presser…

Un bref regard sur les caractéristiques personnelles des répondants significativement liés à ce facteur peut nous apprendre davantage : il est intéressant de noter qu'il s'agit, à une exception près (une femme âgée de 30-49 ans), de femmes âgées de 50 à 64 ans, trois d'entre elles étant actives.

FACTEUR 4 : LES « ALTERMONDIALISTES »

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
32	48	47						40	22	44
28	16	3						43	39	27
	45	29						14	2	
		26						31		

Proposition significative du facteur 4	F1	F2	F3	F4	F6	F7
(s27) A l'avenir, il faudrait pouvoir faire toutes ses courses à travers des groupes d'achats.	-1	-1	-2	5	-2	-1

Le facteur 4 explique lui aussi 9% de la variance, et représente significativement 4 personnes : 3 femmes et un homme de 30-49 ans, une femme de 50-64 ans, tous actifs (employés ou indépendant).

Le facteur 4 est marqué par une prédominance d'affirmations « générales », « idéologiques », faisant référence au lien entre le groupe d'achats et la société (s44 , s39, s40). Faire partie de ce

système est clairement considéré comme étant une forme de militantisme, actif (s43, s2). La seule affirmation discriminante, qui prône l'élargissement de ce système d'approvisionnement à tous types de produits, marque une sorte de « radicalisme ». Le facteur se positionne également contre toute forme d'institutionnalisation (-s28, -s16, -s45) et contre un développement des groupes d'achats en faveur d'éléments faisant davantage penser au système dominant (-s29, -s26). Nous avons baptisé ce facteur « les altermondialistes » en opposition au facteur 7, « les alterlocalistes ». En effet, il est question ici de changer la société, la consommation, mais la référence au local n'est pas flagrante. Le militantisme reste flou, dirigé vers des principes plutôt que vers des actions locales concrètes.

FACTEUR 6 : LES « ÉCONOMES »

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
28	3	10						31	24	40
35	37	48						50	38	23
	16	11						4	44	
		22						13		

Propositions significatives du facteur 6	F1	F2	F3	F4	F6	F7
(s50) Je participe à un groupe d'achats car je peux m'y procurer le type de produits que je cherche à un prix moins élevé qu'en grande surface.	-2	-4	-2	0	3	-1
(s10)En tant que membre d'un groupe d'achats, j'accepte de payer plus cher mon kilo de carottes (choux, patates...) qu'en grande surface.	0	2	0	1	-3	1

Le facteur 6 explique 6% de la variance et est représenté significativement par deux personnes (une femme et un homme de 30-49 ans, l'une au foyer, l'autre actif (employé-cadre)).

C'est le seul facteur faisant référence au critère économique de manière si claire, il suffit pour cela simplement d'observer les deux affirmations discriminantes (s50 et –s10). Les groupes d'achats sont considérés comme étant un bon moyen de se procurer des produits sains (s23) et frais (s24) (mais pas nécessairement bio (-s22)), à moindre coût, et dans une atmosphère conviviale, en prime ! On peut également noter une sorte de « balance» entre le temps et l'argent ici, puisque consacrer du temps ne semble pas être un problème.

FACTEUR 7 : LES « ALTERLOCALISTES »

-5	-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4	5
18	37	32						40	42	44
48	3	46						41	2	31
	6	8						1	38	
		47						21		

Proposition significative du facteur 7	F1	F2	F3	F4	F6	F7
(s42) Je suis prêt(e) à m'investir personnellement pour aider à la création de nouveaux groupes d'achats.	0	-4	-1	0	-1	4

Le facteur 7 explique 8% de la variance et est significativement représenté par trois personnes : deux hommes et une femme, tous trois dans la tranche d'âge 50-64 ans, tous trois actifs.

Le facteur 7 ressemble à plusieurs égards au facteur 4 (s44, s2, s40), mais apparaît moins « généraliste ». On y dénote une notion de proactivité : il s'agit de consacrer au groupe d'achats du temps et un investissement personnel (non rémunéré ! s18) (**s42**, s41, s1). Ici, la dimension locale semble plus importante : le soutien aux producteurs locaux (qui ne doit pas susciter une confusion des rôles : -s37 et-s8) est l'un des deux éléments considérés comme les plus importants, et la seule référence aux produits concerne leur caractère local (s21). Les personnes associées à ce facteur sont prêtes à s'investir personnellement dans le développement de ce système, dans le sens d'une multiplication des groupes plutôt que de leur croissance.

SYNTHESE ET CONCLUSIONS

Le présent rapport visait à rendre compte des résultats de deux enquêtes réalisées en vue de répondre à cette double question : Quel est le potentiel de développement, d'extension et de pérennisation des groupes d'achats communs et solidaires ? Comment cette « niche » peut-elle se maintenir, se développer, prendre de l'ampleur et ainsi participer à une transition vers un système alimentaire durable ?

Ces deux enquêtes ne constituent pas l'unique moyen mis en œuvre par l'équipe de recherche pour tenter de répondre à ces questions, et c'est pourquoi l'analyse de leurs résultats ne permet pas de leur apporter une réponse unique, ferme et définitive. Toutefois, quelques éléments intéressants ont pu être mis en avant.

Les résultats de l'enquête sous forme de questionnaire, même si très limités (au vu d'un taux de réponse relativement peu élevé) ont permis l'ébauche d'un portrait général des groupes d'achats communs ou solidaires, en Région Wallonne et à Bruxelles. La plupart d'entre eux sont nés très

récemment, à l'initiative de consommateurs issus d'une association ou d'un quartier, et sont de taille relativement modeste (ils comptent pour la plupart entre 10 et 20 ménages). Ils sont plus ou moins organisés ou institutionnalisés, mais la plupart possèdent un compte en banque qui leur est propre, organisent les paiements à l'avance, et sont livrés par le(s) producteur(s) à un local permanent. Une majorité d'entre eux se réunit régulièrement en dehors des livraisons, principalement pour discuter de l'organisation pratique du groupe, et dans une moindre mesure, du choix des producteurs et des produits. Les producteurs sont le plus souvent choisis en fonction de leurs méthodes de production et leur proximité géographique, tandis que ce qui motive le choix des produits réside principalement dans leur caractère local (production locale et variétés indigènes), leur goût, et dans une moindre mesure, leur prix. La plupart des personnes interrogées considèrent le niveau de convivialité en leur sein comme assez élevé. Celui-ci se manifeste par une participation active de la plupart des membres au fonctionnement du groupe, par des échanges informels de recettes et de bons plans, ou tout simplement par une bonne ambiance lors des permanences. Les groupes déclarant une convivialité élevée sont également les plus nombreux à participer à des activités parallèles, non liées directement à l'approvisionnement en nourriture.

La *Q methodology* , quant à elle, a permis de relever un ensemble largement partagé d'attitudes par rapport aux groupes d'achats, ainsi que quelques profils plus particuliers de participants à ces groupes d'achats. Il semble largement reconnu que participer à un groupe d'achats ne signifie pas seulement participer à un système alternatif d'approvisionnement en nourriture. Pour une grande majorité de participants à l'enquête, il s'agit de jeter un regard plus large sur la société et ses valeurs, de se positionner par rapport à elles et de réfléchir activement à la construction d'une autre société et d'une autre consommation, sans toutefois que cela fasse l'objet de discussions formelles lors des réunions du groupe. Pour un grand nombre des participants auxGACs, cette construction passe nécessairement par le *local*. Choisir des produits locaux et soutenir des producteurs locaux : souci de l'environnement et solidarité… Rétrécir l'espace, donc mais étendre le *temps* : accepter d'investir plus de temps (et éventuellement plus d'argent) pour retirer des groupes d'achats davantage que des produits de qualité ; des relations de qualité.

Aux côtés de cet ensemble d'attitudes communes, on retrouve d'autres profils, plus particuliers. Les « déçus », pour qui l'investissement en temps est un problème, et qui souhaiteraient davantage d'organisation et d'efficacité. Les « hédonistes », pour qui le plus important réside dans la qualité des produits (frais, sains, locaux) plutôt que dans le soutien aux producteurs ou l'attention portée à la dimension environnementale. Les « altermondialistes », plus militants, conscients de poser des actes pour la société, opposés à toute forme d' « institutionnalisation » des groupes d'achats, soucieux de bien les distinguer du système traditionnel. Les « économes » pour qui les groupes d'achats représentent surtout un moyen de se procurer des produits de qualité à un moindre coût. Et enfin les « alterlocalistes », soucieux de s'investir activement et bénévolement pour changer le local au travers des groupes d'achats.

Ces différents profils, ces différentes manières d'envisager les groupes d'achats, rendent compte d'une relative diversité dans les raisons de l'adhésion des membres à ces groupes. Cette constatation laisse entrevoir de nombreux défis dans la perspective d'un élargissement de ces niches et de la contamination du système dominants par celles-ci. Il sera sans doute difficile de mettre l'accent sur un aspect des groupes d'achats apprécié par certains sans perdre d'autres personnes attirés par d'autres dimensions…

Pour terminer, nous voudrions émettre une suggestion. Etudier les groupes d'achats aujourd'hui, c'est se retrouver au cœur d'une réalité fluctuante et volatile. Des groupes d'achats se forment, d'autres disparaissent, certains se dotent d'outils, évoluent vers plus

d'institutionnalisation, tandis que d'autres s'attachent à ne pas trop se formaliser, à rester tels qu'ils sont « spontanés » et un peu chaotiques. Une enquête telle que la nôtre ne dispose pas de moyens suffisants pour observer et analyser ces mouvements et fluctuations. Il serait sans doute judicieux d'établir un « observatoire » permanent de ces initiatives, qui répertorierait de manière systématique des aspects de la vie des groupes d'achats en Wallonie et à Bruxelles : créations, disparitions, évolutions de l'organisation pratique, du nombre de membres, etc… Cela permettrait de jeter un éclairage plus pertinent et utile sur une dimension de plus en plus importante de la consommation alimentaire en Belgique. De plus, ces informations s'avéreraient précieuses pour évaluer l'impact de telles initiatives en termes de développement durable, ce qui n'est pas encore possible aujourd'hui, dans l'état actuel de notre recherche.

ANNEXE : Q SAMPLE

1. Ma motivation principale pour faire partie d'un groupe d'achats n'est pas égoïste mais altruiste.

2. Ce que j'aime dans ma participation à un groupe d'achats, c'est de ne pas être passif mais (co-)acteur de mon approvisionnement en nourriture.

3. Le groupe d'achats me demande un investissement en temps trop important.

4. Se retrouver avec des légumes qu'on ne connaît pas, les découvrir... c'est un vrai bonheur.

5. Le groupe d'achats me permet de ne pas devoir me demander ce que je vais cuisiner, de ne pas devoir programmer. Je peux faire avec ce qui est là et ça me convient très bien. Ca facilite la vie.

6. Je participe à un groupe d'achats parce que ça me fait gagner du temps pour mes courses.

7. Le groupe d'achats m'incite à manger mieux que je ne le ferais normalement.

8. Je ne conçois pas ma participation à un groupe d'achats sans la possibilité de donner un coup de main (récolter, désherber...) de temps en temps au producteur.

9. J'aime rendre visite moi-même aux producteurs.

10. En tant que membre d'un groupe d'achats, j'accepte de payer plus cher mon kilo de carottes (choux, patates...) qu'en grande surface.

11. Les personnes qui passent épisodiquement, seulement pour prendre leurs produits, et repartent aussitôt, feraient mieux de ne plus venir du tout.

12. Pour faire effectivement partie d'un groupe d'achats, il faut se mêler activement à son fonctionnement, s'investir à fond.

13. Je ne conçois pas un groupe d'achats sans le côté convivial: mettre la main à la pâte, se réunir, goûter des produits ensemble, s'échanger des recettes, ...

14. Rencontrer des gens est un objectif important de ma participation au groupe d'achats.

15. Il ne faut pas vouloir que tous les membres d'un groupe d'achats deviennent des amis.

16. La participation à un groupe d'achats ne devrait pas être facilement résiliable: un contrat devrait être établi pour qu'une personne qui se désiste se trouve un remplaçant.

17. Un groupe d'achats ne peut fonctionner que si il y a une rotation des tâches.

18. Pour que le système des groupes d'achats se développe, il est nécessaire que certains de leurs membres soient rémunérés.

19. Pour que les groupes d'achats se développent à l'avenir, il faudra accepter que certains membres s'investissent moins que d'autres, en fonction des désirs de chacun.

20. Les groupes d'achats ne pourront se développer qu'en intégrant un public plus diversifié, en incluant par exemple des personnes aux revenus faibles, sur-endettées, etc.

21. Il est important que les produits fournis par le groupe d'achats soient issus de l'agriculture locale .

22. Tous les produits fournis par un groupe d'achats devraient être bio.

23. Je participe à un groupe d'achats pour me garantir l'accès à des produits sains, bons pour la santé.

24. C'est pour me procurer des produits frais que je participe à un groupe d'achat.

25. Ce qui est important, c'est de pouvoir mettre un visage et des mains sur un produit, de savoir exactement d'où il vient.

26. Pour que les groupes d'achats s'étendent, il faudrait accepter que, l'hiver, les paniers puissent être composés en partie de produits achetés chez des grossistes.

27. A l'avenir, il faudrait pouvoir faire toutes ses courses à travers des groupes d'achats.

28. Tous les produits que je me procure par mon groupe d'achats devraient porter un label.

29. Pour que les groupes d'achats puissent se développer, il faudrait qu'ils ne se limitent pas aux produits frais, mais incluent aussi des produits transformés(conserves, surgelés, plats préparés,...).

30. Si les magasins traditionnels ne vendaient que des produits lcoaux et de saison, les groupes d'achats perdraient leur raison d'être.

31. Je participe à un groupe d'achats pour soutenir les agriculteurs locaux.

32. La recherche du meilleur prix doit primer sur la fidélité vis-à-vis des producteurs.

33. Il est fondamental que chaque groupe d'achats ait un contact direct avec les producteurs qui le fournissent.

34. Les rapports entre les producteurs et les groupes d'achats devraient être conviviaux plutôt que commerciaux.

35. A terme, tous les groupements d'achats devraient fonctionner avec un engagement financier des consommateurs, qui paient à l'avance aux producteurs la totalité de leur consommation sur une période définie.

36. Les groupes d'achats se développeront quand ils feront confiance non seulement aux producteurs isolés, mais aussi aux groupements de producteurs (coopératives, ...)

37. L'avenir des groupes d'achats se marquera par l'abolition de la distinction entre producteurs et consommateurs : les consommateurs participeront à la production de leur nourriture.

38. Un groupe d'achats, ça fait un réseau dans le quartier, les gens se connaissent, il y a des liens qui se créent.

39. Un groupe d'achats, c'est donner la possibilité à tout le monde de pouvoir participer, s'intégrer dans un système de valeurs, une autre façon de penser.

40. Je participe à un groupe d'achats pour moins nuire à l'environnement.

41. Je trouve important de faire connaître le système des groupes d'achats à d'autres personnes.

42. Je suis prêt(e) à m'investir personnellement pour aider à la création de nouveaux groupes d'achats.

43. Etre membre d'un groupe d'achats, c'est une forme de militantisme.

44. Etre membre d'un groupe d'achats, c'est aussi réfléchir à la construction d'une autre consommation et d'une autre société

45. Pour que les groupes d'achats se développent, il faudrait que l'Etat les dote d'un cadre juridique.

46. Il faudrait que notre groupe d'achats se développe, grandisse.

47. Avant de développer les groupes d'achats, il faudrait vérifier qu'ils sont effectivement meilleurs pour l'environnement que le système agro-alimentaire "ordinaire".

48. Le groupe d'achat est une contrainte pour moi : il faut que je réserve une plage horaire par semaine pour y aller et cela me pèse.

49. Il faudrait qu'il y ait plus de groupes d'achats comme le mien.

50. Je participe à un groupe d'achats car je peux m'y procurer le type de produits que je cherche à un prix moins élevé qu'en grande surface.

SCIENCE FOR A SUSTAINABLE DEVELOPMENT (SSD)

CONSENTSUS RESEARCH PROJECT

CONSTRUCTION OF SCENARIOS AND EXPLORATION OF TRANSITION PATHWAYS FOR SUSTAINABLE CONSUMPTION PATTERNS

WORK PACKAGE 7: EXPLORING THE GOVERNANCE OF TRANSITIONS OF SUSTAINABLE CONSUMPTION PATTERNS

Valentine van Gameren, Tom Bauler, Emilie Mutombo

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Centre d'Etudes du Développement Durable

The present paper is integrated in the CONSENTSUS project of Belgian Science Policy (final report to be published in 2011). The CONSENTSUS project has been conducted by *Centrum voor Duurzame Ontwikkeling* (CDO)- Universiteit Gent, *Institut pour un Développement Durable* (IDD) and *Centre d'Etudes du Développement Durable* (CEDD)- IGEAT- Université Libre de Bruxelles.

Table of contents:

Introduction 2
1. Methodology 7
2. The governance framework of Belgian food teams 11
2.1. Public authorities 11
2.1.1. Policy context 11
2.1.2. Legislative and regulative instruments 16
2.1.3. Economic instruments 23
2.1.4. Norms and standards 26
2.1.5. Contracts and incentive instruments 28
2.1.6. Informational and communicational instruments 31
2.1.7. Direct supply of goods and services 34
2.2. Non-state actors 35
2.2.1. Farmers' trade unions and federations 35
2.2.2. Organic platforms 38
2.2.3. Retailers 39
2.2.4. Investing and financing actors 41
2.2.5. Associations 41
2.3. Synthesis/conclusions: the governance framework of the Belgian food teams 44
3. Food teams and the governance of niches 53
Bibliography 57
Interviews 66
Meetings and conferences 68

Introduction

System innovations and transitions in the realm of sustainable consumption policies will seldom emerge automatically from the present socio-political context. And, where some change towards more sustainable consumption patterns occurs, it might not infer the necessary structural system innovations, but remains restricted to mere system optimizations[1]. Consequently, there are repetitive calls[2] to develop ways to (pro) actively *steer* transitions, i.e. to develop and implement forms of *governance of transitions*.

In this study, we will explore these issues related to the governance of transitions and elaborate on their application to the relatively unexplored governance of sustainable consumption patterns[3], more precisely in the field of food consumption.

As case study, we have chosen to work on the Belgian "food teams", i.e. collective forms of direct food provision promoted and self-organized by groups of consumers. These groups are called "voedselteams" in Flanders, "groupes d'achats communs" (GAC) and "groupes d'achat solidaire" (GAS) in Wallonia and "groupes d'achat solidaires pour une agriculture paysanne (GASAP) in Brussels.
These initiatives constitute a particular form of "local food systems" or "short food supply chains". Local food systems are defined as "*systems which allow a direct contact between consumers and producers, and/or in which consumers and producers enter into a long-term contractual relation with one another. The distance between the different actors should remain limited (geographically as well as for the number of links in the chain)"*[4]. Short food supply chains constitute direct marketing of food: "*Direct marketing, briefly, is largely defined by various producer-consumer pathways, both old and new, which shorten the conventional food chain, bringing these two groups of actors closer in proximity – and what this might actually and potentially denote*"[5]. Therefore, both local food systems and short food supply chains concepts have a lot in common, with reference to the spatial and human proximity between producers and consumers. They include a huge diversity of marketing channels, for example on-farm sales, farmers' markets, community-supported agriculture, farmers' cooperatives or box schemes[6]. The emergence of such systems is due to several reasons, namely consumers' concerns for "*food safety, animal welfare, environmental effects, regional development and the interest in better quality and fresher food"*[7] and farmers' wish to capture a bigger part of the final value of products by diminishing or avoiding middlemen[8].

---

[1] TUKKER, A., BUTTER, M., « Governance of sustainable transitions : about the 4(0) ways to change the

[2] MEADOWCROFT, J., "Environmental Political Economy, Technological Transitions and the State" *in New Political Economy,* vol 10- n°4, 2005, pp479-498.
VOSS, J-P., KEMP, R., "Sustainability and reflexive governance: introduction", in VOSS, J-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Edward Elgar, Cheltenham, 2006.

[3] SHOVE, E., WALKER, G. "Governing innovations in systems of practice: sustainability, transitions and everyday life, Paper prepared for Workshop on 'Politics and Governance in Sustainable Sociotechnical Transitions' 19-21st September 2007, Berlin.

[4] MATHIJS, E. et al, *Instruments and Institutions to Develop Local Food Systems*, Scientific Support Plan for r a Sustainable Development Policy, 2006, p7.

[5] FEAGAN, R. « Direct marketing: towards sustainable local food systems? », Guest Editorial, *in Local Environment*, vol 13, n°3, 2008, p162.

[6] MATHIJS, E. *op.cit.*, p5.

[7] *Ibidem.*

[8] MARSDEN, T. et al, "Food supply chain approaches: exploring their role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n°4, 2000, pp. 424-438

Local food systems and short food supply chains are part of the more encompassing concept of "alternative food networks" in reference to their differences with regard to the conventional agro-food system. This alternativeness is related to various dimensions:
« • reaction to challenges of conventional productivist agriculture: alternative products, production processes, marketing concepts
• certain qualities: product (fresh, tasty, specific origin), production (environmental friendly, traditional, socially sound, animal welfare, aesthetic attributes), marketing (direct selling, short chain supply, box schemes, specific labelling, local/regional embeddedness)
• active involvement of actors (farmers, processors, local distributors, CSOs, restaurants, consumers »[9].
Consequently, alternative food networks include a lot of systems, i.e. local food systems but also fair trade products, specific retailers and so on. In this paper, in order to avoid confusion due to the multiplication of concepts, we use the terminology "short food supply chains" to refer to the whole range of direct food marketing systems in which food teams are part.

As the objective of this paper is to analyse the governance of food teams in a transition perspective, we will further define 1) in what consists the food teams' governance and 2) in which way food teams can be linked to such a transition, in this case to a transition of the agro-food system. We thus briefly present the theoretical context in which our research questions are inserting.

The food teams' governance

Le Galès defines *governance* as the whole set of formal and informal relations between public and private interests and of arrangements along which decisions are taken and implemented. Governance is not a synonym of government, but this concept helps better understanding the new forms of public action which include actors beyond traditional public institutions and which do not anymore rely on legitimate violence and domination, but on negotiation, partnership and ethical and moral principles[10].

The concept of *innovative governance* refers more particularly to such a transformation in public action, through new - innovative - policy instruments supplementing the traditional ones[11]. Lascoumes et Le Galès highlight that "*the recombining processes of the contemporary state have been accompanied by a new wave of innovations about these instruments* [...]"[12]. According to these authors, innovation in policy instruments is justified by the need of a renewal or enrichment of the public action, through the introduction of particular values i.e. modernisation, deregulation and openness to the market, democratic openness and participation[13]. Therefore, in this kind of innovation, non-state actors are often integrated in the policy process through consultative and participative mechanisms[14].

---

[9] LEVIDOW, L., DARROT, C., *Local food systems: practices and strategies*, Workshop 22 Feb 2010, Brussels, Project "Facilitating alternative agro-food networks: stakeholder perspectives on research needs", 2010, p5.
[10] JOUVE, B., LEFEVRE, C., « De la gouvernance urbaine au gouvernement des villes ? Permanence ou recomposition des cadres de l'action publique en Europe » *in Revue française de science politique*, n°6, 1999. pp. 835-854.
[11] RUBIK, F., SCHOLL, G., BIEDENKOPF, K., KALIMO, H., MOHAUPT, F., SOEBECH, O., STO, E., STRANDBAKKEN, P., TURNHEIM, B., *Innovative Approaches in European Sustainable Consumption Policies*, INSTITUTE FOR ECOLOGICAL ECONOMY RESEARCH Berlin, 2009, p32.
[12] LASCOUMES, P., LE GALES, P., *Gouverner par les instruments,* Sciences Po, Paris, 2004, p22.
[13] *Ibid.*, p358.
[14] *Ibid.*, p359.

Rubik et al. mention that this kind of policy making, i.e. innovative governance where public authorities are no longer the single steering centre, "*may be particularly well adapted to complex and dynamic social environments, where central coordination is difficult if not outright impossible to begin with »*[15], including sustainable consumption[16]. They distinguish two kinds of innovations in this sustainable consumption field: 1)*"first-order innovation" when an instrument is completely new to sustainable consumption policy. It represents any approach, or tool, that has not been applied in the context of sustainable consumption before;* and 2) *"second-order innovation": This kind of innovation occurs when a policy instrument is new to a specific application context. This can, for instance, be a country where the instrument has not been applied before (e.g. organic labelling in Romania), or a new environmental issue the tool has not addressed before (e.g. extension of the scope of the EU eco-design directive towards non energy-using products)"*[17].
More precisely, Renting and Wiskerke implicitly evoke the need of innovative governance in the case of short food supply chains because "*existing initiatives have frequently developed outside (or even in opposition to) existing policy frameworks, but also required support mechanisms at odds with existing governance conceptions*"[18].

Finally, the shift from government to governance requires a "*more systematic, flexible and oriented towards continuous learning*" approach to policy making[19], what refers to the concept of reflexive governance. Indeed, as Hezri explains, *"an important feature of an advanced democracy is a shift from technocratic to reflexive policy discourse. Reflexivity entails turning the problem of discourse in on itself through, for example: centring the problem of communication in participation; and realigning the power of policy actors by including non experts and citizens for a democratic policy discourse. The creation of democratic spaces and the widespread use of auditing in governance may enhance reflexivity in governance"*[20]. More particularly, reflexive governance related to sustainability has been addressed by Voss and Kemp: *"unintended consequences* [of societal actions] *cause new, often more severe problems that are more difficult to handle because they require setting aside specialised problem solving. These can be called second-order problems. Sustainability is one, if not the main second-order problem of modernist problem-solving. Second-order problems work successively to disrupt the structure of modernist problem solving because to grasp them – to reconstruct them cognitively, to assess them and to get competences together to act on them – they require putting aside the isolation of instrumental specialisation, widening filters of relevance, trading off values and engaging in interaction with other specialists. In short, these problems require transgressing the cognitive, evaluative and institutional boundaries, which paradoxically, undermines the modernist problem-solving approach. Problem solving becomes paradoxical in that it is oriented towards constriction and selection to reduce complexity but is forced into expansion and amalgamation to contend with the problems it generates. This is what we call the constellation of reflexive problem*

[15] MAYNTZ, R., "From government to governance: Political steering in modern societies" in SCHEER, D., RUBIK, F., *Governance of Integrated Product Policy: in search of sustainable production and consumption,* Sheffield: Greenleaf, 2006, pp 18-25. *cited in* RUBIK, F., et al.., *op.cit.*, p31.
[16] RUBIK, F., et al.., *op.cit.*, p32.
[17] *Ibidem.*
[18] RENTING, H., WISKERKE, H., *op.cit.,* p1904.
[19] TUKKER, A., *op.cit.,* p88.
[20] HEZRI, A.A., DOVERS, S.R., "Sustainability indicators, policy, governance: issues for ecological economics" *in Ecological Economics,* n°60, 2006, p106 cited in BAULER, T., *Indicators for sustainable development: A discussion of their usability,* Thesis in Environment, Université Libre de Bruxelles, 2007, p90.

handling or, on societal level, reflexive governance'"[21]. Reflexive governance thus requires "second-order reflexivity" that "*is about the self-critical and self-conscious reflection on processes of modernity, particularly instrumental rationality. It evokes a sense of agency, intention and change. Here actors reflect on and confront not only the self-induced problems or modernity (*first-order reflexivity*), but also the approaches, structures and systems that reproduce them*."[22]

In short, reflexive governance can thus be defined as the "*the steering of the 'governing' instruments, i.e. the governance of the governance instrument*"[23]. In practice, reflexive governance requires that actors and institutions 1) "*reflect on how their frames, structures and patterns of action contribute to persistent problems*[24] 2) *loosen their grip on the desire 'to control' problems in the way that classical modernity prescribes*[25] 3) (develop) *innovative and strategic thinking to fundamentally transform existing practices and structures*[26]".

Transition management, i.e. an approach steering a transition towards a more sustainable society, considers itself as a form of reflexive governance because "*it aims at dealing with real and perceived problems of forms of modernization and tries to avoid or at least deal proactively with risks and negative side effects of solutions*"[27] and relies on strategies of reflexive governance, i.e. knowledge integration, anticipation of long-term systemic effects, adaptivity of strategies and institutions, iterative participatory goal formulation and interactive strategy development[28]. These strategies are implemented through different systemic instruments (cf infra), including "transition arena", i.e. a multi-actors networks working to a shared problem definition and to a related sustainability vision which constitutes a guide for objectives, policies and transition pathways.

With regard to these definitions of governance, the analysis of the food team's governance consists in exploring the interactions between food teams and the set of external actors that compose its governance framework, i.e. actors that have an influence on food teams. This governance perspective allows us to study not only the interactions that food teams have with

---

[21] VOSS, J.-P., KEMP, R., "Sustainability and reflexive governance: introduction", in VOSS J-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Edward Elgar, Cheltenham, 2006, p6 cited in BAULER, T, *op.cit.,* p159

[22] STRILING, A., "Precaution, foresight and sustainability" *in* VOSS, J.-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive governance for sustainable development,* Cheltenham, Edward Elgar, 2006, pp225-272 and GRIN, J., FELIX, F., BOS, B., SPOELSTRA, S., "Practices for reflexive design: Lessons from a Dutch programme on sustainable agriculture" *in International Journal of Foresight and Innovation Policy,* n°1 (1-2), 2004, pp.126-149 cited in HENDRIKS, C.M., GRIN, J., "Contextualising reflexive governance: The politics of Dutch transitions to sustainability", *in Journal of Environmental Policy and Planning* 2007, p5.

[23] BAULER, T., *op.cit.,* p159

[24] VOSS, J.-P., KEMP, R., " sustainability and reflexive governance: Incorporating feedback into social problem solving" *Paper presented at International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change (IHDP) Open Meeting,* Bonn, 9-13 October 2005, cited in HENDRIKS, C.M., GRIN, J., *op.cit.*, p3.

[25] BECK, U. et al, "The theory of reflexive modernization: Problematic, hypotheses and research programme", *in Theory, Culture and Society,* n°20, 2003, pp1-33 and GRIN, J., "Reflexive modernization as a governance issue- or designing and shaping re-structuration" *in* VOSS, J.-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *op.cit.*, pp71-85 cited in HENDRIKS, C.M., GRIN, J., *op.cit.*, p3.

[26] LOORBACH, D., ROTMANS, J., "Managing transitions for sustainable development" *in* OLSTHOORN, X., WIECZOREK, A., *Understanding industrial transformation views from different disciplines,* Leusden, Springer 2006 and SCHOT, J. "The usefulness of evolutionary models for explaining innovation. The case of the Netherlands in the nineteenth century" *in History and Technology,* n°14, 1998, pp173-200 cited in HENDRIKS, C.M., GRIN, J., *op.cit.*, p4.

[27] KEMP, R., LOORBACH, D., "Transition management: a reflexive governance approach" *in* VOSS, J., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive governance for sustainable development,* Cheltenham, Edward Elgar, 2006, p13.

[28] *Ibidem.*

public authorities but also with various non-state actors, namely trade unions or NGOs[29]. Moreover, our analysis pays attention to the potential innovative elements in food teams' governance, more specifically within policy instruments. Indeed, we examine the interactions between public authorities and food teams (or more broadly short food supply chains) through several categories of more or less innovative policy instruments. This food teams' governance analysis also integrates some considerations related to reflexive governance. See the next methodological section for more details.

Food teams and the transition of the agro-food system

In connection with food teams and their role in a transition of the agro-food system, we assume as starting point of this study that food teams constitute a "*niche*". In the transition management (TM) theory, a niche is described as an 'incubation room' where "*novelties are created, tested and diffused"*, where learning processes occur and social networks are built to support an innovation[30]. Such innovations can be "*new technologies, new rules and legislation, new organizations or even new projects, concepts or ideas*"[31]. Contrary to the dominant set of rules (i.e. the regime), niches constitute alternative ways of doing and thinking.

Niche development processes are a sensitive point in a transition perspective because they « *play a crucial role in this process of breaking path-dependencies and creating new paths* »[32]. Path dependencies are related to various dimensions of the socio-technical system and contribute to the stabilization and the reinforcement of the dominant system. These dimensions of path dependencies are: "(1) *the cognitive frameworks i.e. routines, habits, resources, capabilities, knowledge, and past experience of those developing and adapting practices in the socio-technical regime;* (2) *technical artifacts which are embedded in dedicated infrastructures that make their substitution with alternatives difficult*; (3) *incumbent practices which enjoy greater economies of scale and positive network externalities compared with rival socio-technical practices*; (4) *institutions such as professional associations, government policies, and market rules which have coevolved as part of the existing regime and which reinforce existing trajectories*; (5) *prevailing market and social attitudes which influence the kinds of technical performance deemed satisfactory, and the lifestyle norms and routines that are created around them which can resist new socio-technical practices"* [33].

As a consequence, developing niches or "transition experiments" constitutes one of the four systemic instruments in TM, i.e. "*1) structuring the problem in question and establishing and organizing a multi-actor network; 2) developing a sustainability vision, transition agenda and deriving the necessary transition paths; 3) mobilizing actors and establishing and executing transition experiments; and 4) monitoring, evaluating and learning* » [34]. Moreover, the strategic niche management (SNM) approach, inspired from technology studies, focuses particularly on niches. Both TM and SNM thus consider that one of the priorities in terms of

[29] MATHIJS, E. et al, 2006. *op.cit.*

[30] LOORBACH, D., *Transition Management: New Mode of Governance for Sustainable Development,* Utrecht, International Books, 2007, p20.

[31] *Ibidem.*

[32] (HOOGMA, R., KEMP, R., SCHOT. J., TRUFFER, B., *Experimenting for Sustainable Transport, The Approach of Strategic Niche Management*, Spon Press, 2002, p180, cited in SMITH, A., "Green niches in sustainable development: the case of organic food in the United Kingdom", *Environment and Planning C: government and Policy*, vol. 24, 2006, pp. 441-442.

[33] SMITH, A., *op.cit.*, pp. 441-442.

[34] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p3.

public policy is to develop a portfolio of potentially promising niches in order to influence regime changes and, if successful, challenge the dominance of the regime[35].
The last section of the paper assesses the existence of such a niche "management" or support for food teams within the current Belgian governance framework (cf methodological section infra). In this perspective, we also discuss the relevance of studying food teams as a niche, in order to confront our starting assumption with the results of our analysis of the governance framework.

This paper is thus structured in three parts: 1) the first chapter presents the research questions and the related methodology 2) the second section is related to the analysis of the food teams' governance, based on empirical data 3) the third and final section is related to the food teams' governance and their supposed niche status, according to the transition- and strategic niche management approaches.

Finally, here are some issues that this paper does not tackle. First of all, the present study does not aim at assessing food teams in terms of sustainability in comparison with the conventional food supply chains. Such an assessment implies a highly technical analysis based on a set of quantitative and qualitative indicators[36] that we do not mobilize here. However, this question is central in a global analysis of food teams, namely before implementing a strategy to promote such systems. Public authorities are for example very interested in a comparative analysis in terms of transport CO2 emissions ("food miles"). Some food teams are also interested in having such data.
Secondly, our focus is on the external governance of food teams. Working papers 5 and 6 of the research project analyse food teams at the micro and meso levels by analysing their discourses and practices.

1. Methodology

The previous section introduced the theoretical context of this paper. In this section, we detail the research questions and the methodology of the analysis of the governance framework.

Firstly, this paper has the objective to answer **two questions linked to the governance of Belgian food teams**. These are formulated in the following way:

1) Which actors and measures have an (direct or indirect) *influence* on food teams (considering both categories of members of food teams, i.e. producers and consumers)
2) Which kinds of *interactions* have food teams with these identified actors and measures?
- Do these latter put obstacles or opportunities for the functioning of food teams?
- How do food teams react to these obstacles and opportunities and create ties with the different actors?

[35] SMITH, A., STIRLING, A., BERKHOUT, F., « The governance of sustainable socio-technical transitions » *in Research Policy, E*lsevier, n°34, 2005, pp 1491-1510.
[36] According to MATHIJS, E. et al., *op.cit.,* p6: "*With respect to the environmental impact of local food systems, a small number of studies have emerged in the literature in recent years. Some studies are limited to relatively qualitative assessments of the impact on the environment. Most quantitative studies focus on the negative transport externalities characterizing different food supply chains like food miles (e.g., Halweil, 2002), life cycle assessment (Carlsson-Kanyama et al., 2003), carbon dioxide emissions (Jones, 2002) and the ecological footprint (Wackernagel and Rees, 1996; Gerbens-Leenens et al., 2002)*.

To answer the **first question**, the first task was to identify existing measures and actors which have an influence on food teams. As mentioned in the introduction, both public and non-state actors are included in the analysis because the governance approach, in comparison with a "government" perspective, allows us to highlight the influence of non-state actors on food teams. Indeed, several studies show the important influence of non-state actors on the global food system[37] and more particularly on "alternative food networks" or "local food systems"[38].
The food teams' governance framework was built through an iterative process. A first version of the governance framework surrounding Belgian food teams was drawn on basis of documents reviews (official documents, scientific literature and documents and websites from food teams and other associations) and attendance to meetings related to sustainable food. Then we interviewed this first set of identified actors who led us to new documents and actors and so on. Note that in Belgium a lot of meetings and projects are currently developing around the topic of sustainable food. On the one hand, that facilitated our work thanks to the raising visibility of the topic and of the involved actors but, on the other hand, that induced sometimes confusion between implemented, planned or only proposed actions.
In order to structure our results, we classified public and non-state actors through different categories inspired from existing typologies. Some of them divide the food system governance in three categories: 1) the public and institutional actors who settle norms, regulations, taxes, subsidies and public markets; 2) the economic sectors and firms who manage supply, influence demand and act on the market; 3) and the individuals and the associations who vote, purchase and militate[39]. This refers to the classical governance triangle composed of the state, market and civil society[40]. Others used three different categories: 1) actors in the food provisioning system (farmers, food processors and retailers) 2) households and consumers and 3) state and civil society (policy, intermediary organisations, NGOs, media, partnerships, label certifiers, research)[41].
In this paper, we divided the food teams' governance framework in two blocks: public authorities on the one hand and non-state actors on the other hand, composed of several categories. The first block refers therefore to "government", to which the second block is added to form the "governance" framework.
In the first block related to public authorities, we examined different policy levels, i.e. local, regional, federal and European levels. First of all, we introduced some elements of the policy context. One the one hand, we mentioned some general considerations with regard to the relationships between policy frameworks and short food supply chains on the basis of results of European or national scientific studies dealing with this issue. On the other hand, we focused on the Belgian context through an examination of current government agreements, policy notes, declarations or advices at the federal, regional and local level. After this context, we detailed the measures composing the current policy framework of food teams. These measures are sorted out by six categories of policy instruments inspired from existing typologies[42]. Note that our typology includes both traditional (1) legislative and regulative, 2)

---

[37] TUKKER, A., *op.cit.*, p74.
[38] MATHIJS, , E. et al, 2006. *op.cit.,* pp6,59.
[39]MINISTERE FRANCAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, TERRES EN VILLE, *La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles,* Paris, 2009, p3.
[40] RENTING, H., WISKERKE, H., *op.cit.*, p1905.
[41] TISCHNER, U., KJAERBES, U., « Sustainable Consumption and Production in the Agriculture and Food domain » in LALHOU, S., EMMERT, S., *Proceedings :SCP cases in the field of Food, Mobility and Housing,* Workshop of the Sustainable Consumption Research Exchange (SCORE!) Network, Monday 4 and Thursday 5 June 2007, Paris, p212.
[42] ELIADIS, P., HILL, M.M., HOWLETT, M., *Designing Government- From Instruments to Governance,* McGill-Queen's University Press, Montréal, 2005.
LASCOUMES, P., LE GALES, P., *Gouverner par les instruments,* Sciences Po Les Presses, Paris, 2004.

economic instruments and 3) direct supply of goods and services) and more innovative policy instruments, (4) communicational and informational instruments, 5) contracts and incentive instruments, and 6) norms and standards)[43]. It allowed us to draw some considerations related to potential innovative and reflexive elements inside the food teams' governance.
As for non-state actors, we defined five categories adapted to the particular situation of food teams and to the Belgian context, i.e. 1) federations and trade unions of farmers, 2) platforms of the organic sector, 3) retailers, 4) investing and financing bodies, 5) environmental associations, training bodies and citizens.

In connection with the identification of the food teams' governance framework, our scope of analysis straddles two levels, i.e. the "macro" level of short food supply chains or the "micro" level of food teams. Indeed, a lot of policy or private measures are led at the level of short food supply chains. This is for example the case of large regulations such as the common agricultural policy. Nevertheless, some actors and a few measures address food teams in particular and allow us to focus on this level. In our results, we clearly mentioned to which level each element of the governance framework refers, in order to hinder confusion.

With regard to the **second question**, the objective was to analyse more deeply the interactions between this range of actors and related measures and food teams. This led to two analytical parts, based on the same sources of information than for the first question, i.e. documents reviews, interviews and participation to meetings organised or not by food teams.
Firstly, the governance framework was analysed in terms of *obstacles* or *opportunities* for food teams. In this field, we made two assumptions. On the one hand, we expected some obstacles due to the mentioned phenomenon of institutional path dependencies (cf supra), leading to a global governance framework favouring the agro-food regime rather than alternative food systems. On the other hand, we expected opportunities for food teams in the governance framework because of the emergence of an interest for sustainable food and agriculture in the policy agenda due to different factors, namely the recent food sanitarian crises, the questioning regarding the safety and nutritional value of standardized industrial food[44], the failures of the common agricultural policy and more generally ecological concerns related to the food system, for example food miles.
Secondly, we analysed the *strategies* implemented by food teams in reaction to this governance framework. The use of the concept of "strategies" stems from the research project "Facilitating alternative agro-food networks" studying the influence of state actors on alternative food systems. In this project, strategies are defined as responses of these food systems to policy frameworks[45]. In this perspective, we named "strategies" the reactions of food teams with regard to the governance framework, i.e. not only policies but also measures related to non-state actors. We supposed that these strategies are intended, on the one hand, to benefit the more possible from the favourable elements and, on the other hand, to diminish the constraints of the governance framework[46].

Further, in connection with this analysis of food teams' strategies, we referred to the concept of *institutional embeddedness* of food teams, that we define as the extent to which food teams

---

SALAMON, L. M., *The tools of government- A guide to the New Governance,* Oxford University Press, New York, 2002.
[43] LASCOUMES, P., LE GALES, P., *op.cit*., p363.
[44] GOODMAN, D., GOODMAN, M., "Localism, livelihoods and the 'post-organic': Changing perspectives on alternative food networks in the United States" *in* MAYE, D., HOLLOWAY, L., KNEAFSEY, M., *Alternative food geographies: Representation and practice*. Oxford, UK: Elsevier Science, 2007, p6.
[45] LEVIDOW, L., et al., *op.cit.,* p19.
[46] LEVIDOW, L., et al., *op.cit*., p7.

have relationships with their institutional environment. This thus refers to the building of networks composed of both state and non-state actors in order to support food teams. The rationale underlying the use of this concept is the following: by studying the way food teams create ties with the institutions of the agro-food system, we can observe how food teams constitute a new actor in the governance food framework. Moreover, transition management theory considers that *institutional embedding* and involvement of key players from the regime constitute elements favouring the "scaling up" (i.e. development) of the niche[47]. According to strategic niche management, institutional embedding "*relates to the robustness of niche development, in terms of the level of technical, market, social and institutional support*."[48] In our analysis, we focus on this latter dimension of institutional support, i.e. through a network of supportive actors. Indeed, strategic niche management considers the building of social networks as a factor of potential success of niches, namely in order to gain necessary resources[49] (money, knowledge, access to lobbying and so on). "*Forming network ties with those who control resources*" is common to all organisations[50] but can prove to be even more important for small-scale initiatives such as food teams which are developing outside the regime. The importance to build external networks around innovations in the agricultural and food field have been highlighted by several studies: "*Where innovations evolve as co-production of knowledge, economic, social, organizational and technological solutions on the basis of common interests and networks, there tends to be a higher rate of success. Typically such networks involve a diverse range of actors and interests: farmers, consumers, rural entrepreneurs and small- and medium-sized enterprises (SMEs), regional governments, universities, research and innovation support agencies, intermediaries and knowledge brokers, etc. Efficient innovation systems therefore are reflected in conducive institutional arrangements and based on collaboration in the form of partnerships among diverse groups of public and private actors, regional innovation platforms, alliances and business clusters (Knickel and Peter, 2009; Knickel et al., 2008b).*"[51]. Similarly, according to a study about Belgian local food systems, these systems need larger networks by building ties with actors outside the inner circle of local food systems in order to further develop[52].

The **last questions** are related to the **niche status of food teams in the governance perspective of a transition towards a more sustainable agro-food system**. We formulated these questions as follows:

- Are food teams, considered as a niche, managed according to the guiding principles of the transition and strategic niche management approaches?
- Facing these considerations, is an active governance of food teams feasible and even desirable?

---

[47] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p11.
[48] SMITH, A., "Translating sustainabilities between green niches and socio-technical regimes" *in Technology Analysis and strategic management*, vol.19, n°4, 2007, p430.
[49] SCHOT, J., GEELS, F., *op.cit.*, p540.
[50] PFEFFER, J., SALANCIK, G.R., *The External Control of Organizations: A Resource Dependence Perspective*, New York: Harper & Row, 1978 cited in HAGER, M.A., GALASKIEWICZ, J., LARSON, J.A., "Structural embeddedness and the liability of newness among non-profit organizations" *in Public management review,* vol 6, issue 2, 2004, pp164-165.
[51] KNICKEL, K., TISENKOPFS, T., PETER, S., *Innovation processes in agriculture and rural development. Results of a cross-national analysis of the situation in seven countries, research gaps and recommendations. INSIGHT Strengthening Innovation Processes for Growth and Development Research project- 6th Framework Programme,* 2009, p11.
[52] MATHIJS et al, *op.cit.,* pp69-70.

The objective of this second section is to interpret the results related to both previous questions under the light of the theoretical inputs from the transition management and strategic niche management. Therefore, we mobilized the guidelines of both these approaches related to a conscious niche management in order to compare them with the current governance of Belgian food teams' niche. Indeed, TM and SNM recommend to support and protect niches from the regime pressures, for example by allocating them different kinds or resources (exemption of some rules, money, learning skills and so on)[53]. Our results allowed us to draw some conclusions about the existence or the absence of such an active support of food teams.
In light of these conclusions, we question the niche status of food teams assumed in the beginning of the study and the implications of their 'vague' status in terms of governance. In connection with these considerations, we finally wonder if a proactive governance of food teams is feasible or even desirable, in respect of the specificities of such innovative initiatives.

2. The governance framework of Belgian food teams

As mentioned in the methodological chapter, the analysis of the Belgian food teams' governance framework is divided in two parts, i.e. public authorities and non-state actors. After a detailed presentation of data related to each part, a global analysis related to the governance framework is presented.

2.1. Public authorities

With regard to public authorities, we look at different policy levels relevant in the Belgian context, i.e. the municipal, provincial, regional, federal and European levels. Furthermore, as explained in our methodology, the analysis is structured through categories of policy instruments implemented by these different policy levels.

2.1.1. Policy context

Before presenting in details the various policy instruments addressing short food supply chains and food teams, we look briefly at some elements of the policy context. We draw the general picture of the interactions between public authorities and short food supply chains; then we focus our context overview on the place of these food systems in the Belgian policy agenda.

General (European) policy context

Several authors address the influence of public actors on short food supply chains, including food teams. Goodman and Goodman affirm that "*the entrenched regulatory hegemony of retailer-led food governance, sanctioned by the state, places alternative food networks at a tremendous disadvantage in this struggle*»[54]. In the same perspective, Mathijs et al. stated that "*the rules governing the agricultural and food sector are based on the old system of strictly separated production stages. In LFS, however, production stages are reintegrated leading*

[53] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p4.
VAN DER HOEVEN, D., *Verbreden, verdiepen, opschalen, KSI tussen wetenschap en transitiepraktijk,* Daedalus, Amsterdam, 2010, p30.
[54] GOODMAN, D., GOODMAN, M., « Alternative food networks » in KITCHIN, R., THRIFT, N., *Encyclopedia of Human Geography,* Elsevier, Oxford, 2008, p16.

often to a conflict with the existing rules. This may refer to food safety regulation, transportation, retail, zoning regulations, etc."[55].In other words, the global food governance is favouring the "regime" or the dominant system, as it is constructed under the influence of dominant actors. This phenomenon is clearly to be related to the concept of institutional path dependencies mentioned in the introduction. Further, Marsden et al. have insisted on the particular relationships between the state and short food supply chains initiatives. According to these authors, short food supply chains either develop innovations going beyond the state support or resist to the negative effects of state policy[56].

The European research project "Facilitating alternative agro-food networks" has specifically studied the role of some policies (namely the common agricultural policy, sanitarian regulations and trading laws) on these particular food systems, through national case studies. Their results show that "*policies are rarely designed or implemented to facilitate LFS, (...) In any context, each policy framework may have various features which both hinder and facilitate LFS* »[57]. In the same perspective, another European research project about agricultural innovations highlighted that "*regulations and legal definitions can be at the origin of difficulties, as the* (direct marketing) *projects often have to face regulatory barriers. As a matter of fact, some decisions of governments, both local and national, can make the legal and institutional context more favourable to innovations in direct marketing, whereas other decisions may increase the constraints"*[58]. In reaction to those policy frameworks, local food systems implement several "strategies", i.e. challenging, accommodating and/or bypassing unfavourable policies versus accommodating, using, strengthening and/or linking favourable ones[59].

Some authors insist on the opportunities that public authorities can create for short food supply chains, namely favouring public green procurement for collective catering, organising informational campaigns about products locally grown[60], supporting the creation of networks to structure the supply, supporting collective processing tools and maintaining agricultural lands in dense areas (namely by local authorities)[61]. The moment of the support in the development phases of short food supply chains is also evoked: "*public decision actors can support projects through legal consultancy or local funding (for shops or groups), however, they are scarcely involved in the initial phase of the projects, but more frequently in their further development.*"[62]. Moreover, a research dealing with Belgian local food systems has identified six categories of functions facilitating the development of these systems i.e. 1) policy advice through research within the sector, 2) communication and promotion, 3) fiscal advice for farmers, 4) knowledge and training, 5) financing and finally rural development[63]. Note that these functions can be fulfilled by both governmental and non-governmental actors[64].

In brief, this short literature review shows that, despite a global unfavourable context for short food supply chains, policy frameworks induce both obstacles and opportunities for these initiatives.

---

[55] MATHIJS, E et al., , *op cit.,* p69.
[56] MARSDEN, T., *op.cit.*, p429.
[57] LEVIDOW, L. et al *op.cit.*, p7.
[58] KNICKEL, K., TISENKOPFS, T., PETER, S., *op.cit.*, p31.
[59] LEVIDOW, L. et al., *op.cit.* , p19.
[60] TISCHNER, U., KJAERBES, U., *op.cit*., p230.
[61] DELHOMMEAU, T., *Alimentation : circuits courts et circuits de proximité,* Les cahiers de la solidarité n° 20, Bruxelles, 2009, p10.
[62] *Ibidem.*
[63] MATHIJS, E. et al, *op.cit.,* p59.
[64] *Ibidem.*

Belgian policy context

Pursuing with the specific Belgian policy context, we examine various federal, regional and provincial policy declarations, notes or government agreements of the current legislatures. Of course the Belgian agenda is influenced in a large part by the European one. Therefore, the European influence on the agricultural and food governance is shown in the next points related to specific policy instruments.

The federal government has a few competences in agriculture, namely coordination of the agricultural policy at the European level and food security. The federal government agreement is nevertheless not very detailed about the agro-food sector. It makes firstly reference to competitiveness objectives as well as to promotion of a European agricultural policy *"advocating the production and the valorisation of products inscribed in sustainable development and favouring the development of technologies responding to consumers' requirements*"[65]. Secondly, the government mentions the need of an adapted tax regime for agricultural businesses. In the policy note of the federal minister of agriculture, some commitments are made at the level of the Federal Agency for the Security of the Food Chain (FASFC). According to this note, the Agency is perceived as repressive by some operators and, as a consequence, efforts for humanisations of controls must be made, through a vulgarisation service for example[66]. Moreover, it is said the decrease of contributions for small and medium enterprises will be pursued through the system of "self-control" (cf infra)[67]. These documents thus do not mention short food supply chains and local products. This is not surprising as agriculture is mostly a regional competence. However, the reference to relationships between the FASFC and small producers is a relevant element in the food teams' governance as we will see in the next point.

At the regional level, both Flemish and Walloon governmental political declarations for the period 2009-2014 mention the development and promotion of short food supply chains. In the Walloon political declaration, the chapter about agriculture is entitled "*To guarantee a sustainable and multifunctional agriculture to take up challenges of the century*"[68]. Several factors related to short food supply chains difficulties (further explored in this study) are addressed in this document. Firstly, with regard to relationships between the regional and federal levels, the Walloon government wants an amelioration of the sanitarian procedures namely by better integrating the constraints of small producers. A section "*supporting our agricultural exploitations*"[69] refers to reinforcing farmers' training, especially in multifunctional agriculture. Encouraging cooperatives in order to decrease the production costs and to better value products is also part of the objectives. Moreover, a section is devoted to the land issue[70]. An incentive policy, drawn up in dialogue with farmers, private owners and local authorities is proposed to facilitate land access, especially for young farmers. Other issues are mentioned, related to the "farm lease" and the creation of a tool for land mobility for multifunctional rural space. The fourth section is entitled "*promoting the consumption of Walloon products and organic products*"[71]. It recommends to pursue the development of short

[65] Accord de gouvernement conclu entre les négociateurs du CD&V, MR, PS, Open Vld, cdH, mars 2008, p8.
[66] CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE, Ministre Laruelle, *Note de politique générale, sécurité alimentaire*, doc52 2225/016, 13 novembre 2009, p10.
[67] *Ibid.*, p9.
[68] P*rojet de déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014, Une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire,* p143.
[69] *Ibid.,* pp145-146.
[70] *Ibid.,* p146.
[71] *Ibid.,* p148.

food supply chains and to support proximity distribution initiatives, including the "groupements d'achat solidaire", local markets and direct sale points. Finally the Walloon declaration envisages implementing a definition of farm product and a corresponding legislation. Food teams are thus explicitly mentioned in this political declaration. This shows evidence that such alternative food systems are quite well-known by public authorities. Furthermore, their positive contribution is considered because they are part of the initiatives to be supported by the government.

In the Flemish region, the governmental agreement mentions the need for a sustainable agriculture, i.e. a competitive agriculture where farmers can earn their living decently with respect to environment and the animal well-being[72]. To reach this goal, the proposed tool is the Flemish rural development program is proposed (cf infra), with reference to agricultural diversification including products processed and/or sold directly by the farmers. The agreement also mention development opportunities will be created for various categories of businesses, including big specialized firms, producers processing and selling their products in short circuit or organic businesses. In the policy note of the minister of agriculture, there is a specific section about multifunctional agriculture, including producers of farm products in direct marketing[73]. This document mentions the creation of a legislative framework for "farm products" and the pursuit of the activities of the "Steunpunt Hoeveproducten"(cf infra) and of promotional actions by the Flemish agency of promotion of agricultural products[74]. In contrary to the Walloon governmental declaration, food teams (named *voedselteams* in Flanders) are thus not explicitly mentioned neither in the governmental agreement nor in the policy note. However, development of short food supply chains constitutes a policy goal.

The Brussels Region has a different position due to its urban status and its very limited agricultural activity compared to both other regions. Nevertheless, the political declaration announces the implementation of a strategic plan intended to develop sustainable food and sustainable urban agriculture in Brussels[75]. This plan will address food production, processing, distribution, catering and training and will be drawn up in collaboration with the concerned actors in the food, education and health sectors. Several axes are envisaged, including encouraging short food supply chains and urban agriculture[76]. Moreover, the declaration commits to increase procurement in local, organic, seasonal and fair trade products in public canteens by integrating specific requirements in the specifications. Finally, the Region wants to encourage the creation of a big organic market. Nevertheless, food teams (in Brussels named *groupes d'achat solidaire pour l'agriculture paysanne*- GASAP) are not explicitly mentioned among the existing initiatives to support.

A second element of the Belgian policy context is the advice asked by the Federal minister for climate and energy to the Federal Council of Sustainable Development about a sustainable food system[77]. An ad hoc working group "sustainable food system" has been created, gathering representatives of public authorities and of the various stakeholders active in the

---

[72] *De Vlaamse regering 2009-2014. Een daadkrachtig Vlaanderen in beslissende tijden, Voor een vernieuwende, duurzame, en warme samenleving,* p36.

[73] PEETERS, K., *Beleidsnota Landbouw, Visserij en Plattelandsbeleid 2009-2014*, minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid, Vlaams Parlement, Stuk 196 (2009-2010) – Nr. 1, 26 oktober 2009, p27.

[74] *Ibidem*.

[75] *Un développement régional durable au service des Bruxellois, déclaration politique régionale 2009-2014,* p36.

[76] Speech Catherine Rousseau, Cabinet Ministre bruxelloise de l'environnement, Meeting *Réseau des acteurs bruxellois pour l'alimentation durable*, 17/05/2010.

[77] CONSEIL FEDERAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE (CFDD), *Avis relatif à un système alimentaire durable,* 26/03/2010

agro-food field as well as scientific experts[78]. This advice highlights the need for a transition in the food system, by involving all stakeholders and developing different transition pathways. The advice clearly mentions that those pathways include not only technological solutions but also behavioural changes. The creation of a transversal national platform is advised in order to draw up a strategic plan for a sustainable food system. Reference is made to Flemish examples DUWOBO and Plan C in the building field and thus to transition arena according to the transition management theory. Moreover, according to the advice, coherence between measures towards a sustainable food system is a crucial point because of the current incoherent situation hindering concerned actors (including farmers) to prepare to this transition. With regard to sanitarian regulations, the advice recommends to adapt the regulative framework with regards to small producers through softening the administrative burden and controls. The Federal Council of Sustainable Development recognises the efforts made by the Federal Agency for Security of the Food Chain but asks the government to pursue efforts towards differentiated policies with respect to businesses' size. The implementation of short food supply chains projects is recommended too. Boxes systems and food teams are explicitly mentioned as part as these projects to be supported. This is again a formal acknowledgment from a public institution (such as in the Walloon political declaration). Furthermore, the Council pleads for greater coherence through the elaboration of a Belgian plan for the promotion of short food supply chains in dialogue with all policy levels. Guidance and support to pilot experiments are also recommended, e.g. for projects between small producers and supermarkets, considered as the major purchasing places. Nevertheless, short food supply chains are mentioned as one of the different pathways to implement, simultaneously with organic and seasonal products and integrated agriculture, in order to assess their respective advantages in terms of sustainability.

The third and final element of the policy context is related to a more local level, namely the policy note on regional and farm products from the department of agriculture and rural development of the Antwerps province[79], what is a major first at the provincial level. This note was made in collaboration with several partners[80] and is intended to take measures to promote regional and farms products, including in direct marketing. Furthermore, this has lead to the creation of a platform in collaboration with the association *Rurant* created in the framework of a partnership LEADER+ (i.e. the local axe of the European rural development pillar, cf infra).

This first review shows that an interest for short food chains initiatives is emerging in the current Belgian policy agenda, especially in the Regions due to their competences in the agricultural field. Both Flemish and Walloon declarations make reference to building a legislative framework around farm products which is still totally absent today. The Brussels declaration refers more to the concept of sustainable food rather than agriculture, while urban agriculture is considered as well. The Walloon document offers the more detailed view about this issue and is furthermore the only to mention food teams among the initiatives to support. At the federal level, political declarations do not refer directly to short food supply chains but to the conditions of small producers regarding tax and sanitarian regulations, which are key factors in such food systems. Moreover, the fact that an advice about a sustainable food

[78] Agricultural trade unions, federation of food industry, federation of retailers, environmental associations, consumers associations, fair trade.

[79] PROVINCIE ANTWERPEN, *Beleidsnota: Streekgebonden producten in de provincie Antwerpen,* Departement Welzijn, economie en Plattelandsbeleid, Dienst Landbouw en Plattelandsbeleid, 2009.

[80] Toerisme Provincie Antwerpen, RURANT vzw, Streekproducten provincie Antwerpen vzw, UNIZO, Innovatiesteunpunt, VLAM Hoeveproducten, VLAM Streekproducten en Steunpunt Hoeveproducten

system was asked by a member of the government and contends recommendations about short food chains reveals the interest for this field. At the local level, the Antwerps province is still the only to have adopted a formal policy note for the moment.

The following description of interactions between public authorities, their policy instruments and food teams gives a more comprehensive view of the current governance framework surrounding food teams.

2.1.2. Legislative and regulative instruments

Agricultural policy

Firstly, the European institutions are fundamental actors that have interactions with short food supply chains initiatives and thus food teams, though rather indirectly, through the common agricultural policy (CAP). Since 1999, the CAP has been complemented by a set of measures addressing rural development. These measures constitute the "second pillar of the CAP" in reference to the first pillar focusing on direct support for production. This rural development pillar is generally considered as an opportunity for alternative food networks[81], and thus for short food supply chains, even if some authors nuance this opportunity because the global agricultural policy is made for the agro-food industrial system[82]. Indeed, rural development objectives represent a minority within the total CAP expenditure[83].
The rural development policy is composed of three "thematic axes": (1) improving the competitiveness of the agricultural and forestry sector, (2) improving the environment and the countryside and (3) improving the quality of life in rural areas and encouraging diversification of the rural economy. A fourth axe is added: the *Liaison entre actions de développement de l'économie rurale* named LEADER method ("LEADER+" for the period 2007-2013). This fourth axe focuses on the local approach by addressing rural development projects related to the three thematic axes, designed and implemented by local public-private partnerships according to specific local contexts. Short food supply chains initiatives are specifically addressed by the third and fourth axes. Indeed, direct processing and marketing of farm products by producers are considered as diversification actions, in the same way as agro-tourism or didactical farms, and food teams constitute one type of outlets for direct sale. However, some measures in both other axes are also related to short food supply chains and thus to food teams (see detailed measures below).

In Belgium, Regions are key actors in the rural development policy. Indeed, the common rural development policy is in the hands of the European Union but Member States have to develop their own rural development programmes. In the Belgian federal political system, agriculture and rural development are regional competences. The incumbent regional programmes are the second versions, established for the period 2007-2013.

---

[81] GOODMAN and GOODMAN, *op.cit*., p7.
TISCHNER, U., KJAERNERS, U., *op.cit*., p230.
[82] VERCAUTEREN, L., VUYLSTEKE, A., VAN HUYLENBROECK, G., *SUSCHAIN: Macro-level analysis of food supply chain dynamics and diversity, National report- Belgium,* SUS-CHAIN deliverables n°8.5., 2002, p48.
[83] LEVIDOW, L., National Policy Contexts with Potential Relevance to AAFNs, FAAN Working Paper, 2009, p18.

The Walloon Programme (*Programme wallon de développement rural*- PWDR[84]) contains several measures addressing short food supply chains, more or less directly, in favour of farmers. In the first thematic axe *improving the competitiveness of the agricultural and forestry sector*, measures are intended to support professional trainings and information actions (measure 111, namely in food and non-food diversification), investments for installation of young farmers (112), for farms modernisation (121), for growing added value of agriculture and forest products (123, in priority for small and medium enterprises and for processing and marketing of agricultural products) and finally for participation in "superior quality regimes" (124, in case of differentiated quality certification). If we take into account certified organic products sold in short food supply chains, as it is partly the case in food teams, we can also look at the measure 214 about agro-environmental payments in the second axe *improving the environment and the countryside*. Indeed, the promotion of organic agriculture is part of the agro-environmental measures, through a financial help to organic conversion. As announced, the third axe *improving the quality of life in rural areas and encouraging diversification of the rural economy* includes measures addressing short food supply chains too. It consists in support for creation of microenterprises (312, namely for processing and marketing of farm products). Other measures are more related to other diversification projects than farm products, i.e. measure 311, for activities related to non-agricultural activities such as agro-tourism and measure 331 for trainings and information in non-agricultural diversification. Finally, the fourth LEADER+ axe supports the implementation of local rural development projects (by implementing local private-public partnerships through *local action groups*- LAG). Those can be related to diversification projects too (cf infra, contracts and incentive instruments).
The Flemish Programme (*Vlaams Programma voor Plattelandsontwikkeling*- PDPO II[85]) contains similar measures addressing short food supply chains initiatives. In the first axe, these are measures supporting trainings in conventional and organic agriculture (111 A and D) and investments in agricultural businesses including for processing basic farm products (121), in growing added value of agricultural and forest products (123 A) and in products with an innovative character including farm products (123 B). Organic production (214 F) is addressed in the second axe. The third axe supports diversification projects, including direct marketing of farm products (311 A) and finances trainings in farm entrepreneurship (331). The projects LEADER+ are supported too, especially for actions related to the third axe.

Food teams are not explicitly mentioned in these regional programmes. However, these projects funded by these programmes are linked to direct processing and marketing, i.e. the production side of short food supply chains and food teams. Therefore, the availability of measures facilitating short food supply chains in the European CAP and in the ensuing Belgian regional rural development programmes (mostly translated in financial help cf infra economic instruments) constitutes a favourable element for food teams in the institutional framework (details on concrete examples are given in the LEADER+ projects, cf infra contracts and incentive instruments). At least, they constitute a window of opportunity compared to the first pillar of the common agricultural policy which is globally favouring agro-industrial food system rather than small producers[86]. Note however that, despite this link between rural development measures and food teams, some members of the Directorate-General Agriculture and Rural Development in the European Commission do not know

[84] GOUVERNEMENT WALLON, COMMISSION EUROPEENNE, *Programme wallon de développement rural 2007-2013,* février 2010.
[85] VLAAMSE REGERING, *Programma voor Plattelandsontwikkeling Vlaanderen 2007-2013,* 27 januari 2010.
[86] VERCAUTEREN, L., VUYLSTEKE, A., VAN HUYLENBROECK, G., *op.cit.,* p48.

exactly what food teams are[87]. These latter thus seem less famous than farm markets or farm shops.
Concrete interactions between the rural development pillar and food teams are described in the next sections devoted to economic instruments and contracts and incentive instruments.

Sanitarian and food security regulations

Other fundamental elements of the legislative and regulative framework are the sanitarian and food security rules. These regulations are settled at the European level[88] and Member States have to integrate them in their national legislation and control their implementation. At the Belgian level, the Federal Agency for the Security of the Food Chain (FASFC) is in charge[89].

At the production side, all farmers must respect sanitarian rules in order to insure food security and consumers' protection. However, the FASFC has decided to introduce some flexibility for small producers, what is authorized by the European regulations[90]. Indeed, the FASFC has started since 2005 a softening process in order to reduce the contributions and the administrative burden for individual producers and small enterprises through the self-control system and some adapted requirements[91]. The conditions to benefit from these softened rules are to have maximum five full time workers for businesses delivering directly to consumers (thus in short food supply chains, like food teams) and maximum two full time workers for businesses delivering to other businesses. In the case of businesses which do not process products, the softening consists in respecting only the "good hygiene practices" related to the cold chain, the cleaning, the equipments, the packaging, the transportation, the storage and so on. Businesses which process products have also to respect some softened principles related to "hazard analysis critical control points", related to dangers, critical thresholds and corrective actions. Softened traceability rules are applied too. Note that the FASFC has published a special folder entitled "*The self-control in my small business of direct sale... a children game*"[92] with some FASFC contacts and short information about the legal obligations.
As strict food hygiene requirements often constitute an obstacle to the smaller initiatives[93], we could argue that this softening process is a favourable element for food teams' producers in the regulative framework. Indeed, these producers usually work in small businesses and can benefit from these softened rules. But in reality, most of farmers and organisations of the agricultural field that we interviewed claim that this softening process is not perceivable in the daily farmers' activities[94]: a lot of difficulties linked to sanitarian regulations remain, namely the financial investments to be in order with the FASFC requirements and the administrative

[87] Interviews: staff members in the Directorate-General Agriculture and Rural Development, Directorate Rural development programmes, Unit Belgium-France-Luxembourg-Netherlands.
[88] European Union website (19/04/2010):
http://europa.eu/legislation_summaries/consumers/consumer_information/f80501_fr.htm
HOUINS, G., *L'approche belge de la sécurité de la chaîne alimentaire : L'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) de 2002 à 2006,* janvier 2007, pp4-5.
[89] HOUINS, G., *op.cit.*
[90] LEVIDOW, L., *op.cit.*, pp25-26.
[91] Interview staff member *Cellule Sécurité de la chaîne alimentaire et agriculture- Cabinet de la ministre fédérale de l'agriculture*
Website FASFC (19/04/2010): http://www.favv.be/autocontrole-fr/assouplissements/
[92] FASFC, *L'autocontrôle dans ma petite entreprise de vente directe au consommateur… un jeu d'enfants »,* 2008.
[93] LEVIDOW, L., *op.cit.*, pp25-26.
[94] Interviews staff members : Saveurs paysannes, Fondation rurale Wallonie, APAQW, Bioforum, Bernard Godden, *Le Rezo*

burden. As mentioned in the policy context, the Walloon political declaration calls for an improvement of the sanitarian rules for small producers, acknowledging the fact that they are not adapted to the small-scale production systems. The same is true in the federal advice about a sustainable food system (cf supra).

It is important to note that all producers of food teams are recognized as professionals and are thus regularly controlled by the Agency. Indeed, it is not the case of all producers active in direct sale: some of them are out of the system because they do not declare officially their marketing activity. This fact should not be neglected because it suppresses a part of the potential farmers who could be eligible for food teams.

Facing FASFC rules, small producers like those involved in food teams develop a common argument that current regulations were developed in the context of large agro-food industry and are therefore not adapted to small farms[95]. They argue furthermore that proximity between producers and consumers in short food supply chains constitutes an alternative form of guarantee of quality of the product, complementary to or even more appropriate than state control. In reaction, food teams' producers develop different strategies. A first kind consists in integrating these constraints to diminish difficulties, for example by benefiting from the offered guidance systems of several organisations (cf infra). Another example is the creation by some producers of collective processing rooms in order to decrease administrative costs and financial investments[96]. But there again farmers are facing another kind of difficulty, namely the existence of some points of "juridical vacuum" in this field[97]. Because of the individual nature of approvals given by FASFC, these collective structures raise questions in terms of responsibility, in case of accident for example. As a consequence, legal attempts to diminish sanitarian constraints are not always made possible by the current regulative context.

A second strategy is to bypass a part of the FASFC obligations. For example, there are problems with processed products because processing rooms must respond to specific FASFC requirements necessitating investments that food teams' producers are not always able to make (even if subsidies are available, namely through the rural development programmes, cf infra). As a consequence, some producers unofficially deliver this kind of products to food teams[98]. Further, in contrary to dairy products and meat, vegetable and fruit are not always transported in refrigerated trucks, as required by FASFC rules[99]. By the way, note that, according to some producers, sanitarian authorities tolerate a limited laissez-faire for the transport to delivery rooms because no controls are made[100]. This example is thus a mixture between bypassing from producers and laissez-faire from FASFC.

Thirdly, some producers try to change the legal system through mobilisation against the sanitarian regulations. Food teams sometimes support small producers in this "battle" for better adapted rules. In 2004, before the current softened rules, Brussels and Walloon food teams led a campaign against the food security rules[101] in association with a peasant trade union[102] and the so-called "farm products network" gathering organisations, individual producers, processers and consumers[103]. They denounced the orientation of the European food security regulations, inspired from the very strict "hazard analysis critical control points"

---

[95] Campaign « chefs d'œuvre en péril »

[96] For example : meat cooperative *Hagelandse Haspengouwse Veeboeren Coöperatie ,* www.hoevevlees.be

[97] Interview staff members *Accueil Champêtre en Wallonie*.

[98] Personal communication

[99] Personal communication

[100] Presentation farm « In de zon » active in the meat cooperative *Hagelandse Haspengouwse Veeboeren*, 22/04/2010.

[101] Campaign « chefs d'œuvre en péril »

[102] *Mouvement d'action paysanne*

[103] This network was composed from Walloon and Brussels food teams, *Friends of the Earth Belgium*, *Inter-environnement Wallonie, Nature et Progrès,* producers, processers and consumers.

references created by a private American company for the American space Agency and thus not at all adapted to small producers' realities[104]. This campaign was made of petitions addressed to the minister of agriculture and of promotion actions in favour of regional farm products. This network has disappeared since then because of a lack of participation of farmers but food teams are still active around this issue. Through its "political mission", *Voedselteams* has for example questioned the Federal Minister of agriculture about authorizations for the installation of milk-distributors in farms[105]. The coordinating body of Brussels GASAP, *Le Rezo*, is planning to create an internal commission dedicated to lobbying activities in favour of differentiated sanitarian rules between big and small producers[106]. However this work has not yet started because *Le Rezo* wants to be stable enough before expressing common messages to public authorities[107].
Finally, some producers particularly critical against the FASFC implement attempts to create a radical alternative to the current legislative framework. It is for example the case of a project initiated by a farm delivering Brussels food teams. This project is to create a consumers' cooperative which would nor be submitted to FASFC rules or trading taxes due to its specific status[108]. Such an arrangement could make them quite autonomous from state interventions. This project is currently examined by a jurist due to its innovative – and "anti-state" - features. This example can thus clearly be considered as a strong call for laissez-faire. The *Rezo* follows this project by far.
Note that these various strategies are not mutually exclusive and are sometimes adopted simultaneously. For example, a farm can integrate the constraints as far as possible to be in line with the legal requirements while bypassing those which are not accessible for several reasons and, in the meantime, being active to change the current system. Calls for complete laissez-faire are only hold by a smaller range of producers who are very critical against state interventions in the agricultural field (in general financial helps and organic certification, cf infra). According to our data, they currently constitute a minority of food teams' farmers: excepted the consumers' cooperative, we did not listed other projects.

At the consumers' side of food teams, no FASFC rules apply in the delivering rooms (whether private houses or other places). Indeed, food teams are "fact associations" and are not considered as marketing activities. Moreover, the FASFC approval is not needed for non-profit-making associations working with volunteer work and leading a sporadic activity of food products sale[109]. Note however the only sanitarian control of a Walloon food team[110] in the eighties. Following a denunciation from a local butcher, president of the butchers' federation, a group of food security inspectors controlled the food team and threatened to forbid the sale of meat products. Eventually, no trial was intended thanks to the status of the food team.
On the one hand, we can thus conclude that sanitarian regulations have a great influence on food teams, through the producers' side. Despite softened rules, FASFC requirements still put some obstacles to small producers who, in proportional terms, face higher costs and administrative burden than large firms. Farmers develop several strategies to deal with these

[104] Campaign « chefs d'œuvre en péril »
[105] Interview staff member *Voedselteams*,
VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p25.
[106] Interview member *Rezo*
[107] Interview coordinator *Rezo*
[108] Website *Ferme arc-en-ciel*
http://www.fermearcenciel.be/modules/news/index.php?storytopic=0&start=10&PHPSESSID=7fa5b0f4fb3a1b73008aa8a17de86321
[109] http://www.favv.be/sp/agrements/faq_fr.asp#q20
[110] Interview responsible *GAC de Seraing*

rules according to their individual situations. However, the softening process represents a window of opportunity in Belgium, compared to other European countries that have not adopted such flexibility margins[111]. Moreover, in reality food teams seem to benefit from a relative laissez-faire, i.e. an absence of FASFC requirements in the delivery rooms and the relative tolerance in the transportation of some products. Currently, food teams are thus evolving in a partial grey zone. However, this situation could change in the future: some actors indirectly involved in food teams evoke the possibility of the FASFC's intervention in delivery rooms if the food teams' system strongly develops[112]. The following example highlights possible evolution in this regard. Currently, two local action groups prepare a project in the LEADER+ framework. In this project, local producers will deliver farm products (ordered by internet) in a unique point for interested citizens of the municipalities covered by both local action groups. The problem is that these municipalities are located in two different provinces. In this case, the FASFC unit of the first province has authorized the project, while the unit of the second province pointed some technical lacks in the proposed delivery room[113]. This example illustrates how the same FASFC rules can be differently interpreted and implemented in practice but also the consequence of organizing new kinds of food teams systems, based on public actors' support rather than citizens' impulse.

Trading rules

Trading rules applying in the agricultural field are a third kind of legislative and regulative instrument. Farmers have generally the status of independents, what represents several administrative burden and costs. These latter are of course applying to all farmers but, as sanitarian rules, these are heavier in proportional terms for the small-scale initiatives than for larger ones[114]. Farmers have also the possibility to organise themselves in cooperative. The Federal Ministry of Economy is responsible for giving the approvals for society creations, including cooperatives. In Belgium it seems that the cooperative choice is a privileged society form for developing new outlets, including farm sale[115]. According to interviews and current practical experience, cooperatives are indeed an interesting structure for farmers interested in short food supply chains. Taking different forms (land cooperative, material cooperative, processing cooperative), these structures have the advantages to share costs (shared installations, material etc) and to save time (shared transportation, administrative burden and so on). This is the reason why the Walloon political declaration makes reference to encouraging cooperatives (cf supra). Remind also that such measures are included in the rural development programs and can be financially supported. However, in practice, cooperatives are not so easy to create, because of different mentalities and especially of a strong individualism in the agricultural world[116] and difficulties in terms of access to subsidies (cf infra) and of sanitarian rules (example of collective processing rooms, cf supra). Some food teams deal with farmers cooperatives, especially voedselteams in the provinces of Flemish Brabant and Limburg and their experience is very positive[117]. Other cooperatives failed, as for example an attempt of farmers delivering Brussels food teams, what causes sometimes a loss of confidence in this kind or organisation. Indeed, managerial competences and efforts of cooperation from farmers are key factors of success. By the way, note that food teams'

[111] LEVIDOW, L., *op.cit.*, pp25-26.
[112] Interview staff member *CRIOC*
[113] Interview short circuit responsible in the Walloon agricultural department
[114] LEVIDOW, L., *op.cit.*, p31.
[115] Website Federal Public Service Economy: http://www.economie2.fgov.be/SME/cooperatives/council_fr.htm
[116] Interviews and meetings
[117] Farmers structure *Hartenboer*, including producers of different categories products and namely a cooperative of meat producers.

farmers sometimes organise a collective distribution system, even if they do not constitute officially in cooperative[118]. More recently, strong interests are expressed towards land cooperatives, due to a difficult access to land. *Voedselteams* is involved in such a project (cf infra).

As explained in the case of sanitarian regulations, food teams are not considered as marketing activities thanks to their status of fact associations. Therefore, they do not interact with the public services related to trade and do not pay taxes.
However, regulations related to intellectual property apply because food teams in Brussels (GAS and GASAP) and Flanders (voedselteams) have chosen to protect their name legally. These names are collective brands that can be used under the respect of the relative charters. It is not the case of Walloon GAC but it will be the case for new GAS or GASAP created in Wallonia (cf infra). Note here that this state intervention has been deliberately asked by food teams, in order to protect themselves from recuperation, including from public actors.

Access to agricultural land

Further, the legislation about land access has to be taken into consideration because agricultural land constitutes one of the essential resources of farmers, in particular local lands which are on the basis of short food supply chains projects, including food teams.
Land availability is firstly an issue of country planning[119] and thus of lands allocation for which public authorities are responsible. Indeed, agricultural lands are in concurrence with other land-use activities, namely housing, economic activities and entertainment. As Belgium is a small country, this concurrence is very accurate, especially in Flanders where the proximity between country and city is very marked. In Wallonia, agriculture is more extensive but land pressure is present as well. Finally, Brussels is a special case because of its status of city-region and thus of its limited agricultural activity. Therefore, this context of land pressure and speculation has of course impacts in terms of prices what can be unaffordable for some farmers, particularly small ones.
Moreover, the legal regime to have access to agricultural lands has also negative impacts for small farmers. In terms of ownership, as just said, prices are generally too high for those who not have family lands. Among the land owners, we find of course private owners but also a lot of public institutions, namely municipalities, land administration and public centres for social assistance. They are currently tempted to sell these lands because of the bad state of the public finance. However, as no environmental and social clauses are integrated in the specifications, no incentive is given to public actors to sell these lands to local producers for short food supply chains or organic projects[120]. Price is thus predominant in the selling criteria, what does not facilitate ownership for farmers. Furthermore, in terms of renting, the current system of the "farm lease" regime does not seem appropriate to the current situation anymore[121]. Indeed, renting contracts are generally very long and under-renting is not authorized. Furthermore, environmental and social clauses are not integrated in the renting criteria either. Finally, the tax system seems not sufficiently incentive for owners to hire a part of their lands[122]. As already said, the Walloon government is aware of these obstacles because the

[118] Interview Maarten Roels
[119] Regional civil services of regional country planning
[120] Article « Agriculture, quels choix financiers ? », Interview de Marc Fichers, http://www.financite.be/s-in-former/bibliotheque,fr,11,3,2,1,1745.html (15/04/2010).
[121] Interviews Saveurs Paysannes and Credal.
[122] Article « Agriculture, quels choix financiers ? », Interview de Marc Fichers, http://www.financite.be/s-in-former/bibliotheque,fr,11,3,2,1,1745.html (15/04/2010).

policy declaration makes reference to facilitate the land access through an adapted legal regime but no change has been made for the moment.

Facing this unfavourable legislative context for land access, food teams and their producers react at two levels. Firstly, some food teams ask municipalities for access to public lands. This is for example the case of Brussels food teams through the association *Le Début des Haricots,* but it has not given results for the moment[123]. Secondly, they think to alternative land access, namely in Flanders in the framework of a workgroup gathering *Voedselteams*, other associations and an investing body[124]. This group is currently working at the creation of a funding structure for financing lands for organic farmers, inspired from the land cooperatives of the French association "Terre de liens" (cf infra). This strategy thus consists in diminishing the constraints of the current context by creating innovating solutions.

2.1.3. Economic instruments

About economic instruments, we examine here subsidies allocated to farmers working in short food supply chains, and thus also with food teams, and to organisations coordinating food teams.

Subsidies related to the rural development programmes

Starting with the producers' side, measures covered by the rural development programmes are funded partly from the central EU budget (*European Agriculture Fund for Rural Development*- EAFRD) and partly from regional budgets. In the Walloon and Flemish agricultural departments, specific funds for investments exist (for example *Investissements dans le secteur agricole*- ISA- in *Direction générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement* and *Vlaams Landbouwinvesteringsfonds* – VLIF in *Department Landbouw en Visserij*). Farmers launching short food supply chains projects can benefit from these subsidies. Note that VLIF explicitly mentions voedselteams among the admitted distribution systems implemented by farmers that can benefit from investments subsidies in direct marketing[125].
However these subsidies are rarely easily accessible due to the related administrative burden, the problematic interactions between the different kinds of subsidies (for example agricultural subsidies and those for small and medium enterprises sometimes exclude mutually) and the long delays to receive them[126]. Moreover, in the Flemish case, figures show that allocated subsidies for direct sale projects have decreased: the VLIF gave less investments help in 2008 than in 2007[127]. The decrease is explained by budgetary reasons but also by a narrow interpretation of the concept of "hoeveproduct", in other words a farm product directly sold[128].
Taking the concrete case of cooperatives, that have strong advantages in short food supply chains (cf supra), subsidies exist in both Flemish and Walloon Regions but are not always

[123] Interview coordinator *Rezo*
[124] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p21.
Workgroup : *Voedselteams*, the agricultural association *Wervel*, the bank *Triodos*, the training body in organic agriculture *Landwijzer*, the group of young farmers *Jawel* and the association van organic farmers *Land in Zicht*
[125] Website Flemish agricultural department http://lv.vlaanderen.be/nlapps/docs/default.asp?id=199
[126] Interview *Accueil champêtre en Wallonie*
[127] CAZAUX, G., *Korte keten in Vlaanderen. Een overzicht,* Departement Landbouw en Visserij adfdeling Monitoring en Studie, Brussel, april 2010, p38.
[128] VLAAMS LANDBOUWINVESTERINGSFONDS, *Activiteitenverslag 2008,* p110.

accessible in practice. For example, in Wallonia, investments for cooperatives creation can be supported from 20% to 40% (under certain conditions[129]). But since the implementation of this measure, no increase of 40% has been paid[130]. In Flanders, financial helps are available too but they do not apply to all situations. A meat cooperative of five producers illustrates this case: in principle the Flemish Region supports investments for a carving room but it was not possible because of the different meat species produced by the five members of the cooperative. Therefore, the cooperative did not receive any subsidy and had to enter a butcher in the cooperative in order to share a common carving room.
These examples show that the opportunity of subsidies for producers related to rural development programmes are thus not so clear in practice. We will see the situation is different for other subsidies, namely in the LEADER+ projects (cf infra). In reaction, farmers try to overcome difficulties through alternative solutions and/or accommodation to the existing system. On the one hand, the pre-financing system of producers, currently implemented in the Brussels GASAP and some Walloon GAC or GAS (through prepayment), or the engagement for a certain time period in voedselteams, are a clear counter-reaction to the failures of the subsidy system. It allows farmers to make investments on basis of a foreseeable income. Other private financing supports are also envisaged and evoked by farmers and organisations close to short food supply chains, such as voluntary gifts or deductible gifts[131], what would supposes a change in the current public tax regime and thus a lobbying action (about which we are not aware). On the other hand, next to this development of innovative solutions, farmers who want or need nevertheless to benefit from public subsidies address to guidance services offered by several associations (cf infra) in order to accommodate to the offered financial possibilities.

Subsidies for the coordinating associations of food teams

Secondly, regional and local grants are also allocated directly to the associations coordinating food teams, namely the non-profit-making association *Voedselteams* for the Flemish food teams and the fact association *Le Rezo* for the Brussels food teams (through the intermediary of *Le Début des Haricots*). More precisely, *Voedseteams* gets a "permanent" grant as socio-cultural movement from the Flemish Ministry of Culture. This grant is subordinated to a five-year vision document, which establishes the missions of the organisation(awareness raising, education and social activation)[132]. The received amount represents the half of *Voedselteams'* income and is devoted to the wages of a regional coordinator and four provincial collaborators[133]. Moreover, individual projects of *Voedselteams* are financially supported by provinces. For example, the Antwerps province gave a grant to a project of vegetable and fruit boxes addressing students and other organisations[134] and the Flemish Brabant province supports a promotion project of *Voedselteams* in collaboration with the Flemish Region and Europe in the LEADER + framework[135] (cf infra). As for *Le Début des Haricots,* they got an annual convention with the Brussels Environment administration to pay a coordinator of GASAP inside *Le Rezo*[136]. In Wallonia, there is currently no internal coordination and thus no subsidies allocated for the functioning of all GAC and GAS. However, *Le Début des Haricots*

[129] "Plan Marshall 2.vert"
[130] Interview *Accueil champêtre en Wallonie*
[131] 14/01/2010 : workshop « Quelles initiatives locales vers l'autonomie alimentaire ? » organised by 'Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Écologique' (GRAPPE)
[132] http://www.voedselteams.be/blog/voedselteams-maakt-een-plan
[133] Interview staff member *Voedselteams*
[134] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p46.
[135] *Ibid.*, p41.
[136] Interview coordinator *Rezo*

has recently addressed a demand to the cabinet of the Walloon minister of agriculture for financing a coordinator by the end of the year 2010[137]. This project would correspond to the objective of the Walloon Region to promote the "proximity contractual agriculture", namely by creating GAS in Wallonia (in accordance with the political declaration, cf supra). Other organisations could be partners of this project, namely *Nature et Progrès* that has initiated a workgroup with some producers and *Le Début des Haricots* in order to promote food teams and identify their needs, for example diffusion of information about sanitarian rules, legal status and so on[138] (cf infra).

Reactions from food teams towards these public subsidies are quite ambiguous, even if recent trends seem to show some homogenisation. At the first sight, such financial support can be considered as an opportunity for the organisational development of these initiatives because it allows internal coordination of the regional food teams' systems. However, grants are controversial among the regional food teams systems and even among members of the same regional system. It was especially the case for the Brussels *Rezo* for which the subsidy demand for a coordinator did not make unanimity[139]. On the one hand, some consider grants as contradictory with the food teams' principles of independence and voluntary work. Subsidies are furthermore considered as not sustainable in the sense that, to be stable, the survival of a system should not depend of public funds. Note that this danger of dependence to subsidies has been experienced in some Walloon GAC where the end of subsidies has caused their disappearance[140]. On the other hand, other food teams members defend the idea that public grants are available in the current system and therefore must be used for useful projects (namely organic conversion and short food supply chains). They argue furthermore that the allocated amounts to food teams are not huge.
As announced, we note a beginning of change in this tension between pro- and anti-subsidies. Indeed, when we began this study, the difference was remarkable between *Le Rezo,* benefiting through *Le Début des Haricots* from a public financing limited to nine months, and the association *Voedselteams* getting annual subsidies through a five-year plan. Further, the Brussels *Rezo* was globally against permanent and multiple subsidies in order to limit its dependence to public authorities[141]. In the opposite, the last activity report of *Voedselteams* mentions that current subsidies for the socio-cultural movement are insufficient to initiate all envisaged projects with regard to the available staff. Therefore, a search for new subsidies has been engaged[142]. We could thus easily conclude that voedselteams are more integrated in the subsidy system, than Brussels and Walloon food teams. But today, things are more nuanced and the preliminary reluctance of the Brussels *Rezo* to public subsidies has evolved. Indeed, the experience of having a coordinator seems to have induced this change. The *Rezo* would like to keep this coordinator and is therefore searching for public financial helps. This step is illustrated very concretely by the sending of demands to the nineteen municipalities of Brussels (without positive answers for the moment). The demand of a subsidy for the Walloon coordination shows also an evolution in this respect.
In sum, this search for financial helps illustrates the strategy of seizing or even strengthening an opportunity available in the public bodies. Recent demands in Brussels and Wallonia imply

[137] Interview coordinator *Rezo*
[138] Interview *Nature et Progrès*
[139] DELHOMMEAU, T., *Les groupes d'achat en Belgique,* Mémoire de fin d'études master en sciences et gestion de l'environnement, Université Libre de Bruxelles, 2009, pp95-97.
[140] MINET, Luce, *La constellation des groupes d'achat en Belgique,* asbl Vivre…S, Seraing, 2003, p48.
[141] Interview coordinator *Rezo*
[142] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p55.

some questions about a temporal trajectory towards subsidized food teams' coordination. We come back to this point in the synthesis of this section.

2.1.4. Norms and standards

Organic certification

The first kind of standard is the organic certification. The official labels for organic products are the European label and the Belgian label "Biogarantie"[143]. The process to obtain them is fixed by European and regional regulations[144] and the corresponding specifications are controlled by special bodies recognised by the public authorities and named certifiers. Three bodies have this function in Belgium[145].
Note that additional private labels and specifications have been developed by some organisations, for instance the participatory guarantee system from *Nature et Progrès*[146]. This system is applied to vegetable boxes sold by producers having signed the *Nature et Progrès*'s charter and consists in a control by a commission composed of producers and consumers. In addition to the respect of the official organic specifications, the participatory guarantee system contains requirements about the local origin of products and the preference to short food supply chains.

The interaction between organic certification and food teams is a very particular issue. In the current situation, food teams work with different kinds of producers: certified organic producers, non certified organic producers but working with cultural methods close to organic agriculture and conventional producers respecting nevertheless principles of sustainable agriculture. In this respect, Belgian food teams differ from other countries where the organic label is more generalized, for example in French AMAP[147] or in Swiss consumers' cooperatives[148]. Therefore, the choice depends on each food team. Flemish and Brussels food teams have nevertheless a charter with selection criteria in order to guide this choice while, in Wallonia, each group defines its own priorities. In all cases, the organic label is not a compulsory criterion. Even more, the official label is sometimes considered as an insufficient guarantee of the quality of the product. This is particularly the case in the Brussels food teams whose the charter affirms that "*the certification "organic agriculture" is not an indispensable condition to establish a partnership with a GASAP. It does not guarantee the respect of environment and does not satisfy all our requirements*"[149]. Moreover, the debate between GASAPs' producers is very animated, for example during the annual general assembly of

[143] http://www.bioforum.be/fr/index.php?Section=Biogarantie_-_Ecogarantie&SousSection=Biogarantie
[144] RÈGLEMENT (CE) N° 834/2007 DU CONSEIL du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91
Arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques
Arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2009 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques
Arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2009 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques
[145] *Certisys*, *Blik-Integra*, *Quality partner*
[146] http://www.natpro.be/alimentation/garantieparticipative/index.html
[147] Official website of *AMAP*, http://www.reseau-amap.org/amap.php
[148] Official website of Jardins de Cocagne, http://www.cocagne.ch/
[149] RESEAU BRUXELLOIS DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE, *Charte des GASAP,* 2010, p2

Brussels food teams[150]. Arguments in favour of certification are the recognition of the label from all consumers, including non food teams' consumers, and the availability of public subsidies for organic conversion. Arguments against certification are higher prices for consumers induced by the conversion costs, the long conversion period during which the farmer cannot sell his products as organic, insufficient requirements in environmental terms and more generally the inappropriateness of a label controlled by intermediaries in a context of proximity between producers and consumers.

As a result, food teams and their producers chose to act or not act in the official framework of organic products implemented by public authorities. If food teams' consumers agree, farmers who produce with organic methods without the label can thus value their products as organic thanks to the context of proximity and confidence between producers and consumers. In this sense, food teams' context offers a possibility of escaping some rules and a relationship with the public actors (through the intermediary of official certifiers) that would have been compulsory in other sale outlets in long or even short food supply chains. Indeed, farm shops can offer the same advantages while it is less true for farm markets. Note however that producers of food teams are not so free of choice that it could appear. Indeed, a farmer rarely deliver only food teams and the certification remains the only mean to sell officially their organic products in other distribution systems.

Differentiated quality labels

Labels of differentiated quality constitute another kind of standards for local food products. Three labels, defined at the European level, enter this field, i.e. the *protected geographical indication*, the *protected designation of origin* and the *traditional speciality guaranteed*[151]. Like other labels, their interest is to offer an opportunity of visibility for these products vis-à-vis consumers. Farm products sold in short food supply chains can apply for these labels but, in practice, the procedure is often too long and the specifications hardly reachable for individual small producers[152]. Moreover, due to the considerations mentioned in the case of organic certification about the non-label driven logic, these standards of differentiated quality are not relevant in food teams.

Farm products labels

A last element of norms and standards is the labels linked to farm products. In this field, it is striking to see, on the one hand, multiple definitions of farm or peasant products, local products and even short food supply chains and, on the other hand, the lack of legal definitions of these terms neither at the European nor Belgian (federal and regional) levels. This leads to semantic confusion because every organisation adopts its own definitions. This is the reason why the Walloon and Flemish policy declarations mention their objective to implement a legal framework around farm products, what requires a common definition. The Walloon agricultural governmental department currently works at this project[153].
In Flanders, an official label of "recognised farm products sale point" has been created by the Flemish agency for the promotion of agricultural products (*Vlaams Centrum voor Agro-en*

[150] General Assembly of Brussels GASAP, 17 January 2010
[151] European regulations: Protected Geographical Indication, EC510/2006, Protected Designation of Origin, EC510/2006, Traditional Specialty Guaranteed, EC509/2006
[152] PROVINCIE ANTWERPEN, *Beleidsnota : Streekgebonden producten in de provincie Antwerpen,* Departement Welzijn, economie en Plattelandsbeleid, Dienst Landbouw en Plattelandsbeleid, 2009.
[153] Interview responsible short supply chains in the Walloon agricultural department

Visserijmarketing- VLAM) [154]. In return for the signature of a user agreement and the payment of an annual contribution, producers can get the label. Some producers delivering Flemish food teams have obtained this label, in order to have larger visibility towards all kinds of consumers. The label is thus not a criterion of choice for food teams, for the same reason that the principle of proximity and trust between consumers and producers can substitute for the label logic.

2.1.5. Contracts and incentive instruments

Local action groups

In the scope of contracts and incentive instruments, the LEADER + axe in the rural development programmes is specifically devoted to the implementation of public-private partnerships at the local level. These partnerships take the form of "local action groups" (LAG) in a defined territory gathering at least three municipalities. Apart public authorities, LAG must be composed of at least 50% of private actors, i.e. economic and social actors and representatives of the civil society. Thanks to the European and regional funds, local action groups can implement and finance innovative rural development projects, described in a strategic development programme. Five federator themes can be chosen, including valorisation of local products[155]. Projects of direct sale of local products are thus addressed through this thematic category. For this period 2007-2013, fifteen local action groups exist in Wallonia and ten in Flanders. Most of these groups implement projects linked to local products (currently seven on the ten Flemish LAG and eight on the fifteen LAG).
In Wallonia, the first example is the development of short food supply chains by the Walloon LAG *Pays des tiges et chavées*[156] based on a study aiming at evaluating its potential in the Condroz Region[157]. Both LAG *Culturalité* and *Entre-Sambre-et-Meuse* launched a system of supply of local products, ordered by internet, and delivered by producers in a common delivery room in order to organise meetings between farmers and consumers[158]. The LAGs are responsible for the logistic of the website and centralize orders and payments. This project is not a food team but constitutes an example of similar initiative more supported by public actors. Remind by the way the emerging difficulties of such a project, in this case in the sanitarian field (cf supra). The LAG *Transvert* is finally directly active in a food team project: a GAC already exists in one municipality covered by the LAG and the LAG responsible tries to develop this GAC or to create a new one by searching interested farmers in the region[159].
In Flanders, voedselteams are in the list of supported projects of the group *Hageland*[160]. Indeed voedselteams in the Limburg and Flemish Brabant provinces are partly furnished by a group of farmers and a social economy business supported by a LEADER + financing[161].

---

[154] *Erkend verkooppunt hoeveproducten,* website VLAM: http://www.hoeveproducten.be/dealer/index.phtml
[155] GOUVERNEMENT WALLON, Document de Programmation: Initiative Communautaire LEADER + en Wallonie, (2000-2006), 2001.
[156] Website Walloon rural development network, http://www.reseau-pwdr.be/reseaupwdr/reseau-gal/fr/index_fr.cfm
[157] UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN, FACULTE D'INGENIERIE BIOLOGIQUE, AGRONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, *Les circuits courts : un avenir pour l'agriculture en Condroz-Famenne,* 2009.
[158] www.paniermalin.be
[159] Interview staff member *LAG Transvert*
[160] Approved pojects 2008 : http://www.vlaams-brabant.be/binaries/leader-hageland-projecten-2008_tcm5-13049.pdf
[161] Farmers group *Hartenboer* and social economy firm *De Brabander.*

Moreover, the creation of voedselteams is promoted by a project supported by several actors and financed by LEADER+, Flemish Brabant province and Flemish Region[162]. Then, in the LAG *Meetjesland, Leie en Schelde*, an initiative of promotion of local farm products was led, by creating a producers' cooperative and a label related to the origin of the product[163]. Promotion actions around this project are implemented, namely through cooking lessons, gift boxes. Finally, we can mention the RURANT public-private partnership, gathering the Antwerp Province and two LAG of this province. This partnership is active in the creation of a regional and farm products platform. The goals of this platform are various, i.e. to make an inventory of the producers, to organise trainings and a guidance service, to create an actors' network and to give policy advice in the field. Remind that the policy note from the agricultural department of the Antwerp province about regional and farm products has emerged in this context (cf supra policy context).
Note finally that local actions groups meet in both "regional rural development networks" where best practices are shared among all concerned actors (cf infra). Moreover, in Wallonia, the regional agency *Fondation rurale Wallonie* takes a role of interface for LEADER+ projects by accompanying LAG in their projects[164].
According to these realisations, the Belgian situation seems different from the countries analysed in one of the studies about alternative food networks in Europe that showed that LEADER projects rarely refer to local agro-food developments[165]. By the way, note that positive effects of LEADER in the field of short food supply chains are nevertheless also visible in other European countries, for example in Portugal, where "Reciproco" (*Relations de CItoyenneté entre Producteurs et Consommateurs,* initiatives gathering producers of disadvantaged rural areas and consumers) are disseminated through the country through local actions groups constituted by the LEADER approach[166]. These local action groups thus represent an opportunity for food teams in the framework of the rural development policy. Nevertheless, only *Voedselteams* is formally integrated in such a partnership and benefits from the corresponding subsidies, what illustrates once again its strategy of benefiting from the opportunities offered by public authorities.

Other local partnerships and incentive instruments

Local Agenda 21, i.e. the municipal guiding documents for sustainable development drawn up in public consultation, address sustainable food and short food supply chains in some cases. Note particularly the project of a Brussels municipality to create a municipal non-profit-making association aiming, among other things, to establish a "municipal food team"[167]. This system distinguishes from current food teams through two aspects. Firstly it emerges from a public authority and secondly it proposes a larger scale project than classical food teams gathering maximum twenty households. The coordinating organisation of Brussels food teams, the *Rezo*, is aware of this project and exchanges between them and the deputy mayor at the origin of the project took place. As for other matters, the *Rezo* is shared between the satisfaction of the growing interest for local products and the fear of political recuperation from local authorities and of loss of key principles of GASAP[168]. The relationship between these actors is thus tinged with a certain level of mistrust from the Rezo towards the

[162] Project *Hapklaar, http://www.hapklaar.be/pagina/wie-organiseert-hapklaar-zuid-hageland-0*
[163] http://www.mmm-eetjesland.be/
[164] Website *Fondation rurale de Wallonie*, http://www.frw.be/index.php?id=161
[165] LEVIDOW, L, *op cit.*
[166] Network *Urgenci* http://www.urgenci.net/page.php?niveau=3&id=The%20World%20of%20CSA
[167] Interviews eco-adviser and environment deputy mayor municipality of Etterbeek, project *Comme une ferme à la ville.*
[168] Interview coordinator *Rezo*

municipality. In all cases, this project could represent a possible evolution of larger diffusion of current food teams systems and its possible concretization should be followed. The implications of such initiatives are discussed in the last section.

In Wallonia "local development agencies" have the objective to initiate and to drive public-private partnerships at the municipal level in order to carry projects creating jobs and activities. Projects linked to local products valorisation are addressed by these bodies in some rural areas[169]. To our current knowledge, some projects are related to short food supply chains but not directly to food teams. Note that no equivalent bodies exist in Flanders neither in Brussels.

Again in Wallonia, municipal programmes for rural development are implemented and financed by the Region (*programmes communaux de développement rural* - PCDR, established by a regional decree of 1991 and which take sometimes in practice the form of local Agenda 21). These programmes ensue from "rural development operations", i.e. a coordinated set of actions implemented by a rural municipality, in order to ameliorate the life conditions of its inhabitants at the economic, social and cultural levels[170]. The process of drawing up of rural development operations includes public participation from citizen. *Fondation rurale de Wallonie* plays the role of facilitator in the creation of such rural development operations through "rural development agents" accompanying municipalities. Objectives linked to agricultural diversification are sometimes included in these programmes and initiatives of short food supply chains are supported[171]. Similar municipal programmes do not exist in Flanders and in Brussels

Finally, other incentive projects exist at the municipal level, initiated by citizens or civil organisations and committing local authorities. For example, the campaign "ça passe par ma commune" was led by several NGOs in Brussels and Wallonia and by local groups created just before the 2006 municipal elections[172]. The goal of these groups was to question municipal candidates about their commitments to sustainable development. These citizens' groups proposed projects to the municipal authorities, "participative councils for sustainable development" were created and some projects are now translated in political commitments. Some of these thematic axes and projects are linked to organic agriculture and short food supply chains. For instance the municipality of Mons implemented a 2009 action plan for sustainable consumption including promotion of short food supply chains and local products[173]. Other municipalities committed to consumption and promotion of local products, through vegetable boxes, farm markets and collective catering[174]. A GASAP is directly issued from this campaign in a Brussels municipality[175]. This campaign thus addresses citizens and public actors' awareness about short food supply chains and creates a favourable ground for food teams' creation. Note that some of the initiatives implemented in the context of this campaign are led in collaboration with LEADER local action groups and/or local

[169] Interview adviser for the *local development agencies network*
[170] Website *Fondation rurale de Wallonie* http://www.frw.be/index.php?id=72
[171] For example, PCDR of Grez-Doiceau, Bastogne,
http://www.grez-doiceau.be/portal_skins/custom/PCDR/pcdr.pdf, p33
http://www.bastogne.be/focus/pcdr/appel-candidature et http://www.bastogne.be/les-circuits-courts-a-bastogne-1
[172] Website : http://www.capasseparmacommune.be/
[173] Interview eco-adviser in the municipality of Mons
[174] More or less twenty municipalities in Wallonia and Brussels,
http://www.capasseparmacommune.be/spip.php?mot6
[175] Uccle - *http://www.capasseparmacommune.be/spip.php?article1321*

development agencies or in the framework of municipal rural development programmes or local agenda 21, benefiting of these existing partnerships[176].
Furthermore, several Belgian municipalities (especially in Flanders) are members of the project "municipalities of fair trade"[177]. This campaign was initiated by *Max Havelaar* and supported by regional and community authorities in Wallonia and in by the associations *Max Havelaar, Oxfam, Vredeseilanden* and *11.11.11*. in Flanders. In addition, the Flemish campaign launched the project "Fair trade provinces" in which the five Flemish provinces participate. Note especially the Antwerps province with its policy note about regional and farm products (cf infra). These initiatives are inserting in the European project "Fair trade town in Europe" subsidized by the European Union. In practice, actions are implemented by local driving committees composed of municipal policy makers, civil servants, traders and citizens. In Belgium, actions integrate the local dimension of fair trade in order to promote local producers and products. By the way, support of food teams are mentioned in the set of positive projects that member municipalities can initiate[178]. The adhesion of municipalities to the campaign represents indeed an opportunity for food teams' visibility. Some Flemish food teams were present to events linked to this campaign[179] and new food teams were created in this framework[180].

2.1.6. Informational and communicational instruments

Promotion of short food supply chains towards consumers

Looking firstly at promotional actions addressing consumers, regional and local authorities are involved. First of all, regional agencies responsible for the promotion of agricultural products (*Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité* - APAQW- and *Vlaams Centrum voor Agro-en Visserijmarketing*- VLAM) diffuse coordinates and sale points of local producers through free folders, large information campaigns, websites but also personal advertisements (in return for an annual contribution from the producer). Note that the VLAM has the target to reach 5% of part of purchase in farm products sold in short food supply chains per family at the long term[181]. As said previously, the VLAM has also created a label for sale points of farm products (cf supra). Then, the Flemish Ministry of environment initiated a website implemented by a farmers' federation which contains coordinates of Flemish local producers who can register freely[182]. The Brussels environment ministry and administration published a guide on sustainable food, with references to food teams (GASAP)[183].
Local authorities are very involved too. Projects mentioned in the previous section (contracts and incentive instruments) include various promotional actions, through specific folders, websites and sometimes events. Some municipalities create also their own folders with local

[176] http://www.capasseparmacommune.be/spip.php?mot6
[177] 22 municipalities in Wallonia, 8 in Brussels, 197 in Flanders.
Website « communes du commerce équitable », http://www.cdce.be/, 29/04/2010
[178] http://www.cdce.be/ressources/idees-et-bonnes-pratiques/crit6.html
[179] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p13.
[180] http://www.voedselteams.be/blog/voedselteams-en-fairtrade-gemeenten-wat-hebben-die-met-elkaar-te-maken
[181] Website VLAM- Hoeveproducten, http://www.vlam.be/what/index_nl.phtml?id=46
[182] Website www.*fermweb.be*, developed also by several organisations such as the women farmers' movement *KVLV-Agra* and *Vredeseilanden*, one of the three NGO's at the origin of Voedselteams.
[183] OBSERVATOIRE BRUXELLOIS DE LA CONSOMMATION DURABLE, *Guide de l'alimentation durable à Bruxelles,* CRIOC, Bruxelles, 2008, p18.

producers and invite local producers in municipal events in order to improve the visibility of local products and to favour contacts between producers and consumers.

Information and experience sharing

Regional authorities play a role to gather information from actors involved in the field and stimulate experience sharing. The Walloon agency *Fondation rurale de Wallonie,* in charge of facilitating the implementation of municipal rural development programmes and of the LEADER + interface, contributes to the experience sharing between producers active or not in short food supply chains and between consumers. They act as intermediaries to facilitate communication between producers, citizens and municipal authorities. The Walloon Region has moreover concluded a two-year convention with the non-profit-making association *Saveurs Paysannes* (launched by the progressive trade union *Fédération Unie de Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs- FUGEA*) in order to promote short food supply chains and put producers in networks with consumers, processers and restaurateurs through a facilitator function[184]. In Wallonia and Brussels, regional agricultural or environment ministries and administrations themselves participate in platforms for sustainable food which gather several categories of actors and contribute to experience sharing, networking and promotion (*Réseau des acteurs wallons pour l'alimentation durable* et *Réseau des acteurs bruxellois pour l'alimention durable*- RAWAD and RABAD, cf infra). Several information and networking days are also organised by public actors, namely by the Flemish and Walloon rural development networks[185]. Indeed, these organisations gather all concerned actors in rural development (public authorities and agencies, LEADER local action groups, farmers' trade unions, the federation of food industry, environmental associations and so on) and work specifically on experience sharing and communication through several activities[186].

Studies

Studies about short food supply chains are also part of the category of informational instruments because their aim is to increase the knowledge of public authorities and other concerned actors about this topic. Among the recent demands, the Walloon agricultural department has ordered two studies about the levers and obstacles for short food supply chains at the consumers' and producers' sides[187]. The Walloon rural development network also commissioned a study about the potential of short food supply chains in a specific region[188]. In Flanders, the agricultural department led in its own study service an inventory of the Flemish short food supply chains initiatives[189]. Note that this study is related to an initiative of *Voedselteams,* i.e. the creation of a workgroup to think about a possible Flemish plan for short food supply chains. *Voedselteams* contacted the Flemish minister of agriculture, the Flemish Brabant province, trade unions (including the biggest Flemish one) and related

[184] Interview staff member *Saveurs Paysannes*
Website *Saveurs Paysannes,* http://www.saveurspaysannes.be/m/
[185] For example, ground visit organised by the Walloon rural development network and the Flemish local action group Hageland, 22/04/2010.
[186] http://www.reseau-pwdr.be/reseaupwdr/qui-est-qui/fr/index_fr.cfm
http://www.ruraalnetwerk.be/nlapps/default.asp
[187] Interview staff member Walloon agricultural department
[188]UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN, FACULTE D'INGENIERIE BIOLOGIQUE, AGRONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, *Les circuits courts : un avenir pour l'agriculture en Condroz-Famenne,* 2009.
[189] CAZAUX, G., *op.cit.*

structures as well as the organic platform *Bioforum*[190]. According this inventory, voedselteams are by the way considered as one of the three major initiatives of short food supply chains in Flanders in parallel with the label "erkend verkooppunt hoeveproducten" van *VLAM* en *Steunpunt Hoeveproducten* (cf infra)[191]. Finally, the federal level is interested in short food supply chains too: the Federal science policy department namely financed a study about local food systems in Belgium[192] and this present study.

Promotion and information about short food supply chains, and food teams in some cases, has been especially developed since a few years. Folders and websites with names of local producers are multiplying (see also non-state actors infra) without coordination, what is not always considered as very efficient in terms of global visibility[193]. No comprehensive inventory of local producers active in short food supply chains is currently available, due to regionalized and multi-actors initiatives (cf non-state actors infra) but also to the level of willingness from producers to be known. Indeed, some promotional actions are paying and furthermore, as said previously, some farmers in direct marketing are not in conformity with all legislative requirements and act in the shadow. Nevertheless, these lists constitute interesting tools for consumers who want to create a new food team. Indeed, the lack of producers is a problem often invoked for food teams' development[194]. In practice, some food teams' farmers are mentioned in such promotion folders. In the Flemish and Brussels systems, the units helping the creation of new food teams search for new producers and use namely these channels to find them. Nevertheless, additionally to these lists, the choice of producers is complemented by a selection process on the basis of the own criteria of the team. Indeed, according a GAC responsible, all kinds of producers are listed in these folders, sometimes without details about the agricultural methods used by farmers[195]. Folders and websites are thus a first sample that food teams can use, in complementary with other channels such as word of mouth, in order to finally select farmers in correspondence with their criteria.
In other respects, food teams generally consider experience sharing as useful and contribute to it, usually through participation to events or study/information days. Food teams' coordinators seize these opportunities offered by public authorities to increase their visibility and to expose issues important to them. *Voedselteams* seems particularly involved because a large part of its objectives is linked to promotion[196]. Therefore, additionally to its internal communicational tools (folders, video, press articles etc), the *Voedselteams'* activity report recommends to contact municipal civil servants in order to find interested consumers and producers to create new food teams. This collaboration seems to be fruitful and leads sometimes to new food teams' creation, as illustrated in the case of "fair trade municipalities". As for the *Rezo,* it participates to some events and diffuses also information through its participation to several networks, such as the Brussels network for sustainable food. Once again, no common communication is implemented by the Walloon food teams due to the current absence of regional coordination.

[190] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p21,53.
[191] CAZAUX, G., *op.cit.*, p6.
[192] MATHIJS, E et al, *op.cit.*
[193] Interview staff members *Accueil Champêtre*
[194] Interview staff member *Saveurs paysannes*
[195] Interview responsible *GAC Seraing*
[196] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, pp13-17.

2.1.7. Direct supply of goods and services

Services

Regions usually delegate the services' function by financing specific agencies. Besides promotion, which is of course an important service granted to producers (cf previous section), advice services and trainings are proposed, i.e. guidance in sanitarian rules, technology and economic and administrative matters. These services are available for all producers active in diversification projects (for example by the *Cellule qualité des produits fermiers*, financed almost entirely by the Walloon Region and composed of several agricultural organisations and universities[197]). Trainings in organic agriculture and market gardening are also given by training bodies partly financed by the Regions[198] (cf non-state actors infra). Remind that measures of the rural development programmes allow financing for the training organisations corresponding to defined criteria[199]. As already expressed, the lack of some competences and time from farmers for marketing activities are important brakes for the development of short food supply chains and thus also for food teams. Market gardening is also relatively low in Belgian agriculture. Therefore, services that address these competences, facilitate administrative burden and stimulate jobs in market gardening have indirectly positive impacts on food teams. Note however that the number of trainings and trainers seems insufficient[200]. Further, the follow-up and facilitator roles in municipal projects in the framework of local action groups, local action agencies, municipal rural development programs or local agenda 21 (cf contract and incentive instruments) constitute a service offered by public actors, principally under the form of regional agents.

Goods

Public authorities sometimes provide goods to food teams, the more emblematic case being the availability of a municipal room for organising the delivery of boxes. Indeed, access to a room is an important point in the logistic of food teams, especially for teams offering dairy products and meat for which fridges are necessary. In practice, some teams benefit from such a room while others organise themselves in members' houses, sometimes because of their fear of dependence and of political recuperation[201]. However, this feeling depends strongly from group to group in function of the particular relationships between each food team and its municipality[202]. In this field, despite its reluctance to political recuperation by municipal authorities, it is interesting to note that the Brussels *Rezo* does not reject a public material contribution for current or next developments in food teams. For example, *Le Rezo* envisages to broad the range of products to dry products, to a more centralized delivery room for meat products accessible to all Brussels food teams, what requires particular conditions of conservation. The supply of an adequate room from local authorities is thus considered as an acceptable solution[203]. In practice, the *Rezo* has addressed to all Brussels municipalities a letter for asking access to rooms (as well as financial helps for a coordinator, cf supra)[204].

---

[197] Interview staff members *Accueil Champêtre en Wallonie,*
Website *Cellule qualité des produits fermiers,* http://www.cqpf.be/
[198] For instance *CRABE* in Wallonia and *Landwijzer* in Flanders
[199] Measures 111 and 331 in the Walloon rural development programme
Measures 111-A, 111D and 331 in the Flemish rural development programme
[200] Interview staff member *CRABE*.
[201] DELHOMMEAU, T., *op. cit.,* p33.
[202] Interview eco-adviser (member of a GAC) of Mons
[203] Interview member of *Rezo*
[204] Interview coordinator *Rezo*

Access to lands can also be viewed as a direct supply of good, i.e. giving the authorization to cultivate lands belonging to the municipality or to the "public social action centres". Such projects are related to social insertion (putting unemployed people in work and selling the products under the form of vegetables boxes[205]) or to collective vegetable gardens for self-production but not to food teams. However, projects which could include food teams begin to develop even if they are scarce. For example, a Brussels municipality lent for free a land to a non-profit-making association to create "mixed vegetable gardens", in other words cultivated by citizens for self-consumption on the one hand and by farmers for sale on the other hand[206]. This organisation has the project to create a producers' cooperative to which the food team of the municipality would like to purchase fruit and vegetables. *Le Début des Haricots* is also very involved in such demands to public actors but without concrete results for the moment. The association started a pilot urban farm but thanks to a land given by another farm, not by the municipality.

2.2. Non-state actors

After having investigated the interactions between food teams and public authorities, this second part of the chapter focuses on the non-state actors forming the governance framework. These actors are classified in five categories: farmer's trade unions and federations, the multi-actors platforms of the organic sector, retailers, investing and financing bodies and environmental associations, training bodies and citizens.
As mentioned in the introduction and in the methodology, the governance approach necessitates to take into account these non-state actors, due to their influence on the food system and more particularly on short food supply chains, namely through several functions contributing to facilitate the establishment and working of these initiatives[207].

2.2.1. Farmers' trade unions and federations

Farmers' trade unions have different functions that influence food teams through the producers' intermediary. First of all, trade unions supply services to their members. In connection with short food supply chains, every Belgian trade union or federation (organised by Region, Flanders and Wallonia) has developed a service linked to this kind of distribution. Even the biggest trade unions often considered as promoting conventional and industrial agro-food system, especially in Flanders, are involved. It does not mean their whole "policy" is particularly in favour of direct marketing but this latter is included in the panel of supported actions, in function of the proper choice of each farmer. Among these initiatives, note for instance the "support to innovation" (*Innovatie Steunpunt*) created by the dominant Flemish trade union *Boerenbond* which offers a help service and trainings for farmers busy with different kinds of innovative projects, including direct sale and processing. In the thematic axe related to marketing, voedselteams are by the way mentioned in the possible outlets for direct sale[208]. Another support structure is specifically devoted to farm products sold in short food

[205] For example, Centres publics d'action sociale Bruxelles, Liège, Namur, Gesves, La Louvière.
DELHOMMEAU, T., *Alimentation : circuits courts, circuits de proximité*, Les Cahiers de la Solidarité n°20, Bruxelles, 2009, p81.
[206] Talk with responsible of *Eco-innovation,* Brussels municipality Anderlecht
Website http://www.eco-innovation.net/?q=fr/hanginggardens_abstract_fr
[207] MATHIJS, , E. et al, *op.cit.,* p59.
[208] Website *Innovatie steunpunt* :
http://www.innovatiesteunpunt.be/Hosting/innovatie/site.nsf?open&unikey=/Hosting/innovatie/site.nsf/0/CCE176A5C8CB758CC1256EB30036BC0A

supply chains, i.e. the "Steunpunt Hoeveproducten" created by the women farmers association *KVLV- Agra.* This is also supported by the trade union *Boerenbond* and benefits from a public subsidy[209]. It offers a help service and trainings too, more specifically on tax and sanitarian regulations and other administrative matters[210]. Voedselteams are not really addressed by this platform[211] but they use the website developed by "Steunpunt Hoeveproducten", which gives a list of local farmers, to find producers[212]. Other trade unions offer similar services (for example *Vlaams Agrarisch Centrum*[213] or the *Fédération des jeunes agriculteurs* namely in the framework of an Interreg project, cf supra). Note finally the role of the non-profit-making associations, originally linked to trade unions and now with an autonomous status, which also offer a specific guidance in this field. This is the case of both Walloon non-profit-making associations *Saveurs paysannes*, launched by the *Fédération Unie des Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs* trade union, and *Accueil Champêtre Wallonie*, close to the *Fédération Wallonne des Agriculteurs* (namely in the framework of the *Cellule qualité des produits fermiers*, cf supra).
These services are thus indirectly linked to food teams in a positive way because they facilitate access of producers to direct marketing, whose food teams is a possible outlet. Indeed, as shown previously, guidance and trainings are central with regard to legislative and administrative burden linked to sanitarian rules, financial helps and trading rules. They allow farmers to make adapted choices corresponding to their situation and therefore to gain time. Furthermore, specialized trainings that develop skills in marketing are useful to farmers who are generally more "producers" than "salesmen".

Further, farmers' trade unions and federations are very active in promotion and information towards consumers. As previously mentioned, the website created by *KVLV-Agra* in collaboration with other associations (among them *Vredeseilanden* at the origin of *Voedselteams*) gathers coordinates of Flemish farmers in direct sale[214]. *Accueil Champêtre en Wallonie* organises events to favour contacts between producers and consumers, publishes folders and has a website too. *Saveurs paysannes* publishes information and coordinates of the Walloon and Brussels food teams and has moreover an informational role towards regional authorities because it is financed by the Walloon Region to promote short food supply chains and to analyse the current situation in Wallonia (cf supra).

As interests groups, farmers' trade unions and federations have also a political function, by defending their positions during policy-making processes. In the agricultural field, short food supply chains have recently raised in the agenda of trade unions (and as a consequence of policy makers, as we shown previously) surely in reaction to the last agricultural and food crises. One of the principal reasons to promote direct sale is to gain remunerative prices, in response to financial difficulties of farmers. But relationships between food teams and trade unions have not always been good. It is particularly the case in Flanders, where the dominant trade union *Boerenbond* on the one hand and organic farmers and *Voedselteams* on the other hand did not collaborate during several years and were even in opposition[215]. While this trade union is a key actor in the agricultural regime and continues defending hardly the intensification process in the Flemish Region and exportations (because it is supposed to be

[209] CAZAUX, G., *op.cit.*, p18.
[210] Website *Steunpunt Hoeveproducten*: http://steunpunthoeveproducten.servicepuntagra.be/
[211] Interview *Boerenbond* staff member
[212] Interview province responsible *Voedselteams*
[213] Website *Vlaams Agrarisch Centrum*
http://www.vacvzw.be/index.php?option=com_content&task=category&sectionid=5&id=42&Itemid=75
[214] www.fermweb.be
[215] Interview *Boerenbond* staff member

the best way to farmers to earn money), a "reconciliation" process between both blocks has been recently opened. As an illustration, these actors drew up together a package of recommendations about the future Common Agricultural Policy 2013[216]. These recommendations contend a point addressing short food supply chains, considered as a partial solution to a fair sharing of the added value in the food chain. The same is true for the French part of the country[217], where the traditional trade union (*Fédération wallonne de l'agriculture*-FWA) has collaborated with a progressive one (*Fédération Unie de Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs*- FUGEA) and other associations. Their recommendations about the future CAP include a support to agricultural productions dedicated to proximity markets, local processing and short food supply chains.

In the same perspective, note also the participation of two Flemish trade unions, i.e. the *Boerenbond* and the *Algemeen Boerensyndicaat*, with the organic platform *Bioforum* in the Flemish strategic Plan for organic agriculture initiated by the Flemish agricultural department[218]. In the mentioned levers to promote organic agriculture, an attention is given to circuits and market development and promotion of short food supply chains is recommended because it represents an important segment within the organic sector. The responsible actors identified by the plan for this action are namely the *VLAM*, *Bioforum Vlaanderen* and *Steunpunt Hoeveproducten*[219]. Nevertheless, *Voedselteams* was not included in the consultation process and it pronounced critically about this plan, regretting that this paragraph about short food supply chains was not linked to specific measures[220]. The last but not least example of the rapprochement between traditional trade unions and organic and short food supply chains is the already mentioned initiative of *Voedselteams* to create a workgroup on a potential Flemish plan for short food supply chains[221], in the same spirit than the French *Plan Barnier*. *Voedselteams* thus contacted the Flemish minister of agriculture, who led an inventory of Flemish short food supply chains initiatives (cf supra), but also *Boerenbond* and the mentioned *Innovatie Steunpunt* and *Steunpunt Hoeveproducten*, as well as the organic platform *Bioforum* which all accepted the invitation.

In French-speaking Belgium, note that the Brussels food teams network has a partnership with the trade union already committed to promote short food supply chains, namely the FUGEA[222], even if the real implications of this partnership are not clear for the moment[223].

Finally, besides Belgian trade unions and federations, the European federation *Coordination européenne Via Campesina* defends peasant agriculture, food sovereignty, sustainable agriculture and short circuit[224]. Two progressive Belgian federations are members, namely the FUGEA and the *Mouvement d'action paysanne*[225]. The international movement *Via Campesina* defends the same values, with the same Belgian members as well as the *Vlaams*

---

[216] This package was put in place by the Boerenbond and the member associations of the agricultural group in the Flemish NGO's group *Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling* : *Oxfam, Bond Beter Leefmilieu, Wervel, Broederlijk Delen, Vredeseilanden, Africa Europe Faith and Justice Network*.

[217] *Plate-forme Souveraineté Alimentaire* : peasants and agricultural, environmental, consumers and international solidarity organisations including the trade unions *FUGEA, FWA, FJA*, the environmental associations *Nature et Progrès, Inter-Environnement Wallonie, Amis de la Terre* et the consumers research center *CRIOC*)

[218] PEETERS, K, BELEIDSDOMEIN LANDBOUW EN VISSERIJ, BIOFORUM VLAANDEREN, BOERENBOND, ALGEMEEN BOERENSYNDICAAT, *Strategisch Plan Biologische landbouw 2008-2012,* 2008.

[219] *Ibid.*, p18.

[220] http://www.voedselteams.be/content/voedselteams-stelt-vragen-bij-het-strategisch-plan-voor-de-biologische-landbouw

[221] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p21,53.

[222] Interview coordinator *Rezo* and website GASAP, http://www.gasap.be/

[223] Interview coordinator *Rezo*

[224] Website *Coordination européene Via Campesina*, http://www.eurovia.org/spip.php?article1

[225] Website *Coordination européene Via Campesina*, http://www.eurovia.org/spip.php?article4

Agrarisch Centrum, the Flemish equivalent of the FUGEA. *Voedselteams* participated to the annual meeting of this movement and thinks to become a formal member of the organisation in order to be present at the international level[226].

Globally, farmers' trade unions offer opportunities for food teams, by facilitating the practical implementation of short supply chain systems for farmers. Moreover, their informational roles vis-à-vis consumers and their political mission vis-à-vis public authorities contribute to the increase of this topic in agendas. The more progressive trade unions are particularly interested by these systems (see the partnership between the Walloon trade union and the *Brussels* Rezo) but dominant trade unions begin to be involved too. Particularly salient is the dialogue that emerged between *Voedselteams* and the dominant Flemish trade union, representing the agro-food regime. As a result, the Belgian situation is different from the French one where only alternative organisations support food teams against dominant trade unions[227].

2.2.2. Organic platforms

As we previously highlighted the links between food teams and the organic agriculture, we look at the actors involved in this sector.

Both regional organic platforms, *Bioforum Wallonie* and *Bioforum Vlaanderen,* are composed of representatives of farmers, processers, retailers, consumers, environmental associations, technical organisms, scientists and certifiers. Therefore, they gather different categories of actors already or further mentioned in this study[228].

Bioforum Wallonie is recognised by regional authorities as the council for the organic sector[229]. *Bioforum Vlaanderen* has not this formal function but is also the privileged interlocutor of public authorities in the organic sector. These platforms thus defend the interests and the development of the sector vis-à-vis public actors. In parallel, they lead informational campaigns addressed to consumers.
With regards to short food supply chains, *Bioforum Vlaanderen* participated to the drawing up of the Flemish strategic Plan for organic agriculture (cf supra). According to this document, *Bioforum* is one of the responsible actor for the promotion of organic short food supply chains[230]. Furthermore, *Bioforum Vlaanderen* and *Voedselteams* exchange points of view and take part to common actions[231], for example in favour of domestic food grains[232]. Remind also

---

[226] Interview province responsible *Voedselteams*
VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p19.
[227] DUBUISSON-QUELLIER, S., *La consommation engagée*, Sciences Po. Les Presses, Paris, 2009, p
[228] In Wallonia : producers (*Union nationale des agrobiologistes belges* and *Fédération wallonne de l'agriculture*), processers (*Association professionnelle des transformateurs et distributeurs des produits de l'agriculture biologique*), retailers (*fédération belge de l'industrie et du commerce des produits naturels, de réforme et de diététique* and *Fédération belge des entreprises de distribution* FEDIS), consumers (*Nature et Progrès Belgique* and *Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs*), environmental association (*Inter-Environnement Wallonie*), technical organisms (*Coopération, recherche animation pour le brabant wallon de l'Est*- CRABE and *Centre d'Essais Bio*), a scientist and certifiers (*Certisys* and *Blik-Integra*).
In Flanders, no comprehensive available list.
[229] Website *Bioforum Wallonie* http://www.bioforum.be/fr/index.php?Section=Bioforum
[230] PEETERS, K, BELEIDSDOMEIN LANDBOUW EN VISSERIJ, BIOFORUM VLAANDEREN, BOERENBOND, ALGEMEEN BOERENSYNDICAAT, *op.cit.*, p18.
[231] Interview staff member *Bioforum Vlaanderen*.
VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p16.

that *Voedselteams* invited *Bioforum Vlaanderen* to the workgroup for preparing a Flemish plan for short food supply chains. As for *Bioforum Wallonie,* it is involved in a project of land cooperative on the model of the French association "Terre de liens", in order to provide lands to small farmers[233]. In connection with food teams, *Bioforum Wallonie* refers to *Nature et Progrès*, one of its member associations, more specialised in short food supply chains[234]. Finally, both regional *Bioforum* developed a database with organic producers that are used to find new potential farmers for delivering food teams[235]. Moreover, *Bioforum Vlaanderen* published a guide with categories of sale points and products, including a page about voedselteams[236]. Some events organised by *Bioforum,* such as the "organic week", are an occasion of visibility for food teams too.
Relationships between the organic platform and food teams are thus of cooperative nature even if *Bioforum* gathers actors active in the long industrial food chains and defends therefore also other interests than short food supply chains. Voedselteams are considered by *Bioforum Vlaanderen* as interesting direct marketing outlets for organic products[237]. *Bioforum Wallonie* is more nuanced, especially about food teams which do work without contract with producers (as it is still the case in most of Walloon food teams, i.e. GAC) because of the risk of disappearance of the groups and of loss of income for farmers[238]. In this respect, Brussels GASAP and Walloon GAS are better considered.

2.2.3. Retailers

Large retailers

Large retailers are dominant actors in the agro-food system and represent the model against which most of food teams have been created. As a result, relationships between food teams and supermarkets are antagonist, even if a part of food teams' members still frequent supermarkets because of the limited range of products offered by food teams.
Large retailers are influenced by the growing interest for local food. Indeed, a few large European retailers have started sourcing their products from local sources[239]. Furthermore, it seems that many supermarkets see local food as the next important development in the food distribution[240]. Local products could thus follow a similar trajectory than organic or fair trade products, currently well developed in the retail chains[241]. Note that, from the point of view of food teams, these initiatives of integration of local products in supermarkets can be considered as recuperation by the market actors. According to Dubuisson-Quellier, this illustrates the ability of the market to recuperate its own critics rather than the fail of the alternative food networks[242].
In Belgium, some initiatives are implemented to better integrate local products in the shelves, with however a vague definition of "local", from Belgian to regional products. In some cases,

---

[232] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p20.
[233] Interview president *Bioforum Wallonie*
[234] Interview president *Bioforum Wallonie*
[235] Interview province responsible *Voedselteams*
Interview president *Bioforum Wallonie*
[236] BIOFORUM VLAANDEREN, *BioGenietenGids 2009,* Antwerpen, 2009, p38
[237] Interview staff member *Bioforum Vlaanderen*
[238] Interview president *Bioforum Wallonia*
[239] TUKKER.A, et al., *op.cit.,* p74.
[240] GOODMAN, D., GOODMAN, M., p5.
[241] TUKKER, A. *op.cit,* p99.
[242] *Ibidem.*

big retailers treat directly with local producers but difficulties are present. Indeed, large retailers work with high quality standards, difficultly reachable by small producers, and ask for strong logistical capacities to which these producers cannot always satisfy[243]. Some retailers also evoke the absence of a national centralized farmers' platform to explain the difficulty of direct procurement from small producers. Franchised shops are more flexible because farmers deal directly with the shop director rather than with the central service of the chain.
Further, the national federation of the retailers (FEDIS)[244], that represents small, medium and large shops, chains of stores and super-hypermarkets, committed in 2008 to increase the communication and visibility of Belgian products through a convention between the federation and dominant agricultural trade unions (*Boerenbond*, *Algemeen Boerensyndicaat* and *Fédération wallonne de l'agriculture*)[245]. In this respect, the Walloon and Flemish agencies for the promotion of agricultural products (*APAQW* and *VLAM*) developed a toolbox for retailers including information about Belgian agricultural products and communicational tools such as mailings, folders, websites and so on. In the same spirit, the FEDIS signed in 2008 a charter of ten environmental pillars of the food chain with the same three agricultural trade unions, the Belgian federation of the food industry (FEVIA) and federations of producers of food for animals (Befema and APFACA)[246]. Actions ensuing from this charter contain promotion of local products. However, these commitments are not related to an increase of Belgian products procurement. Promotion is thus central, namely through several labels of Belgian products.

Small and organic shops

Contrary to big retailers, small retailers, including organic shops, have sometimes direct relationships with food teams. Some proximity shops (namely in Flanders) reacted negatively to the creation of a food team in their neighbourhood, considering that food teams' volunteer work and subsidies induce unfair concurrence[247]. Remind also the old experience of the Walloon food team denounced to the sanitarian authorities by a local butcher (cf supra). In the same perspective, larger scale initiatives such as the project of a kind of municipal food teams in Brussels (cf supra) are very negatively perceived by local shops, especially those which develop their own boxes systems[248]. Indeed, they fear the unfair concurrence of the municipality that would replace their intermediary role with less financial constraints and address the same target public.
However, most small retailers do not perceive concurrence with food teams because they address different publics and/or offer other products. Food teams' members reluctant to supermarkets are also customers of these shops. Their supply is thus generally considered as complementary to food teams or even synergetic[249]. Moreover, in some cases, food teams search for collaboration with local small shops, especially in Flanders. For example, some fair trade shops are used as delivery rooms. They also propose certain products to the teams and

[243] Interview local sourcing responsible *Delhaize*
[244] Fédération des distributeurs belges (FEDIS)
[245] Website FEDIS, http://www.fedis.be/menu.asp?id=6095&lng=fr&niveau1=0&m=0
[246] FEDIS, *Fedis news,* n°1, Bruxelles, janvier 2009, p7.
[247] MINET, L., *op.cit.,* pp57-58.
[248] Meeting between two organic shops and the municipal staff (mayor, échevin and coordinator of the project) 29/04/2010
[249] MINET, L., *op.cit.,* pp57-58.

are therefore listed in the "producers" of voedselteams[250]. This is thus a win-win situation. Moreover, fair trade and organic shops are ideal places for promotion for voedselteams[251].

Wholesalers

Note finally that some traders try to benefit from the window of opportunity opened by food teams by offering them non-food products[252]. Currently, the range of products depends from the region and from team to team. Walloon GAC already distribute non-food products while it is not the case in Brussels and in Flanders. Therefore, food teams' demand does not correspond to the supply proposed by these traders.

2.2.4. Investing and financing actors

Some private investors see opportunities in short food supply chains and contribute to the visibility of small producers. It is for example the case of a private website to order local products sold in direct marketing[253]. This kind of private initiatives is not directly linked to food teams but, as informational and communicational instruments, is a way for food teams' coordinators or members to discover new local farmers and potentially increase supply.
On the other hand, some private investors and alternative financing organisms take part to the creation of land cooperatives. Based on the French model of the organisation "Terre de liens", investors can buy shares to finance lands available for farmers[254]. In Flanders, *Voedselteams* collaborates with other organisations and an ethical bank[255] to create a investing society in order to provide organic farmers with lands[256].

2.2.5. Associations

Agricultural and environmental associations

A lot of NGOs active in the agricultural and environmental fields are interested in issues related to sustainable food, including short food supply chains. Some of them are directly linked to Belgian food teams, either they are at the basis of the creation of food teams or they promote such systems and collaborate with them in common initiatives.
In Flanders, *Voedselteams* was originally created by three non-profit-making associations: *Wervel*, an organisation for fair agriculture, *Vredeseilanden*, an association for the third world and the training body *Elcker-Ik*. Today, *Voedselteams* still collaborates with *Wervel*[257] and

[250] http://www.voedselteams.be/content/de-producenten-van-de-teams
[251] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, pp14, 22.
[252] Interview coordinator *Rezo*
[253] www.topino.be
[254] http://www.terredeliens.org/spip.php?rubrique110
[255] *Wervel, Land in Zicht, Jawel, Landwijzer* and *Triodos*
[256] http://www.voedselteams.be/blog/gezocht-grond-voor-startende-boeren
[257] For example *Wervel* and *Voedselteams* wrote together the letter to the Federal agriculture minister about sanitarian requirements for milk sold in the farm :
http://www.wervel.be/-melk-themas-305/1124-oplossing-melkcrisis-in-gevaar
Also the campaign « Boer zoekt grond », VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p19.
And the project of land cooperative, VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p21.

Vredeseilanden[258] to initiatives linked to agriculture and short food supply chains. *Wervel* is furthermore involved in other short food supply chains projects such as *community supported agriculture*[259]. Both these organisations also promote voedselteams through their websites and folders.
Brussels food teams are close to the environmental association *Le Début des Haricots,* particularly active in the food field. This organisation started the first GASAP, which then became independent, and is now a privileged partner of *Le Rezo* that coordinates GASAP[260]. Moreover, *Le Début des Haricots* is the intermediary between public authorities and *Le Rezo* with regard to subsidies (because subsidies can only be allocated to non-profit-making associations, not to a fact association as *Le Rezo).*
In Wallonia, food teams are created in different contexts, namely by members of associations such as *Nature et Progrès*, promoting organic agriculture, and *Les Amis de la Terre* active in "towns in transition" projects including a food pillar[261]. These food teams are structurally independent from these organisations but dialogue is present. Moreover, *Nature et Progrès* advices members interested in creating new food teams: they diffuse a list of local producers and facilitate the contact between producers and consumers. General information about the functioning of food teams are also diffused through a website and folders as well as during meetings. Moreover, *Nature et Progrès* coordinates the workgroup with *Le Début des Haricots* and some producers in order to promote Walloon food teams and identify their needs. Several ideas, still in project, emerge from this group, such as the exchange of practical information for individual teams (for example about regulative topics), trainings for municipal agents who could facilitate the food teams' creation and perspectives of Walloon food teams' coordination[262].

Several associative networks play also an important role of awareness raising and lobbying in the agriculture and food field and promote initiatives such as food teams. In Wallonia, the network for eco-consumption "Ecoconso" gathers several environmental and consumers associations and participates to campaigns (such as "ça passe par ma commune" with other organisations[263] cf supra), proposes animations and gives information to citizens in the field of sustainable food[264]. In Flanders the equivalent network is the "Netwerk Bewust Verbruiken", in which *Wervel*, *Vredeseilanden* en *Voedselteams* are members[265]. Moreover, the Flemish associative platform of sustainable development *Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling (VODO)*[266] contains a workgroup on agriculture[267] which gathers among others the same three associations. This group is very active about the future of the European agricultural policy: it prepared a memorandum on this subject and, as previously explained, a package of Flemish recommendations in collaboration with the trade union *Boerenbond* (cf supra). *Voedselteams* did not participate to this package but *Wervel* and *Vredeseilanden* well. Platforms of environmental associations are active in sustainable food too, such as *Inter-environnement Bruxelles* (where *Le Début des Haricots* is member), *Inter-environnement Wallonie* and *Bond Beter Leefmilieu* (also member of the workgroup agriculture in *VODO*).

---

[258] *Vredeseilanden* collaborates for example to the website www.*fermweb.be (*cf supra)
[259] Interview staff member *Wervel*
[260] http://www.haricots.org/gas
[261] Website *Amis de la Terre* http://www.amisdelaterre.be/
[262] Interview staff member *Nature et Progrès*
[263] Including *Nature et Progès*, *Inter-environnement Wallonie*, *Inter-Environnement Bruxelles* and others
[264] Website Ecoconso, http://www.ecoconso.be/spip.php?article48
[265] http://www.bewustverbruiken.org/voeding/65-groentenfruit.html
[266] *Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling*
[267] Website *Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling*
http://www.vodo.be/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=10&Itemid=21

Moreover, in the French-speaking part of Belgium, there exist specific networks on sustainable food. The Walloon network (RAWAD) is coordinated by *Ecoconso* and *Inter-environnement Wallonie*[268] and has several partners[269]. In Brussels, the network (RABAD) gathers around thirty-five organisations active in the agro-food sector, including *Le Début des Haricots* and *Le Rezo des GASAP*, and is supported by the Brussels minister of environment[270]. These networks organise meetings in order to engage a collaborative dialogue and reinforce synergies in actions led by different actors of the agro-food system.

Finally, we can remind the other associations that initiated the campaigns "ça passe par ma commune" and "municipalities/provinces of fair trade" that lead to local actions in collaboration with some public authorities (cf supra).

Training bodies

Besides trade unions and regional help services, specialized bodies offer trainings in the agricultural field (particularly in peasant and/or organic agriculture)[271]. They are sometimes supported by public authorities or organized in collaboration with the jobs organisms for unemployed people. As already explained, training is crucial for short food supply projects and thus for food teams, particularly in Belgium where market gardening is not very developed. Indeed, supply has to follow to correspond to the growing demand for local vegetable and fruit produced in a sustainable manner, organic or not. Market gardening represents a potential of jobs because is very labour-demanding. However, some trainers complain about the lack of trainings, namely in the official educational system, and about the important part of volunteer trainers[272].
Training bodies have contacts with food teams, more or less directly. Food teams coordinators and trainers participate to the same networks (namely RAWAD, RABAD) and therefore share their experiences. In Flanders, *Voedselteams* collaborates more specifically with a training association[273] in a workgroup dealing with the land access issue and the ensuing project of creation of an investment society for financing lands for organic farmers (cf supra). Trainers of this association participate also to follow-up meetings between farmers and voedselteams[274].

Citizens

Non organized citizens mobilize in some projects, for example projects of sustainable areas in Brussels (citizens' projects supported by the regional civil service for environment) in which actions related to sustainable and local food are led. Among the five implemented projects, three created a system of organic boxes and one is at the origin of two GASAP[275]. Moreover,

---

[268] Site *Réseau d'acteurs wallons pour une alimentation durable*, http://www.iewonline.be/spip.php?article2891
[269] *Union des agricultrices wallonnes*, *Bioforum Wallonie*, *Observatoire de la santé du Hainaut*, *Collectif souveraineté alimentaire*, *Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs*, conviviums Slow food wallons.
[270] Website *Réseau des acteurs bruxellois pour une alimentation durable*, http://fr.observ.be/rabad.php.
[271] In Wallonia *CRABE (*socio-professional insertion body), *Ecole paysanne indépendante*
In Flanders *Landwijzer,*
[272] Interview staff member of the training body *CRABE*, Interview staff member *Saveurs paysannes*
[273] *Landwijzer*
[274] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p40.
[275] http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/informer.aspx?id=3246&langtype=2060
GASAP « Vollegas » and « Gashel » in *Area Helmet,* http://www.helmetquartierdurable.be/activit%C3%A9s-activiteiten/gasap/

three of the five future areas envisage actions for sustainable food and organic boxes, including one under the form of creation of a GASAP[276].
Actions related to the campaign "ça passe par ma commune" and "municipalities/provinces of fair trade" (cf supra) constitute also examples of citizens' projects that are related to local food, here by committing municipalities to act in this sense.

2.3. Synthesis/conclusions: the governance framework of the Belgian food teams

In this section, we have identified 1) the various public and non-state actors and measures which have an (in)direct influence on food teams and 2) specific interactions between these actors and measures and food teams. With regard to this governance framework, we analysed favourable and unfavourable elements for food teams and their strategies of reactions to these latter. We can thus draw some conclusions about the governance of Belgian food teams.

The food teams' governance framework in short

For the moment, no global and coherent policy on short food supply chains exists in Belgium, as it is the case in France for example[277]. However, the Flemish and Walloon policy declarations make reference to the implementation of a legislative framework for farm products. The advice from the federal Council of sustainable development recommends drawing up a Belgian plan for short food supply chains too. In this perspective, the Flemish workgroup initiated by *Voedselteams* involving the Flemish minister of agriculture has the objective to think about such a plan in Flanders. The point has thus recently emerged in the policy agenda.

As expected, the public authorities develop measures generating both obstacles and opportunities for food teams' initiatives. On the one hand, obstacles are due to the institutional path dependencies reproducing power patterns through a set of policy instruments in favour of the agro-food regime. It is for example the case of sanitarian rules and the land access regime that globally favour agro-food industry with a large investment capacity. On the other hand, opportunities are due to two main reasons.
Firstly, the agricultural policy agenda has integrated concerns related to a more multifunctional and sustainable agriculture, which includes e.g. direct sale of farm products. As a result, opportunities emerge from an adjustment of existing regulations (i.e. softening process of sanitarian rules for small producers) or from a more global policy reform (i.e. introduction of a rural development pillar in the agricultural policy). Furthermore, the interest for multifunctional and sustainable agriculture in the policy agenda induces measures directly promoting short food supply chains e.g. through promotional and communicational instruments, projects led in partnerships, subsidies and supply of services and/or goods. Secondly, the specific status and functioning of food teams allows them to escape some state constraints. It is especially the case for sanitarian rules, which are not to be applied in food teams' delivery points thanks to their private and non-trade status. With regard to organic label, food teams do not always require the legal organic label. This is an advantage for farmers who respect organic agricultural methods but do not want or cannot support the financial and administrative burden related the official organic conversion process. The state

[276] http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/informer.aspx?id=4376&langtype=2060 GASAP « Naturel » in *Area Terdelt* http://www.terdelt.be/page.php?page=12
[277] MINISTERE FRANCAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, "Renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs. Plan d'action pour développer les circuits courts" communiqué de presse, 14/04/2009.

intervention/no intervention distinction may also characterise these different opportunities. Some opportunities are offered by state interventions and food teams may grasp them when appropriate e.g. subsidies for food teams' coordination, legal protection of their name, material helps, land access, communication around short food supply chains. In parallel, other opportunities simply emerge from an absence of state intervention, i.e. laissez-faire: e.g. no sanitarian rules in the delivery rooms and no compulsory labels.
In sum, these results confirm one of the conclusions of the European research project "Facilitating alternative agro-food networks" according to which "*policies are rarely designed or implemented to facilitate LFS, (...) In any context, each policy framework may have various features which both hinder and facilitate LFS*»[278]. However, if legislative frameworks about short food supply chains and farm products are implemented, we can wonder if it will be in favour of increased protection of food teams. We will come back to this point in the next section.

With regard to non-state actors, several categories of organisations are linked to short food supply chains and offer opportunities for food teams. We can mention trainings and guidance services, informational tools and the political mission of trade unions, the protection of organic producers and outlets and promotion towards consumers from the regional organic platforms, the investing initiatives from individuals or ethical banks and the different functions of environmental and agricultural associations, i.e. consumers' awareness raising, farmers' trainings and building networks between actors involved in short food supply chains. Some small shops are partners of food teams, especially in Flanders. In opposition, there is no formal interaction between supermarkets and food teams. However, these actors influence each other. On the one hand, food teams have been created in reaction against the multiplication of intermediaries of the "long" food supply chains, in which supermarkets are dominant actors. On the other hand, supermarkets and more generally the retailing sector are influenced by the local food systems and tend to increase the visibility of local and regional products.

Differentiated governance of producers' versus consumers' side of food teams

With regard to our global analysis of the food teams' governance framework, we can examine in which proportion measures that constitute opportunities for food teams are oriented towards supply/production (food teams' farmers) or demand/consumption (food teams' consumers).
The inventory of the policy instruments shows that a big part of these measures address farmers, i.e. the producers' side:

1) measures of the CAP rural development pillar/regional rural development programmes
2) related rural development subsidies
3) the softening process of sanitarian rules for small farms (working or not in direct marketing)
4) LEADER partnerships and other incentive initiatives around of short food supply chains
5) communicational and informational tools (experience sharing through the different actors included in the partnerships and/or in regional sustainable food networks, studies about SFSC)
6) trainings and guidance in diversification projects

[278] LEVIDOW, L, DARROT, C., *op.cit.*, p7.

Furthermore, opportunities for farmers emerge from non-state actors:

1) trainings, guidance and political lobbying from agricultural trade unions
2) protection of the organic sector, including SFSC outlets, from the organic platforms
3) involvement in cooperative projects from financial bodies
4) specialized agricultural trainings from training bodies

On the other hand, the same or other policy instruments address consumers:

1) raising awareness and involvement of citizen in the framework of public-private partnerships and incentive projects
2) laissez-faire : no sanitarian rules in the delivery rooms
3) subsidies for food teams' coordination (and for specific projects in the case *Voedselteams*)
4) communication and information about SFSC: various promotional tools and experience sharing in the framework of partnerships' projects or sustainable food networks
5) supply of municipal rooms for the delivery of food teams' boxes

Non-state actors implement also measures oriented towards consumers:

1) informational and promotional tools on SFSC from trade unions
2) informational and promotional tools on local organic farmers from Bioforum
3) consumers' raising awareness and support to food teams' creation (in Wallonia) from non-profit-making environmental and agricultural associations
4) private initiatives to promote direct marketing of local products

Note that all the "supply" measures focus on short food supply chains in general and not on food teams specifically. A lot of "Demand" measures are also inserted in the broad SFSC context. The few measures that are more directly related to food teams in particular either emerge from an active demand of food teams themselves (subsidies, municipal rooms) or constitute laissez-faire from public authorities (sanitarian rules).
In brief, the current food teams' governance often dilutes in the short food supply chains' governance and, when food teams are specifically addressed, their governance is not very active.

Elements of innovative and reflexive governance

In order to examine if the food teams' governance framework contains some elements of innovative governance, we refer to the typology of Lascoumes et Le Galès to qualify traditional versus innovative instruments[279].
Indeed, this governance framework is composed of both traditional and more innovative instruments. On the one hand, the traditional policy instruments are:

1) regulative and legislative instruments: the CAP rural development pillar, sanitarian rules-trading rules
2) economic instruments: subsidies for farmers and for food teams' coordination and projects
3) direct supply of services and goods: trainings and advice for farmers, municipal rooms for the delivery of food teams' boxes

On the other hand, the innovative, or less traditional, instruments are:

1) contracts and incentive instruments : principally partnerships LEADER for farmers and consumers but also partnerships/projects through agenda 21, local development

[279] LASCOUMES, P., LE GALES, P., *op.cit.*, p363.

agencies, municipal programmes of rural development, campaigns "ça passe par ma commune" and "fair trade municipalities or provinces"

2) informational and communicational instruments towards farmers and consumers

While informational and communicational instruments are often used in the food field, through raising awareness campaigns, labels and so on[280], we can question their real innovative nature. However, contracts and incentive instruments have a higher innovative potential for the agro-food system. Indeed, Renting and Wiskerke drawn the contours of a new "*integrative and territorial mode of agri-food governance*", searching for a "*redefinition of the roles of state agencies, market parties and civil society groups*", and where "*public-private partnerships, territorial bottom-up approaches and active citizen's involvement play an important role*"[281].

Furthermore, some particular elements of the food teams' governance framework are worth remarking in terms of both innovative and reflexive governance. For example, the regional sustainable food networks in Wallonia and Brussels gather several categories of actors who think about a common definition of sustainable food, including short food supply chains, and share their practical experience in the field. The actors who participate to the networks' meetings are either part of "dominant" institutions of the agro-food system, namely agricultural ministries, trade unions, consumers' organisations, organic platforms, catering industry or of small-scaled initiatives such as food teams. As these different actors think together about a vision for a sustainable food system, we could argue that these networks constitute a place of innovative and, at the same time, of reflexive governance. Indeed, the members of these networks are reflexive, in the sense they "*reflect on and confront not only the self-induced problems of modernity* [here of the modern agro-food system]*, but also the approaches, structures and systems that reproduce them* [i.e. agricultural policies and instruments governing the food system, the economic structure of the long food supply chains, and so on]"[282]. The same observation is true for the Flemish workgroup about short food supply chains. In this sense, these networks and workgroup could be considered as embryonic transition arena as well as potential sites of (second-order) reflexivity, i.e. "*reflexive arrangements*" or "*isolated moments of reflexivity amid a sea of everyday politics*" [283].

Nevertheless, we can note that innovation and reflexivity are much more developed inside food teams than in their governance framework. Indeed, food teams constitute "*relational contexts where producers and consumers, through "social learning" processes, co-produce "novelties" (...)*"[284]. This social learning, through a collective experience between consumers, is illustrated by adjustments in purchasing, consumption and eating routines[285]. Farmers are

---

[280] TUKKER, A., *op.cit,* p76.
RUBIK, F., SCHOLL, G., BIEDENKOPF, K., KALIMO, H., MOHAUPT, F., SOEBECH, O., STO, E., STRANDBAKKEN, P., TURNHEIM, B., *op.cit.*

[281] RENTING, WISKERKE, *op.cit.,* p1907.

[282] HENDRIKS, C.M., GRIN, J., "Contextualising reflexive governance: The politics of Dutch transitions to sustainability" *in Journal of Environmental Policy and Planning* 2007, p5.

[283] *Ibidem.*

[284] WISKERKE, J.S.C, VAN DER PLOEG, J.D., *Seeds of transition: essays on novelty production, niches and regimes in agriculture,* Assen: Royal Van Gorcum, 2004, p356; BRUNORI, G., ROSSI, A., GUIDI, F., *In depth review on alternative food marketing strategies. Case study: Solidarity-Based Purchasing Groups,* National report in IN-SIGHT EU Project FP6, WP3, 2007 cited in ROSSI, A., BRUNORI, G., "Drivers of transformation in the agro-food system. GAS as co-production of Alternative Food Networks", Paper for the 9th European EFSA Symposium, 4-7 July 2010, Vienna, p1915.

[285] ROSSI, A., BRUNORI, G., "Drivers of transformation in the agro-food system. GAS as co-production of Alternative Food Networks", Paper for the 9th European EFSA Symposium, 4-7 July 2010, Vienna, p1917.

also faced to such learning processes through adjustments in their entrepreneurship model and a cognitive reframing due to the specific approaches, techniques and relationships typical of direct marketing[286]. Furthermore, food teams' consumers and producers have to learn about the regulations related to their status and their functioning (namely sanitarian and trading rules). Food teams' consumers and producers are thus reflexive through their questioning about the habits and structures of the dominant agro-food system and about their potential contribution to a more sustainable model. Thinking about the societal and environmental impacts of their activity constitutes thus an important concern, even if this reflexivity depends on each group and member (cf. IDD). Note that the Brussels and Flemish coordinating bodies insist particularly on the learning aspect: *Le Rezo* speaks about "cultivating the knowledge"[287] and *Voedselteams* about "education", which constitutes the connecting thread of its activities[288]. More generally, food teams' consumers call themselves "consum-actors" rather than "consumers" in reference to their active role in consumption through their reflexive behaviours.
With regard to food teams' innovative potential, innovation is visible at the levels of practices and of collective organisation but also at the level of strategies that food teams implement to face obstacles, namely in the policy context. Indeed, "*all these processes (*of a niche construction) *can be read as innovation pathways that rise through progressive overcoming of "nodes" in order to find solutions to solve the problems or take the opportunities as they occur*"[289].

Interactions between food teams and actors of the agro-food system

With regards to the interactions between food teams and the elements of the governance framework, food teams implement different kinds of strategies. Against unfavourable measures (here in the policy framework), food teams try:

- to integrate the constraints by adapting to them
- to diminish constraints by creating innovative responses
- to change the system to make it more favourable
- to bypass problematic constraints

About favourable measures, strategies consist in:

- seizing available opportunities
- creating opportunities (close to the strategy "to change the system to make it more favourable")

These different kinds of strategies are sometimes implemented in the same policy instruments. In the case of sanitarian rules, all strategies exist. Food teams' producers "integrate the constraints" when they adapt themselves by using the guidance systems offered by public services through intermediary structures or by trade unions and related associations. This illustrates at the same time the strategy "to seize available opportunities" because these guidance systems exist in the governance framework. The strategy "to diminish constraints by creating innovative responses" is illustrated by a more "radical" initiative from a farm delivering food teams' to create a consumers' cooperative in order to go out of the agricultural trading and thus to escape sanitarian rules but also taxes (and subsidies). Some food teams

[286] ROSSI, A., BRUNORI, G., *op.cit.*, p1918.
[287] RESEAU BRUXELLOIS DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE, *Charte des GASAP,* 2010, p4.
[288] VOEDSELTEAMS, *op.cit.,* p52.
[289] ROSSI, A., BRUNORI, G., *op.cit.*, p1915.

(producers and consumers/coordinators) also try "to change the system" by questioning policy makers on difficulties met by small producers. Thirdly, some rules are bypassed, as illustrated by the sporadic unofficial delivery of processed products that do not answer to the FASFC requirements related to processing methods or materials.
With regard to financial means, there is a mixture between adapting to the current system and creating innovative responses to diminish difficulties. Some producers of food teams use guidance services to benefit from existing subsidies and, at the same time, implement the innovative pre-financing system (i.e. prepayment and/or commitments by food teams' consumers to purchase to the same farmer for a defined period, what allows producers to foresee their income and their investment capacity). Projects of land cooperatives and their particular funding systems constitute another kind of innovative response to difficult access to subsidies and land. Finally, food teams seize the subsidising opportunities for food teams' coordination or specific projects.
More encompassing food teams' actions are linked to both strategies "to change the system to make it more favourable" and "to create new opportunities". These actions consist in creating support in favour of food teams or more generally short food supply chains through building ties with both public authorities and non-state actors. One example is the creation of the workgroup at the *Voedselteams*' initiative in the aim to draw up a Flemish plan on short food supply chains.

This last strategy is related to what we name the institutional embeddedness of Belgian food teams. This concept refers to the external ties that food teams create with the actors of institutions of the agro-food system (state and non-state actors) and shows if and how food teams constitute a new actor in this system. Moreover, institutional embeddedness itself is a factor of development or scaling up, nurturing food teams through additional support and resources.
We firstly observe regional differences in terms of the kinds of actors with which food teams are linked and in terms of "intensity" of these ties.
The Flemish system, composed of the coordinating non-profit-making association *Voedselteams* and the individual local voedselteams (whose name is legally protected), is the most institutionally embedded of the three Belgian food teams systems. Indeed, the association is officially considered as a socio-cultural movement and benefits from a permanent subsidy from the Flemish ministry of culture. This contributes to pay a regional coordinator and four provincial collaborators. In return, the association has to adopt a five-year action plan related to its missions and to deliver annual activity reports. Moreover, *Voedselteams*' last activity report mentions explicitly a strategy of searching for new public subsidies, for example through a provincial LEADER + partnership. *Voedselteams* has also the objective to communicate the more possible about its system and uses therefore the promotional and communicational tools developed by public authorities. Finally, the political mission of *Voedselteams* is relatively well developed, by regularly questioning policy makers (for example about sanitarian rules and organic agriculture). A particular illustration of this questioning is the call for a participative reflexion about the possibility to implement a Flemish plan about short food supply chains. As mentioned, this call is translated into a workgroup composed of *Voedselteams,* the Flemish minister of agriculture as well as other structures related to traditional trade unions and the organic sector. In this sense, this workgroup could prefigure the establishment of a Flemish network on short food supply chains, gathering dominant and alternative actors. The first step of this workgroup consisted in an inventory of short food supply chains in Flanders, made by the Flemish agricultural department itself. This shows thus the concrete involvement of the public authority in this topic.

In connection with non-state actors, *Voedselteams* and the dominant Flemish trade union *Boerenbond* have recently started a rapprochement process about organic agriculture and short food supply chains. This rapprochement could be strengthened through their mutual participation to the workgroup mentioned above. By taking the initiative, *Voedselteams* preferred collaboration to competition. At the same time, *Voedselteams* tries to gather its forces with producers' federations sharing the same values. Therefore, it envisages introducing a demand to be member of the international movement *Via Campesina* that defends peasant agriculture. Moreover, *Voedselteams* collaborates with the organic platform, what was more expectable in comparison with *Boerenbond*, due to their common interest for organic agriculture. Indeed, *Bioforum Vlaanderen* considers voedselteams as an interesting outlet for the organic sector. Therefore, they work in close collaboration for some projects, including the workgroup in creation. With regard to retailers, *Voedselteams* has only ties with alternative shops, i.e. some organic and fair trade shops. Their relationships are synergetic because these shops constitute voedselteams' delivery places and/or make their promotion. Fair trade shops are also suppliers of some products. Moreover, *Voedselteams* is busy with a project including an ethical bank for creating the financial structure to buy lands for organic producers. A training body in organic agriculture is also involved in this project. Finally, there are strong linkages between *Voedselteams* and different associations in the environmental and agricultural fields, including the most important Flemish environmental NGOs.
All these elements show how *Voedselteams* is active to win several actors - including those of the regime - to its cause, in order to benefit from external support and to set its vision at the agenda.
In terms of institutional embeddedness, the Brussels food teams' system is between the Flemish and Walloon systems. Since end 2009, the coordinating body *Le Rezo* benefits since end 2009 from a grant in the framework of a public convention between the Brussels minister of environment and the non-profit-making association *Le Début des Haricots*. It led to the hiring of a regional coordinator in order to structure the functioning of *Le Rezo*. In order continue with this coordination, *Le Rezo* asked all Brussels municipalities a financial help and material support for the logistics of food teams (municipal delivery rooms but also lands for urban agriculture). Moreover, reflections related to a common positioning towards some state interventions start to emerge inside *Le Rezo,* illustrated by the project of an internal commission about sanitarian rules. Currently, the debate is not settled and *Le Rezo* does not currently communicate about policy makers' initiatives what is explained by its too recent internal stabilization. However, the building of networks with public and non-state actors develops through the participation to some formalised networks, namely the Brussels and Walloon networks for sustainable food (RABAD and RAWAD) in which both dominant and alternative actors of the agro-food network are found. Furthermore, the internal regulation of *Le Rezo* mentions among its objectives to participate to the public debate around the agricultural production and the food consumption[290].
With regard to ties with non-state actors, the Brussels system strongly interacts with agricultural and environmental associations, including the larger ones, as it is the case for the three regional systems. It has also links with the progressive French-speaking trade union and related organisation: collaboration exists with *Saveurs Paysannes* assigned to promote and facilitate short food supply chains in Brussels and Wallonia and *Le Rezo* has a partnership with the trade union *FUGEA*. However, this partnership has not led to a real cooperation until now. Relationships exist also with the organic platform *Bioforum Wallonie*, namely through the intermediary of *Nature et Progrès*, member of *Bioforum* that represents the voice of short food supply chains. Nevertheless, no collective projects have been conducted for the moment.

[290] RESEAU BRUXELLOIS DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE, *Règlement d'ordre intérieur,* p2.

Therefore, networking between these actors and *Le Rezo* led to less concrete realisations than *Voedselteams*.
Moreover, other elements show that the Brussels system is on a lower stage of institutional embeddedness than the Flemish one. Indeed, *Le Rezo* is still reluctant with regard to political recuperation. This distrust constitutes one of the reasons why *Le Rezo* decided to register the names "groupes d'achat solidaire pour une agriculture paysanne" and "groupes d'achat solidaire" as collective brands for which the use is subjected to the respect of the *Rezo's* charter. This particularly contrasts with the recent demands of subsidies and access to room addressed to all Brussels municipalities. We can thus perceive a kind of tension between institutional embeddedness versus independence in the Brussels system, particularly with regard to public authorities.
Nevertheless, this tension is subject to a temporal evolution. Indeed, we explained that the demand for a subsidy by *Le Début des Haricots* created an internal debate inside GASAP's and *Rezo*'s members. The pro and counter-arguments dealt with the opportunity for coordination and the adequate use of public financial means versus the political recuperation and the loss of financial independence. Furthermore, at the beginning, the coordination work was envisaged as an intermediary step (during one year corresponding to the length of the subsidy) in order to make the *Rezo* autonomous[291]. But now the subsidy has been given and the coordinator is in place, these questions seem to have "disappeared" under the issue of searching new subsidies for pursuing this coordination. The recent demand from the *Rezo* to all Brussels municipalities clearly illustrates this change. Therefore, this temporal evolution could have implications in terms of more institutional embeddedness.
Finally, the Walloon system is the less embedded in the institutional framework. In this respect, note firstly that Walloon food teams are divided between "groupes d'achat commun" and "groupes d'achat solidaire" and that no comprehensive inventory exists despite a few attempts. No association coordinates these teams and no public subsidy is given. This lack of coordination hinders a common representation of Walloon food teams, for example in some networks such as the Walloon network for sustainable food (RAWAD). Walloon food teams did thus not build particular ties with public authorities, excepted those who benefit from a municipal support under the form of a delivery room.
With regard to non-state actors, the situation is similar to the Brussels one because the same actors are involved. However, the form of these interactions is different. Indeed, in the absence of a coordinating body, neither formal partnerships (as it is the case between *le Rezo* and FUGEA) nor common representation are possible. Therefore, the Walloon food teams' voice(s) is (are) carried by the associations to which they are close (here *Nature et Progrès*, *Le Début des Haricots*, *Saveurs Paysannes*). Moreover, *Bioforum Wallonie* is reserved about the advantages of some Walloon food teams, i.e. the "groupes d'achat commun", because they do not have not contractual commitments with the producers, contrary to "groupes d'achat solidaire".
Note that, similarly to the Brussels situation, Walloon food teams are probably subject to a temporal evolution. Indeed, a project of coordination has been recently discussed in the context of a workgroup about Walloon food teams composed of *Le Début des Haricots* and *Nature et Progrès.* This coordination could be accompanied by a public subsidy because *Le Début des Haricots* addressed a demand to the Walloon minister of agriculture. However, *Nature et Progrès* is sceptical about a real possibility of coordination because it does not currently appear as a need from Walloon food teams. *Nature et Progrès* thus does not think that the model of Brussels GASAP could be immediately applied in Wallonia, through a common charter and a coordinating body[292]. But despite these uncertainties related to a future

[291] Interview *Rezo* coordinator.
[292] Interview responsible *Nature et Progrès*

coordination, we note a change in the role of the regional authorities in this respect. Indeed the Walloon Region "suggested" a possibility of subsidy for food teams by communicating explicitly their wish to support the creation of "groupes d'achat solidaire". This objective is mentioned in the current governmental declaration and the agricultural department asked the concerned associations to move towards coordination[293]. Therefore, the future potential Walloon coordination would differ from the Flemish and Brussels cases because of the initiative role of the regional authority. In other words, the institutional embeddedness of Walloon food teams would partly result from the wish of a regime actor. This phenomenon is certainly a direct consequence of the increasing interest for short food supply chains in policy agendas. This point is thus related to the public authorities' role of supporting actively niches, according to the transition and strategic niche management approaches with which we deal in the next section.

Globally, this regional comparison shows a correlation between the institutional embeddedness of food teams and their internal coordination. The fact that a better coordination leads to stronger interactions with the actors of the agro-food system can be explained by the following reason: when a coordinating body is created, it obtains the role of spoke-person, charged to represent a common position, and becomes an identifiable actor in the eyes of the other actors of the agro-food system. In this perspective, the absence of coordination of Walloon food teams complicates the building of a network with external actors. But the correlation also works in the other sense because interactions with actors of the regime can support internal coordination. In this case, ties with public authorities engender resources for food teams, i.e. subsidies which are used to pay coordinators.
These results show also a possible temporal evolution towards more institutional embeddedness and internal coordination. This is especially visible in the Brussels case and, in a more uncertain level, in the Walloon case. Moreover, this latter illustrates that regional authorities could play a more leading role in this process towards a growing (public) institutional embeddedness. Due to the longer experience of *Voedselteams* in coordination (since 1996), we can wonder if the Flemish food teams' system could prefigure the future evolution of the Brussels and Walloon food teams and, in this case, if the Belgian food teams' system could be more unified. Due to the rather fast current evolution, it is difficult to answer now. Moreover, other factors that the temporal one probably play a role in the trajectory of each food teams' system, namely their respective development perspectives. Indeed, *Voedselteams* clearly announces its objective of development, in number of food teams and of members[294] while the development perspective of *Le Rezo* in terms of number of food teams is moderated, in all cases in the short-term, in order to control the growth and to take the necessary learning time[295]. In Walloon food teams, development perspectives are currently neither discussed in a global framework nor in individual groups (cf IDD results). As a result, these different point of views about development maybe also condition efforts towards institutional embeddedness. According to this hypothesis, *Voedselteams* would be the more embedded in the institutions of the agro-food system because of its more ambitious development objective.
In all cases, institutional embeddedness allows food teams to gain resources useful for their development, i.e. money (subsidies from public authorities), knowledge and skills (experience sharing and practical advices for producers and food teams' members through various meetings), lobbying access (by creating or participating to some workgroups dealing with

[293] Interview *Rezo* coordinator.
[294] VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, p16.
[295] Interview *Rezo* coordinator

policy projects or recommendations) and visibility (through communicational tools from public authorities, trade unions and other associations).

3. Food teams and the governance of niches

As announced in the methodology, this last section integrates all the elements of the previous analysis related to the food teams' governance in order to answer the following questions:

- Are food teams, considered as a niche, managed according to the guiding principles of the transition and strategic niche management approaches?
- Facing these considerations, is an active governance of food teams feasible and even desirable?

We start with the recommendations or guidelines developed by both transition and strategic niche management approaches with regard to niches, in order to examine if these latter are put into practice in the Belgian food teams context.
As mentioned in the introduction, one of the activities of transition management is to initiate and to execute "transition experiments" [296]. More specifically, the aim is to create a portfolio of such experiments reinforcing each other and contributing to sustainability objectives in significant and measurable ways[297]. This activity is considered as particularly important in the "predevelopment phase" of a transition, i.e. the first phase of a transition "*where there is little visible change at the systems level but a great deal of experimentation at the individual level"* [298]. As for strategic niche management, it focuses especially on experiments, considering the niche level is determining to challenge the regime.
In this framework, the principal recommendation related to niches is the dimension of protection from the regime[299]. Indeed, strategic niche management literature states that niches should be protected from the mainstream (the dominant system) to avoid immediate or direct pressure from existing regimes[300]. Similarly, transition management affirms that a niche which does not benefit from a certain level of protection is without chance against the regime[301]. Besides exemption from some rules, "transition managers" are also supposed to provide other resources to niches, namely knowledge, money, skills, lobbying possibilities and experiment space[302]. Transition management also insist on the need of a guiding vision following which to manage niche[303]. Moreover, strategic niche management refers to the notion of steering, rather than top-down control of niches: *"SNM as a policy tool does not suggest that governments create niches in a top-down fashion, as is sometimes assumed by commentators, but focuses instead on endogenous steering, or steering from within. Such steering can be enacted by a range of actors, including users and societal groups. Steering can address many parts of the process, by adding a new actor, a specific learning process or a set of demonstration projects which may redirect evolving dynamics towards a desired path. Niches are not inserted by governments, but are assumed to emerge through collective*

[296] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p3.
[297] LOORBACH, D., ROTMANS, J. « Managing transitions for sustainable development » *in* OLSHOORN, X., WIECZOREK, A.J., *Understanding Industrial Transformation. Views from different disciplines,* Springer, Dordrecht, 2006, p15.
[298] LOORBACH, D., ROTMANS, J. *op.cit.*, p4.
[299] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p4.
VAN DER HOEVEN, D., *op.cit.*, p30.
[300] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p4.
[301] VAN DER HOEVEN, D., *op.cit.*, 160.
[302] *Ibidem.*
[303] RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., *op.cit.*, p3.

enactment. Nevertheless, their (future) course can be modulated into more sustainable directions. Because of these characteristics, we would like to define SNM as a form of reflexive governance (see Voss, Bauknecht, and Kemp 2006; and in particular, see Grin 2006)"[304]

Confronting these recommendations with the Belgian food teams' governance, we observe that food teams are not proactively managed or steered. Indeed, food teams are originally created by consumers and farmers in an independent way, without external support. That does not mean that food teams are not protected from some elements of the regime, for example the non-application of some sanitarian rules, trading rules and official labels. But these mentioned favourable elements do not constitute a voluntary exemption of rules by the state, they are rather linked to a passive laissez-faire or tolerance from the public authorities that allows food teams to act in a grey zone in some respects. Furthermore, the opportunities linked to the emergence of short food supply chains in the policy agenda often favour food teams in a indirect way because they are embodied in a set of various direct marketing initiatives. Food teams thus scarcely make the object of specific measures and have to ask for support. That is why we concluded in the previous section that the current food teams' governance often dilutes in the short food supply chains' governance and that, when food teams are specifically addressed, governance is spontaneously not very active. However, we observed that institutional embeddedness of food teams tends to grow, what allows them to gain several kinds of resources. Nevertheless, with regard to public authorities, most resources emerge from a direct demand from food teams too (subsidies, material help, organisation of a workgroup).

Moreover, in connection with the dimensions of vision and steering or modulation of niches' course, several public institutions claim for a vision of a sustainable food system (namely Federal Council of Sustainable Development and the Brussels Region, cf infra) but none exists for the moment. As a consequence, the role of food teams is not integrated in a global vision for the transition of the agro-food system, what prevents for justifying the interest to promote them in this perspective.

Therefore, all these elements show that food teams' governance does not correspond to the active management model recommended by the transition and strategic management approaches. Nevertheless, we could be faced soon to a turning point towards a more proactive support, as the temporal evolution suggests it. In this respect, we can mention the Walloon Region's objective to support the creation of GAS and its initiative role to favour their coordination through a subsidy. Moreover, the possible creation of a legislative framework or plan for short food supply chains (announced or in discussion) could reinforce and link food teams' opportunities by adopting a more coherent policy approach. These instruments could be also helpful for creating a (long-term) vision and clarifying the specific role of food teams in comparison with other SFSC initiatives, namely with regard to their respective innovative potential in the framework of a sustainable transition of the food and agricultural system. Finally, we can remind the project of one Brussels municipality to create an expanded food team at the municipal scale. Nevertheless, as these elements are not yet concretized, this possible trajectory towards a more proactive involvement from public authorities in food teams' development should be looked in retrospect.

Facing these considerations, we can wonder if such an active governance of food teams is feasible, and even desirable in some respects.

[304] SCHOT, J., GEELS, F., « Strategic niche management and sustainable innovation journeys : theory, findings, research agenda, and policy » *in Technology Analysis and Strategic Management,* n°20-5, 2008, p538.

Firstly, the feasibility of such a proactive governance can be questioned with regard to the particular status of food teams. Indeed, we have considered since the beginning of the study that food teams constitute a niche that should be promoted to potentially challenge the agro-food regime in a more sustainable way. However, the concept of niche and the transition approach are of course not well-known by all actors playing a role in the food teams' governance. As a consequence, support of food teams is not automatically considered within a transition perspective and all its related guiding principles. Moreover, we can question the niche status of food teams as a whole. Indeed, despite common values and organisational characteristics, there are differences between the three regional food teams' systems as well as between individual food teams of the same region (cf Part II). Our governance analysis particularly highlighted these differences at the level of interactions of food teams' systems with the actors of the agro-food system. The existence of a Belgian food teams' niche is thus not so clear than it could seem at the first sight. Moreover, in a larger perspective, we can wonder whether the niche concept would not better apply to the broader set of short food supply chains, which gathers various direct marketing initiatives including food teams. Indeed, this would be justified with regard to our analysis of the governance framework that mostly addresses this level rather than food teams in particular.

In any case, food teams as a particular kind of short food supply chains are lacking a clear status inside society. They insert of course into the food consumption system but represent more than just a system of food provisioning. For example, the food teams' dimensions of conviviality and learning about sustainable food and agriculture – or a sustainable model of society in general- give to (food) consumption a multifunctional character. Facing these specificities, the food teams' official status is sometimes vague, as it is the case for *Voedselteams* which is considered by the Flemish Region as a socio-cultural movement (due to its subsidization by the regional ministry of culture). We could argue that this difficulty to give food teams a defined status has implications in the way their management is conceived by external actors, particularly public authorities. Pushing the reasoning further, the lack of clarity in the food teams' status could explain why food teams' public governance is not very active. This assumption is close to the conclusion of a research project which deals with several European case studies of innovations in the agricultural sector, namely related to direct marketing (including solidarity consumer groups and community structured agriculture in France, Switzerland, Italy and the Netherlands)[305]. According to this project, the lacks of involvement of the public decision system with regard to direct sale innovations and of close ties between these initiatives and the conventional regulatory and institutional framework are explained by the informal status of these initiatives[306]. Furthermore, this absence of (pro)active support from institutions is attributed to a weak ability to identify and manage innovations: "*administrators are not receptive and proactive towards innovative concepts and projects in so far that they do not recognize and do not know how to manage them*"[307] and "*capacities to assess the potential of emerging innovations are not always present in support organizations and embedded in their institutional culture*"[308]. As a consequence, the current food teams' governance is influenced by the imprecise status of food teams at the eyes of public authorities, and namely by their unclear "innovation status" that moreover requires specific management abilities, probably not sufficiently developed by public actors.

Another normative question is whether it would be desirable to actively 'govern' food teams. Indeed, the citizens' basis of food teams, through their autonomous creation and (volunteer) management, constitutes a common value in the three regional food teams' systems. By the

[305] KNICKEL, K., TISENKOPFS, T., PETER, S., *op.cit.,* pp25-26.
[306] *Ibid.*, p31.
[307] *Ibid..,* p25.
[308] *Ibidem.*

way, it seems that "*the lack of involvement of the public decision actors can sometimes be considered as an opportunity for individual alternative innovators"*[309](cf opportunities due to 'laissez-faire'). Furthermore, if we consider that participation in a food team induces a reflection, or even a change in practices in other consumption patterns, then this self-regulation of food teams should be maintained. Indeed, *"food looks as a gateway for other changes in attitude and practices"*[310] and thus "*innovation in social practices around food, as empirical evidences show, can encourage broader changes in consumption behaviours (beyond food and beyond purchasing of goods), and stimulate other processes of awareness and citizenship raising (about more general issues, such as development patterns and their environmental and social implications)"*[311]. In other words, the direct implication of the consumer as a citizen certainly constitutes a central lever to favour in the governance of the transition for sustainable consumption. In these conditions, one of the stakes of the food teams' governance is to build favourable conditions to encourage and sustain these initiatives without eroding their innovative potential[312] and citizen commitment. Changes in the institutional context in favour of short food supply chains at the European and Belgian level should thus be pursued. Moreover, we can argue that measures which specifically address consumers should be more developed, by finding ways to stimulate civil society initiatives or, at least, by facilitating their implementation. Experience sharing and raising awareness that take place through the different contracts and incentive instruments and the facilitator role that public authorities and agencies play within these instruments already go in this direction. Subsidies and material help are also useful, under the condition they do not induce too much dependence, which is difficult to assess nevertheless. A certain level of tolerance or flexibility in the regulations which apply to food teams as fact associations, namely the absence of sanitarian rules in delivery rooms, should be maintained too. With regard to a more proactive role of public authorities, for example in the creation of food teams, things are more difficult to settle. Indeed, the expansion of food teams' systems to a larger public is praiseworthy and, in a sense, could be considered as a mission of public service. However, the experiment with a Brussels municipality creating such a system (not yet concrete) is viewed with some distrust by the Brussels *Rezo.* Besides the fear of political recuperation, the *Rezo* is afraid of a less active involvement of consumers due to a bigger initiative role of public actors, which would represent a significant loss of the interest of the food teams' system. In this particular example of project, the lack of collaboration between the concerned municipality and the grassroots movement, i.e. *the Rezo*, could likely work against the project. As a consequence, a model where public authorities lean on the existing grassroots initiatives to develop food teams, for example in the Walloon case, would be probably more efficient.

More broadly, such a desirable governance framework would imply "*the presence of a public support system open to innovative projects and so addressed to experimentations, in order to fine-tune innovative institutional arrangements*"[313]. This fits in with the previous considerations about the feasibility of an active governance of innovations, i.e. the need to recognize and assess the potential of such innovations and to develop appropriate governance tools. This certainly implies more innovative and reflexive governance and, in this sense, the

---

[309] *Ibidem*

[310] ROSSI, A., BRUNORI, G., *op.cit.*, p1919.

[311] *Ibid.,*p.1927.

[312] *Ibid..,*p.1926.

[313] SEYFANG, G., « Ecological citizenship and sustainable consumption : Examining local organic food networks » *in Journal of Rural studies,* n°22, 2006, pp383-395; BRUNORI, G., ROSSI, A., GUIDI, F., *In depth review on alternative food marketing strategies. Case study: Solidarity-Based Purchasing Groups,* National report in IN-SIGHT EU Project FP6, WP3, 2007 cited in ROSSI, A., BRUNORI, G., *op.cit.,* 1926.

examples found in the policy instruments influencing food teams (networks on sustainable food, workgroups on short food supply chains) should be strengthened.

In conclusion, a more active governance of food teams by public authorities is feasible and desirable if the status of food teams is clarified, particularly as innovation in the agro-food field, and if this innovative potential is developed, through a favourable policy framework, a support of grassroots movements that encourage direct involvement of food consumers and, more generally, institutional arrangements that induce innovative and reflexive governance in the agro-food field.

Bibliography

Scientific literature

BAULER, T., *Indicators for sustainable development: A discussion of their usability,* Thesis in Environment, Université Libre de Bruxelles, 2007.

BECK, U. et al, "The theory of reflexive modernization: Problematic,hypotheses and research programme", *in Theory, Culture and Society,* n°20, 2003, pp1-33

BRUNORI, G., ROSSI, A., GUIDI, F., *In depth review on alternative food marketing strategies. Case study: Solidarity-Based Purchasing Groups,* National report in IN-SIGHT EU Project FP6, WP3, 2007

DELHOMMEAU, T., *Alimentation : circuits courts et circuits de proximité,* Les cahiers de la solidarité n° 20, Bruxelles, 2009.

DELHOMMEAU, T., *Les groupes d'achat en Belgique,* Mémoire de fin d'études master en sciences et gestion de l'environnement, Université Libre de Bruxelles, 2009.

DUBUISSON-QUELLIER, S., *La consommation engagée*, Sciences Po. Les Presses, Paris, 2009.

ELIADIS, P., HILL, M.M., HOWLETT, M., *Designing Government- From Instruments to Governance,* McGill-Queen's University Press, Montréal, 2005.

FEAGAN, R. « Direct marketing: towards sustainable local food systems? », Guest Editorial, *in Local Environment*, vol 13, n°3, 2008.

GOODMAN, D., GOODMAN, M., « Alternative food networks » in KITCHIN, R., THRIFT, N., *Encyclopedia of Human Geography,* Elsevier, Oxford, 2008.

GOODMAN, D., GOODMAN, M., "Localism, livelihoods and the 'post-organic': Changing perspectives on alternative food networks in the United States" *in* MAYE, D., HOLLOWAY, L., KNEAFSEY, M., *Alternative food geographies: Representation and practice*. Oxford, UK: Elsevier Science, 2007, pp. 23–38.

GUTHMAN, J., "The Trouble with 'Organic Lite' in California: a Rejoinder to the 'Conventionalisation' Debate" *in Sociologia Ruralis* 44 (3), 2004, 301-316.

GUTHMAN, J., “Regulating meaning, appropriating nature: the codification of California organic agriculture” *in Antipode* 30(2), 1998, 135–154.

GUTHMAN, J., “Commodified meanings, meaningful commodities: re-thinking production-consumption links through the organic system of provision” *in Sociologia Ruralis* 42(4), 2002, pp 295-311.

GRIN, J., FELIX, F., BOS, B., SPOELSTRA, S., “Practices for reflexive design: Lessons from a dutsch programme on sustainable agriculture” *in International Journal of Foresight and Innovation Policy,* n°1 (1-2), 2004, pp.126-149.

GRIN, J., “Reflexive modernization as a governance issue- or designing and shaping re-structuration” *in* VOSS, J.-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive governance for sustainable development,* Cheltenham, Edward Elgar, 2006, pp71-85

HAGER, M.A., GALASKIEWICZ, J., LARSON, J.A., “Structural embeddedness and the liability of newness among nonprofit organizations“ *in Public management review,* vol 6, issue 2, 2004, pp159-188.

HEZRI, A.A., DOVERS, S.R., “Sustainability indicators, policy, governance: issues for ecological economics” *in Ecological Economics,* n°60, 2006, pp86-99.

HENDRIKS, C.M., GRIN, J., “Contextualising reflexive governance: The politics of Dutch transitions to sustainability *in Journal of Environmental Policy and Planning,* 2007, pp1-17.

HOOGMA, R., WEBER, M., ELZEN, B., « Integrated Long-Term Strategies to Induce Regime Shifts towards Sustainability: The Approach of Strategic Niche Management » in WEBER, M., HEMMELSKAMP, J., *Towards Environmental Innovation Systems*, Springer, Berlin, 2005.

HOOGMA, R., KEMP, R., SCHOT. J., TRUFFER, B., *Experimenting for Sustainable Transport, The Approach of Strategic Niche Management*, Spon Press, 2002.

JAFFEE, D. *Brewing justice: Fair trade coffee, sustainability, and survival.* Berkeley, CA: University of California Press, 2007.

JOHNSTON, J., BAKER, L., « Eating outside the box : FoodShare’s good food box and the challenge of scale » *in Agriculture and Human values,* n°22, 2005, pp313-325

JOUVE, B., LEFEVRE, C., « De la gouvernance urbaine au gouvernement des villes ? Permanence ou recomposition des cadres de l'action publique en Europe » *in Revue française de science politique*, n°6, 1999. pp. 835-854.

KEMP, R., LOORBACH, D., “Transition management: a reflexive governance approach” *in* VOSS, J., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive governance for sustainable development,* Cheltenham, Edward Elgar, 2006, pp104-130.

KNICKEL, K., TISENKOPFS, T., PETER, S., *Innovation processes in agriculture and rural development. Results of a cross-national analysis of the situation in seven countries, research*

gaps and recommendations. INSIGHT Strengthening Innovation Processes for Growth and Development Research project- 6th Framework Programme, 2009.

LASCOUMES, P., LE GALES, P., *Gouverner par les instruments,* Sciences Po, Paris, 2004
LEVIDOW, L.; DARROT, C., *Local food systems: practices and strategies*, Workshop 22 Feb 2010, Brussels, Project: FAAN (Facilitating alternative agro-food networks: stakeholder perspectives on research needs).

LOCKIE, S., LYONS, K., LAWRENCE, G., "Constructing 'green' foods: corporate capital, risk and organic farming in Australia and New Zealand" *in Agriculture and Human Values* 17(4), 2000, pp315–322.

LOORBACH, D., ROTMANS, J., "Managing transitions for sustainable development" *in* OLSTHOORN, X., WIECZOREK, A., *Understanding industrial transformation views from different disciplines,* Leusden, Springer 2006

LOORBACH, D., *Transition Management: New Mode of Governance for Sustainable Development,* Utrecht, International Books, 2007

MARSDEN, T., BANKS, J., BRISTOW, G., « Food supply chain approaches : Exploring their role in rural development » *in Sociologia Ruralis,* vol.40, n°4, Blackwell, 2000, 424-438.

MATHIJS, E., VAN HAUWERMEIREN, A., ENGELEN, G., COENE, H., *Instruments and Institutions to Develop Local Food Systems*, Scientific Support Plan for a Sustainable Development Policy, 2006.

MAYNTZ, R., "From government to governance: Political steering in modern societies" in SCHEER, D., RUBIK, F., *Governance of Integrated Product Policy: in search of sustainable production and consumption,* Sheffield: Greenleaf, 2006, pp 18-25.

MEADOWCROFT, J., "Environmental Political Economy, Technological Transitions and the State" *in New Political Economy,* vol 10- n°4, 2005, pp479-498.

PFEFFER, J., SALANCIK, G.R., *The External Control of Organizations: A Resource Dependence Perspective*, New York: Harper & Row, 1978.

RAVEN, R., VAN DEN BOSCH, S., WETERINGS, R., « Strategic niche management and transition experiments », Paper for the 4th Dubrovnic Conference on Sustainable Development of Energy Water and Environment Systems, June 4-8 2007, Dubrovnic.

RAYNOLDS, L.T., WILKINSON, J., "Fair trade in the agriculture and food sector: Analytical dimensions" *in* RAYNOLDS, L.T., WILKINSON, J., MURRAY, D., *Fair trade: The challenges of transforming globalization*, New York, NY: Routledge, 2007 pp. 33–47.

RENARD, M.-C. "Quality certification, regulation and power in fair trade" *in Journal of Rural Studies* 21 (4):419–431, 2005.

RENTING, H., WISKERKE, H., "New emerging roles for public institutions and civil society in the promotion of sustainable local agro-food systems", Paper for the 9th European IFSA Symposium, 4-7 July 2010, Vienna.

ROSSI, A., BRUNORI, G., "Drivers of transformation in the agro-food system. GAS as co-production of Alternative Food Networks", Paper for the 9th European EFSA Symposium, 4-7 July 2010, Vienna.

RUBIK, F., SCHOLL, G., BIEDENKOPF, K., KALIMO, H., MOHAUPT, F., SOEBECH, O., STO, E., STRANDBAKKEN, P., TURNHEIM, B., *Innovative Approaches in European Sustainable Consumption Policies*, INSTITUTE FOR ECOLOGICAL ECONOMY RESEARCH Berlin, 2009

SABATIER, P.A., "An advocacy coalition framework of policy change and the role of policy-oriented learning therein" *in Policy Sciences,* n°21, 1988, pp 129-168.

SALAMON, L. M., *The tools of government- A guide to the New Governance,* Oxford University Press, New York, 2002.

SCHOT, J. "The usefulness of evolutionary models for explaining innovation. The case of the Netherlands in the nineteenth century" *in History and Technology,* n°14, 1998, pp173-200

SCHOT, J., GEELS, F., « Strategic niche management and sustainable innovation journeys : theory, findings, research agenda, and policy » *in Technology Analysis and Strategic Management,* n°20-5, 2008

SEYFANG, G., « Ecological citizenship and sustainable consumption : Examining local organic food networks » *in Journal of Rural studies,* n°22, 2006, pp383-395.

SEYFANG, G. (2006b) "Conscious Consumer Resistance? Local Organic Food Networks Versus The Supermarkets". 2006

SHOVE, E., WALKER, G. "Governing innovations in systems of practice: sustainability, transitions and everyday life, Paper prepared for Workshop on 'Politics and Governance in Sustainable Sociotechnical Transitions' 19-21st September 2007, Berlin.

SMITH, Adrian, "Green niches in sustainable development: the case of organic food in the United Kingdom", *Environment and Planning C: government and Policy*, vol. 24, 2006, pp. 441-442.

SMITH, A., "Translating sustainabilities between green niches and socio-technical regimes" *in Technology Analysis and strategic management*, vol.19, n°4, 2007, pp427-450.

SMITH, A., STIRLING, A., BERKHOUT, F., « The governance of sustainable socio-technical transitions » *in Research Policy, E*lsevier, n°34, 2005, pp 1491-1510.

STRILING, A., "Precaution, foresight and sustainability" *in* VOSS, J.-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive governance for sustainable development,* Cheltenham, Edward Elgar, 2006, pp225-272

TISCHNER, U., KJAERBES, U., « Sustainable Consumption and Production in the Agriculture and Food domain » in LALHOU, S., EMMERT, S., *Proceedings :SCP cases in the field of Food, Mobility and Housing,* Workshop of the Sustainable Consumption Research Exchange (SCORE!) Network, Monday 4 and Thursday 5 June 2007, Paris, pp201-237.

TUKKER, A., BUTTER, M., « Governance of sustainable transitions : about the 4(0) ways to change the world » *in Journal of Cleaner Production, E*lsevier, n° 15, 2007, pp 94-103.

TUKKER, A. et al, *Sustainable Consumption Policies Effectiveness (SCOPE²). Final report-Draft*, EU Sixth Framework Programme, 7 october 2008

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN, FACULTE D'INGENIERIE BIOLOGIQUE, AGRONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, *Les circuits courts : un avenir pour l'agriculture en Condroz-Famenne,* 2009.

VAN DER HOEVEN, D., Verbreden, verdiepen, opschalen, KSI tussen wetenschap en transitiepraktijk, Daedalus, Amsterdam, 2010.

VERCAUTEREN, L., VUYLSTEKE, A., VAN HUYLENBROECK, G., *SUS-CHAIN: Macro-level analysis of food supply chain dynamics and diversity, National report- Belgium,* SUS-CHAIN deliverables n°8.5, 2002.

VOSS, J.-P., KEMP, R., "Sustainability and reflexive governance: introduction", in VOSS J-P., BAUKNECHT, D., KEMP, R., *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Edward Elgar, Cheltenham, 2006.

VOSS, J.-P., KEMP, R., " sustainability and reflexive governance: Incorporating feedback into social problem solving" *Paper presented at International Human Diemnsions Programme on Global Environmental Change (IHDP) Open Meeting,* Bonn, 9-13 October 2005

WISKERKE, J.S.C, VAN DER PLOEG, J.D., *Seeds of transition: essays on novelty production, niches and regimes in agriculture,* Assen: Royal Van Gorcum, 2004.

WISKERKE, J., « On promising niches and constraining sociotechnical regimes: the case of Dutch wheat and bread", *Environment and planning A*, vol. 35, 2003, pp. 429-448.

Official literature

Accord de gouvernement conclu entre les négociateurs de CD&V, MR, PS, Open Vld, cdH, mars 2008, p8.

AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE, *L'autocontrôle dans ma petite entreprise de vente directe au consommateur… un jeu d'enfants »,* 2008.

BIOFORUM VLAANDEREN, *BioGenietenGids 2009,* Antwerpen, 2009.

BROUYAUX, A., « Agriculture, quels choix financiers ? » et interview de Marc Fichers, directeur de *Nature et Progrès in* RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF, *FINANcité magazine n°16*, décembre 2009.

CAZAUX, G., *Korte keten in Vlaanderen. Een overzicht,* Departement Landbouw en Visserij adfdeling Monitoring en Studie, Brussel, april 2010.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE, Ministre Laruelle, *Note de politique générale, sécurité alimentaire*, doc52 2225/016, 13 novembre 2009.

COMMUNE DE WATERMAEL-BOITSFORT, *Agenda 21 local*, 16 mars 2010.

CONSEIL DE L4UNION EUROPEENNE, Règlement N° 834/2007 du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91.

CONSEIL FEDERAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE, *Avis relatif à un système alimentaire durable,* 26/03/2010.

GOUVERNEMENT BRUXELLOIS, *Un développement régional durable au service des Bruxellois, déclaration politique régionale 2009-2014,* 2009.

GOUVERNEMENT WALLON, *Projet de déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014, Une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire,* 2009.

GOUVERNEMENT WALLON, COMMISSION EUROPEENNE, *Programme wallon de développement rural 2007-2013,* février 2010.

GOUVERNEMENT WALLON, Document de Programmation: Initiative Communautaire LEADER + en Wallonie, (2000-2006), 2001
FEDIS, *Fedis news,* n°1, Bruxelles, janvier 2009

HOUINS, G., L'approche belge de la sécurité de la chaîne alimentaire : L'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) de 2002 à 2006, janvier 2007, pp4-5.

MINET, Luce, *La constellation des groupes d'achat en Belgique,* asbl Vivre…S, Seraing, 2003.

MINISTERE FRANCAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, "Renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs. Plan d'action pour développer les circuits courts" communiqué de presse, 14/04/2009.

MINISTERE FRANCAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, *Rapport du groupe de travail "circuits courts de commercialisation",* Paris, 2009.

MINISTERE FRANCAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, TERRES EN VILLE, *La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles,* Paris, 2009.

OBSERVATOIRE BRUXELLOIS DE LA CONSOMMATION DURABLE, *Guide de l'alimentation durable à Bruxelles,* CRIOC, Bruxelles, 2008.

PEETERS, K., *Beleidsnota Landbouw, Visserij en Plattelandsbeleid 2009-2014*, minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid, Vlaams Parlement, Stuk 196 (2009-2010) – Nr. 1, 26 oktober 2009, p27.

PEETERS, K, BELEIDSDOMEIN LANDBOUW EN VISSERIJ, BIOFORUM VLAANDEREN, BOERENBOND, ALGEMEEN BOERENSYNDICAAT, *Strategisch Plan Biologische landbouw 2008-2012,* 2008.

PROVINCIE ANTWERPEN, *Beleidsnota: Streekgebonden producten in de provincie Antwerpen,* Departement Welzijn, economie en Plattelandsbeleid, Dienst Landbouw en Plattelandsbeleid, 2009.

RESEAU BRUXELLOIS DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE, *Règlement d'ordre intérieur,* 2010.

RESEAU BRUXELLOIS DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE, *Charte des GASAP,* 2010.

VLAAMS BRABANT, *LEADER HAGELAND: Goedgekeurde projecten 2008,* 2008.

VLAAMSE REGERING, *De Vlaamse regering 2009-2014. Een daadkrachtig Vlaanderen in beslissende tijden, Voor een vernieuwende, duurzame, en warme samenleving,* 2009.

VLAAMSE REGERING, *Programma voor Plattelandsontwikkeling Vlaanderen 2007-2013,* 27 januari 2010.

VLAAMS LANDBOUWINVESTERINGSFONDS, *Activiteitenverslag 2008,* 2009.

VOEDSELTEAMS VZW, *Voortgangsrapport 2009-2010,* Leuven, 2010.

Websites

Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire
http://www.favv.be/

Associations de maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)
http://www.reseau-amap.org/amap.php

Bruxelles Environnement, quartiers durables
http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/informer.aspx?id=4376&langtype=2060
http://www.helmetquartierdurable.be/
http://www.terdelt.be/

Bewust verbruiken netwerk , http://www.bewustverbruiken.org

Bioforum Wallonie, http://www.bioforum.be/fr/

« ça passe par ma commune » http://www.capasseparmacommune.be/

Cellule qualité des produits fermiers, http://www.cqpf.be/

« communes du commerce équitable », http://www.cdce.be/

Coordination européenne Via Campesina, http://www.eurovia.org

Début des Haricots, http://www.haricots.org/gas

Dubuisson-Quellier, S., Entretien avec Sophie Dubuisson-Quellier, dans le cadre de la parution de l'ouvrage *La consommation engagée* (les presses de sciences po, 2009) 18-06-2009, http://www.cso.edu/fiche_actu.asp?actu_id=772

Ecoconso, http://www.ecoconso.be/

Eco-innovation, http://www.eco-innovation.net

European Union:
http://europa.eu/legislation_summaries/consumers/consumer_information/f80501_fr.htm

Federal Public Service Economy:
http://www.economie2.fgov.be/SME/cooperatives/council_fr.htm

FEDIS, http://www.fedis.be/

Ferme Arc-en-ciel, http://www.fermearcenciel.be/

Fermweb www.fermweb.be

Flemish agricultural department http://lv.vlaanderen.be/nlapps/docs/default.asp?id=199

Fondation rurale de Wallonie, http://www.frw.be/

Hapklaar LEADER project, http://www.hapklaar.be/

Jardins de Cocagne, http://www.cocagne.ch/

Meat cooperative *Hagelandse Haspengouwse Veeboeren Coöperatie ,* www.hoevevlees.be

Mmm-eetjesland LEADER project, http://www.mmm-eetjesland.be/

Nature et Progrès http://www.natpro.be/alimentation/garantieparticipative/index.html

Panier malin LEADER project, www.paniermalin.be

PROGRAMME INTERREG IV A GRANDE RÉGION, http://www.interreg-4agr.eu/

Région wallonne, Programme wallon de développement rural, http://www.pwdr.be/

Réseau des acteurs bruxellois pour une alimentation durable, http://fr.observ.be/rabad.php

Réseau d'acteurs wallons pour une alimentation durable,
http://www.iewonline.be/spip.php?article2891

Réseau wallon du développement rural http://www.reseau-pwdr.be/

Saveurs paysannes, http://www.saveurspaysannes.be/

Terre de liens, http://www.terredeliens.org/

Topino, www.topino.be

Urgenci http://www.urgenci.net/

Voedselteams, http://www.voedselteams.be

Vlaams Agrarisch Centrum http://www.vacvzw.be/

Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling, http //www.vodo.be/

Vlaams Ruraal netwerk voor plattelandsontwikkeleing, http://www.ruraalnetwerk.be/

Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing,
http://www.hoeveproducten.be/dealer/index.phtml

Walloon rural development network, http://www.reseau-pwdr.be/

Wervel, http://www.wervel.be

EDM-2006-14: http://www.uea.ac.uk/env/cserge/pub/wp/edm/edm_2006_14.pdf

Interviews

Category	Actor	Function	Date	Kind of interview
Public authorities				
Municipalities	Municipality Mons	Eco-adviser	14/01/2010 15/03/2010	Face to face + Phone
	Municipality Etterbeek	Deputy mayor and project manager	29/04/2010	Face to face
	Local action group *Transvert*	LAG manager	22/04/2010	Face to face
	Network of local development agencies- Union of Walloon cities and municipalities	Adviser	13/04/2010	Phone
Regions	Walloon Agricultural Department (Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement)	Short food supply chains manager	04/03/2010	Face to face
	Walloon rural Foundation	Rural development agent	16/02/2010	Phone
	Walloon Agency for the promotion of a quality agriculture	Local producers' promotion manager	17/02/2010 16/03/2010	Phone
	Flemish Agricultural Department	Study cell- policy advisers	16/03/2010	Face to face
Federal state	Federal Agency for of the security of the food chain	Communication director	24/02/2010	Phone
	Federal Ministry of Agriculture	Cell security of the food chain and agriculture manager	12/02/2010	Face to face
	Federal programming service for sustainable development	Environmental manager	16/02/2010	Phone
European Commission	DG Agriculture and rural development	Belgian rural development manager	26/02/2010	Phone
Farmers trade unions and federations				
	Walloon farmers association - *Saveurs paysannes*	manager for promotion of Short food supply chains	05/02/2010 22/04/2010 25/06/2010	Face to face + phone
	Walloon farmers association- *Accueil Champêtre en Wallonie*	Guidance managers	19/03/2010	Face to face
	Flemish trade union-	Study service	25/02/2010	Phone

	Boerenbond			
Multi-actors organisations	Organic agriculture platform- *Bioforum Wallonie*	President	17/02/2010	Phone
	Organic agriculture platform- *Bioforum Vlaanderen*	Quality manager	19/04/2010	Mail
	Walloon rural development network	Cell Animation manager	29/04/2010	Phone
	Research and Information centre of consumers' organisations- CRIOC	Attaché specialised in the food sector	15/03/2010	Phone
	Brussels actors network for sustainable food – RABAD	Founding member	15/02/2010	Phone
NGOs	Organic agriculture association- *Nature et Progrès*	Local producers manager	02/03/2010 12/05/2010 25/06/2010	Face to face + phone
	Sustainable agriculture association- *Wervel*	Coordinator	10/03/2010	Mail
	Training organism - *CRABE*	manager for professional trainings in organic agriculture	14/01/2010 11/03/2010	Face to face + Mail
Food teams	*Le Rezo des GASAP*	Brussels food teams coordinator	24/02/2010 25/05/2010	Face to face
	Voedselteams	Regional coordinator manager Flemish Brabant manager Western Flanders	18/05/2010 26/04/2010 30/04/2010	Face to face + mail
	Walloon GAC	Member GAC Seraing and author of a study about Belgian food teams	20/04/2010	Phone
Processers and retailers				
Food Industry	Food industry federation	Environment director	12/03/2010	Mail
Retailing	Retailer- *Delhaize*	Local sourcing manager	22/03/2010	Face to face
	Bioshops	Managers of two Brussels bioshops	29/04/2010	Face to face
Certifiers	*Quality partner*	Certification manager	12/05/2010	Phone
Scientists	Univeristy of Gembloux	Professor in agronomy	06/04/2010	Face to face

Meetings and conferences

- 25/11/2010 : workgroup on food teams organised by *Nature et Progrès*, presentation of the results of this working package
- 25/06/2010 : presentation of the study ‘‘Circuits courts’’ (short food supply chains) by the Research and Information centre of consumers’ organisations (CRIOC) in the Walloon Agricultural Department (Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement**)**
- 17/05/2010 : Meeting of the Brussels actors network for sustainable food (Réseau des acteurs bruxellois pour l’alimentation durable –RABAD)
- 29/04/2010 : Meeting in the Brussels municipality of Etterbeek about the project « Comme une ferme à la ville » : invitation of storekeepers by the burgmester, the deputy mayor of environment and the project manager
- 22/04/2010 : ground visit of the Flemish network ‘Hartenboer’ organized by the Walloon rural development network (Réseau wallon de développement rural)
- 24/03/2010 : European symposium: A future for a Strong Common Agricultural Policy
- 18/03/2010 : Meeting for the project of the Brussels Region ‘Brussels Sustainable Economy’, focus group sustainable food
- 17/01/2010 : General Assembly of Brussels GASAP
- 14/01/2010 : workshop « Quelles initiatives locales vers l’autonomie alimentaire ? » organised by ‘Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Écologique’ (GRAPPE)
- 26/11/2009: Meeting of the Walloon actors network for sustainable food (Réseau des acteurs wallons pour l’alimentation durable –RAWAD)